PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

SEP 1938 26

REVUE DE PARIS

15 SEPTEMBRE 1938

GEORGES OUDARD	*Les Juifs de l'Europe Centrale* .	241
PIERRE FRÉDÉRIX	*Le Feu des Quatre Fers.* — III.	263
C.-J. GIGNOUX	*Les Ides d'Octobre*	291
GEORGES IMANN	*Caroline de Brunswick.* — I . .	301
ÉMILE HENRIOT	*Les Carnets de Joseph Joubert* .	334
RENÉ LAURET	*La Politique sociale du National-Socialisme*	352
JEAN DE LA VARENDE	*Comte Philippe de Meyerdorff* .	377
JOSEPH BERTELOOT	*Catholicisme et Franc-Maçonnerie*	394
PIERRE MÉLON	*Les Galions de Vigo*	417
IGNOTUS	*M. Édouard Daladier*	447
HENRY BIDOU	*Le Mouvement littéraire*	461
ROLAND DE MARÈS	*La Crise tchécoslovaque*	469

P. D'ESPEZEL : *Vieux Paris*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 10 FRANCS

45e ANNÉE *NUMÉRO 18*

LA REVUE DE PARIS *il y a cent ans*

Du bulletin de la Revue de Paris *de septembre* 1838 *(Première* Revue de Paris), *nous extrayons le passage suivant qui montre à quelle résistance Berlioz se heurta dans la critique parisienne :*

« *Théâtres. — Opéra :* Enfin M. Berlioz a eu, lui aussi, sa soirée, soirée curieuse, bizarre, traversée par toute sorte de bruits inusités à l'Opéra et d'incidents grotesques ; soirée, en un mot, peu faite pour réjouir un auteur, même l'auteur de la *Symphonie fantastique*. Les amis de M. Berlioz soutenaient, avant la représentation, qu'il s'agissait tout simplement d'un système nouveau inventé dans l'art. Pour nous, qui avons entendu *Benvenuto Cellini*, nous avouons que cette opinion-là nous paraît au moins d'une modestie exagérée. Inventer un système! Mais c'est tout au plus l'affaire de Beethoven ou de Rossini. Ce que M. Berlioz invente, lui, c'est, parbleu, bien un art tout entier! En effet, il n'est tenu compte, dans cette musique, ni de la voix du chanteur, ni de la portée d'un instrument ; la plus extravagante fantaisie règle tout à son gré et pousse, selon qu'il lui convient, les ténors dans la région des basses, l'ophicléide dans les gammes de la flûte ou du hautbois.

Les lignes qu'on va lire montreront, d'autre part, que mademoiselle Rachel eut, elle aussi, bien des résistances à surmonter avant de parvenir à la gloire :

« *Théâtre-Français :* Débuts de mademoiselle Rachel. Nous n'avons pas été des premiers à signaler aux encouragements du public les efforts de mademoiselle Rachel. C'est là, sans doute, une belle et prompte intelligence, qui jette parfois de brillants éclairs ; mais, en vérité, ce n'était qu'au milieu d'astres bien pâles et bien éclipsés que cette étoile d'un matin pouvait luire d'un éclat aussi vif. Il faut bien avoir le courage de le dire, le succès de mademoiselle Rachel est moins un triomphe pour elle qu'une protestation contre ce qui reste au Théâtre-Français des représentants de l'ancienne tragédie. Nous dirons aussi, mais froidement, et nous gardant avec soin de cette intempérance d'enthousiasme, plus fatale aux talents naissants que la rudesse de la critique, nous dirons que mademoiselle Rachel est douée d'heureuses facultés, fort rares aujourd'hui au théâtre en général, au Théâtre-Français en particulier, et que, si elle consent à se préserver des dangers de la louange et à n'accepter que la moitié des applaudissements qu'on lui donne, elle pourra, à force d'études et de travail, en évitant scrupuleusement les exemples qu'elle a sous les yeux, sinon réaliser les hautes destinées qui lui sont imprudemment promises, du moins ne pas rester au-dessous des espérances qu'elle a éveillées dans les esprits calmes et réfléchis.

LES JUIFS
DE L'EUROPE CENTRALE

Le voyageur qui se présente aujourd'hui à la frontière hongroise s'entend demander, par le fonctionnaire chargé de la vérification des passeports, quelle est sa religion. Jamais encore ici je n'avais eu à fournir ce renseignement, qui est noté sur une fiche spéciale. Cette formalité, à laquelle ne sont pas soumis jusqu'à présent les étrangers pénétrant en Allemagne — où l'on se contente de les prier d'inscrire sur leur fiche d'hôtel s'ils sont Aryens ou non — a été instaurée par la Hongrie au lendemain de l'annexion de l'Autriche au Reich.

Ainsi se vérifie l'exactitude de l'affirmation que proclamait récemment, dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, un journaliste de valeur, M. Joseph Winschuch : « L'Allemagne est désormais la grande puissance campée au cœur de l'Europe centrale. » Son influence non seulement s'y étend, mais ses idées s'y répandent et s'y implantent avec une extraordinaire rapidité.

Il est certain que si la question m'eût été posée en arrivant droit de Paris, elle m'aurait interloqué. Quand elle me fut adressée pour la première fois, elle me parut beaucoup moins inattendue, parce qu'il y avait près de trois mois que je séjournais dans ces régions de l'Europe. Ce qui m'étonna davantage, à la réflexion, ce fut le ton d'inconsciente fierté avec lequel j'avais déclaré au fonctionnaire que j'étais catholique.

Il s'en faut pourtant que je sois acquis aux conceptions hitlériennes et jamais, j'espère, ne me possédera la conviction que c'est une irrémédiable honte d'être Juif et le plus grand des honneurs d'être Aryen. Mais, comme on se plie à la longue, de bon ou de mauvais gré, aux usages des nations qu'on habite, je m'étais peu à peu habitué, sans l'approuver ni même l'admettre, à cette nouvelle classification humaine.

Comment en pourrait-il être autrement? A chaque instant, il y est fait allusion dans les conversations. Les journaux sont pleins de ce sujet. Dès qu'on vous présente quelqu'un, on se trouve contraint, ne serait-ce que pour éviter un impair, de s'informer discrètement s'il est Juif ou non. La chose tourne si bien à l'obsession qu'on en arrive au café ou dans le tramway à tâcher de découvrir, sans utilité et presque par jeu, à quelle race appartient votre voisin. Doit-il être rangé parmi les élus ou les réprouvés? Petit à petit, sans en tirer orgueil, on se réjouit à son insu que le hasard vous ait fait naître du bon côté. Provisoirement cela vous épargne de subir certaines vexations. Et le moment venu, contaminé par l'ambiance, on redresse la tête pour se déclarer à voix haute Aryen. Le proclamerait-on avec un tel accent si l'on ne tenait point surtout à ne pas être pris pour un Juif? Rien ne montre peut-être mieux la force de la poussée vers l'Orient de l'idéologie allemande actuelle, que cette petite confession sincère. Même l'homme de sang-froid n'échappe pas tout à fait à sa pression continue.

Les progrès qu'enregistre le national-socialisme dans ces régions sont dus moins à la lutte qu'il mène contre le bolchevisme, en en imitant souvent les méthodes, qu'à celle qu'il livre contre la « juiverie ». Si sa haine de Moscou lui attire quelques sympathies à l'Ouest, c'est son farouche antisémitisme qui lui en vaut infiniment plus à l'Est. Et en toute logique d'ailleurs.

Il n'y a pas, à franchement parler, de danger bolchevique dans les États de l'Europe centrale et orientale. Le parti communiste n'a d'existence légale qu'en Tchécoslovaquie, où il ne groupe du reste qu'un nombre relativement dérisoire d'adhérents. Des cellules clandestines fonctionnent sans

doute çà et là, mais nulle part elles ne représentent une menace réelle contre le pouvoir, sauf peut-être — et encore — en Pologne, dont les masses ouvrières, qui comptent surtout des socialistes, sont nettement opposées au régime. Jusqu'ici, la police s'est toujours rendue facilement maîtresse des émeutes suscitées par les éléments avancés et qui n'ont jamais vraiment alarmé la population. Les rares communistes hongrois, très sévèrement pourchassés, ont presque tous rallié les rangs des multiples groupements nazis — il y en aurait soixante-douze — en train de chercher à s'unifier, comme les non moins rares communistes roumains s'étaient naguère agglomérés aux troupes de M. Codreanu, dont le parti, aujourd'hui dissous, était subventionné par Berlin. Cette organisation, dite d'extrême-droite, menaçait beaucoup plus l'ordre établi à Bucarest que le bolchevisme. Il en est de même présentement à Budapest, où les hommes du commandant Szalassy, surnommé le « Hitler hongrois », et de ses confrères et rivaux ne rêvent que de renverser le Gouvernement légal par un coup de force.

Les révolutionnaires actifs dans ces États ne sont plus à l'extrême-gauche. La raison en est aisément explicable. Le dynamisme de l'Allemagne, qui, au cours de ces dernières années, n'a accumulé que des succès, exerce sur les peuples voisins une influence beaucoup plus considérable que le dynamisme de l'U.R.S.S., qui, durant la même période, n'a subi que des échecs. Sa puissance de rayonnement s'est affaiblie, tandis que s'accroissait celle de l'adversaire. La foule vole toujours au secours de la victoire, et le Reich apparaît aujourd'hui, à l'ensemble des classes moyennes des différents États de l'Est, comme la plus forte nation de l'Europe.

Il ne s'agit pas de discuter le bien-fondé de cette opinion, mais de constater un fait d'une extrême gravité, car il est probable, sinon certain, qu'un triomphe du national-socialisme, dans les régions de l'Europe où il commence de s'acclimater, aboutirait aux mêmes désastreux résultats qu'un triomphe du communisme.

Les deux doctrines, qui tendent à la prolétarisation du monde, sont au fond presque identiques. Il est surprenant que des personnes d'esprit conservateur en doutent encore chez

nous et posent étourdiment le dilemme : « Hitler ou Staline ». Elles se convaincraient vite de leur erreur après un court séjour à Vienne et à Budapest. Le prétendu remède vaut le mal !

■

C'est le chef aryen d'un grand parti hongrois, opposé aux nazis, qui me déclarait catégoriquement.:

— L'antisémitisme n'est qu'une forme déguisée de l'anti-capitalisme. Les capitaux visés ici sont juifs, mais s'ils ne l'étaient pas, ce serait la même chose.

Ce qui se passe en Autriche nous en fournit la preuve. Les Israélites riches y ont été spoliés de leur fortune, au nom des principes racistes, tandis que des légitimistes authentiquement aryens ont connu le même sort pour avoir pratiqué des opinions qualifiées de subversives. Les prétextes sont différents, mais l'effet est le même. Il n'est pas sans intérêt de signaler que certains journaux allemands prennent depuis quelque temps presque aussi violemment à parti que les Juifs les aristocrates, dont beaucoup possèdent encore des biens importants.

On a vu en Roumanie, pendant l'éphémère ministère antisémite de feu M. Goga, des paysans moldaves qui, après s'être fait la main en pillant les magasins juifs, sont allés ensuite « occuper » des châteaux appartenant à des familles nobles purement orthodoxes.

Dès qu'on permet que soit portée une atteinte brutale au droit de propriété, ceux qui tirent avantage de ce désordre légitimé ne tardent pas à ne plus se soucier de la confession des possesseurs des richesses qu'ils convoitent. Opèrent-ils par ordre ? Ils ne tardent plus à voler pour leur propre compte. Il a fallu sévir à Vienne contre les S. A., qui, chargés de dépouiller officiellement les gens, prélevaient une large part du butin à leur profit. M. Burckell en a envoyé à Dachau un bon nombre, qui, selon son expression, ne distinguaient pas assez « le tien du mien ».

Bien léger serait donc celui qui se réjouirait de voir le communisme reculer devant le national-socialisme en Europe

centrale et orientale, puisque les mêmes éléments troubles de ces États passent, avec une déconcertante facilité, d'un camp à l'autre. Les chefs, de chaque côté, ne leur offrent-ils pas une égale occasion de satisfaire à leur éternelle soif de destruction? Aucun sans doute ne les laisserait l'assouvir à fond au lendemain du succès, parce que l'anarchie n'est nulle part tolérée longtemps, mais on omet de les en avertir en leur prodiguant de folles promesses. Les procédés des nationaux-socialistes ne diffèrent guère, en cela, de ceux des communistes.

« Les nazis nous avaient juré, m'ont raconté des ouvriers viennois, dont je rapporte fidèlement les naïfs propos, que nous gagnerions le double quand ils seraient au pouvoir. Depuis qu'ils sont là, nos salaires n'ont pas doublé et la vie a augmenté de 50 p. 100. On tire la langue encore plus qu'avant ! Quand ils se sont mis à dépouiller les Juifs et les riches, on a d'abord été content. Mais tout ce qu'ils leur ont pris, ils l'ont envoyé chez eux, en Allemagne, et nous, nous n'avons rien eu. »

Ceux qui m'exprimaient ainsi leur innocente déconvenue, dans leurs casernes des faubourgs, étaient de durs travailleurs, d'anciens socialistes dont le sort n'a jamais été enviable. Les femmes avaient été, au début, les plus enthousiastes du nouveau régime qui devait leur apporter l'abondance. Elles baissaient la tête, comme les hommes, en se lamentant. Tous comprenaient enfin qu'on les avait trompés.

La leçon ne servira pas. D'aussi zélés propagandistes s'attaquent aujourd'hui au paysan hongrois, qui est dans une misère affreuse. Ils lui désignent la maison du riche, lequel est souvent un Juif. La nouvelle dupe n'en aura pas plus sa part que les candides Autrichiens. Pour lutter contre les efforts de ces démagogues, le Gouvernement de Budapest annonce des réformes indispensables et qui n'ont que trop tardé. Mais on ne peut pas accorder autant qu'il est possible de promettre, et les nazis risquent encore ici de l'emporter.

Le curieux, c'est que le programme d'un Szalassy, qui recueille tant de suffrages, ne diffère guère à première vue de celui du gouvernement qu'il combat. Les trois points qui en constituent l'essentiel n'ont pas même le mérite de la nouveauté.

Le révisionnisme qu'il défend est, depuis la signature du traité de Trianon, un article de foi pour les Hongrois, tous d'un indéniable patriotisme.

La réforme agraire a été réclamée depuis des années par les agrariens et d'autres, et les gouvernements successifs de M. Daranyi et de M. Imredy l'ont adoptée à leur tour. Elle ne se heurte plus qu'à l'opposition, que les circonstances ont amollie des grands propriétaires : aristocrates, membres de la *gentry* et communautés religieuses, qui détiennent encore un tiers du sol. Le partage des terres est une mesure sociale qui est devenue à peu près inévitable et il est permis de penser que les dirigeants actuels du pays l'accompliront avec plus d'honnêteté que les nazis, dont la sincérité sur ce point semble douteuse.

L'Allemagne, en effet, qui ne souhaite pas annexer la Hongrie, mais cherche à la vassaliser économiquement et militairement, entend en faire un de ses greniers à blé. Or, il est connu que la redistribution et la division de la propriété entraîne automatiquement partout un net abaissement de la production. Comme les nazis hongrois, soumis aux directives de Berlin, ne sauraient contrecarrer en rien les projets du Reich, il est à craindre, s'ils s'emparaient du pouvoir, de les voir bientôt, sous une forme détournée, reprendre aux paysans les terres qui leur auraient été officiellement cédées pour constituer, à l'imitation de ce qui s'est passé en Russie, de nouveaux grands domaines d'État, afin de ramener à son ancien niveau la production et même de l'intensifier. Le paysan, abusé par de fallacieuses promesses destinées uniquement à obtenir son appui pour aider les nazis à se saisir du gouvernement, se trouverait ainsi n'avoir fait que changer de maître.

Reste l'antisémitisme. L'antisémitisme n'est pas non plus nouveau en Hongrie, comme dans tous les États de l'Europe de l'Est, où les Israélites occupent une place devenue trop prépondérante dans la banque, le commerce et l'industrie, sans omettre les carrières libérales : barreau, médecine, journalisme, théâtre, cinéma, etc. En Hongrie, ils accaparent également une partie de la terre et les plus riches y disposent de quelques très grandes popriétés. On estime que les Israélites en ce pays détiennent 70 p. 100 des leviers de commande

du domaine économique non agricole et 40 p. 100 des emplois secondaires. Les mêmes proportions se retrouvent dans les carrières libérales, alors qu'ils ne représentent que 5 p. 100 de la population totale.

Cette mainmise trop apparente a excité, surtout depuis le déclenchement de la crise mondiale, la colère et l'envie de la jeunesse intellectuelle qui compte un nombre sérieux de chômeurs. Différentes mesures ont été prises, au cours de ces dernières années, en vue de remédier à cette situation. Le Juif, par exemple, a été exclu de l'Administration. Le *numerus clausus* limitant à 10 p. 100 l'effectif des étudiants non-Aryens dans les Facultés a été promulgué, puis remplacé par un système sélectif qui n'avantageait que peu les Chrétiens. Pour tout dire, ces mesures étaient plutôt des palliatifs, qui, dans l'ensemble, se sont révélés inefficaces. Dernièrement a été votée une loi fixant le faible pourcentage d'Israélites à admettre dans tous les genres d'affaires. Cette fois, un pas décisif a été franchi. Mais il est évident que, dans l'état actuel des choses, une loi aussi énergique ne peut être appliquée qu'avec prudence et sans trop de hâte, sous peine de provoquer des bouleversements si graves qu'ils aboutiraient — comme l'a déclaré sans ambages, il y a quelques mois, à la tribune du Parlement, le comte Bethlen, qu'on ne saurait accuser d'être sémitophile — à la faillite immédiate de l'économie hongroise.

Le représentant à la Chambre du commandant Szalassy, M. Hubay, ne s'en est pas moins élevé en termes catégoriques contre cette loi, qu'il juge insuffisante. L'éventualité signalée par le comte Bethlen ne l'effraie pas du tout, bien qu'il ne l'avoue naturellement pas, parce qu'elle cadrerait avec les vues allemandes.

Étant donné, en effet, le système de *clearing* fonctionnant entre les deux États, le Reich ne peut parvenir à absorber la totalité de la production agricole hongroise exportable qu'en important à son tour, en échange, pour une valeur égale de produits industriels. Son intérêt est donc de voir disparaître l'industrie hongroise et de se rendre, de cette façon, économiquement maître du pays. Ladite industrie étant entre des mains en très grosse majorité israélites, le renforcement

de la loi sur le *numerus clausus* en accélérerait la destruction. L'opération aboutirait à sacrifier l'intérêt national à des intérêts étrangers, au nom d'une idéologie commune propagée par un parti soumis à des directives extérieures. Le procédé est connu. Moscou l'a inauguré et appliqué avant que Berlin le reprenne à son compte. M. Hubay a donc pu déclarer à la tribune du Parlement, en paraissant ne défendre qu'un des articles de son programme — et peut-être était-il sincère : « Cette loi ne nous satisfait pas ; nous voulons une solution radicale basée sur le principe raciste. »

Mais quel est cet impeccable principe raciste ? Avant de tenter d'apporter quelque clarté sur la question juive, telle qu'elle se pose à l'est de l'Europe, n'est-il pas d'abord nécessaire de définir exactement ce qu'est un Juif et un Aryen ?

Voilà le plus difficile. Pour un Occidental logique, un Juif est un Juif ou encore un Juif converti, et un Aryen lui semble bien devoir être justement celui qui n'est pas Juif. Ce sont là des notions trop simplistes qu'on découvre vite erronées en étudiant les législations allemande et hongroise relatives à ce sujet, lesquelles vous révèlent qu'un Juif peut être un Aryen, et un Aryen un Juif.

Le vieux Lueger, le plus célèbre des bourgmestres de Vienne au siècle dernier et un des inventeurs de l'antisémitisme avec Schönerer, cet Autrichien qui, le premier, lança le cri fameux : « Séparons-nous de Rome », avait coutume de riposter, quand on lui reprochait ses relations avec certains Israélites : « C'est moi, monsieur, qui décide qui est Juif ou ne l'est pas ».

Lorsqu'on met le nez dans ces textes compliqués, il vous apparaît que le législateur a trop pris au pied de la lettre cette boutade du fondateur du parti chrétien-social autrichien qui ne se voulait que spirituelle.

■

Le naïf qui se figurerait que le racisme ne poursuit d'autre objet que de protéger de toute contamination possible la pure race germanique ou la pure race magyare, laquelle est

indiscutablement plus pure, ne conserverait pas longtemps cette illusion.

En Allemagne, est évidemment Aryen qui n'a pas une goutte de sang juif. Mais on y peut aussi être Aryen en n'ayant que du sang juif.

On sait que la qualité d'Aryen est reconnue à quiconque justifie être né de parents chrétiens et avoir quatre grands-parents n'ayant jamais appartenu à la religion mosaïque. Prenons le cas de quatre grands-parents, tous issus d'Israélites, mais qui, en venant au monde, ont reçu le baptême catholique. Du point de vue religieux, leurs petits-enfants sont incontestablement catholiques. Mais, du strict point de vue racial, ils sont non moins incontestablement Juifs. Les lois racistes de Nuremberg sont d'un autre avis et les considèrent comme Aryens, ou plutôt comme « petits Aryens », puisqu'il y a des « grands » et des « petits » Aryens. Les premiers ont seuls droit d'entrer dans l'armée, l'administration et la jeunesse hitlérienne. Les seconds sont citoyens allemands et peuvent épouser des Aryennes.

Vous avez dans votre ascendance trois grands-parents juifs, vous vous trouvez être rangé parmi les Juifs. Vous n'en avez que deux, vous êtes un « métis » du premier degré. Vous n'en avez qu'un, vous êtes un « métis » du second degré. Mais parce qu'on ne remonte pas au delà de la troisième génération, si vos parents ont été baptisés « couchés », c'est-à-dire dès leur naissance, et non « debout », c'est-à-dire à l'âge de raison, votre fils est Aryen. Ne vous mêlez pas cependant de le prendre pour associé dans vos affaires. La loi interdit qu'un tel contrat soit passé entre un Aryen et un Juif. Mais le garçon, s'il est le dernier des garnements, n'encourt aucun risque en vous traitant à longueur de journée de « sale youpin ».

L'application des lois de Nuremberg aboutit à une foule de situations d'une cocasserie vaudevillesque. Le plus drôle est que le texte contredit perpétuellement l'esprit qui est censé l'inspirer. Tantôt, en effet, le législateur ne voit dans le Juif qu'un élément hétérogène, incapable de faire jamais corps avec la nation et qui doit en être mis au ban ; tantôt, il le reconnaît assimilable par la seule vertu du baptême de

ses ancêtres et sans se soucier de sa race. Je citerai le cas d'une femme cinquante pour cent Juive, maîtresse d'une personnalité nazie condamnée à mort et qu'en 1934 elle cacha chez elle. Un décret l'a faite « Aryenne d'honneur ».

En Hongrie, depuis le vote de la récente loi sur le *numerus clausus*, est Aryen le Juif qui s'est converti au catholicisme ou à une autre religion chrétienne avant le 1er août 1919. La date n'a pas été choisie au hasard. Après la chute du régime communiste instauré par Bela Kun, dont beaucoup des collaborateurs étaient des Israélites, une foule de leurs coréligionnaires se ruèrent vers les églises chrétiennes pour y recevoir le baptême, afin d'échapper aux représailles possibles des nouveaux maîtres. Sont donc considérés comme Juifs ceux qui, quelle que soit leur confession, sont nés de père et mère juifs à partir de ce fatidique 1er août 1919. Par exception, les veuves d'anciens combattants juifs, de même que les orphelins de guerre juifs sont, aux yeux de la loi, des Aryens. Mais les enfants de ces derniers perdent ce titre, qui n'est pas héréditaire, et réintègrent les rangs des Juifs. Il y a mieux. Si un catholique, de la plus pure origine aryenne, a abandonné sa religion pour se faire protestant, après le 1er août 1919, il est déclaré Juif.

Je connais le fils d'un comte hongrois qui s'est marié en 1923 avec une Juive convertie après le 1er août 1919. Au lendemain de la promulgation de la loi, il a appris avec un légitime ahurissement qu'il était devenu Juif, alors que le fils de deux Juifs convertis avant le 1er août 1919 est désormais considéré comme un très indiscutable Aryen.

En Roumanie, sous le ministère Goga, il avait été prévu que la future législation ferait une distinction entre les Juifs établis depuis longtemps dans le royaume et ceux qui y avaient émigré depuis 1919. On se heurta tout de suite à une difficulté d'ordre pratique. Beaucoup de personnes des deux catégories ignoraient où étaient nés leurs grands-parents ; certains ne se souvenaient plus de l'ancien nom qu'ils portaient sous la domination turque ; des archives avaient disparu. Les traces d'une multitude d'individus, morts depuis plus d'un demi-siècle, étaient introuvables. Il aurait donc fallu, si le régime s'était prolongé, décider au petit bonheur qui était

Aryen ou Juif et ne l'était pas. Il en serait de même dans tous les Balkans, comme en Pologne ou en Tchécoslovaquie, dans le cas où ces mœurs s'y institueraient.

L'annexion de l'Autriche par l'Allemagne a augmenté dans une proportion si considérable le pourcentage des Juifs dans le Reich que l'application intégrale des lois de Nuremberg dans le nouveau territoire est impossible. Les mariages mixtes se sont à ce point multipliés à Vienne et dans tout le pays, sous la Double Monarchie et après, qu'on estime à 900 000 le nombre des personnes qui n'auraient pas droit, en Autriche, au nom d'Aryen.

Lorsque les nazis vous affirment donc audacieusement qu'avant un an, il ne restera plus un seul Juif en Allemagne, étant bien résolus à liquider sans délai cette épineuse question, leurs propos prêtent à sourire et l'on se retient mal de leur répliquer que s'ils réussissent à éliminer — on aimerait à savoir par quel moyen — tous les Juifs qualifiés de Juifs, ils conserveront toujours ceux qu'ils ont pris préalablement le soin de transformer en Aryens.

Parler après cela de racisme est une dérision ! Cette théorie qui, comme toutes les théories, peut séduire l'esprit, paraît devoir rester irréalisable dans le domaine pratique. Les résultats obtenus sont sans rapport avec le but ambitieux qu'elle s'était fixé. Ce terme de racisme ne saurait donc plus être employé qu'en le vidant de son sens et comme synonyme d'antisémitisme, lequel est un mot beaucoup moins prétentieux et qui traduit infiniment mieux une manière de sentir déjà ancienne et fort répandue à l'est de l'Europe.

■

Pour être impartial, il faut reconnaître que, sous le régime de Weimar, le rôle joué en Allemagne par les Israélites était franchement excessif. Le Juif allemand, souvent bon patriote — quoi qu'on en dise aujourd'hui — et toujours profondément germanophile, n'est peut-être pas le plus sympathique de

l'Europe[1]. Son incorrigible fatuité, son goût de l'ostentation, son besoin de dominer passaient à ce point les bornes que bon nombre d'entre eux étaient détestés par l'ensemble de la population. Dès qu'ils étaient entrés en nombre dans une carrière, ils s'employaient à la fermer littéralement aux Chrétiens. Je citerai le cas d'un jeune homme extrêmement doué, qui se destinait à la conservation des musées. Il dut finir par s'expatrier, ayant été dans l'impossibilité de se faire admettre dans cette administration encombrée d'Israélites.

Tous les grands avocats étaient Juifs, et qui voulait ne pas perdre un procès, même facile à gagner, devait s'adresser à eux. Un vice-préfet de police juif de Berlin se livra pendant des années à toutes sortes d'activités qui auraient coûté sa place à un fonctionnaire moins sûr de l'impunité. Il dirigeait en sous-main des maisons de jeux clandestines et faisait fermer celles de ses confrères qui refusaient de l'intéresser dans leurs bénéfices.

Les brimades dont les Juifs furent l'objet à l'avènement du national-socialisme au pouvoir furent donc bien accueillies. Le public en voulait particulièrement à ceux qui occupaient des postes importants de l'administration et leur expulsion de ces places lui causa une réelle satisfaction. L'antisémitisme est certainement l'article du programme de M. Hitler qui lui attira en un temps le plus d'adhésions, et spécialement dans la moyenne et petite bourgeoisie.

Une évolution très nette s'est produite depuis et surtout au cours de ces derniers mois. La foule regarde maintenant avec une indifférence presque hostile les inscriptions grossières barbouillées périodiquement sur les devantures des magasins israélites. Les persécutions outrées dont les Juifs sont les victimes ; leur transfert sans cause ou pour de ridicules peccadilles dans des camps de concentration où ils sont fort malmenés et souvent sauvagement torturés, ne réjouissent plus que les S. A., les S. S. et les gamins des jeunesses hitlériennes. Le reste de la population les désapprouve. L'antisémitisme a cessé d'être populaire. L'aristocratie et l'armée, qui ont

1. Cette germanophilie qui a résisté à plusieurs vagues de persécutions semble avoir pour principale cause le fait que l'Allemagne est un des premiers pays de l'Est qui ait jadis accueilli favorablement les Juifs.

toujours méprisé les Israélites, prennent aujourd'hui leur défense.

J'ai entendu à Vienne des officiers déclarer que la façon dont avaient été traités les Juifs en Autriche leur faisait horreur et qu'elle était indigne d'une grande nation comme l'Allemagne. Ils ne se sont pas gênés de porter sur les S. A., et en ma présence, des jugements d'une sévérité inouïe et certains même pleins de menace. Ces gens bien élevés étaient aussi indignés que moi des traitements répugnants qu'on a fait subir ici aux Israélites. N'en a-t-on pas conduit en troupe jusqu'au Danube, pour les forcer à brouter l'herbe à quatre pattes le long du fleuve? Une vieille femme de quatre-vingts ans a été réveillée — et ce n'est pas la seule — à deux heures du matin par des S. A., qui l'ont obligée à aller laver le trottoir. Dernièrement, des prisonniers aryens et juifs, envoyés à Dachau, ont été descendus des wagons à un kilomètre et demi du camp, qu'on les a contraints alors d'atteindre en rampant à plat ventre. Les malheureux qui, à bout de force, s'arrêtaient d'avancer, étaient battus jusqu'au sang! Quel honnête homme oserait tenter d'excuser de pareils actes de sadisme? Beaucoup d'Allemands les blâment en leur for intérieur et la peur seule les incite à ne pas le faire trop publiquement. Les militaires, avec qui doit compter le régime, montrent souvent, à leur honneur, moins de prudence.

La lutte contre les non-Aryens ne se ralentit cependant pas. On connaît la raison de celle qui se poursuit implacablement en Autriche, où les nazis n'ont pas encore fini de dépouiller de leurs biens les Israélites riches ou largement aisés. Serait-ce pour couvrir ces spoliations du masque de l'idéologie qu'on emprisonnerait et maltraiterait avec un renouveau de zèle leurs coreligionnaires pauvres et même misérables du Vieux Reich? Ou bien ne serait-ce pas plutôt à des fins de propagande extérieure? Les deux suppositions sont vraisemblables. Il est en tout cas certain que si l'antisémitisme ne sert plus le régime au dedans, il favorise étonnamment au dehors les desseins de l'Allemagne, dont le plan est de dominer toute l'Europe centrale et orientale.

■

L'antisémitisme, une fois dépouillé des vains ornements dont le racisme cherche à le parer, apparaît, dès qu'on aborde l'est du continent, être d'abord d'origine économique.

A l'avènement du national-socialisme à Berlin, on ne comptait guère plus de 400 000 Israélites en Allemagne, sur une population totale d'alors environ 66 millions d'habitants. En énonçant ces chiffres, on ne peut s'empêcher de remarquer que le problème auquel s'attaquaient les nouveaux dirigeants n'était pas d'un ordre insoluble, et qu'en dépit des éloges qu'ils se décernent, de plus habiles gens l'auraient depuis longtemps réglé sans faire tant de tapage. Le pourcentage des Juifs résidant en Pologne, Roumanie et Hongrie, qui sont les États de l'Europe qui en possèdent le plus, est beaucoup plus fort. Il oscille entre 5 et 10 p. 100. Dans la seule ville de Varsovie, on en compte quelque 500 000, dont une bonne partie n'est pas loin de se considérer comme une minorité nationale.

Le problème qui se pose pour ces États est donc autrement délicat que celui qui se posait en Allemagne, d'autant plus que les Israélistes, comme je l'ai déjà indiqué, y occupent une position économique prépondérante. Il ne faudrait pas pourtant généraliser trop. En Roumanie, par exemple, toute la grande banque est passée, en l'espace de quelques années, des mains des Juifs dans celles des Chrétiens. C'est le ministre des Finances de ce royaume qui m'a lui-même fourni ce renseignement, appuyé de nombreuses preuves qu'il serait trop long de rapporter ici.

Comment se fait-il que les Juifs aient pris une telle place en ces États? La doivent-ils à leur amour du travail, à leurs qualités reconnues de commerçants et d'adroits manieurs d'argent? Ils la doivent surtout aux circonstances, lesquelles ont varié sensiblement d'un pays à l'autre.

Jadis, en Pologne comme en Hongrie, où la noblesse grande et petite a toujours été nombreuse et où la bourgeoisie s'appliquait à partager ses préjugés, il était de règle de mépriser le commerce et la banque. Nul n'aurait voulu se fourvoyer dans

ces professions. On ne pouvait les exercer sans déchoir. Chacun vivait des revenus d'un domaine plus ou moins vaste. Mais, comme on a le goût du faste et du plaisir en ces pays, tout le monde dépensait plus qu'il n'avait et s'endettait. Le Juif prêtait à ces étourdis qui remettaient les échéances. La terre hypothéquée s'en allait bientôt par morceaux aux mains des Juifs, qui s'enrichissaient. Tandis que les couples polonais exécutaient à l'aube la dernière mazurka bleue et que le seigneur hongrois s'enivrait de tokay en écoutant les tziganes, l'Israélite entassait l'or que les autres jetaient par les fenêtres. C'est ainsi qu'il en vint à s'emparer du sol, du commerce, de la banque et, quand s'ouvrit au milieu du XIXe siècle la grande ère industrielle, à disposer des fonds nécessaires pour construire des usines et les faire marcher.

« Pendant que nous dansions, ils travaillaient, me disait une fois une vieille Varsovienne. Aujourd'hui, c'est nous qui devons travailler pour manger et ce sont eux qui ont des loisirs pour danser.

Et du geste, elle me désignait d'importants Israélites qui tournaient sur la piste du restaurant.

En Bohême, la bourgeoisie était plus sage et elle a mieux disputé sa place aux Juifs. En Roumanie, le paysan, qui constitue le vrai fond pur de la race, a le dégoût du commerce. Il a laissé ce soin à d'autres. Le contraste là est frappant entre les mœurs de la campagne et de la ville, qui n'est pas d'origine thrace, dace, gète, ni, à de rares exceptions près, romaine. Elle a été fondée plus tard par les princes et surtout par des étrangers artisans et négociants, à qui se sont ensuite ajoutés les Juifs, lesquels ont souvent évincé les concurrents d'autres races ou ont cohabité avec eux, quand ils n'y sont pas parvenus.

Aujourd'hui, le jeune Polonais, le jeune Hongrois, le jeune Roumain et leurs voisins n'ont plus les mêmes préjugés que leurs ancêtres. Les idées ont évolué ; les miettes de l'ancienne fortune, joyeusement gaspillée autrefois, ont disparu. Il faut vivre. Le dédain pour le commerce, l'industrie, la banque est tombé. Mais les bonnes places sont prises.

D'autre part, l'instruction a été répandue à flot. On a multiplié les collèges, les universités, les bourses. Partout

on a vu trop grand en cet ordre et partout se sont multipliés les chômeurs intellectuels. Il y a quelques années, la municipalité de Budapest, pour tenter de porter remède à cette situation, mit à la retraite avant l'âge un bon nombre de fonctionnaires, ingénieurs, petits bureaucrates. 1 000 postes furent offerts à la jeunesse. Il se présenta 18 000 candidats.

Le drame de toute cette partie de l'Europe est là ! Comment le garçon instruit, courageux et mourant de faim, presque au sens strict du mot, ne regarderait-il pas avec envie l'Israélite nanti, qu'il soit un riche industriel ou le dernier des employés de banque ?

L'homme de l'autre race doit souvent sa situation privilégiée au lent effort patient des générations précédentes. Le déloger de sa place simplement parce qu'il n'est pas Aryen, est une injustice. Mais n'est-il pas aussi injuste qu'un jeune homme avide de travailler ne parvienne pas à trouver un emploi ? Lequel faut-il sacrifier à l'autre ? Il n'y a point de réponse honnête à un tel dilemme. C'est pourquoi l'on cherche à en donner une qui ne le soit pas. Le racisme propose une solution expéditive à un problème navrant. La jeunesse acclame le nazisme sauveur. Un jour viendra où elle déchantera, mais, avant que ce jour arrive, elle se sera grisée d'espoir. Et qui, même mieux informé qu'elle des déceptions qui la guettent, oserait lui lancer la pierre ?

Voilà où en est le jeune Hongrois, pour choisir le type du citoyen de l'Europe centrale le plus séduit à l'heure actuelle par les théories hitlériennes, les Sudètes naturellement mis à part. Mais le cas de ce peuple de race allemande est différent. Tous les arguments connus de la propagande nazie, et pardessus tout la peur, l'ont amené au point où il en est aujourd'hui.

En Hongrie, par contre, c'est l'antisémitisme qui mène le jeu. Le Juif est représenté à la jeunesse comme le seul ou du moins le principal coupable de ses malheurs. C'est vraiment lui faire beaucoup d'honneur et arranger un peu trop la vérité. Car, en toute loyauté, il ne saurait être rendu responsable de l'évolution générale du monde, du retournement qui s'est accompli ici dans les esprits, ni de

la crise universelle. Mais il faut un bouc émissaire. L'Israélite et les rédacteurs de Trianon s'en partagent le rôle.

Les jeunes Hongrois des classes supérieures et moyennes sont convaincus que la vie eût été pour eux plus facile dans une Hongrie qui n'aurait pas été dépossédée de la moitié de son ancien territoire. L'armée aurait compté plus d'officiers, l'administration plus de fonctionnaires. Les médecins, les avocats, etc., y auraient été plus nombreux. Reconquérir les terres perdues reste pour lui une grande convoitise qui ne peut se réaliser qu'avec l'appui du Reich. Mais, avant que sonne l'heure si ardemment désirée de la revanche, il faut vivre. Et l'on ne peut vivre sans s'emparer de la place du Juif, qui demeure, par conséquent, l'ennemi public n° 1. Ce Juif, de plus, n'a jamais été aimé. L'aristocratie, même quand elle lui donne ses filles en mariage, le tient imperceptiblement à l'écart. La grande et la moyenne bourgeoisie le jalouse. Elle le sent plus habile qu'elle en affaires. Aux yeux du paysan et des petites classes citadines, il incarne ce qu'à tort ou à raison ils jugent de pire dans le capitalisme « oppressif et égoïste ».

Il y a longtemps, bien que le grand rabbin siège de droit à la Chambre Haute et que les lois, durant des années, n'aient distingué en rien l'Aryen du non-Aryen, que l'Israélite est considéré par tous comme une sorte de citoyen de seconde zone. État d'esprit qui se retrouve à un degré plus ou moins grand dans la plupart des pays voisins, sinon dans tous. Est-il justifié ou excusable? La faute en est-elle uniquement aux Juifs? Les Chrétiens n'ont-ils pas de leur côté aidé à creuser un peu plus profondément le fossé qui sépare les deux races? Était-il possible à des époques moins nerveuses de le combler? Si l'antisémitisme est d'abord d'origine économique dans ces régions, n'a-t-il pas d'autres causes? C'est à cette dernière question qu'il est le plus aisé de répondre nettement par oui. Et, en partant de ce oui, de parvenir, de fil en aiguille, à expliquer le reste tant bien que mal.

■

Il est intéressant d'observer que la première personne avec qui l'étranger se lie le plus rapidement, quand il arrive

pour la première fois dans un pays de l'Est, est généralement un Israélite. A Berlin, naguère, c'était un jeu d'enfant d'être introduit, presque à la descente du train, dans la meilleure société juive par un quidam quelconque. Il en est de même dans tous les États voisins.

L'Israélite est accueillant, d'esprit plus cosmopolite, d'un nationalisme plus aéré que l'indigène, dont le patriotisme dans ces régions est souvent d'une susceptibilité maladive. Il parle d'ordinaire et parfaitement toutes les langues occidentales. Il est porté à la critique. C'est de lui que sont ces amusantes petites histoires qui raillent spirituellement les excès de tous les régimes dictatoriaux ou autres. Pour cette raison, il vous informe souvent mieux du dessous des choses que le citoyen aryen, trop tenté de ne vous faire voir que les beaux côtés de sa nation. Il est logique que celui-ci s'irrite de la manière de penser de ce bavard intelligent et frondeur.

Cela ne signifie pas que l'Israélite soit un mauvais patriote. En Europe centrale, quand il appartient à une bonne classe sociale, il est presque toujours conservateur, attaché aux gouvernements forts et résolument anticommuniste. Le portrait surprendra peut-être, car nous sommes habitués à en voir émigrer depuis longtemps chez nous d'une tout autre sorte. C'est que la majeure partie de ceux-ci sont des ratés, des malchanceux ou de trop récents échappés de la plèbe du ghetto. Il s'en faut que tous les Juifs d'Europe centrale soient des poètes dadas, pour qui Paris et la France se réduisent aux cafés de Montparnasse, ou des révolutionnaires arrivistes, qui préfèrent avoir à faire à notre bienveillante police qu'à la leur, aux manières moins douces, ou de ces journalistes fielleux, sans éducation ni tact, qui, dans certaines feuilles d'extrême-gauche, nous apprennent chaque matin nos devoirs de Français dans un charabia aussi prétentieux qu'illisible.

La majorité des Israélites qu'on rencontre sur place ne sont, au contraire, guère chauds pour les excès du Front populaire. Les plus francophiles ne se gênent pas pour les juger sévèrement. Un grand journaliste de Budapest, Israélite cent pour cent et qui ne se s'en cache pas, me confiait quelques jours après l'Anschluss :

« M. Léon Blum a fait encore plus de mal à l'Europe qu'à

la France. Quelle folie de le rappeler au pouvoir ! Il n'y a pas un Juif de bon sens qui ne raisonne ici comme moi. »

Et c'est un grand industriel roumain de même race qui me disait :

« J'entends être traité comme n'importe quel citoyen roumain. Je considère y avoir droit. Ma famille est installée à Bucarest depuis près de soixante-dix ans. Mais je ne m'élèverai pas contre un texte de loi qui interdirait par exemple aux Juifs, sous une forme correcte, de s'occuper de politique. L'interdiction formelle de pouvoir devenir ministre, qui existe dans la pratique, ne me choquerait pas. Nous sommes incapables de diriger un pays. Le sentiment national ne nous manque pas, mais l'instinct, le réflexe national nous fait défaut. Et puis, nous ne constituons qu'une minorité. Où je m'indigne, c'est quand un M. Goga ou un M. Couza décrète que je ne dois pas avoir à mon service de domestique femme âgée de moins de quarante ans, afin de ne pas être tenté de me livrer à la traite des blanches. Je n'exagère rien (il est exact qu'un tel décret, depuis lors rapporté, avait été pris à Bucarest au début de cette année). Qu'on nous confine donc dans le commerce et l'industrie ; qu'on ne nous ferme pas tout à fait le barreau, la médecine, la littérature ou le journalisme, où la proportion de mes coreligionnaires est probablement trop forte, c'est dans ce sens qu'il faudrait chercher une solution au problème juif. »

Et il ajouta :

« On nous reproche tantôt de nous trop mêler à la vie nationale, tantôt de faire, si l'on peut dire, bande à part. Il serait nécessaire de s'entendre. On commet une erreur plus grave en parlant de la généralité des Juifs comme si tous avaient la même mentalité, le même niveau de civilisation. Croyez-vous que je ne sente pas toute la différence qui existe entre un Juif fraîchement débarqué du fond de la Bessarabie et moi-même, que ses façons choquent autant qu'elles irriteraient à juste titre un Chrétien ? Les antisémites me donnent trop souvent l'impression d'être secrètement plus indulgents pour le Juif foncièrement juif que pour le Juif qui a progressivement perdu quelques-uns des défauts de sa race. Ne serait-ce pas, interrogea-t-il ironiquement, parce qu'il ne s'est pas débarrassé en même temps de ses qualités ? »

Un membre du précédent Gouvernement hongrois, qui s'est spécialement intéressé à la question juive, m'a exposé ses idées.

« Je ne suis pas un antisémite sauvage qui admet qu'on batte ou humilie les Juifs, comme cela se passe à Vienne, et qu'on les dépouille de leurs biens, mais j'exige que l'État contrôle l'emploi de leurs richesses, parce que, sans mâcher mes mots, je n'ai pas confiance en leur patriotisme. Je ne doute pas que beaucoup, de bonne foi, se figurent être d'impeccables nationalistes. Malheureusement je vous démontrerai le contraire par un seul exemple. Il y a une quinzaine d'années, tous les Juifs étaient germanophiles. Vous, qui nous connaissez depuis assez longtemps, vous ne nierez pas le fait.

» Une très grande proportion de Juifs l'étaient aussi dans tous les États de l'Est, remarquai-je. Il est incontestable que l'Allemagne exerçait sur presque tous un étrange attrait. Même dans les pays que les rédacteurs du traité de paix ont favorisé, un important contingent de Juifs approuvaient les visées revisionnistes du Reich et se montraient sévères pour l'Entente.

» Brusquement, poursuivit mon interlocuteur, apparaît un M. Hitler, qui s'empare du pouvoir et déclare la guerre aux Juifs. Non moins brusquement, voici nos bons Israélites qui nous poussaient dans les bras de Berlin, qui se pâmaient sur l'Allemagne, qui nous la désignaient comme le modèle de tous les États du monde, les voici, dis-je, tout à coup, transformés en adversaires irréductibles de ce pays parce que le nouveau chef de son Gouvernement est antisémite. Je les comprends ; je les excuse ; je ne m'insurge pas contre la colère et le dégoût légitimes qu'ils éprouvent à voir maltraiter leurs frères de race. Mais vous reconnaîtrez avec moi, si vous êtes loyal, que je n'avais pas tort tout à l'heure d'avancer que je me méfiais de ces citoyens hongrois, qui, inconsciemment peut-être, raisonnent en Juifs et non en Hongrois. Car de deux choses l'une. Ou c'était l'intérêt de la Hongrie de se rapprocher de l'Allemagne, ou bien ce ne l'était pas. Je pose la question sans l'approfondir. Si c'était notre intérêt de nous lier au Reich quand leurs coreligionnaires y occupaient une place privilégiée, pourquoi aujourd'hui, simplement

parce que les Juifs y sont maltraités, estiment-ils que ce ne l'est plus. Je suis obligé d'en arriver à cette conclusion que les intérêts juifs priment à leurs yeux les intérêts hongrois? »

Un ancien président du Conseil roumain m'a dit :

« Il y a quelques années, alors que je dirigeais les affaires, un beau matin tombèrent chez moi deux messieurs de Paris qui, d'un ton assez arrogant, attirèrent mon attention sur un déni de justice dont auraient été victimes quelques Juifs roumains — cinq ou six au maximum, si mes souvenirs sont exacts. Il était fort possible que le fait au courant duquel ils me mettaient, fût vrai. Je ne les en ai pas moins, avec toutes les courtoisies d'usage, flanqué à la porte. Car de quel droit ces étrangers se permettaient-ils d'intervenir dans une question purement intérieure et de plus insignifiante? Parce que les particuliers dont il s'agissait étaient Juifs. Le Juif serait donc tout ensemble chez nous un ressortissant roumain et une espèce de citoyen international quasi tabou. C'est de ce jour-là que je suis devenu antisémite. »

Lorsqu'on confronte les explications des antisémites sensés, adversaires des viles violences, et celles des israélites raisonnables, un premier fait vous apparaît certain. C'est que la question juive — et qui en douterait — est infiniment plus nuancée que ne le croient les racistes intégraux.

D'abord, il existe toutes sortes de Juifs. Les fils d'Israël dans l'Europe centrale n'ont pas tous le même âge de civilisation. Il y a quelques années, j'ai écouté pendant sept heures, à Varsovie, un rabbin me développer des théories qui en faisaient le contemporain de Moïse. Il s'exprimait en hébreu. Le rédacteur d'une feuille juive traduisait en polonais cet hermétique langage qu'un ami polonais traduisait en français. Ce fut pourquoi l'entretien dura si longtemps. Oserais-je avouer que j'ai gardé le plus vague souvenir des discours du rabbin? Le Juif devait, d'après ce rêveur, s'éloigner du monde moderne et en revenir à appliquer à la lettre la loi du Talmud. Le même soir, je dînais avec un diplomate polonais officiellement chrétien, mais de visible origine israélite, raisonnant de tout comme un individu normal, d'un patriotisme chatouilleux et, au-dedans, zélé admirateur de l'Allemagne hitlérienne.

Je jure n'inventer rien pour les besoins de la cause. Les deux hommes peuvent-ils être mis sur le même plan? Et de même peut-on mettre sur le même plan ces deux messieurs français qui se livrèrent à cette démarche incongrue auprès d'un président de Conseil étranger et mon ami l'industriel roumain aux opinions si libérales? Il a raison, comme a raison l'ancien ministre du Gouvernement Daranyi. Chez nous, on rencontre déjà quantité de Juifs qui n'ont guère de trait commun; dès qu'on pénètre dans l'Europe de l'Est, les différences se multiplient à l'infini.

Les rejeter tous en bloc est donc aussi ridicule que de les adopter tous en bloc. Le racisme ou l'antisémitisme apparaît vite à l'observateur honnête la doctrine la moins propre à régler la question juive. Le jour qui semble proche, où les autres États refuseront l'accès de leur territoire aux émigrés israélites, l'Allemagne et les pays qui l'imitent sur ce point s'apercevront vite de cette vérité, car ils se verront forcés d'opter entre deux seules solutions : ou les exterminer tous au sens exact du mot ou les assimiler. Si l'humanité ne choit pas d'ici là en pleine barbarie, ce sera, de bon ou de mauvais gré, à cette seconde solution qu'il faudra finir par avoir recours.

Le racisme fait donc fausse route en édictant des lois destinées à éliminer le Juif ou à l'isoler du reste de la population, quand ce sont, au contraire, des lois qui en surveilleraient l'assimilation progressive que réclament les causes économiques, ethniques et sentimentales qui ont rendu ce problème si cuisant dans une grande moitié de l'Europe.

GEORGES OUDARD

LE FEU DES QUATRE FERS[1]

Non, il ne le voyait pas ; à moins qu'il ne fît exprès de se montrer. « A-t-on jamais vu une dégaine pareille ? se demandait Pagès en le regardant descendre à son tour dans le boyau et se mettre à marcher devant lui. Ça parle allemand comme père et mère. Ça vit à l'étranger la moitié du temps. Et puis, crac, tout d'un coup, mission de confiance... » Aux approches d'une crête, le boyau s'approfondissait. Witzig dut s'adosser à la paroi gluante pour laisser passer trois fantassins qui remontaient vers l'arrière avec des bouteillons vides ; ils avaient de la boue collée à leurs bandes jusqu'à mi-mollet.

— Le Chapeau du Gendarme, interrogea Pagès, c'est bien par là ?

Le premier des fantassins n'en savait rien ; le dernier croyait qu'il fallait prendre à droite dans la tranchée du bois Pommier, laquelle était d'ailleurs « dégueulasse ». Mais de l'autre côté, on se faisait canarder. Comme pour confirmer ses dires, un 105 vint s'écraser dans le bled. « *Dégueulasse. Schutzgraben...* », se répétait Pagès mécaniquement. Pourquoi, au nom du ciel, quand on l'avait interrogé, n'avoir pas répondu la vérité ? L'allemand, il n'en savait plus vingt mots. Et c'était lui qu'on envoyait en première ligne pour capter des conversations au micro. Idiotie de malheur... Depuis quelques minutes, une pluie fine s'était mise à tomber. « Re-

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 août et 1er septembre 1938.

faire ce chemin toutes les trente-six heures, songeait Pagès, non, non, non... »

Ses jambes lui rentraient dans le corps lorsque Witzig finit par découvrir le poste de commandement des territoriaux : un gourbi médiocrement protégé, un peu en arrière de la première ligne. Une toile de tente servait de portière. Au bas d'un escalier de quelques marches, un homme était assis près d'une table.

— Le chef de bataillon?

— C'est moi.

Witzig tendit une des notes qu'on lui avait remises à la ferme Saint-Hilaire. Elle disparut dans l'ombre. Un briquet flamba. Une bougie s'alluma. L'homme avait du poil sur tout le visage, des cheveux gris broussailleux, des pattes velues.

— L'écoute? dit-il en tournant vers les nouveaux arrivés des yeux bleus et ronds, presque enfantins. Qu'est-ce que c'est ce truc-là?

Witzig descendit les marches et se lança dans une explication qui visiblement n'intéressait nullement son hôte. Celui-ci tendit le doigt vers ses écussons.

— Vous venez de la cavalerie? C'est dro-ole.

Il avait un accent un peu traînant. Sur la manche crasseuse de sa tunique, on distinguait trois galons d'or déteint.

— Oui, mon capitaine.

— Et vous avez des chevaux? C'est dro-ole.

Le front du capitaine se plissa. Un bâillement pénible lui distendit les mâchoires. Il passa la main dans ses cheveux, puis, fatigué par cet effort, revint à la note de l'état-major et la regarda longuement sans qu'aucun signe d'intelligence parût sur son visage.

— Si vous ne dépendez que de la Division, reprit-il enfin, pourquoi vous adressez-vous à moi?

— C'étaient les ordres, répondit Pagès sur un ton pincé.

Au reste, il lui paraissait régulier de signaler sa présence ; et à qui pouvait-on s'adresser pour obtenir un abri?

— Des abris, il y en a tant qu'on veut. Vous n'avez qu'à descendre en ligne.

— Où çà?

— Là, à gauche. Pas moyen de se tromper. C'est plein de sapes inoccupées.

— Ah ! fit Witzig. Et vous m'autorisez...

— Tout ce que je vous demande, dit le capitaine de sa voix traînante, c'est de ne pas nous amener d'autres embêtements. Les premiers temps, ici, on demandait le barrage. Mais ça tombe derrière. Maintenant, on préfère qu'*ils* nous foutent la paix.

Il ouvrit la bouche, chercha du regard quelque chose qu'il ne trouva pas, enfonça son index retourné sous son palais et se mit à tâter ses gencives en faisant une grimace. Après tant de surprises, Pagès s'attendait au pire. Cette sérénité imbécile le laissait pantois. Au moment où Witzig remontait les marches, le capitaine retira son doigt de la bouche et en regarda le bout attentivement.

— Nous autres, énonça-t-il en traînant de plus en plus sur chaque syllabe, on nous met dans des endroits tranquilles. Et puis il arrive des catastrophes.

— Des catastrophes ? répéta Pagès.

Une mitrailleuse, dans le lointain, égrena quelques balles. En haut de l'escalier, Witzig hésitait. De nouveau, la main du capitaine passa dans la broussaille de ses cheveux gris. Ses yeux enfantins se levèrent.

— Faites votre boulot, que voulez-vous ? De toutes façons, ajouta-t-il en se remettant à bâiller, il nous pend une sale affaire au nez.

La nuit tombait. Les caillebotis au fond de la tranchée, la toile des sacs de terre et les rondins qui l'étayaient, la boue crayeuse elle-même luisaient d'humidité. Dans l'ombre, par instants, un voile mouillé se plaquait à votre visage, à vos mains et s'y fondait en eau. A cinquante mètres plus loin, Witzig et Pagès prirent un boyau qui les descendit en première ligne. Il y avait là une banquette de tir en assez bon état et, sur cette banquette, un veilleur encapuchonné qui les regarda passer sans dire un mot. Bientôt, Witzig s'arrêta devant un trou noir.

— Personne là-dedans ?

Au fond de la terre, quelque chose remua.

— C'est la soupe ?

— Non.

— Alors, quoi?

Witzig extirpa une lampe électrique d'une des sacoches suspendues à sa ceinture. Le jet de lumière éclaira un méli-mélo confus de formes humaines, de planches, de gamelles et de couvertures.

— Vous êtes beaucoup là-dedans?

— Deux mille cinq cents, fit une voix éraillée, sans compter la mie de pain mécanique. Qu'est-ce qui t'faut?

Pagès se mit à geindre. D'un air méprisant, Witzig lui enjoignit de l'attendre. Après une absence de quelques minutes, il reparut.

— J'ai notre affaire.

L'« affaire » était un abri abandonné, au bas d'un escalier de six marches qui menaçait ruine.

— Vous avez une bougie? demanda Witzig, une fois en bas.

— Moi? Non.

— Naturellement. Alors tenez ma lampe.

En face de lui, Pagès distinguait une couchette basse; à gauche, deux cadres rectangulaires superposés. Sa hanche touchait quelque chose de dur : une table. L'espace libre mesurait moins de deux mètres de côté. Par quel miracle un tabouret se trouvait-il dans cette cellule? Il y flottait une odeur indescriptible, une odeur de cave humide, de tombe habitée par des larves, de paille et de bois pourris. Witzig se déharnachait. Une bougie s'alluma, puis une autre bougie collée sur une planchette.

— Eh! bien, qu'est-ce que vous attendez?

Pagès mit la lampe sur la table, se débarrassa péniblement de son téléphone et de ses musettes, enleva sa bourguignote. Il suait, il était mouillé, il avait froid. Chaque fois qu'il faisait un mouvement, de l'eau glissait entre la semelle de ses chaussures et la plante de ses pieds. Il n'osait plus bouger.

— Ça schlingue..., dit-il en exhalant l'air vicié qui lui pesait sur la gorge.

Ce qui peut-être l'écœurait le plus était de constater combien Witzig paraissait à son aise dans ce trou putride. Qu'il vînt faire le Jacques à Courtépy, qu'il arborât des pyjamas mauves dans les greniers de la ferme Saint-Hilaire,

cela dénotait déjà un beau sans-gêne et une sacrée inconscience. Mais qu'il jouât les dilettantes ici, c'était à croire qu'il devenait complètement pervers, ou bien — hypothèse encore plus inquiétante — qu'il se réjouissait de voir réussir une infernale machination. « Une sale affaire... une catastrophe... » avait prédit le capitaine de territoriaux, sans qu'il en parût autrement ému, ni surpris.

En attendant, il déballait méthodiquement ses sacoches. Assis sur le bord de la couchette, Pagès le vit poser successivement sur la table, près de la lampe électrique, un petit réchaud, une provision d'alcool solidifié, des enveloppes de toile cirée qui contenaient des mouchoirs et des cravates, plusieurs paquets de cigarettes anglaises, une petite pharmacie de poche dont il vérifia les tubes, un flacon d'eau de Cologne, divers étuis en celluloïd, une boîte de cirage jaune et, pour finir, un coussin de caoutchouc dans l'embouchure duquel il souffla plusieurs fois. Il déroula son imperméable — un Burberry en gabardine bleuâtre — le suspendit à un clou et le brossa du dos de la main.

— Vous n'auriez pas aussi un fer à repasser électrique? lança Pagès, de plus en plus écœuré.

— Non. — Après avoir paru chercher une réponse désagréable, Witzig se ravisa. — Non. Mais j'aurais besoin de vous voir faire un petit effort pour assurer notre couchage et notre ravitaillement. Et même, ajouta-t-il pendant qu'un sourire amincissait ses lèvres, et même — sa voix devint presque suave — *je vous serais assez reconnaissant de vous manier le train.*

Si exquise que fût la courtoisie avec laquelle ces paroles avaient été prononcées, elles firent à Pagès l'effet d'un coup en pleine figure. Ainsi, pour sortir les griffes, ce Witzig avait sournoisement attendu qu'ils fussent enfermés tous deux dans la même cage : traquenard épouvantable. S'enfuir? Impossible. Alerter le chef du bataillon de territoriaux? Pagès bondit dehors et se mit à naviguer dans la tranchée obscure ; mais sitôt le P. C. retrouvé, il comprit que ce serait peine perdue : assis en face d'un sergent aussi hirsute que lui, le capitaine jouait aux dominos.

— Ils sont dro-oles à *votre* état-major, dit-il après avoir retourné en tous sens la note de service de la Division. De

la paille, de la nourriture, et puis quoi encore? — Il étouffa un baîllement, consulta un oignon qu'il portait dans le gousset d'un gilet de laine, puis tourna ses yeux d'enfant vers Pagès. — Vous n'avez plus de casque?

Pagès passa la main sur son crâne : dans sa précipitation, il avait oublié sa bourguignote.

— Oh! c'est calme dehors.

— Ca-alme, oui. Comme le jour où j'ai perdu mon lieutenant, dit le capitaine de sa voix la plus pâteuse.

— Quand ça?

— Juste là où vous êtes. Un éclat d'obus est descendu par l'escalier et lui a coupé le pied. Il est mort ensuite.

Dehors, au loin, une grosse pièce allemande tirait. La marmite passait très haute, en faisant un bruit de train de marchandises, et allait s'écraser à plusieurs kilomètres derrière la seconde ligne française. Le capitaine se remit à bâiller.

— On pourrait, suggéra le sergent, après avoir encore placé quelques dominos, aller voir à la quatrième; ils auront peut-être des rations de rabiot ce soir...

— C'est ça, dit le capitaine.

Il pleuvait toujours; et Pagès, qui suivait le sergent dans la tranchée, sentait maintenant l'eau couler sur son crâne nu. Quand il arriva devant la sape de la quatrième section, il était d'une humeur massacrante. Des rations pour deux types de la Division?

— Eh! bien, ils sont rien culottés, ceux-là!

Au fond de la sape, il se fit un remue-ménage. Une paire de godasses roula par terre. Depuis combien de temps ces territoriaux étaient-ils là? Quarante, cinquante jours, ils ne savaient plus au juste. On les avait amenés en Champagne pour aménager le terrain où d'autres, plus jeunes, s'étaient battus. Ils y avaient retourné, face à l'ennemi, des tranchées conquises, édifié des parapets, creusé ou déblayé des abris; la nuit, ils peinaient dans les boyaux; ils dormaient le jour. Leurs figures sales et ridées avaient pris ce teint terreux qu'ont les gens qui vivent dans une cave. Leurs yeux luisaient.

— Revenez me voir au moment de la soupe, souffla le sergent. Là, un peu plus loin. Cela s'arrangera.

— C'est bon, dit Pagès. Merci.

Pour l'instant, il ne voulait que reprendre son casque et, si possible, se sécher. Mais il n'était pas au bout de ses surprises. Lorsqu'il rejoignit Witzig, celui-ci avait déployé une serviette sur la table de leur abri ; sur cette serviette, *une* assiette en aluminium était posée, entre une fourchette et un couteau. Une boîte de petits pois cuisait dans l'eau bouillante, sur le réchaud à alcool. Et, près du réchaud, l'étiquette d'une autre boîte de conserves indiquait : « Poulet en gelée ». Pagès s'arrêta net.

— Comment ? Vous me faites cavaler partout dans la bouillasse sous prétexte qu'on n'a rien à manger, et je vous retrouve ici en train de préparer un gueuleton ! Vous payez-vous ma tête ?

— A Dieu ne plaise, dit Witzig penché sur le réchaud. Je m'en voudrais infiniment. Avez-vous du pain, cher ami ?

— Du pain ? cria Pagès. Du pain ! J'aimerais mieux le flanquer aux rats que de vous en donner cinquante grammes.

— En avez-vous au moins ? Je vous demande cela dans votre intérêt, car moi, d'habitude, je prends des biscottes.

L'eau bouillait. Witzig se pinça la cloison des narines, souffla et renifla à plusieurs reprises. Ses traits avaient la mobilité de ceux d'un lapin.

— Espèce d'espèce..., gronda Pagès.

Un regard jaune l'arrêta.

— Ah ! pas de gros mots, je vous prie. Je ne les tolèrerai pas.

Une pause succéda à cette déclaration. Pagès avait attrapé sa bourguignote.

— Theuh !... fit-il. Vraiment ?

Soudain il se coiffa, monta l'escalier et sortit dans la nuit.

IX

Manger ailleurs, cela semblait possible. Mais échapper à ce Witzig, lui échapper tout à fait ? Quand Pagès essayait de se remémorer les incidents triviaux qui, en quelques semaines, l'avaient amené, du cantonnement de Courtépy et de l'écurie de Palombe, dans cette tranchée lugubre où l'on pourrissait, quand il se demandait par quel maléfice il se trouvait préci-

sément lié au seul homme qu'il crût capable des pires infamies, quelque chose dans son cerveau se paralysait. « J'ai de l'eau dans mes chaussures, constata-t-il soudain, de l'eau tiède... » Le bruit de ses pas sur le caillebotis le ramenait au sentiment du monde extérieur. Au troisième abri où il poussait la tête, quelqu'un l'appela.

— Ah ! vous voilà...

C'était le sergent qui jouait tout à l'heure aux dominos avec le capitaine, celui qui lui avait promis à manger.

— Oui, souffla Pagès. C'est moi. Je peux descendre ?

— La soupe n'est pas encore là.

— Ça ne fait rien.

Assis sur l'avant-dernière marche de l'escalier, il voyait deux fantassins adossés à une des parois de l'abri et un troisième étendu sur une couchette. Sur une planche, près d'une lampe à huile au verre bulbeux, une hachette et une pipe étaient posées. « Si, du moins, se disait Pagès, je pouvais changer de chaussettes... » Il écarta les pans de son manteau.

— C'est tout ce que vous avez comme pelure ? remarqua un des territoriaux. Eh ! bien, mon vieux, il doit y en avoir des rhumatismes dans la cavalerie.

Des rhumatismes, oui. Mais la cavalerie était morte. Morte et enterrée. En pensant à Witzig, Pagès avait la chair de poule.

— Si vous saviez ce qui se passe...

A son grand effroi, un des compagnons du sergent éclata de rire.

— On vous a attendu peut-être ? On n'est pas sourd. Voilà huit jours qu'*ils* clouent et qu'*ils* tapent sur des tôles.

— Qui ça ?

— Les Boches, bien sûr. Un de ces quatre, ils vont nous balancer un vieux coup de main des familles su' l'coin de la trombine...

— Attaquer ?

— Avec ça qu'i's'gêneraient...

Derrière Pagès, un piétinement emplit la tranchée. Une main souleva la toile de tente qui pendait à l'entrée de l'abri : au bout de cette main, une grappe de bidons se balançait.

— Un quart ou un quart et demi par bonhomme ?

— Un quart, répondit-on au sommet de l'escalier.

— Et la bidoche?

— Ça va. Y a même de la confiture. On s'est fait tirer dessus là-haut. I'd'viennent canulants, les mecs...

Après les bidons, deux boules de pain et un bouteillon noir descendirent de main en main. Pagès, pour sa part, obtint un morceau de pain, un demi-quart de vin et une gamelle de faillots où nageait du gras. Une demi-heure plus tard, quand tout le monde fut à peu près lesté de nourriture, la toile de tente se souleva de nouveau.

— Alors, fit une voix rauque, on peut partir?

C'était une des équipes chargées de refaire les boyaux du bois Pommier. Le sergent prit la lampe sur la table, l'éleva devant lui et gravit les premières marches de l'escalier.

— Combien êtes-vous ce soir?

— Quatorze.

— Rouille est là?

— Présent.

— Et Gauffreteau?

— De garde.

— Et Dalème?

A l'appel de son nom, chacun répondait par une ou deux syllabes, par un murmure, par un grognement, comme s'il n'avait rien attendu, ni redouté qu'un surcroît d'ennui de cette tâche pénible qui recommençait chaque soir et qui peut-être ne finirait qu'avec un univers déjà plein de pourriture et de ténèbres. Dans le halo blanchâtre qui baignait le fond de la tranchée, des formes opaques défilèrent. Le dernier homme passé, graduellement le bruit des lourdes semelles s'éteignit. A reculons, puis de côté, le sergent redescendit les marches, il posa la lampe sur la table.

— En voilà jusqu'à minuit, énonça-t-il au bout d'un moment.

— Il faut que je « rentre », dit Pagès. Merci pour le rata.

Dehors, il ne pleuvait plus. Il faisait froid. L'obusier allemand s'était remis à tirer avec une morne obstination. Debout sur le seuil de l'abri, Pagès écoutait les projectiles s'écraser au fond de la nuit, lorsqu'il aperçut, à quelques pas de lui, une silhouette bizarre : Witzig; un Witzig au visage tiré, aux

yeux bridés, à la démarche de somnambule ; un Witzig étrange qui, sur son uniforme, portait, au lieu de manteau, une salopette de toile ; un Witzig qu'on eût dit vêtu d'une veste de pyjama, d'un caleçon court et flottant et qui s'avançait, botté de cuir, les avant-bras pliés, en tenant entre ses doigts pâles, comme un Chinois ses baguettes, deux tiges luisantes.

— Où allez-vous?

Witzig s'immobilisa.

— Figurez-vous, mon cher, dit-il d'une voix flûtée, que nous avons des antennes à poser... — La pointe d'une des tiges qu'il tenait à la main décrivit un huit gracieux. — Si du moins vous n'y voyez pas d'inconvénient...

Pagès ne pouvait quitter des yeux les mains de Witzig. Le contrarier, c'était peut-être dangereux. Il passa devant lui, alla jusqu'à « son » abri et, sur ses instructions, prit deux bobines de fil téléphonique, des pinces et de la gutta-percha.

— Et maintenant?

— Par là.

Il se remit à marcher devant Witzig, puis tourna dans un boyau étroit dont le fond était de la boue gluante. Un guetteur occupait le poste d'écoute au bout du boyau.

— Service d'écoute, dit Witzig pour prévenir toute question. — Son nez se leva vers les étoiles, sa main se tendit. — Le bout du saillant est par là, n'est-ce pas?

— Ne gueulez pas comme ça, grogna le territorial. On nous entend.

Dans la nuit, des balles miaulèrent. Quelque part, une mitrailleuse allemande crachait. Cet accès d'humeur passé, un bruit de planches qu'on scie émergea du silence : un bruit humble et paisible qui, mieux que tout autre peut-être, dénotait la proximité de la vie ennemie.

— A quelle distance sont-ils? questionna Pagès assez impressionné. Deux cents mètres? Moins? Quatre-vingts? Cinquante? Eh bé!...

Dressé sur la banquette d'observation, Witzig obligeait le guetteur à lui expliquer la configuration du réseau de fils de fer qui protégeait le poste d'écoute. Ensuite, il posa sur le parapet les bobines qu'avait apportées Pagès, décapa avec ses dents le bout d'un fil téléphonique, en passa les deux brins

dans les fentes aménagées à l'extrémité de ses aiguilles et isola les épissures sous un ruban de caoutchouc. S'il était fou, c'était un fou de l'espèce méthodique, un fléau conscient.

— Voilà, dit-il en poussant vers Pagès les bobines. Tout ce que je vous demande, c'est de me lâcher du fil.

Lentement, il escalada le parapet du poste d'écoute et s'y étendit. Sa jugulaire serrée sous le menton, il prit les antennes dans ses mains pâles, pivota lentement sur la hanche et, à plat ventre, se mit à ramper comme une limace vers le réseau de fils de fer. Heureusement pour lui, la lune, voilée d'une brume rougeâtre, n'éclairait pas plus qu'une tranche de melon. A peine quelques étoiles semblaient-elles l'aider à délayer les ténèbres. Mais soudain, au-dessus de la ligne française, un chuintement s'éleva dans le ciel noir : brusquement épanouie, une fusée déversait en pleine nuit sa clarté de magnésium.

— Les idiots, grommela Pagès en pliant les genoux derrière le parapet.

Entre ses doigts, le fil qu'il laissait se dérouler à la suite de Witzig ne bougeait plus. Accrochée à son parachute, la fusée descendait lentement. Dans le blême scintillement qu'elle répandait sur la terre, des formes fantomatiques avaient surgi : une pente crayeuse, des squelettes noirs et, devant le poste d'écoute, un gribouillis de traits à la plume derrière lesquels on distinguait, entre une nouvelle zone de lumière et le fond opaque de la nuit, un mince bourrelet : celui de la ligne allemande. Mais de Witzig, aucune trace.

— Il doit être couché dans la chicane, opina le guetteur, tandis que la fusée s'éteignait. Pourquoi vous n'avez pas prévenu ? Nous autres on prévient quand on sort en patrouille. — Il élargit l'ouverture de son passe-montagne et dévisagea Pagès d'un air soupçonneux. — Quel drôle de biseness...

C'était bien l'avis de Pagès qui, en toute cette affaire, voyait de plus en plus de points suspects et de circonstances effrayantes. Au bout de quelques moments, le fil recommença de glisser sur le parapet : Witzig avait repris son mouvement en avant. Deux gros obus, roulant dans le ciel noir, allèrent s'écraser au loin, coup sur coup. Une mitrailleuse se réveilla. Mais le guetteur semblait hypnotisé par la fuite du fil téléphonique.

— Il veut se faire paumer, ce type-là, dit-il sourdement, quand Pagès en eut débobiné encore vingt-cinq mètres.

— Paumer?

— Qu'est-ce qu'il vous semble?

Pagès, décidément, avait mal à la poitrine; il avait mal aux reins. De nouveau, sa ligne cessa de couler : Witzig, Dieu merci, n'allait pas plus loin. Au bout d'une ou deux minutes, Pagès, machinalement, pinça le fil et tira. Après une très faible résistance, le fil vint. Il tira encore : le fil venait toujours.

— Vous voyez, constata le territorial à voix basse, il n'y a plus personne au bout. Vot' type s'est débiné.

A ce moment, une grenade éclata, puis un coup de feu. Était-ce Witzig qu'on visait? Les yeux de Pagès chavirèrent. Du côté allemand, une fusée éclairante venait de s'allumer en l'air. Sept ou huit secondes durant, personne n'osa remuer. Mais à peine la nuit refermée sur le croissant rougeâtre de la lune, Pagès se dressa, les mains en porte-voix.

— Hé! là-bas? Hé! ho!... Hé?

Aucune réponse. Dans les ténèbres, on entendit de la terre tomber au fond d'un trou d'obus. Witzig, blessé, était peut-être en train de se débattre. Ou peut-être venait-il de sauter dans la tranchée allemande? A moins qu'il ne fût mort, déchiqueté. Pagès, le cœur battant, écarquillait les yeux, lorsqu'un violent soubresaut agita la bobine. On eût dit qu'une poigne invisible secouait furieusement cette ligne téléphonique pour rappeler les deux hommes du poste d'écoute au sens des réalités et du devoir.

— B... bon-ne mère, bégaya Pagès.

Il reprit le fil entre ses doigts et lui imprima deux faibles secousses; à l'autre extrémité, deux secousses de même valeur répondirent. Witzig était arrivé; Witzig travaillait. Bientôt, on le verrait reparaître. Mais non, rien. Toujours pas de Witzig. En face, chez les Allemands, le bruit de planches qu'on scie avait doucement repris; il s'y mêlait maintenant un bruit plus confus, un bruit qui pouvait être celui d'un coltinage sur des caillebotis, d'une relève, d'un chantier à demi-enterré où, de temps en temps, sous la lueur de cette lune rougeâtre, on eût entrechoqué des caisses, des outils, des tôles, des engins de mort.

— Moi, je vous dis, répéta le territorial à l'oreille de Pagès, que votre type a mis les bouts de bois...

Et si c'était vrai ? Si Witzig avait profité de l'occasion pour déserter ? « Je le dénoncerai », se jurait Pagès, lorsqu'une forme sortit en rampant du réseau de fils de fer. Quelques instants après, Witzig se laissa glisser dans le poste d'écoute. Sa salopette était souillée de boue grise. De la sueur lui coulait autour des mâchoires.

— Eh bien, bafouilla Pagès, ça y est ?

De sa poche, Witzig sortait un mouchoir. Il se tamponna la lèvre inférieure. Ses cils laissèrent filtrer un regard méprisant et haineux.

— Vous, siffla-t-il entre ses dents, *je vous revaudrai cela.*

Ce ne fut que le temps d'un éclair. Déjà, il avait repris sa contenance habituelle, son faux air de courtoisie, ses attitudes de vedette blasée par les hommages et rongée par le trac. Pourquoi se fût-il soucié de la tête du guetteur ? Pourquoi se fût-il ému, vers 11 heures du soir, d'entendre le capitaine, qui commençait sa ronde dans la tranchée, déclarer en bâillant que si les Boches sautaient sur un saillant pareil, « on était fait comme des rats ». Il était en scène. Il devait jouer jusqu'au bout. Quand Pagès, après avoir amené jusqu'à l'abri son fil téléphonique, voulut essayer le casque d'écoute, il le rabroua.

— Vous aurez bientôt le temps de faire du zèle, je vous le promets. Si j'ai un conseil à vous donner, c'est de dormir jusqu'à demain.

Pagès était beaucoup trop fourbu pour résister à une telle injonction. Mais le lendemain, ce fut une autre histoire. Les instructions de la ferme Saint-Hilaire prescrivaient de se mettre en liaison « avec la section de crapouillots du saillant ». Witzig s'impatientait déjà.

— Et l'écoute ? demanda Pagès, qui palpait ses reins endoloris.

— Croyez-vous, par hasard, que j'aie attendu votre réveil pour m'en occuper ?

— Bon, bon, fit Pagès en bouclant ses jambières.

Où dénicher les crapouillots ? Au bout d'une demi-heure, Witzig, que Pagès suivait comme si on l'eût traîné à la laisse,

finit par découvrir, en bordure du saillant, un dépôt où les bombes à ailettes voisinaient avec des cylindres en tôle, fermés aux deux bouts par des tampons de bois. Dans une fosse carrée, profonde de deux mètres, un crapouillot, dont la gueule avait le diamètre d'une orange, reposait sur deux ou trois morceaux de madriers. Un peu plus loin, dans une autre fosse, se trouvait un vieux mortier de bronze, portant sur son affût l'indication : « Thionville, 1855 ». Quant aux servants de ce glorieux matériel, ils étaient assis à l'entrée d'un abri voisin ; le premier, un petit bonhomme chétif, roulait des cigarettes ; le second, un gaillard au torse moulé dans un maillot qui avait dû être vert, était en train de buriner un dessin sur une douille d'obus.

— Où est votre officier ? interrogea Witzig.

Le gaillard leva la tête. Il avait le nez cassé et la lèvre fendue par une cicatrice blanche.

— Quel officier ?

— Enfin, le chef des crapouillots ?

— C'est moi le patron ici.

Le visage de Witzig s'était pincé. La note de service de la Division ressortit de son portefeuille.

— Et alors ? dit l'homme au maillot.

— Alors, nasilla Witzig, il y a que nous pouvons être appelés à collaborer.

Subitement, il se lança dans une de ces démonstrations prétentieuses dont il avait le secret. Un avion français sort : les batteries allemandes évitent de se dévoiler. En même temps, notre artillerie oblige les servants de « minenwerfer » à se terrer. Nos crapouillots en profitent pour travailler : pertes chez l'ennemi, ordres de riposte, soit autant de coups de téléphone, autant de renseignements inestimables captés par notre service d'écoute.

— Et d'abord, êtes-vous capables, avec des emplacements pareils, de battre les avancées du saillant ?

Les deux servants de crapouillots se consultèrent du coin de l'œil. C'étaient des durs-à-cuire, des virtuoses, des vieux de la vieille. Jamais ils n'avaient entendu un laïus pareil. « Il est marrant, le frère... » gloussait le petit bonhomme chétif. A la fin, le gaillard au maillot déposa sa douille entre

ses pieds, se leva tranquillement et tourna vers Pagès, qu'il dominait d'une tête, sa face aplatie :

— Dites donc... Vot' copain, est-ce qu'i' débloque toujours comme ça ?

La figure de Witzig se décomposa.

— Il... Ah ! je débloque ? Eh bien ! mon ami, vous aurez de mes nouvelles. Je vous signalerai. Je vous signalerai dans mon rapport à la Division.

— Vot' rapport ? répéta l'homme au maillot vert. Voilà c' que j'en fais.

D'un geste large, il se tapa sur la cuisse et montra son pouce. Pagès était ravi. Cet homme, lui semblait-il, le vengeait. Au moment où il s'éloignait, Witzig lui saisit le bras :

— Vous serez mon témoin.

Il continua de marcher.

— Je n'ai rien entendu, rien vu.

— Vous... vous n'avez...

— Non.

Witzig avait peine à le suivre. Quelques pas plus loin, sa voix reprit sur un ton de rage concentrée :

— Je vous signalerai aussi. Je dirai quel coup vous m'avez fait la nuit dernière.

Pagès tressaillit comme si on l'avait frappé dans le dos.

— Moi ? Ah ! ça, c'est le comble.

Il s'était retourné. Witzig arrêté, les épaules en avant, ses longs bras ballants, clignotait des yeux ; son visage trahissait un étonnant mélange d'arrogance et de crainte, un effort presque douloureux pour en imposer aux autres et à soi-même.

— Vous n'êtes, énonça-t-il, qu'un propre à rien.

— Et vous ! fit Pagès. Et vous !

Ils étaient là, face à face, dans un bout de tranchée solitaire : un excellent endroit en vérité pour coincer un « supérieur » vaniteux et pour lui vider un joli sac d'amabilités sur la tête.

— Vous osez prétendre que je...

— Et comment ! cria Pagès en serrant les poings. Voilà assez longtemps que vous m'embêtez. Cela a commencé par les chevaux...

Tous les vieux griefs de Pagès, ceux que ses malheurs des jours précédents lui avaient fait oublier, tout ce qui était la chair et la moelle de son existence, ses fureurs refoulées, ses espoirs déçus lui remontaient tout à coup au cœur, au cerveau, à la peau, à la bouche. A l'entendre, à le voir, on aurait cru véritablement qu'il accourait tout droit de ses coteaux languedociens pour venger dans le sang de l'envahisseur la justice outragée. En quelques minutes, ce bout de tranchée était devenu le théâtre d'une discussion inouïe, un cabanon où deux forcenés invectivaient l'un contre l'autre, où Witzig, la lèvre blême et les mains tremblantes, soutenait d'une voix sifflante qu' « enlever des chevaux est une pure blague, une fumisterie pour garçons de manège », que « guider un cheval, c'est en réalité s'accrocher à ses rênes », cependant que Pagès, les yeux hors de la tête, pariait à cent contre un qu'entre deux claies il passerait sans bride n'importe quel obstacle.

— Et pourquoi recule-t-on les jambes? ajoutait-il en martelant de ses deux poings le devant de sa hanche droite. Pourquoi? Pour éviter que le choc de l'étrier ne se transmette directement au petit bassin.

— Au petit bassin! glapissait Witzig de sa voix la plus aiguë. Ha! Laissez-moi me tordre de rire. Au petit bassin!

Il leva les bras vers le ciel indifférent, puis, soudain exténué, surpris par le silence de mort qui semblait noyer cette effervescence, chuchota :

— Toutes les personnes qui ont assisté à une partie de polo vous le diront.

X

Ce fut à cet instant que tomba la première torpille allemande.

A l'autre extrémité du saillant, un peu en contre-bas de la tranchée où se trouvait Pagès, et assez loin pour qu'il n'en aperçût pas le pied, une colonne de fumée noire avait surgi du sol ; pendant que les éclats volaient partout en sifflant, elle s'épaissit, oscilla, prit la forme d'un ballon dégonflé, puis, coupée à la base, partit lentement à la dérive. Le fracas de

l'explosion vous emplissait encore les oreilles, quand un roucoulement plus proche s'acheva par une déflagration stridente : un second nuage, plus petit et moins sombre que le premier, acheva de se défaire au bout de quelques secondes. Le bruit des arrivées avait été si étrange, leur effet si violent, le silence qui suivit fut si profond qu'on en éprouvait presque autant de curiosité que de peur. La visière de son casque au ras du parapet, Pagès essayait de s'y reconnaître lorsqu'un autre roucoulement lui fit baisser la tête. Un bruit mat : le projectile avait raté. Aussitôt après, quelque chose jaillit des tranchées allemandes, une chose noire et lourde qui ne montait pas plus vite qu'un volant de raquette, qui hésita au terme de cette ascension, bascula doucement, parut un moment se suspendre au ciel hivernal, et qui enfin se mit à redescendre, à foncer vers le sol avec une vitesse croissante, en poussant une plainte humaine, un véritable cri d'enfant. Cette fois l'explosion fut terrifiante. Une avalanche de terre et de débris métalliques couvrit le saillant.

— Eh ! bé... fit Pagès.

Pâle et contracté, Witzig coulait un regard aigu vers le bout de la tranchée.

— Des « minen », prononça-t-il.

— Qu'est-ce qu'on va faire ? dit Pagès stupidement.

Il avait oublié les menaces de Witzig et les propos insultants qu'il échangeait quelques instants plus tôt avec son compagnon de chaîne.

— D'abord, rentrer chez nous, décréta Witzig. — Le coin de sa bouche se plissa. — Et je vous fiche mon billet que ces deux voyous la sentiront passer...

— Qu...els deux voyous ?

La ligne de poils décolorés qui servait de moustache à Witzig prit la forme d'un arc.

— Les crap...

Une nouvelle explosion lui coupa la parole. A peine la fumée achevait-elle de se délayer qu'une couple de torpilles monta en l'air : celle de droite, plus lente, redescendit la première en répétant la plainte criarde que l'on avait perçue tout à l'heure. Elles éclatèrent coup sur coup.

— Ah ! bon...ne mère !... gémit Pagès. Bande de fumiers !

La tête penchée et les épaules fuyantes, Witzig se hâtait à grands pas dans la tranchée déserte. A cette heure matinale, presque tous les territoriaux dormaient encore au fond des sapes. L'un d'eux pourtant, dressé sur la banquette de tir, regardait par un créneau. Pagès reconnut son sergent de la veille.

— Eh bien ! Ça va continuer longtemps ?

Le sergent se retourna.

— C'est comme le choléra, ces trucs-là : une fois que ça commence... Vous étiez dehors quand les premiers sont dégringolés ?

— Oui.

— De sacrés seaux à charbon, hein ? Quel baroufe...

Witzig avait disparu. Pagès en profita pour recommencer à se plaindre de lui : depuis la veille, à cause de ce mufle-là, il était de nouveau à jeun.

Une lueur de commisération amusée éclaira le visage rond du sergent.

— Venez, dit-il.

Pagès le suivit dans son abri. Au fond, sur des couchettes superposées, deux hommes reposaient dans un sombre et humide fouillis de vêtements, de musettes et de couvertures. L'un d'eux ronflait. Au-dessus de la table, la lampe au verre bulbeux répandait une lueur fumeuse. Le sergent remplit de café un quart et le tendit à Pagès. Au moment où il coupait un morceau de pain pour son hôte, une sourde détonation secoua la terre, bientôt suivie de deux explosions plus lointaines.

— Un, deux, trois... compta-t-il d'un air méditatif. On dirait un réglage. Un réglage de première sur le boyau des cuisines. C'est empoisonnant...

Il s'assit contre la table pendant que Pagès mangeait, demeura immobile jusqu'à ce qu'on entendît dehors le bruit strident et prolongé d'un fouet de métal qui se brise. Ses yeux se fixèrent sur l'escalier. C'était, constata-t-il avec la plus grande simplicité, c'était tout à fait comme en Argonne : une salade de torpilles légères et de torpilles lourdes, de tourterelles et de seaux à charbon. Et l'astuce, bien entendu, est d'utiliser ces machines-là dans des coins où le front est tellement mal fichu

qu'on ne peut même pas répondre : car demander aux artiflots de vous tirer du 75 à cinquante centimètres de vos propres tranchées, merci pour la fanfare !

— C'est ce que me disait votre capitaine, rappela Pagès.

Le sergent l'examina comme s'il venait de découvrir sa propre image dans une glace : rien de très rassurant en somme. Puis il reprit son monologue, un monologue au cours tranquille et obstiné, d'où il ressortit que les Allemands devaient avoir installé pour le moins quatre sections de « minen » en face et que le mieux à faire de ce côté-ci était de se tenir peinard. Dans le fond de l'abri, un des fantassins ronflait de plus en plus fort. L'autre se mit à siffler pour le faire taire.

— Rabache ? cria une voix en haut de l'escalier.

— C'est pas ici.

— Alors qui est là ?

— Dubourdoisieu, dit le sergent sans bouger.

— Chez le capitaine !

Il y eut un bruit de semelles cloutées sur les marches. Puis une nouvelle explosion sourde et puissante. Le sergent prit son casque.

— Je vais voir ce qu'il veut, le piston. Ça m'a l'air de sentir mauvais, tout ça...

Mauvais ou non, il était évident qu'il se passait quelque chose d'anormal dans le secteur. A peine le sergent était-il sorti depuis cinq minutes que l'air, au-dessus des lignes, fut déchiré par les obus français. Pagès, l'oreille tendue, remonta l'escalier ; en haut, le fracas d'une explosion lui coupa les jambes. Son morceau de pain à la main, il s'assit sur la première marche, au niveau des caillebotis et essaya de rassembler ses pensées. Tant que Witzig serait là, les malheurs continueraient. Quand deux « tourterelles » se furent encore abattues sur le flanc du saillant, une mitrailleuse se mit à crépiter. A chaque interruption du réglage ennemi : « C'est fini » se répétait Pagès. Mais tout, à commencer par le sentiment de sa propre malchance, le persuadait du contraire. Il demeurait assis à la même place, en proie à une vague angoisse, lorsque Witzig reparut au premier tournant de la tranchée.

Witzig était tête nue. Fait assez curieux, il portait, accroché

à sa ceinture, presqu'au milieu du ventre, son étui-revolver.

— Va-t-il falloir, nasilla-t-il sur un ton qui n'était pas exactement celui de la plaisanterie, que je revienne vous chercher toutes les cinq minutes comme un enfant?

Pagès appuya son casque contre le montant de bois auquel il était adossé.

— Non. Il ne *va pas falloir*...

— Je ne peux assurer le service seul.

Au loin, une grosse pièce tonnait. Pagès regardait Witzig de bas en haut.

— Écoutez, reprit-il avec la solennité d'un ivrogne, écoutez-moi, Witzig. Ce sera peut-être la dernière occasion que nous aurons de causer en ce bas monde.

— Pas de discours!

— Quand j'ai demandé à partir pour la Division, il était entendu qu'on devait être nommés adjudant tous les deux. Moi comme vous.

Witzig laissa choir sur Pagès le regard dont il eût gratifié un crapaud. Sa pomme d'Adam roula sous son menton.

— En attendant, vous êtes sous mes ordres. Je suis responsable du...

— Allez vous faire foutre, dit Pagès tranquillement.

Au point où Witzig l'avait conduit, il éprouvait à le défier une sorte de béatitude. Les fesses et le dos calés dans le cadre qui formait l'entrée de l'abri, une main sur le caillebotis, un pied dans l'escalier, il lui semblait jouir de ces instants d'euphorie qui précèdent les catastrophes. Depuis quelques minutes, aucune torpille n'était tombée. Mais soudain la sinistre plainte d'enfant qui avait déjà glacé les entrailles de Pagès, une plainte aiguë, vibrante, emplit l'air, s'y développa, prit en approchant du sol une amplitude effrayante. Pagès avait rejeté le haut du corps sous le couvert de l'escalier. Quand il ressortit la tête dans la tranchée, après l'explosion, il n'y avait plus personne à la place où s'était tenu Witzig.

— Hé? cria-t-il. Hé! là-bas? — Pas de réponse — Hééé?

Il fallait aller voir. C'était un besoin quasi physique, un besoin que Pagès détestait, mais qui le forçait à se lever, à se remettre en marche dans la tranchée gluante, à regagner l'antre humide qu'avait choisi son âme damnée.

A sa grande surprise, Witzig ne parut faire aucune attention à son retour. Assis devant une petite table qu'éclairaient deux bougies, la tête coiffée d'une double bande métallique, les oreilles couvertes de deux écouteurs reliés au poste téléphonique posé près de lui, et, par ce poste, aux antennes plantées entre les lignes la nuit précédente, il était en train d'écrire. Pagès se pencha par-dessus son épaule. « *Six heures dix*, déchiffra-t-il sur son bloc-notes, *mouvements de troupes dans Vaudesincourt... Six heures vingt, cheval blessé en lisière du bois de la cote* 152. *Le chef de la III*e *Compagnie signale de l'obstruction dans le boyau d'Esslingen... Dix heures et quart, deuxième section de minenwerfer...* » Il y en avait ainsi des pages et des pages.

— Qu'est-ce que c'est que ces boniments? grommela Pagès.

Witzig, sans se retourner, écarta les écouteurs de ses oreilles.

— Vous dites?

— Qu'est-ce que vous écrivez?

— Ce que j'entends là-dedans.

— Theuh...

Sur la paroi de planches où sa table s'appuyait, Witzig avait fixé par des punaises un plan directeur : les tranchées allemandes y étaient indiquées en rouge, les françaises en bleu. « *Vaudesincourt*, lisait-on à la lueur des bougies, *Dontrien*, *Saint-Martin-l'Heureux* ». A gauche, un double coquillage brun : le Mont-sans-Nom. Du côté français, le Chapeau du Gendarme méritait son appellation : un large saillant prolongé à la base par deux cornes horizontales et que la ligne ennemie enveloppait d'une manière menaçante.

— Tenez, dit Witzig en levant son stylographe vers un lacis de courbes brunes, les « minen » qui nous arrosent sont là.

— Comment le savez-vous? grogna Pagès exaspéré.

Au lieu de répondre, Witzig enleva son casque d'écoute et le lui enfonça sur la tête. L'ébonite des écouteurs était tiède. A l'intérieur, Pagès ne perçut d'abord qu'un crissement discontinu, un murmure lointain d'où émergèrent enfin quelques syllabes de consonnance allemande. Il ferma les yeux, se concentra, les rouvrit, distingua le mot « zwanzig »

et le mot « nein », puis retomba au milieu d'une conversation incompréhensible.

— On n'entend rien.

— Idiot ! proclama Witzig en lui arrachant les écouteurs pour les remettre sur ses propres oreilles.

Il se rassit devant son bloc-notes et ajouta, sur un ton d'exécrable suffisance :

— Ce sont des Wurtembourgeois.

Que ce fût encore là une de ses impostures, rien de plus probable. Mais si véritablement il était capable de s'y reconnaître dans cette bouillie sonore... « Une tête de Boche, une tête d'espion... », se disait Pagès, en regardant ses cheveux couleur de son et sa nuque maigre. A sa droite, la flamme d'une des bougies tremblait. Sur les planchettes fixées contre la cloison, l'on distinguait, soigneusement rangés, les petits objets qu'il avait tirés de ses sacoches. L'imperméable en gabardine bleuâtre pendait près de l'entrée de l'escalier. Même le « lit » était préparé : à l'extrémité d'une couchette garnie de paille fraîche, le joli coussin de caoutchouc de Witzig, gonflé, attendait que M. le baron daignât y poser la tête.

Tout cela, en dépit de la vacillation des bougies, était extraordinairement précis, mais d'une précision en quelque sorte accidentelle, comme celle d'un tableau que l'on aperçoit au passage : l'intérieur d'une maison, par exemple, vu de la rue, la nuit, à travers une vitre. De temps en temps, Witzig levait le nez vers le plan directeur fixé devant lui, ou bien il étendait les jambes, ou bien il transcrivait une phrase sur son bloc-notes. De temps en temps aussi, dehors, une explosion plus proche déchirait l'air. Witzig se saisissait alors des deux écouteurs, les soulevait, les reposait sur ses oreilles, les soulevait de nouveau comme pour comparer aux bruits réels du secteur les invraisemblables fariboles qu'il prétendait « capter » dans son appareil. « Sale bluffeur... », songeait Pagès sans le quitter des yeux. Mais il n'osait rien dire, rien faire. Ainsi, plusieurs heures se passèrent dans une sorte de torpeur anxieuse, parfois traversée par le roucoulement d'une torpille, secouée par des explosions sourdes que suivaient d'interminables silences, des périodes de calme où

tout semblait se recueillir dans l'attente d'un événement fatal. Après midi, l'activité des minenwerfer redoubla. Puis, progressivement, la tranchée s'emplit d'un bruit de godasses, de fourreaux et de gamelles. Escouade par escouade, deux sections de fantassins, empêtrés dans leur fourniment, déménageaient. Le boyau des Cuisines, comprit Pagès, était « en capilotade » ; on venait de donner aux hommes du bataillon l'ordre de se concentrer dans les sapes profondes.

Pour inquiétante que fût cette nouvelle, elle l'était moins que la manière dont Witzig l'accueillit.

— Évacuer les abris ? Qu'est-ce que vous chantez ?

Pagès prit une des bougies allumées et l'éleva au-dessus de lui.

— Quand un de vos « mi-nen » aura défoncé ce malheureux plafond, vous me deman-derez encore si je chan-te, sans doute ? Il y a tout près d'ici des sapes solides...

Witzig ricanait. C'était tout ce qu'il savait faire, l'animal : ricaner, railler, tourner les gens en bourrique. Et quand on lui proposait une mesure de simple prudence, il poussait l'hypocrisie jusqu'à invoquer la consigne, à prétendre qu'il ne pouvait pas assurer son sacré service sous l'œil de l'infanterie, à vous demander si on avait lu « les instructions ». Les instructions ! Pagès étouffait.

— Bien sûr, je les ai lues. J'y ai lu que toutes les trente-six heures *au plus* nous devrions descendre à la Division !

— Qui, nous ?

— Mais... je ne sais pas... Vous ou moi, je suppose.

— Ouais, fit Witzig. Je vois.

— Écoutez, reprit Pagès sur un ton mélodramatique. Il faut absolument porter ce rapport à la Division cette nuit.

— Histoire de vous défiler plus tôt, n'est-ce pas ?

— Alors, demain matin...

— Demain soir, corrigea Witzig sur un ton glacial. Nos trente-six heures finissent demain soir... — Un sourire décoloré sur les lèvres, il se rassit. Tout à coup, sa main s'abattit sur la table. — Avant demain soir, personne ne quittera ce service. Personne, vous entendez ?

Pagès était épouvanté.

— Bon, bon... souffla-t-il. Moi, d'ailleurs... — Il appuya

les poings sur son thorax — Je suis malade... malade...

— Taisez-vous ! hurla Witzig en montrant de l'index, d'un geste saccadé, le casque écouteur dont il s'était recoiffé.

De toute évidence, il n'y avait rien à espérer de cet individu-là. Rien ne le persuaderait de reprendre contact avec l'état-major de la ferme Saint-Hilaire avant qu'il ne restât du Chapeau du Gendarme que ruines et cadavres. Dehors, les minenwerfer continuaient leur jeu sinistre sur la corne ouest du saillant. Une demi-heure plus tard, des voix retentirent en haut de l'escalier.

— La sape numéro quatre ?

— Attendez, cria Pagès. Je viens avec vous.

C'était un autre groupe de territoriaux : l'un d'eux, blessé par un éclat de torpille. Pagès se fraya un passage parmi eux. Plus loin, les abords des sapes offraient maintenant le spectacle d'un exode confus, d'un grouillement de formes humaines qui s'efforçaient de s'introduire sous terre avec armes et bagages dans des galeries étroites, sombres et encombrées. Les uns, en se brassant et s'enjambant, grommelaient des jurons. Les autres, ficelés dans leurs cuirasses de peau ou de toile huilée, attendaient qu'on leur donnât des ordres. Tous étaient des hommes endurants, vieillis, usés par une longue succession de jours fastidieux et de nuits laborieuses. Depuis des semaines, incrustés en ce coin de Champagne, ils s'étaient accoutumés à vivre dans les plis d'un suaire de craie, à glisser, à trébucher, à ruminer des bribes de pensée — toujours les mêmes — à se contenter d'un peu de chaleur animale, à enfouir sous une carapace de patience ce qui subsistait en eux de soucis et d'espoir. Ils avaient observé, en face d'eux, les préparatifs allemands. Ils avaient eu le temps de maudire le sort qui ajoutait à une immensité d'ennui la peur d'une destruction prochaine ; et ce matin, lorsqu'il était devenu clair pour les moins pessimistes qu'ils devaient s'attendre au pire, « cette fois, avaient-ils constaté simplement, ça y est ».

Anxieux, Pagès allait de l'un à l'autre. Plus que les sifflements des torpilles, plus que les explosions qui se succédaient maintenant toutes les deux ou trois minutes, ce qui l'inquiétait était de ne trouver partout qu'une morne résignation. A entendre ces fantassins, à les voir, on sentait qu'aucun d'eux

ne se faisait d'illusion. Pour l'instant, c'étaient les réseaux de fils de fer qui sautaient : deux mortiers suffisaient à la besogne. Mais dès que les Allemands le voudraient, ce ne seraient plus seulement les abords du boyau des Cuisines qui deviendraient intenables, ce serait tout le saillant. Chargé de pluie, le ciel ne cessait de s'assombrir. Vers 3 heures et demie, profitant d'une accalmie, la corvée de soupe arriva. Pagès obtint l'aumône d'une gamelle de rata qu'il avala goulûment. « La dernière, peut-être, se surprit-il à penser. A moins que je ne réussisse à filer avant la catastrophe. »

Encore eût-il fallu que Witzig y consentît : partir contre le gré de cet énergumène, c'était risquer le conseil de guerre. Et Witzig, lorsque Pagès le rejoignit vers la tombée du jour, ne semblait rien avoir abandonné de sa diabolique obstination. Le visage plus blême et plus tiré que jamais, le haut du corps figé dans une immobilité de statue, il continuait d'écrire. A chaque explosion, ses cils battaient ; la flamme des bougies posées sur la table, près de l'appareil téléphonique, vacillait ; entre les planches des parois, un peu de terre coulait à l'intérieur de l'abri.

— Toujours du wurtembourgeois ? finit par demander Pagès sur un ton d'ironie amère.

Witzig se retourna lentement.

— Je vous en prie.

La main tendue, un masque de politesse insidieuse sur le visage, il vous offrait son casque, sa place comme il vous eût offert des gâteaux empoisonnés. Pagès dut accepter. Dans les écouteurs, on entendait juste assez pour se convaincre que toute communication n'était pas coupée avec la zone des tranchées allemandes. On y entendait le même crissement bizarre que tout à l'heure, les mêmes sifflements, les mêmes syllabes rauques, les mêmes mots inutilisables. Du wurtembourgeois ? « Fumiste, va. » Une bouillie servie sous une cloche sous-marine à mille kilomètres de distance, voilà ce que c'était. Et ce Witzig qui s'était mis à ouvrir de nouvelles boîtes de conserves, à découper du saumon sur son assiette d'aluminium, à en sucer les morceaux, un à un, du bout des lèvres ; ce Witzig qui s'interrompait de temps en temps pour vous dévisager avec l'air de dire : « Avouez, mon ami, que vous

n'y comprenez rien ; avouez que je vous tiens, que je vous possède... » Gêné, Pagès se détourna vers la table. Depuis midi, plusieurs feuillets s'étaient ajoutés au « rapport » de M. le baron : plusieurs feuillets couverts d'une écriture de vieille dame, de chiffres biscornus, de signes énigmatiques, d'époustouflantes révélations qui ne pouvaient avoir pris naissance que dans le cerveau d'un mythomane ou d'un coquin. Soudain, Pagès arracha les écouteurs.

— J'en ai assez, à la fin des fins.

— Assez de quoi ? renvoya Witzig d'une voix blanche.

De nouveau, il trahissait un peu de ce trac intime, de cet effort intérieur pour s'imposer à soi-même, que l'on distinguait par éclairs, sous les dehors de sa fatuité ou de son arrogance.

— Assez de vous ! Assez de vos inventions ! cria Pagès en martelant du doigt les feuilles du bloc-notes.

Les joues de Witzig se creusèrent. Son nez se pinça.

— Vous dites que je mens, maintenant !

Il déposa son assiette et traversa l'abri si subitement que Pagès, après avoir basculé sur son tabouret, se retrouva debout, les genoux pliés, l'épaule appuyée contre un des rondins qui encadrait l'entrée de l'escalier. Puis, lentement, il regagna la tête de sa couchette, posa la main sur son étui-revolver, l'y laissa durant quelques secondes, se retourna vers Pagès, fixa sur lui des prunelles jaunâtres qui se dilatèrent, et finit par faire cette remarque étonnante :

— Vous n'êtes même pas rasé.

Pagès ne put s'empêcher de porter les doigts à son menton. Au même instant, le hululement d'une torpille lui glaça le sang. L'explosion avait-elle eu lieu devant l'abri, dans la tranchée ? On en vit la lueur. Le souffle éteignit les deux bougies ; l'une d'elles tomba par terre en même temps que la plupart des petits objets que Witzig avait rangés sur les planchettes. Une odeur de brûlé envahit les ténèbres. Deux ou trois secondes plus tard, alors que les mottes de terre et les débris de métal achevaient de siffler en l'air, le bruit discret d'un second écroulement traversa l'obscurité de l'abri. D'autres objets roulèrent sur la table. Il semblait à Pagès qu'un bras frôlait ses genoux. Il étendit les mains, toucha un dos posé

horizontalement devant lui, entendit une voix aigre demander : « N'êtes-vous pas capable de rendre la lumière ? » et, quand il eut frotté une allumette, découvrit que Witzig, les bras écartés, était à genoux par terre.

Il ralluma une bougie et la garda à la main. Witzig, la tête baissée, cherchait à tâtons sous la table et sous les couchettes les objets qui s'y trouvaient dispersés.

— Éclairez donc, marmottait-il. Éclairez donc.

L'un après l'autre, il ramena deux flacons, une boîte d'alcool, une fourchette, un étui en celluloïd.

— Eh bien, railla Pagès, la bouche pleine d'une âcre saveur. Vous êtes content ? Vous pouvez jouer au polo avec vos affaires...

Witzig se redressa. La grimace de souffrance qui déformait son visage barbouillé de terre fit place à une expression d'incommensurable mépris.

— Chez vous, articula-t-il d'une voix lente et distincte, il est possible qu'on joue *au* polo. Mais en Angleterre — il regarda la bougie qui semblait vaciller encore sous le souffle de l'explosion — en Angleterre et aux Indes, apprenez-le, monsieur — les mots qu'il remâchait semblaient avoir plus d'importance en cet instant que la certitude même d'une destruction totale et imminente — on joue *le* polo.

XI

Le véritable bombardement ne commença que le lendemain à l'aube.

Qu'il y eût quatre sections de « minenwerfer » en ligne, comme l'avait affirmé le sergent, ou deux, ou dix, à chaque minute, il dégringolait en moyenne trois ou quatre torpilles sur le Chapeau du Gendarme. C'était un tir lent et méthodique, un tir qui n'eût pas interdit à la rigueur de parcourir les tranchées françaises et même, avec un peu de chance, d'y survivre pendant quelques jours, un tir qui, en soi, n'eût pas terrifié une garnison véritablement aguerrie si l'on n'avait senti que ses auteurs prenaient tout leur temps, qu'ils se conformaient à un plan bien établi, et qu'en somme on assistait aux préparatifs d'une exécution capitale. Sans doute ce sen-

timent s'était-il répandu dans le secteur, car personne ne semblait vouloir réagir. Vers 8 heures pourtant, une batterie de 75 se mit à tirer, à longs intervalles d'abord, coup par coup, puis par salves qui sifflèrent au-dessus du saillant. Vingt minutes plus tard, le 75 avait cessé son tir ; celui des « minenwerfer » continuait avec la même régularité implacable et tranquille. Du 155 se mit en action à son tour, et s'arrêta au bout d'un quart d'heure comme s'il avait renoncé à cette agitation inutile. Les tempes de Pagès étaient moites. Une angoisse croissante lui comprimait les artères et le cœur.

— Eh bien ? gémit Pagès affalé sur la couchette en treillage, au fond de l'abri.

Witzig avait soulevé ses écouteurs.

— Eh bien, rien, nasilla-t-il, les yeux fixés sur le plan directeur. Ils s'en fichent bien de notre artillerie : comment voulez-vous tirer ici devant ?

PIERRE FRÉDÉRIX

(La fin dans le prochain numéro)

LES IDES D'OCTOBRE

Une habitude s'est peu à peu instaurée dans notre pays, parmi d'autres : celle de déposer tout souci politique, économique et financier au seuil de l'été et de renvoyer à octobre les affaires sérieuses. Cette propension s'est manifestée tout d'abord chez les gouvernements, pressés de se débarrasser de leur Parlement, dans la mesure où celui-ci fonctionne encore, mais qui reste suffisante pour accumuler sur les fins de session toutes sortes de problèmes gênants. Tout se passe comme si on pouvait éliminer définitivement ces derniers par la lecture du décret de clôture. On sait bien qu'ils reparaîtront, mais gagner du temps est un gain réel quand on gouverne au jour le jour.

Des gouvernants, cette étonnante tournure d'esprit s'est étendue aux gouvernés : en notre heureux temps, des difficultés pressantes sont le lot de chacun, et chacun sait que les difficultés publiques accroîtront les siennes propres. Il n'importe : l'heure du ski nautique a sonné, même pour qui n'y fait figure que de spectateur. Tout le monde compte sur l'automne pour arranger les choses ou, du moins, pour les présenter sous un aspect qu'on espère plus aimable. Les hommes allant en vacances, on veut croire que les événements s'y rendront aussi.

Ils n'y sont pas allés cette année, et même ils se sont rappelés à l'attention, contrairement à toutes les règles, vers le milieu de la période des congés. On pensait qu'il suffirait de traiter

à l'automne la crise financière : on avait supprimé la question des prix, en mettant en sommeil le comité dont c'est l'état de les surveiller. L'honorable M. Jouhaux lui-même, après avoir annoncé pour octobre les plus graves événements, avait cinglé vers le Mexique. Et tout soudain a retenti le discours, désormais fameux, de M. Daladier devant le micro officiel.

Ce manquement aux usages s'est attesté par l'apparition chez nos confrères de longs développements sur la technique économique, cependant que continuaient à l'étage en dessous les reportages sur les plages à la mode. La presse marxiste et syndicaliste, pour sa part, accusait M. Daladier d'agression préméditée contre les lois sociales et lui rappelait en termes sévères que la charge de ces dernières, et singulièrement de la loi de 40 heures, n'est pas l'élément exclusif et déterminant des difficultés de ce pays.

Or, autant qu'on en peut juger de la rue, tant de fiel n'est point entré dans l'âme présidentielle, non plus d'ailleurs qu'une conception aussi étroite de la situation.

★ ★

Sans rien dramatiser, l'émoi causé par les circonstances extérieures aidant, on peut dire que la situation financière et surtout monétaire s'est moins que tout autre accommodée de l'état de vacances : une brusque tension des devises l'a attesté, en présence de laquelle M. Daladier semble avoir procédé, avant de penser aux 40 heures, à ce qu'on est convenu d'appeler un large examen de la situation. Cet examen le persuada tout d'abord de l'impossibilité de recourir aux solutions qu'on pourrait appeler de facilité : une nouvelle dévaluation et le contrôle des changes. L'hypothèse d'une dévaluation s'exclut, parce que la France ne peut tout de même pas indéfiniment vivre sous le régime d'altérations monétaires périodiques : par ailleurs, le président du Conseil, en opérant la dernière en date de ces dévaluations, a trop vigoureusement affirmé qu'en aucun cas on n'irait plus loin pour songer délibérément à y aller. Quant au contrôle des changes, outre qu'il paraît peu compatible avec l'accord tripartite, cher aux démocraties anglo-saxonnes, on sait maintenant de source

sûre et d'expérience certaine qu'il est à l'origine des systèmes économiques « totalitaires », car le contrôle des changes exige de proche en proche et d'incidence en incidence le contrôle de l'économie nationale tout entière. Ce sera, notons-le en passant, un sujet d'émerveillement pour l'historien de ce temps-ci que ceux dont les journées se passent à vitupérer le fascisme politique soient les mêmes qui rêvent inconsciemment de lui emprunter, sur le plan économique, ses méthodes de contrainte. C'est à quoi ni M. Daladier, ni son parti ne sont visiblement préparés.

Mais dès l'instant qu'une monnaie donnant des signes de faiblesse, on n'est décidé ni à la laisser faiblir en effet, ni à la contenir par voie réglementaire, il ne reste place que pour un seul parti, qui est de restaurer l'équilibre dont la crise monétaire atteste avant tout la précarité. Or, la caractéristique essentielle de notre situation présente est précisément que le revenu de la nation, affaibli par le ralentissement économique, ne correspond plus, et de loin, aux charges que nous avons assumées et qui ne sont pas seulement d'ordre militaire. Les charges de la défense nationale bénéficient d'une légitime priorité, mais on n'insistera jamais assez sur ce que, même en leur absence, les dépenses purement civiles seraient encore de nature à causer à M. Marchandeau les plus pressants soucis. Or, la manière la plus prompte et la plus efficace d'accroître le revenu national est évidemment de travailler davantage. Parvenu à cette conviction, M. Daladier prit place devant son micro.

Des critiques, étrangers aux « opérations » politiques qui suivirent, exprimèrent le regret que le président du Conseil n'ait parlé que d'assouplir la loi de 40 heures, alors que ce seul assouplissement, s'il est indispensable, n'est évidemment pas une panacée. Les uns se plaignent de n'avoir entendu formuler aucune condamnation de la « spéculation » ; d'autres, plus sérieux, s'étonnèrent que la question financière n'ait été traitée que par prétérition. Comme il l'indiqua lui-même au terme de son exposé, M. Daladier s'en tint, en effet, à ce qui lui paraissait le plus essentiel et le plus urgent et renvoya la suite à une prochaine audition : sans doute aura-t-il été détourné de ce dessein par les remous que suscita la première

et aussi par cette remarque burlesque que cette manière de s'adresser directement au peuple sent le « fachisme » et le pouvoir personnel.

La suite devait montrer aux susceptibilités sincères, s'il en fut, qu'elles s'étaient émues pour peu de choses. Quand les juristes de profession ou d'occasion se furent penchés sur les projets de M. Daladier tels qu'il les avait formulés en ce sombre dimanche d'août, ils marquèrent leur scrupule. En ce qui concernait la défense nationale, les textes existants autorisaient le Gouvernement à aller aussi loin qu'il souhaitait : il suffisait de les confirmer. Pour les industries qui ne travaillent pas pour la défense nationale, un décret d'aménagement de la loi était, certes, possible, mais à condition d'être soumis à l'examen des organisations patronales et ouvrières intéressées, et, pour finir, au Comité permanent du Conseil national économique ; quant au taux majoré des heures supplémentaires, déclaré excessif par le président du Conseil, une loi était indispensable pour modifier ce qu'avaient décidé là-dessus la plupart des conventions collectives. De cette manière, la montagne, quoiqu'elle en eût, devait accoucher provisoirement d'une souris : c'est ce qu'elle fit le 30 août. Le Gouvernement rappela ses prérogatives en matière de défense nationale, déposa un projet de décret, facilitant l'octroi des heures de travail au delà de la quarantième, dans les instances du Conseil national économique, et annonça qu'à la rentrée des Chambres on s'occuperait du taux des heures supplémentaires. En attendant, et sans doute en hommage à M. Ramadier, ministre du Travail fugitif, son successeur exhuma l'essentiel d'un décret que l'honorable député de l'Aveyron avait soumis le mois précédent au Conseil national économique et auquel, pour des raisons qu'il serait trop long d'exposer ici, la délégation patronale avait présenté quelques dirimantes objections.

★ ★

Si nous rappelons ces faits tout récents, c'est uniquement pour marquer que le tumulte public qui agita, contre toutes les règles, la fin d'août n'a pas modifié, quant à présent, de manière substantielle le problème de l'automne. C'est même

une grande disgrâce pour le Cabinet Daladier que sa réforme à terme ne soit pas propre pour l'immédiat à provoquer un « démarrage » économique sauveur et soit, par contre, éminemment propice au maintien d'une agitation que, dans des buts d'ailleurs obscurs, le parti communiste entretient avec une sombre ardeur et une totale mauvaise foi.

Ce qui fait tout le sérieux de notre situation, c'est qu'elle ne saurait matériellement se prolonger longtemps. Le blocage des prix, par la procédure assez simpliste de la mise en sommeil des comités de surveillance, invités à ne délivrer provisoirement aucune autorisation de hausse, est un médiocre expédient. Que si ce blocage persiste, il sera la cause de l'arrêt de maintes exploitations qui ne peuvent indéfiniment vendre à perte ; or, elles y sont de plus en plus conduites par l'augmentation continue de leur coût de production, dont nul ne se préoccupe, toutes sollicitudes étant, comme il vient d'être dit, réservées au prix de vente. Et si le blocage est un jour levé, comme il faudra bien qu'il soit, l'équilibre des prix risque d'exploser à la manière d'une marmite surchauffée. C'est pour prévenir ces inconvénients que l'assouplissement de la loi des 40 heures eût gagné à n'être pas différé dans toutes les industries capables d'en bénéficier. Il n'existe plus, en effet, d'autre moyen d'améliorer le coût de production que de l' « étaler » sur une production accrue. Il n'est pas non plus d'autre moyen de satisfaire aux demandes de relèvement de salaires qui se poursuivent continuellement. Pendant de longs mois, il a été possible de prélever le montant de ce relèvement sur des réserves ou de l'incorporer partiellement dans les prix. A ce train dans la majorité des entreprises, les réserves ont disparu ; quant aux prix, bloqués ou non, ils atteignent un niveau décourageant pour cet être dont on ne se préoccupe jamais et qui est pourtant le maître du jeu : le consommateur. Nous sommes au point exact où l'augmentation de salaire n'est plus concevable sans une augmentation de rendement ; encore faut-il que la loi permette cette augmentation et que les intéressés y consentent. M. Anatole de Monzie entreprenant de régler le conflit des dockers de Marseille par un arrangement qui liait précisément l'augmentation de salaire à l'augmentation du rendement, l'immédiate

réaction des dockers a été de repousser celle-ci et de s'assurer celle-là.

Qu'on nous entende bien. Pas plus que M. Daladier en son discours, nous ne soutenons en ce très modeste propos que les travailleurs aient seuls à produire effort pour nous sortir d'où nous sommes. Ils ont raison de dire et nous disons avec eux que le redressement de la production française exige une amélioration de l'outillage, de l'apprentissage, du crédit et de diverses autres choses. On admettra toutefois que les entreprises en état de perfectionner cet équipement l'ont déjà fait, ne serait-ce que pour réduire leurs frais généraux; il est même arrivé que ces perfectionnements techniques réduisent l'emploi de main-d'œuvre, ce qui n'est évidemment pas le but cherché. Quant aux entreprises moins favorisées que les précédentes, il leur faut pour s'outiller des capitaux qu'elles n'ont plus : comment les reconstituer, sinon en faisant rendre le maximum à l'outillage existant? Nous rougirions, en effet, de discuter devant le lecteur l'accusation imbécile selon laquelle les industriels exporteraient leurs gains pour n'avoir pas à les réinvestir dans leurs affaires, et mettre ainsi dans l'embarras le méchant Front populaire. La vérité est que le Front populaire n'a pas besoin d'aide pour précipiter sa faillite : elle est aussi évidente, malheureusement, que l'est l'amenuisement, sinon la disparition du profit, qui empêche dans beaucoup d'industries les amortissements nécessaires. C'est là pour l'économie française un péril, peu sensible aujourd'hui pour le profane, mais qui peut apparaître demain comme le plus grave de tous.

★ ★

Nous n'aborderons point le détail de notre situation financière dans cette revue, où d'autres auteurs ont accoutumé de la traiter avec une compétence que nous ne prétendons point égaler. Tout le monde en sait cependant les difficultés : on a vu qu'elles avaient rompu la trêve des vacances, alors qu'on pensait communément qu'elles attendraient la rentrée, et sans doute, là aussi, qu'elles se résoudraient toutes seules dans l'intervalle.

On a certainement abusé des vertus de la « confiance » quand on s'est persuadé qu'un redressement psychologique pouvait dispenser d'un effort technique. Les détenteurs de capitaux ont été, si l'on ose dire, suffisamment étrillés pour concevoir désormais qu'un équilibre financier et monétaire doit s'appuyer, pour durer, sur des réalités. Quand des perspectives favorables se manifestent quelque part, les capitaux affluent, mais en position d'attente et diffèrent de s'investir jusqu'à ce que la suite soit connue : quand il n'y a point de suite, leur inquiétude renaît. Il n'y a dans cet état de choses rien qui ressemble aux coupables errements du spéculateur que *l'Humanité* nous représente, tous les jours, franchissant la frontière avec des sacs d'écus sous le bras et vêtu, sans doute pour ne pas se faire remarquer, d'un habit et d'un chapeau haut de forme. Les capitaux migrateurs, qui sont étrangers, ne sont point par définition à notre service ; l'oublier est aussi intelligent qu'affirmer, comme on ne manque jamais de le faire, que la tenue du franc est à la discrétion des maléfices des deux cents familles sur le seul marché de Paris.

On a, par contre, raison de parler de « confiance » si l'on entend que la plupart des mesures techniques ne sont possibles que dans un certain climat. Un ministre des Finances ne peut envisager de larges dégrèvements fiscaux que si, dans le pays, règne une atmosphère de calme et de travail, d'où il est légitime d'attendre la compensation de ces dégrèvements par une augmentation de la richesse imposable. On ne peut penser honnêtement à une conversion des rentes que si la sécurité existe de ne pas voir demain le « consolidé » dévoré par une nouvelle dévaluation. On ne peut même escompter de rendement d'un lourd effort fiscal que s'il a chance d'être libératoire, c'est-à-dire de ne pas servir uniquement, comme c'est l'usage, à passer trois ou six mois jusqu'au « tour de vis » suivant.

Celà revient à dire qu'on ne peut en aucun cas attendre le salut d'autre chose que de réformes profondes. Dans son allocution du 21 août, M. Daladier a fait allusion à la nécessité d'économies. Il eût été plus convaincant si, comme le lui fit obligeamment observer M. Caillaux à Moulins, le dimanche suivant, les derniers décrets-lois, cependant destinés à assai-

nir la situation financière, ne s'étaient pas traduits par une augmentation relativement sensible des dépenses publiques. Le problème des économies est d'ailleurs un vieux problème, dont la difficulté essentielle ne se pose pas sur le plan technique. Aux temps abhorrés du Ministère Laval fut établi sur ce point un inventaire très complet, dont on doit retrouver aisément la trace en des cartons poudreux : ce travail resta inutilisé, en raison des oppositions électorales venues de tous les points de l'horizon politique. Il en serait évidemment de même si la tentative était reprise aujourd'hui, où paraissent de surcroit à l'horizon la retraite des vieux et les revendications très provisoirement contenues des fonctionnaires.

Ainsi devient-il de plus en plus apparent que le remède dépasse jusqu'aux moyens des « Chambres ardentes », à supposer que quelqu'un ait jamais pensé les ressusciter. On ne répétera jamais assez que si l'excès des charges publiques tient pour une part à une démagogie et à des gaspillages ruineux, il résulte au principal d'un étatisme systématique et outrancier. Des dépenses justifiables ou des fonctions utiles deviennent insupportables, parce que l'État prétend les assumer aux frais accrus qui sont le propre de ses activités. En vain objectera-t-on que l'État doit intervenir sur beaucoup de terrains, notamment dans l'ordre social, parce que l'initiative privée est en état de carence ou fonctionne mal. Ce n'est certes point à nous qu'on apprendra les progrès qui restent à faire en matière d'organisation professionnelle, mais tout deviendrait-il soudainement parfait en cet endroit que demeurerait l'obstacle essentiel : l'étatisme n'est pas un phénomène spontané, mais un des moyens du marxisme en action. De même, alors que l'organisation professionnelle doit aboutir pour prendre sa signification entière à la collaboration des organisations patronales et ouvrières, le dogme de la lutte des classes est là pour briser délibérément toute tentative en ce sens. Car on ne saurait prendre au sérieux, dans l'intérêt même du but à atteindre, les tentatives périodiques de gouvernants dans l'embarras pour réunir à l'hôtel Matignon deux interlocuteurs, dont l'un ne cesse qu'au seuil de cette demeure illustre d'affirmer sa volonté de détruire l'autre et la retrouve à la sortie.

★ ★

Tout cela n'est point nouveau, mais nous ne nous excusons pas de le redire, parce que, encore un coup, à force de vivre au rebours du bon sens nous aboutissons à une situation dont le dénouement semble proche, pour la seule raison qu'elle est intenable. Aussi bien une détermination nette et des décisions sans retour vont-elles être imposées fort naturellement aux partisans d'une heureuse ataraxie ou aux fidèles persévérants des menues habiletés. Face au bilan de leur faillite, les responsables n'aperçoivent plus qu'une issue où ils s'engagent d'ailleurs bruyamment : ils attribuent leur échec à ce qu'ils n'ont pas été, comme on dit, « assez fort » et ils réclament, sous le nom de réformes de structure, diverses opérations de socialisation. Cette nouvelle attitude, pour être plus nette, n'en est pas moins injustifiable. Aucune réforme de structure ne fera qu'on produira plus en travaillant moins. Aucune nationalisation du crédit ne fera que des capitaux investis dans une entreprise non viable ou absorbés par un État en faillite virtuelle se retrouveront demain intacts. De ce qu'on appelait jadis la loi naturelle, subsistent au moins certains principes dont la gestion d'une entreprise, qu'elle soit libre ou étatisée, ne saurait s'écarter. En négligeant cette évidence, on ne ferait que préparer des déceptions nouvelles et cruelles, à supposer même que, dans l'intervalle, l'édifice ébranlé ne se soit pas écroulé.

Il va donc falloir choisir entre l'accélération du processus révolutionnaire, au sens strict du mot, et ce qu'on a déjà appelé la révolution de l'ordre. En marquant la rigueur et les difficultés de ce choix, nous ne nous égarons dans aucun pessimisme. Il fallait un étrange aveuglement pour ne pas apercevoir les conséquences obligées de deux années d'erreur ou d'inertie et une étrange paresse d'esprit pour ne s'y pas préparer. Il faudrait un aveuglement à peine moindre pour croire que le pays se sauvera par un retour pur et simple au *statu quo ante*. On doit comprendre que le monde marche, mais qu'il ne peut marcher la tête en bas. C'est une manière d'escroquerie intellectuelle d'inscrire au passif du capita-

lisme une longue suite de déboires. Encerclé de toutes parts, ligoté dans des réglementations étatistes qu'il a d'ailleurs parfois commis la redoutable erreur de provoquer lui-même, le capitalisme fait assez bien figure d'un athlète à qui on aurait lié les membres, pour lui reprocher ensuite de ne pas gagner en cette posture la palme olympique. La seule vérité est qu'il doit, comme tout le monde, reviser ses valeurs et ses méthodes, ranimer ce qu'il portait en lui de spiritualité et de souci du bien public et comprendre qu'un individualisme traditionnel expire au seuil des institutions collectives, dont l'avènement, qu'il soit un bien ou un mal, est surtout un fait. Jamais le capitalisme n'a été plus attaqué, jamais sa mort n'a été plus bruyamment annoncée et jamais peut-être sa chance n'a été meilleure si, de ses traditions de travail et d'épargne, il sait extraire, au prix de sa discipline, les éléments de l'ordre nouveau. Cela suppose autant de fermeté sur quelques principes essentiels que d'intelligence humaine : le grand mouvement de revendications de ces dernières années nous met au bord des difficultés suprêmes, mais on se tromperait lourdement en n'y voyant que la manifestation d'un matérialisme obstiné. Les meneurs de ce mouvement n'ont pas eu tort de dire qu'il conduisait au relèvement de la personnalité ouvrière : par contre, ils ont eu le tort d'attenter les premiers à sa dignité, en entretenant systématiquement l'erreur sur la qualité des moyens employés et sur certains des buts réellement poursuivis. Le salut de notre civilisation est au point de rencontre d'aspirations parfaitement respectables avec les réalités permanentes qui les peuvent servir : il n'apparaît pas que ce lieu puisse être ailleurs que là où convergent naturellement les mêmes efforts, la poursuite du même but, la même technique et les mêmes intérêts, c'est-à-dire dans le cadre de la profession organisée au service de la nation.

A l'heure où le monde en détresse ne semble plus capable de fixer son choix qu'entre la dictature totalitaire ou la tyrannie marxiste, il devrait cependant être sensible à tous que la discipline volontaire est précisément le dernier refuge et l'ultime sauvegarde de la liberté.

C.-J. GIGNOUX

CAROLINE DE BRUNSWICK, REINE D'ANGLETERRE

(1768-1821)

I

Une scène de famille.

Lorsque le prince de Galles pénétra à Windsor dans le cabinet de S. M. le roi George, celui-ci ne parut même point remarquer le salut respectueux que lui adressait Son Altesse. Il referma au chapitre « de la betterave » le traité d'agronomie dont il faisait sa lecture favorite, fixa sur le jeune homme des yeux bleus sans flamme, mais que la colère rendait plus troubles, presque glauques, et, la voix bégayante d'irritation contenue :

— Monsieur, prononça-t-il, vous êtes le dernier des drôles !

On entendit un bruit de pas étouffés dans la pièce voisine. La reine et le docteur Willis, inquiets de la tournure qu'allait prendre l'entretien, attendaient derrière la porte, prêts à intervenir.

— J'ai bien dit : « Le dernier des drôles », reprit Sa Majesté que l'hypocrite humilité de son fils semblait exciter davantage. Non content d'être un fat, un joueur, un ivrogne, de vous commettre dans les pires endroits de Londres avec une séquelle de jeunes impertinents et de trafiquer aux courses avec votre jockey, vous refusez de régler vos dettes. Vous continuez à emprunter pour couvrir de bijoux une femme qui n'est ni de votre rang, ni de votre religion, ni de votre race. Vous

auriez même, dit-on... permettez-moi du moins d'écarter cette supposition abominable... vous, futur roi d'Angleterre, l'intention de l'épouser.

— Sire... Mais ne serais-je point en droit, après tout, de m'unir à celle que j'aime?

— Taisez-vous! poursuivit le roi, dont la colère allait croissant. Vous insultez Dieu et votre pays par de semblables paroles. Savez-vous ce que l'Angleterre attend de son roi, de ses ministres, de son peuple? Mais jetez les yeux autour de vous, regardez les convulsions dans lesquelles se débat l'Europe : la guerre, la révolution, l'agitation, née de ces abominables principes modernes, qui pénètrent jusqu'au Parlement, ameute les classes populaires. Est-ce que l'exemple de la France ne vous suffit pas? Et c'est en un moment pareil, alors que l'Angleterre se doit de lutter et de donner à un univers bouleversé l'exemple de sa continuité et de sa force, que son futur roi joue au Florizel et au prince Charmant et parle d'amour à une étrangère dont la présence à ses côtés est déjà une insulte au pays!

Le roi, malade, épuisé par cette algarade violente, avait, dans un geste de crispation, saisi le prince au collet. Un dernier sursaut de fureur lui fit serrer, plus fortement que ses forces ne semblaient l'y autoriser, le cou de Son Altesse. Celle-ci, épouvantée, partagée entre la nécessité de se défendre et la peur d'un éclat irréparable, tentait vainement de se soustraire à cette pression forcenée. Un cri sortit de sa gorge auquel répondit l'appel angoissé de la reine et du médecin, accourus dans la chambre royale. Enfin, à bout de force, le roi lâcha le cou du prince et retomba presque écumant dans un fauteuil, en proie à une de ses crises de démence chronique. Pourtant, tandis que le docteur le soutenait et que la reine ranimait son fils à demi-évanoui, le roi eut encore la force de crier :

— J'exige désormais que vous vous mariiez sans retard! Lord Malmesbury partira rechercher pour vous la femme que je vous destine. A cette seule condition, je garantis que les Communes paieront vos dettes à Londres et désintéresseront vos créanciers étrangers. Sinon, je ne réponds ni de votre avenir, ni de votre accession après moi au trône d'Angleterre!

Ah ! Quel malheur que votre frère York n'ait point été l'aîné de mes enfants ! Et maintenant, plus un mot, monsieur, et surtout que je n'entende plus parler de vos aventures et de vos relations (ici la voix de Sa Majesté s'étrangla dans un rire de réelle démence) avec... la femme que vous aimez !

C'est ainsi qu'à la fin de l'an 1794, S. M. le roi George III d'Angleterre fiança le prince de Galles, son fils, avec la princesse Caroline, fille du duc et de la duchesse de Brunswick.

II

Variations sur un conte d'hiver.

Cette scène entre le prince de Galles et son père n'avait été qu'un épisode de la lutte qui, depuis des années, dressait l'un contre l'autre le roi et l'héritier présomptif. L'inimitié entre membres de familles royales est un accident assez fréquent. L'Histoire a enregistré de semblables dissentiments à chacune de ses époques. Chez les Hanovriens d'Angleterre, ils furent marqués plus que partout ailleurs. Ce brave homme de George III, bon bourgeois, bien qu'un peu fou et fils soumis devant sa terrible mère, et sa femme Charlotte, priseuse, bigote et plus *Hausfrau* allemande que reine, se devaient d'engendrer, pour ne pas manquer à la loi des contrastes, un écervelé et un vaurien. En fait, dès ses premières années, le futur George IV se révéla l'un et l'autre. Avant que d'unir à son titre de roi d'Angleterre, celui de premier gentleman du royaume et, suivant l'épitaphe que lui consacra Praed, de « rendre ce titre odieux », l'enfant fit pressentir ce que deviendrait le jeune homme, l'adolescent ce que serait le souverain. Battu, mais révolté, vicieux, mais hypocrite, débordant d'une joie sans mélange lorsqu'à dix ans il savoura la nouvelle que son odieuse grand'mère était morte, il grandit dans l'ennui de la Cour de George III, n'attendant que le bénéfice de l'âge pour oublier, dans la plus imbécile et dispendieuse des débauches, la contrainte des jeunes années et prendre, dès qu'un soupçon de duvet à ses lèvres conférerait quelque importance à la conduite du prince de Galles, le contrepied des idées et des

actes du roi d'Angleterre. George III était simple, farouchement conservateur, économe et docile, modéré dans ses désirs et chaste dans ses mœurs. Le prince de Galles, avant qu'il n'eût atteint sa majorité, avait dépensé une fortune pour sa toilette, ses maîtresses ou ses chevaux et, bien que criblé de dettes, trouvait encore quelque crédit pour soutenir ouvertement le parti whig contre les tories chers à la Couronne et faire entrer à Westminster un Fox que le roi eût volontiers emprisonné à la Tour.

Pourtant, à cette époque, le prince ne laissait pas deviner encore le faquin qu'il devait être par la suite et dont la vilaine âme allait habiter un corps peu attrayant d'obèse. Il était, aux environs de 1780, un jeune « beau » assez prétentieux, fier d'un physique agréable qui lui permettait de jouer avec aisance les prince Charmant ou les Florizel, de troubler les femmes par son teint frais, ses yeux bleus, ses frisettes, ses gilets de soie, ses habits roses, ses inimitables boucles de souliers et cette admirable facilité avec laquelle il adressait à la première bergère de théâtre des serments d'amour éternel ou mouillait de larmes le papier sur lequel il inscrivait ces balivernes. Peut-être même fut-il, en ces lointaines années, capable de quelque réelle tendresse et garda-t-il jusqu'aux premières rides un cœur sensible que de mauvais conseillers s'obstinèrent à endurcir. Plus tard, seulement, sous l'influence des Cumberland, des Brummel, des lady Jersey, de tous les débauchés, des snobs et des courtisans, George devait faire oublier jusqu'aux humbles qualités de son adolescence, pour n'être plus que ce dandy vieilli, repoussant et ridicule, marqué par Thackeray au fer rouge dans un bref et impitoyable portrait : « *Ce George, qu'était-il? J'examine toute sa vie et je ne vois qu'une courbette et un sourire amer. J'essaie de le démonter et je trouve des bas de soie, du rembourrage, un corset, un habit avec des brandebourgs et un col de fourrure, un crachat et un ruban bleu, un mouchoir de poche prodigieusement parfumé, une des meilleurs perruques noisettes de chez Tueflit ruisselante d'huile, un ratelier et une immense cravate noire, des gilets, encore des gilets et puis rien.* »

Sa première aventure amoureuse avait eu du moins le charme de la jeunesse, quelque fraîcheur et un cachet de romanesque qui en releva la banalité et fit pardonner au prince l'inélégance avec laquelle il la termina. On jouait *le Conte d'hiver* à Drury Lane et le rôle de Perdita y était tenu par la délicieuse Mary Robinson, une enfant, elle aussi, mariée à un brave homme dont la parfaite complaisance conjugale n'était pas la moindre vertu. Le prince, à cette époque, était beau, Mary Robinson incarnait à merveille la délicieuse Perdita. Il lui suffit de murmurer, devant la cabane du berger : « *Mon aimable prince, il ne me sied pas de blâmer vos éloges exagérés...* » pour que George sentît battre son cœur à l'unisson de celui du prince de Bohême. A l'entr'acte, au foyer, l'*alter ego* du prince de Galles, lord Malden, remit mystérieusement à Perdita un billet écrit de la main du prince et qui contenait cette seule phrase : *I love you.* Puis, dès le lendemain, les billets, les bouquets, les appels se multiplièrent. A l'instigation du prince, lord Malden, devenu entremetteur officiel de Son Altesse, se dépensait auprès de la jeune actrice. Il y eut encore des missives et des réponses, des supplications et des refus, des cheveux échangés et des « keepsakes » baignés de larmes, des assauts furieux et de douces redditions. Le prince avait déclaré à la bien-aimée qu'il ne « changerait qu'en mourant » ; madame Robinson répondit qu'elle serait la « femme de son âme ». Dans les jardins de Kew, blanchis de lune, où lord Malden parvint à guider Perdita, George roucoula son amour en romances, et, le lendemain, Perdita notait dans son journal que le son de cette voix *avait paru à ses sens ravis plus qu'une mélodie mortelle.*

Bref, on bucolisa longuement de part et d'autre, cependant que l'entourage du prince, les Devonshire, les Cumberland, Fox, Sheridan, Brisley poussaient à la roue, soit en vue du bénéfice qu'ils pourraient réaliser par leur galante entremise, soit pour le seul plaisir d'ennuyer le pauvre roi et la reine terriblement troublés par les premières incartades du jeune

Florizel. Il avait déjà installé la jeune Mary et le complaisant Robinson dans une maison de Cork Street où fréquentait tout ce qui, à Londres, s'opposait à l'autorité royale, donnait le ton et narguait les tories.

Atterrés, le bon roi et la reine assistaient impuissants à cette ostentation de libertinage incarné dans la douce Mary Robinson, la seule qui, dans cette cour bruyante et dissolue, gardât pourtant quelque pureté d'âme et un sincère amour pour le prince. Ce fut ce qui la perdit.

Les premières joies du jeune amour épuisées, le prince qui dépouillait déjà l'adolescent romanesque pour devenir un viveur effréné, commença à se lasser de la sentimentalité excessive de Mary et du côté fleur bleue de sa nature : « *Elle est trop sentimentale pour lui, trop pensive*, notèrent bientôt les observateurs. *Elle pleure trop facilement, se laisse trop facilement blesser. Le prince veut de la gaîté et de la vivacité; elle lui adresse des vers fades et des soupirs larmoyants.* »

Bientôt commença entre amants l'ère inévitable des reproches, des scènes, des fâcheries chaque jour plus violentes. Une cabale de tous les adulateurs de Son Altesse qui, après avoir longtemps, par intérêt, soutenu Perdita, se vengeaient sur elle de la préférence que le prince lui avait marquée, l'accusa d'être une « espionne au service du roi ». George n'attendait qu'une occasion pour rompre avec Mary et voler à de nouvelles aventures. Il prétexta hypocritement de la répugnance de la « pudibonde » à se perdre complètement avec les débauchés, pour dénoncer son serment d'amour éternel. Il avait dépensé pas mal d'argent pour elle, l'avait incitée à gaspiller plus encore. Il la laissait ruinée, endettée, n'ayant pour toute garantie qu'une reconnaissance de 20 000 livres signée du prince de Galles et à laquelle il refusa de faire honneur. Glorieux premier amour de cet homme dont tant d'autres femmes, sa propre épouse, ses amis, ses parents, ses sujets, son peuple entier devaient être successivement victimes! Florizel était mort chez le prince de Galles après le premier baiser d'amour donné dans les jardins de Kew. A sa place, naissait le George stigmatisé par Praed et Thackeray et dont un autre biographe écrivit à son tour : « *Ennemi malfaisant de son père malheureux, amant infidèle, ami parjure, fat sans cœur,*

sot sans âme, le premier gentilhomme de l'Europe, le moins gentilhomme, son souvenir déjoue les efforts des sycophantes et paralyse la colère des faiseurs de satires[1]. »

III

Un mariage secret du prince.

L'aventure du prince et de Mary Robinson n'avait été qu'une passade, une amourette de jeunesse. Plus violent, plus tenace, plus grave dans ses conséquences, fut le sentiment qui, après sa rupture avec Perdita, lia le prince à une jeune étrangère, lady Mary Fitzherbert. Disons encore à la décharge de George d'Angleterre, qui par ailleurs ne mérite guère d'autres ménagements, que si la fraîcheur de l'idylle (tout au moins dans ses débuts) avec Mary Robinson sauva cet amour de la vulgarité, sa passion pour lady Fitzherbert demeura toujours vivace. Épouse secrète de Son Altesse, elle ne cessa d'être jusqu'au bout *sa vraie femme*, celle vers qui il ne cessa de revenir aux heures de détresse et dont il conserva l'amour jusqu'à son dernier souffle.

Il l'avait rencontrée à un bal chez le duc de Devonshire, et aussi brusquement qu'il était tombé amoureux de Mary Robinson à Drury Lane, il brûla pour la nouvelle venue. Elle avait d'ailleurs assez d'attraits pour le séduire. Des cheveux d'un or pâle, des yeux couleur noisette, le teint rosé et la fraîcheur d'une jeunesse demeurée intacte aux approches de la trentaine. On la savait veuve d'un officier irlandais, riche et catholique romaine. De nouveau, la passion enflamma le cœur de Son Altesse et, comme dans son aventure avec Mary Robinson, il trouva dans le cercle de ses courtisans, tous les entremetteurs désirables. Seulement, la veuve possédait une personnalité plus marquée que la petite actrice, plus de prudence et de self-control, moins d'ingénuité amoureuse et, pour tout dire, plus d'esprit calculateur. Moins éblouie que Perdita par la passion du prince, elle répondit assez hautainement aux aveux d'amour colportés par la duchesse Georgiana et Charles James Fox. « *Je suis une per-*

1. Justin Mc Carthy, *Histoire de notre temps.*

sonne trop peu considérable pour devenir sa femme, je suis trop considérable pour devenir sa maîtresse. » En fait, cette retenue témoigne de la plus subtile habileté. Un être gâté et aussi peu capable que l'était George de résister à ses tentations, ne pouvait que désirer plus violemment la femme qui se dérobait à lui. Au paroxysme d'une réelle douleur et sous l'aiguillon de la blessure faite à sa vanité, il envisagea de passer outre à l'Acte sur le Mariage Royal et de sacrifier la couronne à sa passion. Durant plusieurs mois, la Cour et l'Angleterre stupéfaites purent craindre que le futur roi n'épousât l'Irlandaise catholique.

Pourtant, comme la bien-aimée se refusait toujours et parlait de se réfugier sur le continent, George imagina une ruse héroï-comique et qui faisait plus d'honneur à son astuce qu'à sa droiture. Puisque Mary ne voulait pas entendre parler d'amour sans mariage et que le mariage était entre eux impossible, pourquoi ne point recourir à une espèce de cérémonie qui satisferait la dame et n'engagerait pas le prince?

Les larmes coûtaient aussi peu à George que les mensonges. Lady Fitzherbert vit donc pénétrer un matin chez elle Keate, le chirurgien de Son Altesse et trois gentilshommes au comble de l'émotion. Ils la venaient chercher pour voler au chevet du prince moribond et tout sanglant encore des coups de poignard dont il s'était frappé. Les graves blessures se réduisaient en fait à une légère égratignure et le suicide du prince à une simulation grossière dont seule fut dupe sa victime, oublieuse pour une fois de la prudence qui l'avait toujours si bien servie. — Rendez-moi la vie, murmura faiblement le mourant en la serrant avec une force qui démentait l'épuisement de ce corps exsangue. Sauvez-moi par la promesse que vous serez ma femme...

Dans un vertige, lady Fitzherbert entrevit le prince tout bandé de linges sanglants et, près d'elle, à côté du lit, la face bouleversée, les amis de Son Altesse et la romanesque duchesse de Devonshire qui tenait un anneau dans sa main.

— Laissez-moi vous passer au doigt cet anneau, dit encore George en attirant vers lui lady Fitzherbert.

Elle obéit, laissa le prince lui passer au doigt l'anneau symbolique, tandis que les assistants rédigeaient un court

protocole de l'événement et y apposaient rapidement leur signature.

Pourtant, rentrée chez elle, lady Fitzherbert, au souvenir de cette bizarre cérémonie, éprouva quelque inquiétude. Elle devina la grossière machination, le piège tendu sous ses pas, la comédie jouée par le faux mourant et ses acolytes.

Excédée, indignée, elle quitta le lendemain l'Angleterre. Mais l'astuce du prince avait porté. En vraie femme, lady Fitzherbert ne pouvait demeurer insensible devant tant de persévérance et de volonté amoureuses. Puis, bien qu'il eût déjà perdu la fraîcheur de son adolescence et qu'il commençât à s'empâter, George gardait encore quelques vestiges de cette beauté à laquelle Perdita avait été si sensible. Il plaisait également à lady Fitzherbert et l'ardeur qu'elle avait éveillée chez le futur roi d'Angleterre n'était pas une contingence négligeable pour une femme dotée, malgré tout, d'une certaine ambition. Puisque George, encore plus désespéré par sa fuite, parlait ouvertement de renoncer à ses droits au trône et de laisser la couronne au duc d'York, Mary ne pouvait-elle récompenser tant de constance et accepter au moins de s'unir à lui par un mariage secret? D'ailleurs le prince la harcelait de lettres de plus en plus pressantes. A Londres, la tension entre le roi et son fils avait atteint un tel degré d'acuité qu'un scandale à la Cour semblait sur le point d'éclater. George ne mettait-il pas maintenant son père au défi de lui interdire un voyage à l'étranger et ne revendiquait-il pas ouvertement le droit reconnu à tout être de disposer de son propre destin?

Effrayée des conséquences possibles de son éloignement, attendrie par l'expression toujours plus ardente de cet amour, lady Fitzherbert revint en Angleterre, au milieu de l'automne de 1785. Le 15 décembre de cette même année, elle se décidait enfin et épousait, dans sa propre demeure, Park Street, Park Lane, S. A. R. le prince de Galles. Ce fut le révérend Robert Burt qui les maria secrètement, selon les rites de l'Église d'Angleterre. Les seuls témoins étaient l'oncle et le frère de la mariée, Mrs Henry Errigton et Jack Smithe. A la porte du salon où se déroulait la cérémonie, un ami du prince, Orlando Bridgeman, montait la garde. Puis, le soir

venu, une chaise de poste emporta, toujours en grand secret, le nouveau couple vers Richmond.

Peu de détails avaient filtré et Londres en était encore aux suppositions et aux conjectures. George III et la reine ignoraient tout du mariage de leur fils, mais la curiosité publique ne pouvait se rassasier des indiscrétions et des on-dit dont s'accompagnait le roman du prince. Pouvait-on imaginer, en effet, qu'un héritier d'Angleterre exposât aussi légèrement ses droits à la Couronne, commît un acte qui n'était pas loin d'équivaloir à l'abdication et épousât une femme qui n'était ni de sang royal, ni de confession britannique, une femme déjà mariée, et, pour tout dire, une étrangère ! Fait inouï, unique dans l'histoire de la Couronne, qui, certainement, au cours des siècles, ne se reproduirait pas ! Telles étaient, en ce mois de décembre 1785, la rumeur de Londres et l'inéluctable certitude de tout le royaume.

IV

Du mariage d'amour au mariage d'argent.

Cette union secrète, qui n'était ni tout à fait un mariage, ni une simple liaison, devait, durant des années, alimenter la chronique du monde élégant à Londres et avoir son écho jusque dans les débats du Parlement. Il est pourtant curieux de noter que jamais la vérité ne perça complètement et que les échanges d'explications à son sujet entre Pitt et Fox se bornèrent à des joutes oratoires au cours desquelles la discrétion anglaise se manifesta.

Il y fut surtout question d'un *événement plein de danger pour l'Église et l'État révélé par un certain honorable gentleman représentant du Devonshire* (en l'espèce Mr Rolle, député dudit comté), accusation lancée par les tories et que releva honnêtement Fox, au nom du parti whig, tout en se frappant la poitrine, à l'endroit exact où, sous son vêtement, il portait une lettre du prince ne laissant aucun doute sur l'authenticité de l'« événement ». Quant au roi, qui sombrait dans la démence et à la reine aveuglée par son amour maternel, ils ne surent jamais exactement démêler le vrai du faux,

et ce fut leur erreur, entretenue par les continuels mensonges du prince, qui les incita à marier plus tard et, officiellement cette fois, l'héritier de la Couronne à la princesse de Brunswick.

De tant de complications, de tant de menaces que son imprévoyance et sa légèreté faisaient peser sur sa tête, seul le prince n'avait cure. Il n'observait même pas — à moins qu'aussi prompt à oublier qu'à s'enflammer, il ne commençât à moins la chérir — la désillusion grandissante dans l'âme de lady Fitzherbert. Elle avait espéré, après tant de luttes et de tergiversations, trouver en ce compagnon royal un homme prêt à reconnaître la valeur de sa parole. Elle ne rencontrait, à la place de l'époux idéal, qu'un timoré, ravi de montrer sa maîtresse, mais tremblant toujours que la vérité ne fût découverte et prêt, d'ailleurs, quand son intérêt le lui commanderait, à invoquer la nullité de son mariage. A défaut de cette consécration, elle eût peut-être rêvé d'une existence paisible, honnête et bourgeoise auprès de l'ancien Florizel. Mais ici encore la réalité ruina ses illusions. Que ce fût à Londres ou dans leur extravagant pavillon de Brighthelmstone, le couple devait seulement connaître une existence de plaisirs forcenés, de luxe aussi ruineux que ridicule, dans une société qu'eussent désavouée les plus mauvais sujets de Sa Majesté. Ramassis de buveurs attitrés, de joueurs malhonnêtes, de louches entremetteurs, de femmes intrigantes, de baladins et de jockeys, leur présence constituait pour un être délicat une perpétuelle offense.

Les Cumberland menaient le bal, heureux de tout scandale qui, indirectement, rejaillissait sur la Couronne. Le duc de Norfolk, à ce point amoureux du vin qu'il n'autorisait même pas l'eau pour ses ablutions, y voisinait avec John Mac Mahon, un entremetteur irlandais, promu au rang de conseiller privé de Son Altesse. Lord Queensbery, dont le surnom de « Hareng rouge » disait assez la distinction, s'y rencontrait avec George Hanger, prodigue ruiné, vendant du charbon pour vivre et John Lade, époux de Letty, une fille trouvée dans les bas-fonds de Londres, préposé aux écuries du prince, et qui ne savourait ici-bas de plus pure gloire que celle d'être pris pour son propre laquais et de conduire lui-même son carrosse en jurant comme un postillon.

La vie dans une société de tels parasites, parmi les débauches, les orgies, les paris, les jeux de toute espèce, coûtait cher au prince, d'autant que, dès son jeune âge, George avait donné dans la manie de la construction et, après avoir édifié le pavillon de Brighthelmstone, un chef-d'œuvre du mauvais goût, engouffrait dans l'aménagement de ses autres châteaux et de Carlton House, des milliers de livres qu'il tenait moins de sa cassette personnelle que de la confiance de ses créanciers.

Réservée et timide au début, lady Fitzherbert n'avait pas tardé à reprendre ses habitudes de femme dépensière. Au bout de peu d'années, le couple en fut réduit à des emprunts de plus en plus onéreux, à des ventes personnelles ruineuses, à des prêts d'usure que lui consentaient les pires trafiquants de la Cité. De 1787 à 1791, les dettes de Son Altesse se montèrent à plus de 500 000 livres sterling, encore que le prince, pour combler cet abîme chaque jour grandissant, ne reculât pas devant les tricheries les plus éhontées et frappât, en désespoir de cause, à la porte des banquiers étrangers. En fait, la démence toujours croissante du vieux roi lui laissait espérer la couronne ou, tout au moins, la régence dans un proche avenir. Enfermé à Kew, le pauvre George III passait maintenant en pleurs la plupart de ses journées et, s'accusant devant le Seigneur de crimes imaginaires, ne trouvait quelque répit qu'à l'audition de la musique de son cher Haendel. Calme, Son Altesse attendait ! Il ne quittait plus les cartes où, au cours d'interminables parties, il annonçait : « Je joue le fou ! » lorsqu'il jouait le roi, et n'abandonnait la table de macao, de mouche ou de pharaon que pour courir au petit lever de son nouveau maître en élégances, le dandy George Brummel, au petit coucher de sa nouvelle maîtresse, lady Jersey. En moins de dix ans, l'étoile de lady Fitzherbert avait pâli. Le cœur tendre de Florizel s'était maintenant assez endurci pour que la passion ne lui fît plus commettre quelques-unes des imprudences généreuses qui avaient marqué sa jeunesse au temps lointain de Perdita. Un rétablissement assez imprévu et malencontreux pour lui du roi, son père, brisa brusquement pour George ses rêves de pouvoir et de richesse. Ce futur souverain d'Angleterre qui, depuis quatre années,

avait recueilli, sans les honorer d'une attention spéciale, les terribles nouvelles que lui communiquaient sur l'état de la France et de l'Europe, les émigrés français, jugea que les réclamations de ses créanciers et l'impuissance où il allait se trouver, faute d'argent, de lutter d'élégance avec Brummel et l'obligation de laisser sans nouveaux bijoux et sans nouvelles toilettes la bien-aimée lady Jersey, constituaient, en 1793, la pire des catastrophes ! Tout pesé, la solution que lui offrait un mariage régulier était la meilleure, si, à ce prix, les Communes, sous la pression du roi, acceptaient de régler ses dettes et si le choix d'une princesse à laquelle il imposerait lady Jersey comme dame d'honneur, lui permettait de conserver, même dans le mariage, la nouvelle et troublante favorite.

Ce soir de novembre où le roi l'avait fait mander à Windsor, George était décidé à supporter sans murmure la double et fastidieuse nécessité qui s'imposait à lui : écouter d'abord les doléances et les reproches du fou royal, accepter ensuite l'amour d'une princesse qu'il détestait avant de la connaître.

V

Les étourderies de Caroline.

Toute la prétention, toute la médiocrité, tout le formalisme et toute la rigoureuse étiquette d'une petite cour allemande, à la fin du XVIIIe siècle, semblaient s'être concentrés dans celle du duc de Brunswick où le roi George dépêchait son envoyé, lord Malmesbury, à la recherche d'une future princesse de Galles.

Ce n'est pas qu'on s'ennuyât plus à Brunswick qu'en d'autres résidences princières : mais la question primordiale y demeurait, à quelque rang que l'on appartînt, les prérogatives de naissance, de place, de supériorité. Le monde à Brunswick se divisait en deux catégories : les gens qui étaient susceptibles d'être reçus à la Cour *(Hof-fähige)* et ceux qui ne l'étaient point.

Aux premiers les portes du palais ducal, celles de la villa privée de la duchesse — Little Richmond — s'ouvraient

toutes grandes pour les bals, les réceptions, les soupers copiés, avec un assez naïf désir d'imitation, sur ceux de Trianon et de Versailles. Quant aux seconds, les *Hof-Unfähige*, ils s'en voyaient inexorablement refuser l'entrée et devaient plus modestement se rabattre sur les plaisirs assez restreints de Brunswick.

Une ville charmante, d'ailleurs, cette gentille capitale, avec ses maisons à pignons, son hôtel des Corporations, sa cathédrale Saint-Blaise et, entre les méandres de l'Oker, les belles allées ombragées si propices à la sentimentalité allemande. A cette époque surtout, la maison militaire du duc multipliait les grenadiers copiés sur ceux de Frédéric et les irrésistibles officiers de hussards. Joignez à ceci une multitude d'oiseaux, voltigeant, pépiant, bruissant dans tous les arbres, sur tous les toits, dans toutes les cages, car les fidèles Brunswickois, à l'instar du duc, qui en avait peuplé ses jardins, vouaient aux oiseaux un amour particulier et manifestaient leur loyalisme par la voix de leurs rouge-gorges et de leurs sansonnets. Cette aimable passion mise à part, un peuple de lions, ces Brunswickois ! Ils n'en avaient pas seulement l'emblème, hérité de leur ancêtre Henri, mais l'âme, au dire de leur petite princesse elle-même, la jeune Caroline, qui, à la demande de sa gouvernante : « Où trouve-t-on le lion, Votre Altesse ? » avait répondu avec plus de ferveur patriotique que de précision géographique : « Dans le cœur des Brunswickois ! »

La seule ombre au tableau est que les « lions » de Brunswick avaient, quelques années auparavant, fait assez piètre figure devant les volontaires français, à Valmy. Du coup, la fortune du duc lui-même avait sombré, et le vieil homme, tenu en méfiance par le roi de Prusse, méprisé par les Alliés, passait des jours inactifs à maugréer sur l'injustice de Frédéric et à déplorer les malheurs que le destin avait accumulés sur sa route. De ses quatre fils, deux étaient morts idiots, un troisième aveugle. Le seul survivant se morfondait, faible d'esprit, dans un château retiré à Woelfenbuttel. Quant à ses filles, l'aînée, Louise, mariée au prince de Wurtemberg et abandonnée par son mari, elle avait eu la malencontreuse idée, se trouvant à la Cour de Russie, de s'amouracher d'un officier d'ordonnance de Catherine pour lequel la tzarine

éprouvait une violente passion. Se poser en rivale de Catherine était une entreprise dangereuse et Louise de Wurtemberg en avait fait la dure expérience. Du jour au lendemain, elle disparut. Vivait-elle encore, prisonnière dans un château de Finlande, ou avait-elle été enterrée au pied de quelque forteresse? Nul ne l'eût pu dire. Et le vieux duc, cruellement frappé, se demandait avec raison s'il devait, après un tel malheur, se réjouir de conserver sa seconde fille Caroline, ou s'effrayer de ne voir poindre aucun prétendant à l'horizon.

C'est que la jeune princesse avait déjà atteint l'âge de vingt-cinq ans et n'était pas, tout compte fait, d'un « placement » facile ! Au physique, une « *braves Mädchen* » allemande, ni mieux, ni plus mal que beaucoup d'autres, si l'on en croit la description que Malmesbury donne d'elle dans les notes de sa mission à Brunswick : « *Jolie figure sans expression, de beaux yeux, jolies mains, des dents passables, mais qui commencent à se gâter, jolis cheveux, buste agréable bien qu'un peu court, avec ce que les Français appellent des épaules impertinentes.* » Au moral, une excellente nature, bonne, franche, enjouée, mais avec, précisément, tous les défauts de ses qualités. Bonne, en effet, mais accablant de sa bonté tous les enfants qu'elle rencontrait, n'éprouvant aucune répulsion, aucune vergogne à saisir entre ses bras, à bercer sur son sein, à dévorer de caresses tous les poupons morveux de Brunswick. Enjouée et franche, mais, à l'exemple de la duchesse, sa mère, la propre sœur du roi George III, parlant à tort et à travers, incapable de peser ses paroles, de retenir le terrible impair, toujours prêt à éclore sur ses lèvres, manquant de tact avec une sérénité déconcertante et racontant au premier venu toutes ses aventures personnelles au risque de se faire mal juger. Enfin, redoutable dans ses inventions, ses farces déconcertantes, ses incartades d'enfant terrible devant lesquelles, dans la cérémonieuse et stricte petite Cour où l'oubli d'une révérence prenait l'importance d'une affaire d'État, chacun demeurait confondu.

Certains de ses mots, qui dénotaient du reste une vivacité d'esprit peu commune chez une enfant strictement élevée, n'avaient point tardé à franchir les portes du salon ducal et, s'ils faisaient honneur à l'intelligence éveillée de la jeune

princesse, s'avéraient ruineux pour son futur crédit auprès des Cours. Comme Mirabeau se trouvant en visite à Brunswick, le duc, féru de bel esprit, lui demandait avec une gravité tout allemande une définition exacte de l'espace et du temps, Caroline, leur coupant brusquement la parole, répondit en montrant du doigt une vieille coquette édentée de la Cour :

« L'espace, eh ! bien... c'est ce qui se trouve dans sa bouche, et le temps ce qui est écrit sur son visage. »

Phrases périlleuses, mais moins dangereuses pourtant que certains actes de la terrible princesse. N'avait-elle pas, à dix-huit ans, outrageusement coqueté avec un officier de la garde et « filé » avec le don Juan, un beau soir ?

En fait tout dut se borner à quelque promenade sentimentale, à quelques douces étreintes dans ce pays romantique, à quelques grandiloquentes déclarations de la plus éphémère sincérité. Mais ce n'était déjà que trop de pareilles incartades pour éveiller les commérages de la petite Cour. Puis, lorsque quelques mois plus tard, en châtiment de quelque autre dangereuse escapade, elle se vit, au premier bal d'hiver, interdire l'accès des salons, n'eut-elle point, au risque de définitivement se compromettre, l'audace de jouer à ses parents éplorés une diabolique comédie ?

La fête battait son plein au palais, lorsqu'une dame d'honneur vint annoncer au duc et à la duchesse que la jeune Caroline les suppliait de monter en hâte dans sa chambre où un mal imprévu l'avait saisie.

La duchesse la trouva au lit, pâle et les yeux creusés par la souffrance. Telle, du moins, apparaissait Caroline à un superficiel examen, sous la poudre blafarde dont elle s'était recouvert le visage et les coups de crayon hâtifs dont elle avait exagéré le cerne des yeux.

— Un médecin, ma mère, un médecin ! implora-t-elle.

— Mais, enfin, ma fille, expliquez-vous... ! Avez-vous la fièvre ?... ou auriez-vous absorbé quelque produit nocif ?

— Non, non, ma mère... il ne s'agit ni de fièvre, ni de produit nocif ! Mais pardonnez-moi... Je pense... je crois... je suis certaine que je vais... ah ! quelle honte !... que je vais accoucher !

Inutile de s'indigner, de demander en une pareille extré-

mité des explications. Pleins d'horreur et d'alarme, le duc et la duchesse firent mander en hâte un accoucheur. Pourtant, lorsque le docteur pénétra dans la chambre, il recula de surprise devant cette prétendue femme en travail qui dansait et gambadait en ricanant :

— Ah ! ah ! vous l'avez cru ! Vous l'avez cru ! Tant pis, mon père, tant pis, ma mère ! Et maintenant, m'empêcherez-vous une autre fois d'aller au bal ?

Il n'est pas douteux que l'avenir d'une telle fille donnât certains soucis à ses parents. Aussi ne fut-ce pas en envoyé ordinaire d'un simple prétendant, mais presque en sauveur que la petite Cour allemande accueillit lord Malmesbury.

Caroline qui, tout écervelée qu'elle parût, gardait pourtant, au dire de Malmesbury lui-même, du « bon sens », sembla pourtant hésitante. Elle savait que son cousin germain et futur fiancé ne menait pas une existence des plus recommandables et, dans sa bonne jugeote allemande, elle devinait les périls auxquels on l'exposait. Pourtant elle ne pouvait s'empêcher de trouver également quelque attrait à ce prince que chacun s'obstinait à dépeindre sous des couleurs flatteuses, ce dandy raffiné, ce Florizel irrésistible auquel ses aventures amoureuses ajoutaient un charme de vaurien séducteur. Enfin, la couronne d'Angleterre représentait, dans la corbeille de mariage d'une petite princesse de Brunswick, un cadeau assez séduisant.

La duchesse, dont la courte vue n'aperçut aucun de ces dangers, penchait en faveur du mariage. Le duc, plus gravement, s'en fut consulter son égérie, mademoiselle de Hertzfeldt. Puis il appela Caroline et l'incita à se décider. Mais en père un peu égoïste et qui tient à marquer sa neutralité absolue et se réserve une échappatoire au cas où l'avenir démentirait ses heureuses prévisions :

— Le prince de Galles demande votre main, Caroline, dit-il. Si vous désirez vous marier sur le continent, je ne veux ni me débarrasser de vous, ni vous renvoyer. Mais si vous êtes décidée à vous marier, cette proposition semble être envoyée par la Providence pour votre bien et vous ne devez pas la dédaigner.

La Providence dépêchant l'infidèle ami de Perdita, le mari

de lady Fitzherbert, l'amant de lady Jersey, le joueur, l'ivrogne et le débiteur malhonnête pour assurer la félicité de Caroline ! Il y avait là une de ces ironies cruelles dont seule la raison d'État a le secret. Caroline ne fut point dupe d'ailleurs de ce mensonge. Mais elle gardait toujours au cœur le souvenir du bel officier de son adolescence. Puis, femme active, avide de mouvement et de distractions, elle s'ennuyait si grandement dans cette Cour étouffante, entre cette mère un peu sotte, navrée des infidélités de son époux et de sa liaison avec mademoiselle de Hertzfeldt, et ce père qui ne ruminait que déceptions et plans de bataille, qu'elle préféra jouer le tout pour le tout et suivre lord Malmesbury en Angleterre. Là, au moins, la vie serait large et joyeuse. Des nouvelles plus réconfortantes arrivaient de Paris et laissaient pressentir la fin de l'affreuse révolution. Les femmes arboraient à nouveau de luxueuses toilettes, la jeunesse dorée rossait les derniers sans-culottes et l'étoile naissante du général Bonaparte apportait à l'Europe en guerre une garantie de retour au calme et à la paix.

Alors, pourquoi tergiverser et refuser une offre d'avenir qui ne se reproduirait jamais aussi brillante? Un soir de décembre 1794, après une dernière entrevue avec le duc et lord Malmesbury, Caroline, montée dans ses appartements, écrivait à une amie cette lettre qui révèle sa décision : « *Je sens que je ne serai jamais inexprimablement heureuse. Éloignée de mes parents, de mes relations, de mes amis, de tout ce qui m'est cher et précieux, je vais former des liens durables. J'en redoute les conséquences ; j'estime et je respecte pourtant mon futur époux et j'en attends beaucoup de bonté et de prévenance. Mais malheureusement pour moi, je me dis parfois que je ne puis maintenant l'aimer avec ardeur. Je suis indifférente à mon mariage, mais je n'y suis point opposée.*

Je sais que je serai heureuse, mais je crains que mon amour ne soit pas enthousiaste. Il m'est interdit de posséder l'homme de mon choix et je me résigne à ma destinée. »

VI

Les bons conseils de lord Malmesbury.

Lord Malmesbury, durant les étapes de l'interminable voyage qui conduisait à Londres la duchesse de Brunswick, la jeune princesse de Galles et leur suite, eut tout le loisir de réparer à la hâte les lacunes qu'il découvrait un peu plus marquées chaque jour dans l'éducation de sa future souveraine. L'hiver, les routes gelées ou défoncées, les lenteurs dues aux longs arrêts sur un continent désorganisé par la proximité de la guerre, tout contribua à faciliter à l'envoyé de George III ce rôle de mentor pour fiancée royale qu'il s'était assigné. Encore dut-il, à plusieurs reprises, passer par de rudes alertes et désespérer de déprovincialiser sa pauvre petite Allemande !

Mon Dieu ! comme mademoiselle de Hertzfeldt avait vu juste lorsqu'elle lui confiait, à Brunswick : « Il faut être strict avec la princesse. Elle n'est pas mauvaise, mais elle n'a pas de tact et commet de grosses bévues. » Jugement que corroborait parfaitement celui du duc, plus militaire dans sa forme : « Disons qu'elle n'est pas bête, mais qu'elle ne sait pas raisonner ! » Et certes que de questions oiseuses, de projets malencontreux germaient et fleurissaient à chaque instant dans cette tête et sur ces lèvres !

— Milord, est-ce vrai que la reine prise sans arrêt... ?

... Milord, avouez que mon futur mari est l'amant de cette méchante lady Jersey ?

— Je supplie Votre Altesse de chasser de son esprit des idées préconçues, répondait gravement Malmesbury. Il est de la dernière importance que Votre Altesse soit respectueuse à l'égard de la reine et ne laisse jamais échapper devant elle une parole inconsidérée. Pour ce qui est de lady Jersey et de toutes les autres dames, elles copieront leur conduite à votre égard sur la vôtre envers elles. Ne les écoutez jamais quand elles tenteront quelque commérage. Soyez affable, mais n'oubliez jamais que vous êtes princesse de Galles.

Enfoncée dans le carrosse, la jeune fille, tout en parlant,

laissait deviner sous sa robe des bas de fil d'une teinte douteuse et un ourlet de jupon qui dépassait. Qu'il était donc difficile d'aborder certains sujets aussi intimes et dont dépendait pourtant le bonheur du ménage princier ! Cette jeune souveraine que lord Malmesbury, grâce à d'utiles indiscrétions, savait négligée dans sa toilette et d'une propreté peu scrupuleuse, n'allait-elle point dès l'abord faire horreur au dandy poudré et parfumé qui l'attendait au terme du voyage ? Habilement, lord Malmesbury aiguillait la conversation sur le thème de la propreté corporelle :

— On tient beaucoup à ce qu'on se lave en Angleterre, madame ; le prince est très méticuleux sur ce chapitre.

Toujours vive, terrifiante de franchise, Caroline répliqua dans un bel éclat de rire :

— Quelle idée ! Mais, mylord, même en France on ne se baigne pas ! On m'a dit qu'il n'y avait qu'une baignoire à Versailles et qu'on y faisait pousser des fleurs !

Le noble lord pâlit. Il souhaitait, par instants, tant il redoutait une catastrophe à l'arrivée en Angleterre, que ce trop lent voyage à travers l'Allemagne durât éternellement. Et chaque jour, reprenant avec un doigté de parfait gentilhomme et une inlassable patience son petit cours de savoir-vivre royal, il tentait de faire pénétrer dans ce jeune cerveau trop léger quelques-unes de ces règles d'éternelle sagesse sans lesquelles, qu'ils soient rois par la naissance ou chefs par les suffrages de la foule, les maîtres d'un peuple se révèlent de piètres gouvernants.

— Madame, l'éducation, la tenue, le bon ton demeurent des qualités essentielles.

Et Malmesbury ajoutait, après avoir murmuré *in petto* : « N'économisez pas vos savonnettes ! », cet axiome qui en était le parfait corollaire :

— Votre Altesse désire avant tout être populaire ? C'est une qualité aimable, mais à laquelle on ne peut s'abandonner sans risques. Quant à la popularité, on n'y est jamais parvenu par la familiarité. Elle peut seulement accompagner le respect.

Dans la brume du port fluvial de Stade, la frégate *Jupiter*, capitaine Poles, dressait ses hauts mâts et ses vergues. La suprême étape commençait, la traversée rendue dangereuse, mais passionnante, par les attaques éventuelles des navires français qui croisaient en mer.

Ravie, Caroline s'embarqua sur le *Jupiter* avec sa suite, oublieuse déjà des conseils de lord Malmesbury et tentant aussitôt de se rendre populaire auprès des équipages de Sa Majesté. Le premier profit en alla d'ailleurs au capitaine, envers lequel Caroline se montra plus aimable qu'il n'eût convenu peut-être à une jeune personne fiancée au fils du roi. Du moins, le voyage fut-il tel que le pouvait rêver une petite fille romanesque, avide de sensations et un peu écervelée. On tangua, on roula, on louvoya, on tira des bordées, on donna la chasse aux corsaires français, tandis que les marins, émerveillés du sang-froid et de la bonne humeur de leur future princesse, l'acclamaient et poussaient des hurrahs en son honneur.

Bien des préventions que Caroline nourrissait contre l'Angleterre étaient tombées, lorsque la frégate atteignit les quais de Greenwich. Pour un peu, la princesse eût ri des craintes dont s'était accompagnée sa décision.

Pourtant, un premier avertissement l'attendait au débarqué. Les carrosses de la Cour envoyés à sa rencontre pour la conduire à Londres n'étaient pas là. Ils se firent même attendre longtemps, plus longtemps que ne l'eût comporté un premier manquement à l'étiquette, si longtemps que ce retard équivalait à une insulte.

La mission de lord Malmesbury s'achevait. A sa place, commençait le règne de lady Jersey.

C'était elle qui, malignement, avait organisé ce retard.

VII

Méchant fiancé, triste mari.

Londres, lorsqu'elle y pénétra dans la journée du 5 avril 1795, parut à la princesse une ville revêche et hostile.

Tout le long du trajet, Caroline avait eu à subir les insolences à peine déguisées de lady Jersey ou les obséquieuses perfidies grâce auxquelles elle avait ensuite tenté de capter les secrets de Son Altesse. Il y avait eu d'abord, dès la montée en carrosse, un incident à propos de places, la dame d'honneur ayant tenu à siéger dans le fond de la voiture, avec un mépris de l'étiquette qui frisait l'impudence. Puis, cette grave affaire heureusement réglée grâce à la diplomatie du providentiel Malmesbury, lady Jersey s'était obstinée à faire revêtir à Caroline une robe qui la fagotait horriblement, tandis que, sous l'effet d'un fard violent et d'une poudre trop adhérente, également imposés par la maligne suivante, le teint déjà brillant de la jeune fille, semblait en faire l'incarnation même de la vulgaire Allemande.

Caroline s'était pourtant assez vaillamment défendue et avait refusé de s'orner la tête d'un innommable turban que la dame d'honneur voulait encore lui imposer. Alors, changeant de tactique et mettant à profit le bon cœur de Caroline qui voulait user auprès d'elle de son charme pour amadouer son ennemie, lady Jersey se montra d'une prévenance exagérée durant le reste du parcours. Elle laissa bavarder sottement la jeune fille, raconter mille folles histoires sur sa jeunesse et ses aventures sentimentales. Dès cette première heure, la lutte entre les deux femmes était inégale et la maîtresse du prince comprit quelle proie facile lui tombait entre les mains.

On arriva à Saint-James vers deux heures et demie. Le cortège avait traversé la ville sans éveiller aucune attention. Au Palais, comme à Greenwich, personne ne se présenta pour recevoir la princesse. Lord Malmesbury dut faire annoncer au prince que sa fiancée l'attendait au salon. Enfin, George entra. Il releva assez galamment Caroline qui s'était agenouillée devant lui et il l'embrassa. Mais ses marques d'affection et de galanterie se bornèrent à cette courte démonstration, car aussitôt après il tourna le dos à la jeune fille et alla se poster à l'autre extrémité de la pièce.

— Harris ! cria-t-il à Malmesbury. Je ne me sens pas bien... Faites-moi donc porter un verre de brandy.

L'envoyé royal ne put à cette demande saugrenue réprimer un mouvement de surprise.

— Mais, monseigneur, balbutia-t-il, ne serait-il pas plus indiqué que Votre Altesse prît un verre d'eau?

George se contenta de hausser les épaules. Il grommela : « En ce cas, je file chez la reine ! »

Et il sortit, laissant l'ambassadeur et Caroline confondus. Pourtant, durant cette brève entrevue, le détail qui avait le plus désagréablement frappé Caroline, le défaut du prince auquel, en vraie jeune fille, elle avait été le plus sensible, était la lourdeur et la grossièreté de ce garçon blond, fade et tellement différent du prince Charmant de sa légende.

— Mon Dieu ! murmura-t-elle, le prince est-il toujours aussi bourru? De plus, je le trouve très gros et nullement aussi beau que sur ses portraits.

Heureusement pour Caroline, sa nature joyeuse savait supporter les pires revers. Suivant la prédiction de la duchesse, sa mère (une des rares paroles sensées que la pauvre femme eût jamais dites) « *elle était faite pour l'adversité sans que rien pût jamais l'abattre* ».

Elle accepta donc avec assez de bonne humeur, après la maussade bienvenue du prince, l'accueil réservé de ses cousins, la réception glaciale de la reine qui, aussi bornée que la duchesse, entendait faire payer à sa bru de vieux dissentiments entre la Couronne et le couple ducal. Seul, le roi se montra empressé et bienveillant avec elle et, parmi les sœurs de George, la princesse Amélie lui témoigna quelques égards.

De mornes galas, un dîner mortel au cours duquel Caroline multiplia d'ailleurs les bévues et qui, pour lord Malmesbury, marqua parmi les plus douloureux moments de son existence, précédèrent les fêtes mêmes du mariage. Puis, le 8 avril 1795, dans la chapelle royale de Saint-James, l'archevêque de Canterbury unit les deux époux.

A cette même heure, lady Fitzherbert prévenue, à la dernière extrémité, de la trahison du prince, s'évanouissait d'horreur entre les bras de ses amis devant le messager qui lui apportait les nouvelles de Saint-James.

George, lui, ne s'évanouit point. Mais son âme sensible supporta mal le choc de sa propre aventure. Il est vrai que sa douleur se doublait d'une solide ivresse due aux trop

nombreuses coupes de gin et de whisky qu'il avait avalées avant d'aller s'agenouiller devant l'archevêque. Il s'avança dans la chapelle, pâle et chancelant, hoqueta comme s'il rendait l'âme, pleura en prononçant le *oui* sacramentel et inquiéta tellement l'assistance par son attitude égarée, que ses voisins de chœur, les ducs de Roxburgh et de Bedford, durent le soutenir, tandis que l'archevêque pressait les prières pour que la cérémonie s'achevât sans désordre.

La scène du mariage avait été honteuse, la nuit de noces fut révoltante. Dans ce Londres misérable, paillard, cynique de la fin du XVIIIe siècle, tel que nous le révèlent, après Hogarth, un Gilray et un Rowlandson, aucune union ne s'avéra plus abjecte que celle du prince et de la princesse de Galles.

Le secret n'en fut que partiellement gardé, Caroline s'étant contentée de vagues allusions, George, d'une confession plus étendue à Brummel, lequel eut du moins le tact de n'en point parler, mais se rattrapa en la contant plus tard dans les pages de son journal.

Il semble que George se présenta à sa femme dans un état d'ébriété si complète que la princesse le repoussa et qu'il alla rouler, tête première, contre la cheminée où il commença par cuver son alcool. Ce ne fut qu'au terme de sa laborieuse digestion qu'il revint vers Caroline. Quant à la princesse, lady Jersey lui aurait, assure-t-on, glissé dans sa coupe, au cours du repas, une poudre dont les effets violents auraient provoqué le dégoût du libertin lui-même, à moins qu'il ne se soit agi, plus vilainement encore, d'un purgatif propre à dépoétiser la plus idyllique des nuits nuptiales.

VIII

De la nuit de noces a la rupture.

Ce futur roi cuvant son vin dans la chambre conjugale, ces intrigues de famille et de Cour, George III inclinant lentement vers la démence, Londres peuplé de miséreux oubliant

leur faim dans l'ivresse, ou de petits maîtres uniquement occupés à percer le mystère des cravates de mousseline de Mr George Brummel, autant de contrastes avec les autres « incidents » qui, à la même époque, intéressent l'Europe.

1795 ! C'est la France dressée contre la Prusse, la Hollande, l'Espagne et l'Angleterre, la guerre sur terre et sur mer, les soulèvements de Vendée, les démembrements de la Pologne, l'étoile naissante de Bonaparte, l'enfantement d'un monde nouveau d'où, avec ses machines, ses usines, va sortir le XIXe siècle ; c'est l'Angleterre au carrefour de la ruine et de la prospérité, de l'humiliation et de la gloire, entre Trafalgar et Austerlitz, l'épopée napoléonienne et Waterloo. A distance, combien agitée, inquiète, toute tendue vers les graves événements dont ils sont les témoins, nous apparaît l'existence des contemporains de Caroline. Et pourtant, si nous pouvions interroger un ancien habitant du Strand ou de Park Lane, quelle réponse ferait-il à nos questions?

— Les grands événements?... Pitt... Nelson... Bonaparte?... Oui, quelques oisifs en parlent, mais ce sont là après tout des détails secondaires. Mais attendez... Le roi a fait soumettre aux Communes un débat sur la betterave... On dit aussi que Son Altesse a repassé une nuit entière dans la demeure de lady Fitzherbert... La princesse de Galles aurait des espérances... Qui l'eût cru après la nuit du 9 avril!... Mr Brummel n'a toujours pas donné le secret de sa fameuse cravate... mais il a proscrit le tricorne et imposé l'habit bleu et le chapeau bas.

69

Ce que fut à Windsor, à Brighton et à Carlton House, aux premiers mois de leur mariage, la vie de Caroline et de George, il le faudrait demander encore aux autres fantômes de cette époque, à celui de Mary Robinson et de lady Fitzherbert qui, avant la princesse, avaient connu le mode d'existence du goujat princier. Les amis des joyeuses années étaient accourus, toujours aussi bruyants, aussi grossiers, aussi peu gentilshommes, malgré le titre de perfect gentleman dont ils

s'affublaient. Cumberland, Norfolk, Hanger, voisinaient maintenant avec des espions appointés de Son Altesse et des intrigantes du style de lady Jersey.

On buvait sec, on roulait parfois ivre-mort sous les tables, sans préjudice des galanteries plus osées dont Caroline devait être le témoin silencieux. Parfois, en plein repas, la bande avinée déménageait les meubles, tirait les sophas dans les antichambres pour y ronfler dessus jusqu'au matin. Un soir, sous les yeux de Caroline, George but amoureusement à même la coupe de sa maîtresse. Une autre fois, la princesse découvrit qu'un de ses bijoux personnels lui avait été volé et que George en avait paré le cou de la bien-aimée. Excédée de dégoût et de chagrin, la jeune femme, déjà épuisée par les fatigues de sa grossesse, se laissa aller peu à peu à vau-l'eau, perdant un peu plus chaque jour le contrôle de ses propos et de ses actes, mais endurant des souffrances morales et des blessures d'amour-propre si cuisantes qu'elle devait écrire plus tard, au souvenir de ces mois terribles : « *S'il me fallait mourir ou revivre cette époque, je choisirais immédiatement la mort !* » Il ne fut pas jusqu'aux secrets de sa correspondance que l'intrigante lady Jersey ne violât. Des lettres de Caroline à sa mère, lettres dans lesquelles elle ouvrait à la duchesse son cœur ulcéré, mais en usant envers la reine d'expressions par trop cavalières, l'appelant la « vieille bégum », la « priseuse », la « méchante femme », furent arrachées par lady Jersey à leurs messagers et remises secrètement à la reine, non sans être accompagnées de quelques-uns de ces commérages de Cour contre lesquels lord Malmesbury avait jadis tenté de mettre en garde Caroline.

69

Tout, jusqu'au plus heureux événement, parut bientôt conspirer à rendre intenable la vie de la princesse en Angleterre. Il n'y avait que les marques constantes de loyalisme du bon peuple qui rendissent courage à cette infortunée victime, dont le plus grand mérite était encore, aux yeux des Anglais, sa mésentente avec le prince de Galles, déjà plus

exécré à Londres que ne le devait être plus tard Napoléon.

Le 7 janvier 1796, l'enfant attendu naquit. C'était une fille. Caroline put espérer un instant que ce lien nouveau entre elle et le prince de Galles rendrait celui-ci moins odieux, plus sérieux dans sa conduite et plus tendre envers sa femme. C'était, après tant de tristes expériences, mal connaître l'homme. A quelques jours du baptême, lady Cholmondeley se présentait, en effet, chez la princesse, chargée d'un message de Son Altesse. Il y était écrit : « *Nos inclinaisons ne dépendent pas de nous. Nous ne devons ni l'un ni l'autre, être tenus responsables du fait que nous ne nous convenons pas. Un commerce tranquille et agréable nous est pourtant possible. Que nos rapports n'aillent donc pas plus loin. Je vais donc maintenant, madame, clore pour toujours cette pénible correspondance entre nous avec la conviction que, puisque nous nous sommes complètement expliqués l'un à l'égard de l'autre, le reste de nos existences se déroulera dans une tranquillité ininterrompue.* »

Cette fois, c'était bien la rupture, la rupture complète telle que, depuis l'arrivée de la princesse à Greenwich, lady Jersey s'était ingéniée à la provoquer entre les époux et que la malignité de George avait peut-être intentionnellement retardée jusqu'à la naissance de l'enfant pour faire mieux souffrir Caroline dans son cœur de mère et rendre chaque jour plus difficile et plus précaire l'existence des deux princesses sous le même toit. Si quelqu'un put alors triompher, ce fut sans contredit la perfide dame d'honneur, presque sûre, désormais, de garder pour elle seule l'attachement du prince héritier. Pourtant, la justice immanente devait déjouer ce suprême calcul. Caroline, abreuvée d'outrages, trouvait maintenant en elle-même assez de confiance pour riposter. Sûre de l'équité du roi George, ce fut vers lui qu'elle se retourna pour qu'un terme fût mis aux agissements scandaleux de la suivante. Lady Jersey n'avait-elle point fait répandre le bruit que, seule, la volonté de Caroline rompait l'union entre les époux, ainsi qu'en témoigne indirectement ce billet du roi à sa belle-fille, dans lequel le souverain accepte d'ailleurs que soit prononcé le renvoi de la dame d'honneur.

Windsor, 20 juin 1796.

Madame ma fille,

J'ai reçu hier votre lettre au sujet du bruit répandu dans le public de votre répugnance à vous prêter à une réconciliation avec mon fils, le prince de Galles. Je ne disconviens pas que ce bruit commence à se répandre dans le public et qu'il n'y a qu'un moyen de le détruire, c'est que la comtesse de Jersey, suivant votre demande, quitte votre service.

Puis, à défaut du consentement royal, Caroline ne se sentait-elle pas désormais soutenue par une force plus puissante encore en Angleterre que partout ailleurs, cette popularité contre laquelle le trop prudent lord Malmesbury l'avait voulu mettre en garde et qui, en cette occasion, se révéla du moins tutélaire et réconfortante pour la princesse outragée.

Il y eut, peu de temps après la remise de la lettre par lady Cholmondeley, un incident assez significatif à l'Opéra où toute la salle, qui avait accueilli par un silence glacé l'arrivée de Son Altesse, éclata en bravos à l'apparition de la princesse, tandis que, quelques jours plus tard, la foule couvrait de boue la voiture du prince et celle de lady Jersey.

Veule et changeant, George en usa dès lors avec sa maîtresse comme il l'avait fait avec celles qui l'avaient précédée. A une réception, il « coupa » lady Jersey et lui fit remettre le lendemain par Mac Mahon ce message inspiré de ses tendres adieux à Perdita : « *Le prince désire que vous ne lui parliez plus.* »

Astre intermittent, lady Fitzherbert venait, en effet, de reparaître dans la vie de George. Réconfortée par les assurances données par Rome sur la validité de son union et la certitude qu'elle ne commettait aucun péché en cohabitant avec lui, l'Irlandaise catholique put s'adonner au bonheur de retrouver l'homme qu'elle aimait malgré ses défauts, ses infidélités et sa trahison. De nouveau, le coupé du prince stationna la nuit, de longues heures, devant l'hôtel de lady Fitzherbert et, avec le retour du printemps, les belles soirées recommencèrent dans l'extravagant décor de Brighton.

La guerre, les difficultés de ravitaillement qu'elle provoquait, le trouble général de l'Europe, la révolte d'Irlande, avaient entraîné pour l'Angleterre une crise économique et

sociale sans précédent. C'est la gloire d'un Pitt, d'un Fox, d'un Nelson, d'avoir en un moment si grave maintenu la force d'un pays régi par un vieillard dément et dont le futur souverain n'avait d'autres préoccupations que ses gilets, ses cravates, ses boissons, l'inconstance de son amour pour l'une de ses femmes et la fidélité de sa haine envers l'autre.

IX

Histoire d'une poupée de cire.

Retirée dans le « drawing-room », la princesse Caroline regarde mélancoliquement la pluie qui frappe les carreaux de sa résidence de Blackheath.

Plus de dix ans ont passé depuis l'horrible nuit de noces et la naissance de cette mignonne Charlotte en qui la princesse avait cru trouver le lien vivant qui rapprocherait les époux. Hélas ! Caroline s'était trompée. La haine de George continue à la poursuivre, aussi tenace qu'au premier jour. Rien n'a pu faire céder la rancune du prince. L'enfant elle-même n'a été qu'un gage de plus entre ses mains pour tenter de contraindre la princesse à renier la foi du mariage. On a séparé la mère et la fille. On s'est efforcé d'inculquer à l'enfant l'horreur et le mépris de Caroline. Heureusement, la jeune princesse a hérité des Brunswick le vieux cœur de lion de ses ancêtres et la vivacité de sa mère. S'il est quelqu'un que hait l'enfant, c'est surtout son père et tous ceux qui incarnent devant elle l'autorité princière : le « Sultan » ou le « Grand Mahomet » qui n'est autre que George; la « Commère de Windsor » (surnom dont elle a affublé la reine) ajoutant qu'il est deux choses qu'elle déteste également en ce monde : « La tarte aux pommes et sa grand'mère. »

Son enfance n'avait été qu'un perpétuel chassé-croisé entre Carlton House et Windsor, Blackheath et Warwick. Prisonnière, elle s'échappait parfois, au grand émoi de la Cour, pour aller embrasser sa mère, sautait de sa voiture dans celle de la princesse lorsqu'elle la croisait à Londres. Le peuple anglais, avec sa sentimentalité facile, applaudissait aussi cordialement aux incartades de la petite princesse qu'il avait

manifesté de loyalisme envers Caroline par haine du prince exécré. « N'abandonnez pas votre maman ! » était un des cris aussi fréquent à Londres, lorsque Charlotte passait par hasard en calèche auprès de sa mère, que celui de : « George, où est votre femme ? » qui accueillait l'apparition dans son coupé du gros Florizel.

C'est à ce sombre passé que pense tristement Caroline par ce matin mouillé où la pluie rend plus nostalgique encore le funèbre décor de Blackheath. Trahie, bafouée, calomniée à la face de tout le royaume, peu de souveraines ont connu un sort plus pitoyable que le sien. Dans sa solitude, elle a cédé à cet amour frénétique des enfants qui est l'une des marques de son caractère. Elle a adopté quelques années plus tôt un assez vilain gamin, le fils d'une pauvre femme, Mrs Austin, et elle l'a élevé comme son fils.

Certes, elle admet que sa conduite a été peut-être imprudente, que sa tendresse pour le petit Willy a pu être mal interprétée par tous les faux amis qui l'entourent et les espions bénévoles ou salariés que George fait, comme par miracle, éclore sous ses pas. Mais pour avertie qu'elle fût déjà de la malice et de la perfidie des êtres, aurait-elle pu soupçonner qu'on pousserait l'indignité jusqu'à laisser entendre que Willy était son propre fils et qu'elle s'était enterrée tout un hiver à Blackheath pour y cacher plus aisément sa grossesse !

Oh ! insondable abîme de la réserve anglaise. On a fouillé dans la vie privée de la princesse avec une impudeur qu'aucun autre peuple n'eût tolérée, on a livré à la curiosité publique les plus délicats secrets d'une femme, on a suscité des témoins parmi ses propres relations et ses obligés : les Douglas et l'amiral Smith. Dans cet étalage de turpitudes, ils ont été eux-mêmes éclaboussés. Et pour qualifier cette boue, baptiser cette nouvelle ignominie de George, on a trouvé cet incroyable et déroutant euphémisme : « *The delicate investigation* » (L'investigation délicate).

Dans son ressentiment, la princesse s'est mise à parler à voix haute, retrouvant aussitôt le lourd accent allemand dont, malgré plus de dix années de séjour en Angleterre, elle n'a pu se débarrasser. Puis, soudain furieuse, elle refuse de parler plus longtemps cette maudite langue et poursuit son mono-

logue en français. Mais la rocaille allemande continue de rouler dans sa bouche et c'est la cascade ininterrompue des « Foici... foilà... ! » dont elle émaille sa conversation, jusqu'à ce que sa nature reprenant le dessus, elle éclate d'un gros rire joyeux.

Soudain, la porte s'ouvre. Instinctivement, Caroline qui ne peut souffrir la solitude a tiré la sonnette et mandé sa dame de Cour, lady Charlotte Campbell, la préférée du moment. Lady Charlotte est belle. Elle a ce visage angélique, cette douceur suave de manières que l'on rencontre fréquemment chez les êtres perfides. Il ne faut rien moins que l'incommensurable candeur de Caroline pour ne point percer à jour la duplicité de cette pâle émule de lady Jersey, qui n'incite la princesse aux confidences que pour mieux abreuver ensuite la Cour de ses indiscrétions.

— Son Altesse me fait l'honneur de me demander? commença doucement Charlotte.

Caroline tisonnait du bout de son poker le feu de charbon rougeoyant sur la grille.

— Oui, ma chérie, répondit la princesse.

Elle fit d'un geste câlin mousser légèrement les cheveux dorés de sa suivante et, dans un grand élan d'amitié :

— Vous êtes aussi bonne que belle et je sais, grâce à Dieu, que vous ne trahirez pas ma confiance. Voilà au moins un bonheur que *mio caro sposo* ne m'enlèvera point.

Tout en parlant, la princesse avait saisi un petit bloc de cire molle qu'elle commença à rouler et à pétrir entre ses doigts.

Rapide, lady Campbell avait senti que le vent était, ce matin-là, aux confidences.

— Je ne puis comprendre, murmura-t-elle, que Son Altesse le prince de Galles n'ait point été follement amoureux de vous, madame.

Caroline haussa les épaules.

— Mais, darling, ne savez-vous pas encore que j'ai été une victime de Mammon? Savez-vous à quoi j'ai servi? A payer les dettes du prince. Ce mariage était pour lui une nécessité. Or, il fallait une princesse protestante. Il était donc naturel que je fusse, moi, la victime.

LES CARNETS DE JOSEPH JOUBERT

« Le ver à soie file ses coques, et je file les miennes ; mais on ne les dévidera pas. Comme il plaira à Dieu ! »

Pour une fois, le juste Joubert s'est trompé. Sa récolte a été faite, et contre son attente résignée, on a dévidé ses cocons. C'est Chateaubriand, le premier, qui, quatorze ans après la mort du philosophe, son ami, publiait en 1838, un premier recueil de ses *Pensées*, dans une édition privée. Un neveu par alliance de Joubert, Paul de Raynal, en 1842, puis en 1850, faisait paraître à son tour un choix plus étendu des *Pensées*, accompagné d'un volume de *Correspondance*. Ces deux tomes ont suffi longtemps à faire connaître l'homme sage et délicieux qu'avaient aimé Chateaubriand, Pauline de Beaumont et Juliette Récamier. Nous savions pourtant que des abondantes liasses de papiers laissées par Joubert, Raynal n'avait prélevé que la fleur; quelquefois, en la mutilant. Ces papiers ne sont pas perdus. André Beaunier en avait obtenu communication, dans le dessein de les publier in-extenso, pour couronner par une édition définitive le monument de ses études joubertiennes. L'ingénieux auteur de *Picrate et Siméon* et du *Roi Tobol* est mort, avant l'âge, sans avoir eu la joie de mener à bien l'œuvre entreprise avec tant d'allègre piété ; du moins après avoir parfait le portrait de Joubert, dans ses trois excellents volumes — *La jeunesse de Joseph Joubert*, *Joubert et la Révolution*, *Le roman d'une amitié*, sans oublier ses *Trois amies de Chateaubriand*, et sa

préface aux *Lettres à madame de Vintimille* — il avait achevé de préparer cette mise au jour des *Carnets*, qui viennent de paraître, ornés des introductions nécessaires, par les soins de madame Jeanne André Beaunier et de M. André Bellessort, en deux volumes considérables, aux éditions de la Nouvelle Revue française.

Ainsi, malgré son doute mélancolique, en attendant sa *Correspondance* complète, qu'il faudra aussi réunir, l'œuvre intégrale de Joseph Joubert se trouve enfin à la disposition de ses amis. C'est dans ces deux volumes désormais qu'il faut lire ce rare écrivain, suivre dans son épanchement chronologique le développement de sa pensée, le feuilleter et lui revenir, entretenir commerce avec lui, apprendre à l'aimer. Mais je préviens qu'il s'agit là d'un long voyage au pays de la perfection, qui veut du loisir et le sens des rêves de l'âme. Vains amateurs de l'actuel, stériles agités du monde, laissez-nous. Ce livre est pour vous sans attrait. C'est à une lente promenade à pied que le bon Joubert convie ses fidèles, à travers les choses éternelles. Ce faisant, Joubert achève de se classer à sa juste place, dans la pure « série française » de nos moralistes, qui par Pascal, La Bruyère et La Rochefoucauld, va de Montaigne à Fontenelle et à Vauvenargues. Il est digne de ces voisinages.

« Madame Victorine de Chastenay disait de moi que j'avais l'air d'une âme qui a rencontré par hasard un corps, et qui s'en tire comme elle peut. Le mot est très joli et je ne puis disconvenir qu'il ne soit juste. » C'est Joubert lui-même qui le constate, mais il notait le trait et l'aveu dans un de ses *Carnets* du mois de mai 1812, et à cette date, il était en effet devenu cette âme empêtrée d'un corps, qui est l'image où s'accordaient à le reconnaître les familiers de son âge mûr, et que la citation du propos célèbre et trop répété nous a transmise. Je dis *trop*, parce que Joubert, n'avait pas toujours été tel, et qu'il apparaît aujourd'hui que sa jeunesse aventureuse et curieuse s'était assez bien accommodée de ce fâcheux corps. Admirons en passant à quel point, biographes aidant, l'histoire littéraire simplifie les êtres qu'elle peint, pour les immo-

Windsor, 20 juin 1796.

Madame ma fille,

J'ai reçu hier votre lettre au sujet du bruit répandu dans le public de votre répugnance à vous prêter à une réconciliation avec mon fils, le prince de Galles. Je ne disconviens pas que ce bruit commence à se répandre dans le public et qu'il n'y a qu'un moyen de le détruire, c'est que la comtesse de Jersey, suivant votre demande, quitte votre service.

Puis, à défaut du consentement royal, Caroline ne se sentait-elle pas désormais soutenue par une force plus puissante encore en Angleterre que partout ailleurs, cette popularité contre laquelle le trop prudent lord Malmesbury l'avait voulu mettre en garde et qui, en cette occasion, se révéla du moins tutélaire et réconfortante pour la princesse outragée.

Il y eut, peu de temps après la remise de la lettre par lady Cholmondeley, un incident assez significatif à l'Opéra où toute la salle, qui avait accueilli par un silence glacé l'arrivée de Son Altesse, éclata en bravos à l'apparition de la princesse, tandis que, quelques jours plus tard, la foule couvrait de boue la voiture du prince et celle de lady Jersey.

Veule et changeant, George en usa dès lors avec sa maîtresse comme il l'avait fait avec celles qui l'avaient précédée. A une réception, il « coupa » lady Jersey et lui fit remettre le lendemain par Mac Mahon ce message inspiré de ses tendres adieux à Perdita : « *Le prince désire que vous ne lui parliez plus.* »

Astre intermittent, lady Fitzherbert venait, en effet, de reparaître dans la vie de George. Réconfortée par les assurances données par Rome sur la validité de son union et la certitude qu'elle ne commettait aucun péché en cohabitant avec lui, l'Irlandaise catholique put s'adonner au bonheur de retrouver l'homme qu'elle aimait malgré ses défauts, ses infidélités et sa trahison. De nouveau, le coupé du prince stationna la nuit, de longues heures, devant l'hôtel de lady Fitzherbert et, avec le retour du printemps, les belles soirées recommencèrent dans l'extravagant décor de Brighton.

La guerre, les difficultés de ravitaillement qu'elle provoquait, le trouble général de l'Europe, la révolte d'Irlande, avaient entraîné pour l'Angleterre une crise économique et

sociale sans précédent. C'est la gloire d'un Pitt, d'un Fox, d'un Nelson, d'avoir en un moment si grave maintenu la force d'un pays régi par un vieillard dément et dont le futur souverain n'avait d'autres préoccupations que ses gilets, ses cravates, ses boissons, l'inconstance de son amour pour l'une de ses femmes et la fidélité de sa haine envers l'autre.

IX

Histoire d'une poupée de cire.

Retirée dans le « drawing-room », la princesse Caroline regarde mélancoliquement la pluie qui frappe les carreaux de sa résidence de Blackheath.

Plus de dix ans ont passé depuis l'horrible nuit de noces et la naissance de cette mignonne Charlotte en qui la princesse avait cru trouver le lien vivant qui rapprocherait les époux. Hélas ! Caroline s'était trompée. La haine de George continue à la poursuivre, aussi tenace qu'au premier jour. Rien n'a pu faire céder la rancune du prince. L'enfant elle-même n'a été qu'un gage de plus entre ses mains pour tenter de contraindre la princesse à renier la foi du mariage. On a séparé la mère et la fille. On s'est efforcé d'inculquer à l'enfant l'horreur et le mépris de Caroline. Heureusement, la jeune princesse a hérité des Brunswick le vieux cœur de lion de ses ancêtres et la vivacité de sa mère. S'il est quelqu'un que hait l'enfant, c'est surtout son père et tous ceux qui incarnent devant elle l'autorité princière : le « Sultan » ou le « Grand Mahomet » qui n'est autre que George; la « Commère de Windsor » (surnom dont elle a affublé la reine) ajoutant qu'il est deux choses qu'elle déteste également en ce monde : « La tarte aux pommes et sa grand'mère. »

Son enfance n'avait été qu'un perpétuel chassé-croisé entre Carlton House et Windsor, Blackheath et Warwick. Prisonnière, elle s'échappait parfois, au grand émoi de la Cour, pour aller embrasser sa mère, sautait de sa voiture dans celle de la princesse lorsqu'elle la croisait à Londres. Le peuple anglais, avec sa sentimentalité facile, applaudissait aussi cordialement aux incartades de la petite princesse qu'il avait

manifesté de loyalisme envers Caroline par haine du prince exécré. « N'abandonnez pas votre maman ! » était un des cris aussi fréquent à Londres, lorsque Charlotte passait par hasard en calèche auprès de sa mère, que celui de : « George, où est votre femme ? » qui accueillait l'apparition dans son coupé du gros Florizel.

C'est à ce sombre passé que pense tristement Caroline par ce matin mouillé où la pluie rend plus nostalgique encore le funèbre décor de Blackheath. Trahie, bafouée, calomniée à la face de tout le royaume, peu de souveraines ont connu un sort plus pitoyable que le sien. Dans sa solitude, elle a cédé à cet amour frénétique des enfants qui est l'une des marques de son caractère. Elle a adopté quelques années plus tôt un assez vilain gamin, le fils d'une pauvre femme, Mrs Austin, et elle l'a élevé comme son fils.

Certes, elle admet que sa conduite a été peut-être imprudente, que sa tendresse pour le petit Willy a pu être mal interprétée par tous les faux amis qui l'entourent et les espions bénévoles ou salariés que George fait, comme par miracle, éclore sous ses pas. Mais pour avertie qu'elle fût déjà de la malice et de la perfidie des êtres, aurait-elle pu soupçonner qu'on pousserait l'indignité jusqu'à laisser entendre que Willy était son propre fils et qu'elle s'était enterrée tout un hiver à Blackheath pour y cacher plus aisément sa grossesse !

Oh ! insondable abîme de la réserve anglaise. On a fouillé dans la vie privée de la princesse avec une impudeur qu'aucun autre peuple n'eût tolérée, on a livré à la curiosité publique les plus délicats secrets d'une femme, on a suscité des témoins parmi ses propres relations et ses obligés : les Douglas et l'amiral Smith. Dans cet étalage de turpitudes, ils ont été eux-mêmes éclaboussés. Et pour qualifier cette boue, baptiser cette nouvelle ignominie de George, on a trouvé cet incroyable et déroutant euphémisme : « *The delicate investigation* » (L'investigation délicate).

Dans son ressentiment, la princesse s'est mise à parler à voix haute, retrouvant aussitôt le lourd accent allemand dont, malgré plus de dix années de séjour en Angleterre, elle n'a pu se débarrasser. Puis, soudain furieuse, elle refuse de parler plus longtemps cette maudite langue et poursuit son mono-

logue en français. Mais la rocaille allemande continue de rouler dans sa bouche et c'est la cascade ininterrompue des « Foici... foilà... ! » dont elle émaille sa conversation, jusqu'à ce que sa nature reprenant le dessus, elle éclate d'un gros rire joyeux.

Soudain, la porte s'ouvre. Instinctivement, Caroline qui ne peut souffrir la solitude a tiré la sonnette et mandé sa dame de Cour, lady Charlotte Campbell, la préférée du moment. Lady Charlotte est belle. Elle a ce visage angélique, cette douceur suave de manières que l'on rencontre fréquemment chez les êtres perfides. Il ne faut rien moins que l'incommensurable candeur de Caroline pour ne point percer à jour la duplicité de cette pâle émule de lady Jersey, qui n'incite la princesse aux confidences que pour mieux abreuver ensuite la Cour de ses indiscrétions.

— Son Altesse me fait l'honneur de me demander? commença doucement Charlotte.

Caroline tisonnait du bout de son poker le feu de charbon rougeoyant sur la grille.

— Oui, ma chérie, répondit la princesse.

Elle fit d'un geste câlin mousser légèrement les cheveux dorés de sa suivante et, dans un grand élan d'amitié :

— Vous êtes aussi bonne que belle et je sais, grâce à Dieu, que vous ne trahirez pas ma confiance. Voilà au moins un bonheur que *mio caro sposo* ne m'enlèvera point.

Tout en parlant, la princesse avait saisi un petit bloc de cire molle qu'elle commença à rouler et à pétrir entre ses doigts.

Rapide, lady Campbell avait senti que le vent était, ce matin-là, aux confidences.

— Je ne puis comprendre, murmura-t-elle, que Son Altesse le prince de Galles n'ait point été follement amoureux de vous, madame.

Caroline haussa les épaules.

— Mais, darling, ne savez-vous pas encore que j'ai été une victime de Mammon? Savez-vous à quoi j'ai servi? A payer les dettes du prince. Ce mariage était pour lui une nécessité. Or, il fallait une princesse protestante. Il était donc naturel que je fusse, moi, la victime.

— Pourtant, madame, si Votre Altesse n'aimait pas le prince?

— Mon enfant chérie, je n'ai aimé qu'un homme dans ma vie... Vous savez qui je veux dire... Cet officier de Brunswick que je ne pouvais, hélas! pas épouser. Alors, George ou un autre!...

De ses doigts agiles, elle continuait à pétrir le bloc de cire. Déjà la masse informe commençait à reproduire une forme humaine. Courte, lourde et enflée, elle affectait peu à peu la ressemblance de George.

Lancée maintenant sur le terrain des confidences, Caroline continuait, tandis que Charlotte, silencieuse, écoutait avidement, mais sans comprendre encore l'étrange manège auquel s'adonnait sa maîtresse.

— Comprenez-moi, darling. J'ai dû me dévouer pour mon père. Je l'aimais beaucoup, plus que n'importe qui. Seulement, la vie à Brunswick, entre le duc, ma mère et mademoiselle de Hertzfeldt, rendait ma situation intenable. Mon existence, hélas! a toujours été mouvementée. Du moins ai-je connu quelque affection là-bas, tandis qu'ici!...

La figurine de cire représentait maintenant George, trait pour trait. Stupéfaite, lady Campbell vit sa souveraine affubler de longues cornes la tête de la poupée, puis, tout en cherchant dans son nécessaire à ouvrage un lot d'épingles, Caroline poursuivit :

— Ah! mon enfant, cette Cour d'Angleterre, quel enfer! Et comme j'ai été contente de quitter Windsor et Carlton House. Si j'excepte mon cher vieil oncle et ma tendre cousine Amélie, je n'ai trouvé là que perfidie et que malice. Oh! mon Dieu, mon Dieu! Comme j'ai souffert...

Mais déjà la perpétuelle inconstante semblait oublier ses chagrins passés pour voler à d'autres préoccupations.

— Je parlais d'Amélie... Avez-vous entendu les bruits qui circulent sur ses amours avec Fitzroy? Au fond, la pauvre chérie a raison de secouer, elle aussi, l'effroyable ennui de sa chère famille.

— Votre Altesse sait-elle que la princesse est toujours très souffrante à Windsor? demanda lady Campbell.

— Mon Dieu! murmura Caroline atterrée. Mais il sera

donc toujours dit que je serai la dernière informée de ce qui se passe à la Cour !

Elle ajouta, soudain pâle, avec, cette fois encore, un bel élan de spontanéité :

— Ah ! mon pauvre oncle ! Si elle meurt, il aura le cœur brisé. Il l'aime plus que tout au monde...

L'une après l'autre, les épingles aux doigts de Caroline s'étaient enfoncées dans la figurine à la ressemblance de George.

— Savez-vous ce que c'est que l'envoûtement, darling? Il y a deux cents ans, on m'eût brûlée comme sorcière.

Puis, à nouveau joyeuse, inconstante, presque puérile, elle jeta la poupée de cire dans le feu en accompagnant d'une grimace cet autodafé en miniature.

— Si j'étais superstitieuse !... murmura lady Campbell un peu pâle.

Comme elle parlait, la porte s'ouvrit. Un valet très agité vint prévenir Son Altesse qu'un messager arrivait à l'instant même de Windsor.

— Faites entrer, ordonna Caroline.

Aux premières paroles de l'officier, les deux femmes se regardèrent, puis, d'un même mouvement, leurs yeux se portèrent sur la grille où l'effigie princière achevait de se fondre à la chaleur des tisons.

Le messager royal annonçait à sa belle-sœur et cousine, le décès de la princesse Amélie.

GEORGES IMANN

(A suivre)

ꝏ ꝏ

LES CARNETS DE JOSEPH JOUBERT

« Le ver à soie file ses coques, et je file les miennes ; mais on ne les dévidera pas. Comme il plaira à Dieu ! »

Pour une fois, le juste Joubert s'est trompé. Sa récolte a été faite, et contre son attente résignée, on a dévidé ses cocons. C'est Chateaubriand, le premier, qui, quatorze ans après la mort du philosophe, son ami, publiait en 1838, un premier recueil de ses *Pensées*, dans une édition privée. Un neveu par alliance de Joubert, Paul de Raynal, en 1842, puis en 1850, faisait paraître à son tour un choix plus étendu des *Pensées*, accompagné d'un volume de *Correspondance*. Ces deux tomes ont suffi longtemps à faire connaître l'homme sage et délicieux qu'avaient aimé Chateaubriand, Pauline de Beaumont et Juliette Récamier. Nous savions pourtant que des abondantes liasses de papiers laissées par Joubert, Raynal n'avait prélevé que la fleur; quelquefois, en la mutilant. Ces papiers ne sont pas perdus. André Beaunier en avait obtenu communication, dans le dessein de les publier in-extenso, pour couronner par une édition définitive le monument de ses études joubertiennes. L'ingénieux auteur de *Picrate et Siméon* et du *Roi Tobol* est mort, avant l'âge, sans avoir eu la joie de mener à bien l'œuvre entreprise avec tant d'allègre piété ; du moins après avoir parfait le portrait de Joubert, dans ses trois excellents volumes — *La jeunesse de Joseph Joubert*, *Joubert et la Révolution*, *Le roman d'une amitié*, sans oublier ses *Trois amies de Chateaubriand*, et sa

préface aux *Lettres à madame de Vintimille* — il avait achevé de préparer cette mise au jour des *Carnets*, qui viennent de paraître, ornés des introductions nécessaires, par les soins de madame Jeanne André Beaunier et de M. André Bellessort, en deux volumes considérables, aux éditions de la Nouvelle Revue française.

Ainsi, malgré son doute mélancolique, en attendant sa *Correspondance* complète, qu'il faudra aussi réunir, l'œuvre intégrale de Joseph Joubert se trouve enfin à la disposition de ses amis. C'est dans ces deux volumes désormais qu'il faut lire ce rare écrivain, suivre dans son épanchement chronologique le développement de sa pensée, le feuilleter et lui revenir, entretenir commerce avec lui, apprendre à l'aimer. Mais je préviens qu'il s'agit là d'un long voyage au pays de la perfection, qui veut du loisir et le sens des rêves de l'âme. Vains amateurs de l'actuel, stériles agités du monde, laissez-nous. Ce livre est pour vous sans attrait. C'est à une lente promenade à pied que le bon Joubert convie ses fidèles, à travers les choses éternelles. Ce faisant, Joubert achève de se classer à sa juste place, dans la pure « série française » de nos moralistes, qui par Pascal, La Bruyère et La Rochefoucauld, va de Montaigne à Fontenelle et à Vauvenargues. Il est digne de ces voisinages.

« Madame Victorine de Chastenay disait de moi que j'avais l'air d'une âme qui a rencontré par hasard un corps, et qui s'en tire comme elle peut. Le mot est très joli et je ne puis disconvenir qu'il ne soit juste. » C'est Joubert lui-même qui le constate, mais il notait le trait et l'aveu dans un de ses *Carnets* du mois de mai 1812, et à cette date, il était en effet devenu cette âme empêtrée d'un corps, qui est l'image où s'accordaient à le reconnaître les familiers de son âge mûr, et que la citation du propos célèbre et trop répété nous a transmise. Je dis *trop*, parce que Joubert, n'avait pas toujours été tel, et qu'il apparaît aujourd'hui que sa jeunesse aventureuse et curieuse s'était assez bien accommodée de ce fâcheux corps. Admirons en passant à quel point, biographes aidant, l'histoire littéraire simplifie les êtres qu'elle peint, pour les immo-

biliser dans ses catalogues. Les premiers portraitistes de Joseph Joubert l'ont stéréotypé sous l'aspect d'un grand vieillard dégingandé, chauve de bonne heure et portant perruque, et frileux, dans sa douillette et son manchon, aimant à méditer au lit, occupé des seules idées et de sa perpétuelle chasse aux papillons du cœur et de l'esprit. Mais André Beaunier, dans les livres qu'il lui a consacrés avec une amitié exquisement joubertienne, nous a révélé que cet homme aussi a été jeune, et qu'il le fut dans une époque où il fallait que la jeunesse fût très vive, agile à cueillir tous les fruits, avant le temps d'en porter elle-même.

Joubert, en effet, est né en 1754, et il avait vingt-quatre ans quand, de son Périgord natal, après quelques années d'étude et de professorat aux Doctrinaires de Toulouse, il vint s'occuper de lettres à Paris, « dans le dessein d'y faire fortune ». Voici déjà le premier point. Situé par l'histoire littéraire au cœur du groupe de Chateaubriand, sous l'Empire et la Restauration, emporté dans son orbe par Chateaubriand, qui le rapproche de nous, Joubert est en réalité un homme du XVIIIe siècle, à cheval, comme Chateaubriand, Stendhal et Courier, ses cadets, sur deux époques, entre lesquelles ils constituent la transition, et qui, plongeant toutes leurs racines dans l'ancien régime, n'en appartiennent pas moins, par la date de leurs ouvrages et les années fécondes de leur maturité, au XIXe. Ainsi l'on voit souvent des arbres enfoncer leur pied dans un terrain, en pomper les sucs, et leurs branches s'étendre, ombrager, fleurir et fructifier sur un autre, par delà le mur surplombé. Joubert est de ces arbres-là, et parce qu'il les aimait (pour l'ombre qu'ils donnent, pour leur lenteur à croître et leur durée, pour la souplesse féminine de leur feuillage dans le vent) je crois qu'il eût approuvé cette image.

En fait, à la Vallée aux Loups, à Savigny chez madame de Beaumont et dans le salon de madame Récamier, ce philosophe venait de loin, et quoiqu'il ne soit pas mort très âgé (en 1824, à soixante-dix ans), j'imagine qu'il devait parfois donner à ses amis plus jeunes l'impression d'un vieux revenant. Avant Pauline de Beaumont, avant madame Récamier et madame de Vintimille, avant Chateaubriand, Molé, Chenedollé, Ampère et le débutant Sainte-Beuve, il y avait eu, dans

la vie de Joubert, des illustrations et des familiers d'un autre âge, qui s'étaient appelés Diderot, Marmontel, La Harpe, Mercier, d'Alembert, et l'extravagant Restif de la Bretonne, que nous retrouverons tout à l'heure.

Prenons donc les choses de plus haut, pour apercevoir dans sa diversité et son ampleur le futur champ d'observation du philosophe et son circuit à travers un monde qui ne fut pas toujours réduit pour lui au seul platonique entretien des idées et des songes. Il était né d'une de ces familles nombreuses où les difficultés matérielles de la vie se font assez sentir pour qu'un enfant sensible en reçoive vite l'effet d'une certaine contraction. Le goût des choses de l'âme, inculqué par l'influence d'une mère très bonne et très fine, peu d'ambition et même point du tout, la nécessité de travailler pour vivre, un esprit ouvert aux idées, à toutes les manifestations de la pensée et du sentiment — voilà Joubert, dès son enfance. Il ne changera guère, dans le fond. Au séminaire de Toulouse, il portera la robe et songera même à la prêtrise, sans suite, mais assez pour prendre en ces années d'étude et de professorat, des habitudes de réflexion, un ton de cette modestie particulière aux ecclésiastiques, une forte culture et la connaissance achevée des choses de l'antiquité. Mais ayant renoncé à la cléricature, par scrupule, il choisit les lettres et à vingt-quatre ans il vient à Paris, en 1778.

A cette date, Voltaire et Rousseau viennent de mourir. Joubert ne les connut donc point. Beaunier note qu'il n'aimait pas Voltaire, bien que le lisant tous les jours. Plaise au dieu des lettres que « nous n'aimions pas » comme cela, avec une telle possession du sujet ! Nous saurions mieux parfois justifier nos condamnations des œuvres que nous repoussons. Devenu vieux, quand il ne le lira plus, observant les influences que son esprit a répandues et qu'il a lui-même subies, Joubert se fera « un acte d'équité, une obligation rigoureuse et un devoir de le haïr », ce Voltaire qu'il a si bien étudié, et dont le nom et les citations reviennent si fréquemment dans les *Carnets*. Au contraire, dès son arrivée à Paris, le jeune provincial va rendre visite à Diderot, et, l'homme à l'éloquence irrésistible l'emportant, Joubert est séduit. Je ne crois pas que l'auteur de *Jacques le fataliste*, comme Sainte-Beuve le

pensait, ait exercé une grande influence sur le futur auteur des *Pensées* ; leurs deux esprits étaient d'une nature trop différente. Toutefois Diderot dut exciter beaucoup l'apprenti philosophe, par ce tourbillonnement d'idées au centre duquel il vivait. On le voit, à l'empressement de Joubert à suivre le premier avis de l'encyclopédiste. Diderot l'avait engagé à écrire un essai sur la *Bienveillance universelle*, et Joubert se mit à l'ouvrage, pour l'abandonner aussitôt, après avoir jeté quelques notes sur le papier, dans le feu du conseil reçu. Mais c'est là une indication intéressante, quant à la disposition du débutant à l'égard du vaste univers ; et il n'est pas indifférent de penser que Diderot, pour donner ce thème à Joubert, avait dû reconnaître en lui tout d'abord le caractère d'un esprit sociable et bienveillant. L'auteur du *Neveu de Rameau* emmènera son nouveau et passager disciple chez des artistes, dans des ateliers. Non sans profit, certainement; un écrivain gagne toujours à étudier les voies par lesquelles d'autres artistes, dans un art étranger au sien, cherchent à saisir la beauté et à la fixer. Aux services rendus près, Joubert, par la suite, jugera assez bien Diderot, n'étant point de ces esprits qui se pétrifient dans une admiration, et ne changent jamais. « Il prend le remuement pour de l'action », dira-t-il. Et Joubert, homme modéré, ami de l'exact, des nuances et des méditations paisibles, ne peut avoir beaucoup de goût pour le remuement.

Il a, d'autre part, vite fait connaissance avec les représentants des lettres les plus célèbres, à Paris, vers les années 1778-1780 : d'Alembert, bonhomme, emporté ; Marmontel, à la vie, aux succès faciles ; La Harpe, critique hargneux, au sujet duquel Joubert, qui sait si bien aimer, comprendre, admirer, se dévouer, notera un jour, non sans justesse, que « tout critique de profession est un homme médiocre par nature ». On ne croit pas que Joubert ait jamais rencontré Chénier, dont il parle bien, ayant lu ses vers. C'est dommage : ils se fussent entendus et plu ; et le génie de l'amitié, qui était le propre de Joubert, aurait sans doute fait de leur liaison un modèle. De ce génie de l'amitié, un autre poète devait bénéficier, Fontanes, qui va devenir, sans retour, le plus cher compagnon d'esprit et de cœur du philosophe. Ce futur

grand maître de l'université est tombé fort engrisaillé dans les poussières de l'oubli. Hormis l'affection de l'auteur des *Pensées* et la confiance de Chateaubriand, qui sut tirer parti de ses adroits conseils, lors d'*Atala* et de *Génie du Christianisme*, on ne pense plus à Fontanes que comme au fonctionnaire officiel, engoncé dans le col rigide qui lui prend les joues. Mais au temps qu'il était un poète estimé (aujourd'hui illisible : je l'ai lu), il passait pour un très aimable et joyeux garçon, et Beaunier nous l'a montré même libertin, ami des femmes, voire quelque peu vaurien. Cela fait plaisir. Sans doute est-ce lui qui emmena Joubert dans le salon de Fanny de Beauharnais. Il y vit Dorat, l'auteur de ces *Baisers*, jadis célèbres (à cause des planches), mais qui ont perdu leur saveur plus vite encore que celles mêmes qui les donnaient n'ont vu leurs charmes s'effacer. Joubert ne devait garder que peu d'estime pour ces vers légers, faits au moule ; pas davantage pour ceux de Fanny, cependant plus tendres. Il avait déjà le goût très solide.

La jeunesse des personnes que la gloire a fixées dans l'aspect de leur âge mûr, comme Joubert, a de ces imprévus : Joubert aura pourtant été — un moment — l'ami de ce grand fou de Restif de la Bretonne, écrivain baroque plein de verve et de feu, dont l'anthologie est savoureuse, riche en traits de mœurs et même en idées, et dont Joubert, d'un mot, a si justement défini le talent et l'insanité : « C'est un fou qui vend la sagesse ». Restif avait alors pour femme Agnès Lebègue. Il la rendait très malheureuse. Elle avait quarante ans, elle était agréable encore ; Joubert l'aima, et il en fut aimé. « Elle était charmante, elle avait la double séduction de sa tristesse et de sa gaîté, le double agrément d'être malheureuse et belle. » On sait peu de chose sur ses amours avec Joubert, qui n'en a point écrit, mais il est probable que cette pauvre femme dut trouver auprès de lui, dont l'âme était si sensible et si délicate, une consolation, une compensation aux rudes manières du terrible Restif, lequel n'était pas un époux parfait, ni même un père respectueux, ni rien de très recommandable. Il sut qu'on le trompait et n'en fut pas content. Il a, dans son roman de *la Femme infidèle*, fortement vitupéré son infidèle et ce Joubert malencontreux. Il avait des haines furieuses, le

malheur éloquent et injurieux. André Beaunier, qui a lu ses quelque deux cents volumes à la loupe, a repéré que notre Joubert y figurait (sous les noms de Naireson et de Bertjou) sans qu'on se fût avisé, avant lui, d'aller chercher le philosophe en ce mauvais lieu. Il a même trouvé sur Joubert ce jugement de Restif, qui n'est pas d'un sot, et qui montre bien, dans Joubert jeune, le défaut, la paille de ce charmant esprit, à qui manque, à qui manquait déjà on ne sait quoi pour devenir un personnage de premier rang : « C'est un de ces esprits curieux qui voudraient pouvoir tout pénétrer; il s'occupe actuellement de la métaphysique du langage : il n'a rien produit encore, et jouit déjà d'une réputation; elle est assise sur l'idée qu'on a conçue de ce qu'il est capable de faire ».

Ce n'était pas mal vu, et quoiqu'il y ait eu les *Pensées* par la suite, jusque dans leur inaction, le caractère de virtualité qu'il y eut toujours chez Joubert était bien exactement souligné. Il avait un sens du parfait, un besoin perpétuel de mise au point qui, toute sa vie, le feront sans cesse regratter, revenir et remettre. Il ne faut pas s'en plaindre : tout l'exquis de son livre est là, dû à cette lenteur, à cette perpétuelle remise. Aussi bien peut-on négliger ses collaborations aux petits journaux de l'époque, dont Beaunier, dans l'édition définitive des *Carnets*, a retrouvé et noté la trace. Ce n'était pas d'imprimer, qui importait au lent et patient Joubert, mais de corriger sans fin la page, la phrase, la ligne qu'il venait d'écrire, après y avoir longuement rêvé... Mais revenons, et concluons sur ces préliminaires de jeunesse. Dix années de vie parisienne, les dernières de l'ancien régime, au temps de la douceur de vivre, ce vagabondage d'esprit chez ces belles, chez ces philosophes, dans ces compagnies si diverses ; cela fait un assez bon fonds d'expérience par un moraliste, et laisse à penser qu'avant les jours de la retraite et du platonisme, de la douillette et du coin de feu, le frileux Joubert, aux côtés du joyeux Fontanes (avant la mise sous globe de pendule Empire de celui-ci), a su ce que c'était que la vie robuste et gaillarde. Je ne le dis pas pour faire pièce à l'idéalisme, mais seulement pour noter qu'en quittant les plaisirs et l'âge des sens, dont le souvenir n'est pas tout à fait absent de ses pensées, où il est même

discrètement et pudiquement regretté, où l'on perçoit même parfois des choses qui impliquent une expérience totale, Joubert avait bien connu ce qu'ils pouvaient être. Et cela donne ainsi plus de prix à ses renoncements. Cet homme qui avait connu l'amour, restait d'ailleurs capable d'amour, et s'étant marié par inclination, il ne cessera pas d'aimer, sous couleur de pure et de chaste amitié, une Pauline de Beaumont, que son ami Chateaubriand, sans scrupule, lui enlèvera ; et cette madame de Vintimille, à laquelle il a écrit de si jolies lettres, les plus délicates, les plus tendres, les plus respectueusement passionnées.

Ces charmantes figures de femmes paraissent à peine dans les *Carnets* de Joseph Joubert, au tour abstrait et dépourvu de tout caractère anecdotique. Il n'était pas homme, comme l'auteur d'*Atala* et de *René*, à laisser dans ses écrits la trace visible de ses amours ; et bien qu'à des yeux exercés comme ceux d'André Beaunier, le recoupement des dates, de certaines pensées, et des initiales, puisse avoir une valeur formelle de notation sentimentale, ces *Carnets* ne sont aucunement des souvenirs, ni un journal, en dépit de la rédaction quotidienne ; ils ne comportent qu'une confession purement intellectuelle. Et même confession n'est pas le mot propre ; c'est plutôt d'un examen de conscience qu'il s'agit. Ils constituent, de jour en jour, le livre de raison d'une âme et d'un esprit attentifs au recensement de leurs sentiments, de leurs pensées ; le tout, de la qualité la plus rare, pour la forme comme pour le fond...

C'est ici que le cas Joubert apparaît, dans ce qu'il a d'exceptionnel, et l'on pourrait dire d'unique, si Amiel n'avait pas existé ; lui aussi affligé d'une aussi féconde impuissance, à cette différence près (considérable) qu'Amiel, outre son célèbre Journal, a écrit des essais médiocres et des vers détestables, alors que Joubert, jusque dans ses fragments inachevés, dans sa moindre phrase, est un styliste merveilleux et fait à tout coup œuvre d'art. Le cas de Joubert, le voici : doué d'une âme exquise et parfumée des vertus les plus rares,

intelligent, ouvert à tout, ami actif, conseilleur sage ; cultivé à l'extrême ; fécond même, en pensée, en réflexion, en nuance, par la pénétration de l'analyse et la subtilité de l'intuition, par la solidité du jugement ; artiste au suprême degré, et possédé par le démon de la perfection ; mais infirme en quelque sorte, et qui ne peut amener aucune œuvre à la vie, Joubert est un très remarquable et très authentique écrivain, mais d'une espèce singulière. Plus préoccupé de ses plaisirs spirituels et de sa chasse au vrai que de sa gloire, il tenait qu'« il n'y a rien de plus beau qu'un beau livre », et il a passé toute sa vie la plume à la main, notant, méditant, corrigeant, polissant et repolissant ses observations, ses pensées ; et jamais cependant il n'a songé à faire un livre.

A ses débuts, pourtant, on l'a vu, il avait envisagé d'écrire, sur le conseil de Diderot, un traité de la *Bienveillance universelle*, abandonné à la première page, mais dont le thème est demeuré dans son esprit, que la bienveillance a rempli, et dont elle a coloré toutes les vues, comme elle a commandé ses amitiés et ses affections — encore que l'aimable, sociable et obligeant Joubert ne soit nullement un conformiste et un bénisseur ; et l'amitié même ne l'a jamais rendu aveugle : voir, par exemple, comme dans une de ses lettres à Molé, il a jugé à fond, affectueusement mais sérieusement Chateaubriand. C'était un homme qui aimait aimer, qui aimait connaître et préciser ses réflexions ; qui avait le sentiment accompli du beau et du vrai, de la Beauté et de la Vérité, dont il a un jour finement remarqué que ce n'est pas la même chose. Il n'était ni paresseux, ni indifférent, ni incapable d'imaginer. Mais, d'une part, vivant tout à fait hors du temps, et contemporain par l'esprit de tous les grands esprits de tous les âges, et participant en ermite à la communion universelle des idées, baignant avec ivresse dans l'océan illimité du rêve, hors de la minute, de l'heure, de l'année et du siècle, confiné en cet olympe individuel où il s'était fait « un lieu de paix et de délices dans l'espace et l'éternité » ; d'autre part, adorant le beau et ne visant qu'à le trouver et à le traduire ; tout au tourment « d'une fécondité, dit-il, qui ne peut pas se faire jour », et au ravissement de la contemplation de la pensée, « qui se forme dans l'âme comme les

nuages se forment dans l'air » : le souci de l'exactitude de l'observation et de l'idée à définir, le culte religieux de la perfection, qui est la beauté et l'exactitude de la forme (y compris la musique, la couleur et le choix des mots), l'ont détourné sans cesse d'arrêter son œuvre à ce point de finition et de décision où le manuscrit se détache lui-même de son auteur et devient livre. — De ses innombrables *Carnets*, tels qu'ils sont, Joubert, avec des ciseaux et un pot de colle, aurait pu, sur la fin de ses jours, composer lui-même son choix et l'ayant envoyé à l'imprimeur, se présenter à la postérité son « beau petit livre » à la main, comme La Bruyère ou Vauvenargues. Il ne l'a point fait. — Si c'est un défaut de la part de cet homme divin, disons qu'il n'a eu contre lui que cela, qui nous le livre en apparence inachevé : il n'a jamais su couper le cordon, et il est mort avec son fruit, non délivré. Il savait qu'il en serait ainsi, et il en avait pris son parti, se sentant, comme son cher Montaigne, « impropre au discours continu ». Aussi bien, l'âge de la retraite étant arrivé, il l'avait organisée à sa guise, la partageant entre ses solitudes campagnardes de Villeneuve-sur-Yonne et les affectueuses compagnies de ses séjours parisiens, dans l'entretien fervent et discutant de ses amitiés et l'étirement de ses rêves, tout à la méditation des choses qui lui venaient dans l'âme, et à leur lente, scrupuleuse et minutieuse notation, au jour le jour, dans ses *Carnets*.

Les *Carnets* de Joseph Joubert, dans leur rédaction in extenso, représentent soixante liasses et quelque quinze à vingt mille pages : autant que le *Journal* d'Amiel. Quelle abondance de la part d'un homme qui se disait de peu de sève ! Déjà, en face de cette profusion, Sainte-Beuve malgré tout son goût pour le personnage et son art, sur les premières pages publiées, s'écriait : Il y en a trop ! et souhaitait, pour la gloire même de l'écrivain, une réduction de ce trésor à l'essentiel, où n'eût figuré que l'achevé et le parfait. Que dirait-il de ces deux volumes où l'on nous donne en vrac l'immense manuscrit du philosophe, tous les matériaux de sa pensée !

C'est l'étouffement sous les roses. Paul de Raynal avait, dans son choix, introduit un ordre judicieux, classant les pensées par sections, selon leur nature, et malgré de coupables arrangements la lecture en était rendue plus aérée et plus aisée. Le mode de publication d'André Beaunier comporte la reproduction intégrale du tout, en suivant la chronologie, de 1774 à 1824 : l'avantage est de laisser apercevoir Joubert dans le développement journalier de sa pensée, de sa vingtième année à son dernier jour. Mais quel désordre, et, fatalement, que de bien perdu, en ce magma de minuties ! On y voudrait au moins une table méthodique, qui permettrait de se retrouver, non dans ce dédale, mais dans cette caverne de mille et une nuits d'insomnies et d'introspection.

Car Joubert dit tout, comme, au gré de ses lectures, de ses souvenirs, de ses émotions, lui vient cette permanente sécrétion de sa pensée : vérités de cœur, traits de morale, idées de Dieu, effusions, prières, objections, critiques, réflexions sur l'art et conseils de goût, quotidiennement enregistrés dans cet extraordinaire Journal sans date. Jamais en effet n'aura-t-on montré, comme Joubert, plus d'indifférence à son temps et de non curence à l'égard des événements du jour, fussent-ils les plus exorbitants. Joubert a été le contemporain de la Révolution, de la Terreur et de l'Empire. Il ne s'était pas désintéressé complètement de ces drames, ayant aimé la liberté dans sa jeunesse, et même accepté des nouveaux régimes quelques fonctions officielles, de juge de paix en 1792, puis, plus tard, d'inspecteur de l'université. Cependant, hormis quelques réflexions de philosophe — comme lorsqu'il observe que « la haine du mal même peut rendre les hommes méchants » et que « de là vient cette monstruosité d'événements dont nous avons été témoins », ou quand d'une touche admirable il note, en 1794, devant la fureur des massacres : « Il arriva un grand malheur. Tous moururent avec courage. Leur fermeté endurcissait » — ses *Carnets* ne renseignent guère sur les spectacles et les faits de ces temps exceptionnels. Si les réactions de l'homme et du penseur ne sont pas douteuses, il a laissé à d'autres le soin de se faire les annalistes de ces convulsions, et, s'écartant à jamais de la place publique, il a justifié ainsi formellement son attitude définitive à l'égard du visible et de

l'actuel : « La Révolution a chassé mon esprit du monde réel en me le rendant trop horrible. » En sorte que lisant ces carnets intimes de Joseph Joubert, à la date de 1789, de 1793, de 1800 ou de 1815, on serait assez tenté de croire qu'il ne s'est rien produit d'extraordinaire dans le monde en ces années-là.

C'est en fait qu'il n'y a de réalité, pour Joubert, que dans la contemplation du beau éternel, dans les activités de la pensée et la vie idéale de l'âme. Réfugié en lui, à la plus haute cime de lui-même, uniquement épris d'intelligence et de laborieux repos, il s'est tourné une fois pour toutes vers l'intérieur de la sienne, et s'est donné pour tâche d'enregistrer, à petites touches, tout ce qu'il y voit réfléchi en fait de sentiments, d'idées, de rêves, de pensées ; les siennes mêlées à celles d'autrui, s'enrichissant de ses lectures innombrables, toujours les plus substantielles, les plus rares.

Sainte-Beuve signalait en Joubert le type même de l'amateur, et quant au désintéressement, c'est vrai. Mais ce terme est devenu si péjoratif aujourd'hui, synonyme de paresse et de légèreté, qu'il y a lieu de préciser que chez Joubert l'amateur était doublé d'un technicien très averti, et figurait en somme beaucoup plus un professeur qui aurait pris très tôt sa retraite, pour se consacrer uniquement à l'étude, après avoir renoncé à l'enseignement. Né en plein milieu du XVIIIe siècle, formé à ses disciplines solides, Joubert, par tant d'autres côtés si moderne et si près de nous, reste un classique de l'ancien régime, nourri de moelle, en communion constante avec les maîtres ; capable, ayant le goût divers et l'esprit subtil, de se divertir à la fantaisie, mais ne l'acceptant qu'à sa place. Les constellations de son ciel littéraire, c'est Homère, Platon, Virgile, Corneille, Bossuet, et La Fontaine, qui est, dit-il — ah ! que j'aime cela ! — notre Homère. Les jugements de ce liseur universel, exquis de convenance et de raison quand il les justifie, déconcertent par la minutie où il peut descendre : nous avons beau aimer les lettres, j'avoue que la conversation avec Joubert me paraît quelquefois presque insoutenable, tant il sait de choses dans le domaine littéraire et philosophique ; et que la variété, la profondeur de son savoir sont positivement vertigineuses. Il avait la connais-

sance, et il avait le goût, ce tact délicieux de l'âme appliqué aux choses de l'esprit ; mais un goût très supérieur à celui de son siècle : le goût de Joubert est encore celui des grands esprits du XVIIIe, avec un large fond de sérieux et de sévérité janséniste, allégé, baigné d'hellénisme. Il est le dernier né des « anciens », et ce n'est pas inutilement qu'il a dit : « L'antiquité, je l'étends jusques à 1715. » Il datait d'avant ce terme-là. Un des premiers traits dignes de remarque, quand il s'agit de définir et de situer Joubert, classique et moderne à la fois, c'est combien son esprit subtil, délicat et tout en nuances, émane d'un dessous profond et pose sur de fortes assises. Le goût de Joubert ! Délicieux, mais mâle et robuste, et malgré sa sensibilité éolienne et ses souplesses de feuillage courbé par la brise, sans concession devant les supériorités du génie. Sans doute il adorait Racine et devait se plaire à Fénelon, musiciens des mots comme lui ; mais au-dessus de Racine il plaçait Corneille, seul digne d'être vénéré, et Bossuet au-dessus de l'auteur de *Télémaque*. « On pourrait devenir Racine ; mais il faut être né Corneille ». Et toutes ses notes, ses restrictions sur Voltaire, dont l'agilité, la verve et l'esprit ne lui masquent pas les gambades, ni le peu de fond de la philosophie :

« La sagesse aurait incontestablement ôté à Voltaire la moitié de son esprit. Elle aurait contraint son humeur. Sa verve avait besoin d'extravaguer pour circuler en liberté. Jamais homme n'eut l'âme moins indépendante. » C'est très vrai ; plus encore si l'on songe au goût de Voltaire, qui dans son fameux et désuet *Temple du goût* n'a fixé que les lois du goût dix-huitième, salonnier, musqué, petit-maître : c'est le boudoir du goût, plus que le Temple. Voltaire en a chassé Watteau.

Le vrai goût classique est chez Joubert, dans sa plénitude, sa largeur et sa liberté. Sainte-Beuve, toujours à citer parce qu'il a, dès le premier coup, parfaitement jugé Joubert, souhaitait que l'on tirât de ses écrits une rhétorique, où fussent dégagés les principes de l'art de penser juste et d'écrire juste. L'action de ce maître, qui n'eût rien voulu écrire « qui ne fût digne d'être écrit sur de la soie ou sur de l'airain », ne découle pas, d'ailleurs, de ses seules *Pensées*. Elle est dans

sa *Correspondance*, moins abstraite, d'un tour plus direct, à lire pour se faire, de l'homme écouté, une idée plus vivante et pour tout dire plus humaine. Elle est dans l'influence qu'il a exercée sur son entourage, où le propos verbal eut autant d'effet, et plus immédiat, que ses réflexions écrites et connues quand il n'était plus. C'est dans le groupe où Chateaubriand règne, entre 1802 et 1824, au milieu de ces femmes incomparables par la grâce et par la beauté, qui s'appellent Pauline de Beaumont, Lucile de Chateaubriand, Juliette Récamier, madame de Vintimille ; de ces hommes instruits et d'esprit solide, les Fontanes, les Bonald, les Ballanche, les Chenedollé, les Ampère — que Joubert donne vraiment toute sa mesure, et, tant par ses qualités humaines et son enjouement que par la pureté de son goût, son savoir et son bon conseil, rend aux lettres et à la pensée françaises le service pour lequel il semble qu'il ait été spécialement créé et mis au monde par la Providence. Dans cette époque au goût démesuré, où le sublime, l'emphase, l'enflure et la grandiloquence menacent de l'emporter sur les qualités les plus sûres du génie français, ce n'est pas un mince service que de conserver la proportion, la netteté, le tact, la finesse et la justesse de la vue, et ce sentiment de l'humanité vraie qui trop souvent manque aux Ossian, aux Chateaubriand, aux Byron, comme il manquera, quelques années plus tard, à Hugo. Ce goût, cette mesure, cette sensibilité jamais déformée ou trahie par les mots, André Chénier, par ses vers, les a conservés ou restitués à la poésie. Par la leçon de sa vie et de ses entretiens, autant que par ses *Pensées*, Joubert, d'une façon plus générale, les a conservés à l'intelligence. On aime à penser qu'un pareil homme a existé. Tandis que les plus grands vagabondent avec les ailes du génie autour de la belle route que suit dans sa marche féconde et continue la littérature de chez nous, un Joubert, à petit pas, chemine respectueusement et librement à côté d'eux, dans le petit sentier qu'il a choisi pour son usage : mais ce petit sentier va tout droit, et dans sa rectitude, il fait voir à la perfection l'axe en dehors duquel il serait peut-être dangereux de dévier et de se perdre.

Le conseil de Joubert n'est pas seulement d'esthétique. Il tenait que les grandes œuvres de l'homme n'étaient pas toujours et seulement les œuvres écrites ; et qu'une noble vie constitue en soi-même un chef-d'œuvre. J'aime qu'il ait noté que la sagesse est le commencement du beau : c'est mettre au-dessus de tout la perfection idéale, dont celle de la forme ne représente qu'une partie. Joubert croyait à la vertu, comme Platon ; mais il est un philosophe chrétien, et sa formation religieuse et théologique au séminaire de Toulouse a laissé chez lui des traces profondes. J'avoue qu'il m'est indifférent de le voir si calé en Malebranche ; un théologien peut n'être, après tout, qu'un bon spécialiste. Je lui préfère un moraliste plus simplement humain, d'âme religieuse, comme Joubert, dont la pensée s'étend à l'infini jusqu'à Dieu, atteint par la métaphysique et mieux servi encore dans le plus humble domaine de la réalité et de la vérité de tous les jours. « Le prie-Dieu. Meuble indispensable au bon ordre, dira-t-il; où il n'est pas, il n'y a point de pénates, point de respect, etc. » Noble et charmante petite phrase, révélatrice d'une habitude de pensée où la vie intérieure a tant de place ! Elle assure que rien de vulgaire n'est entré jamais dans l'âme de Joseph Joubert, dont Beaunier a pu noter très justement qu'à travers les vingt mille feuillets de ses carnets, « qu'il n'a pas destinés à nous et qu'il a noircis de son écriture dense, régulière et comme dessinée, [on n'a] point remarqué une phrase qui pût faire injure à sa mémoire. »

Aussi bien, la sagesse exquise (comme ce mot revient naturellement sous la plume à son propos !) de Joseph Joubert peut-elle paraître de nos jours un peu démodée, quand nous voyons sans cesse dépriser ces valeurs morales dont il avait le culte réfléchi, et qui demeurent, malgré tous nos non-conformismes, le fondement de la société et de la civilisation chrétiennes. Mais précisément parce qu'on les nie, Joubert est à lire aujourd'hui plus utilement que jamais, à cause qu'il les justifie si finement. Cet homme d'ordre et de fidélité est au cœur de tout ce qu'il importe encore à quelques-uns de ne

pas laisser disparaître. Quand il écrit de la pudeur, des femmes et de l'idéal, il se peut qu'il étonne beaucoup de nos contemporains pressés, et ne leur apparaisse plus que comme le défenseur lointain de manières de sentir et de formes de vie périmées : mais à d'autres, il en inspire le regret ; et peut-être même, à quelques-uns, il continue d'être toujours de haut modèle et de bon conseil, comme son livre reste le bréviaire de toute raison, de toute sensibilité, de toute intelligence et de toute bonté, à qui, l'ayant une fois feuilleté, sait par expérience y devoir trouver à toute page sa nourriture enrichissante et délectable.

Et qu'importe alors que Joubert n'ait pas terminé son ouvrage, et bâti son temple ; qu'il ait trop attendu la paix et la sérénité pour mettre en ordre les matériaux immensément et minutieusement accumulés à cet effet ? La sérénité et la paix ne viennent à l'ordinaire qu'avec la vieillesse ; et celle de Joubert avait conservé le trouble d'un esprit exténué en ses recherches. Qu'importe ! Son œuvre n'en est pas moins là, dans son abondance et sa diversité, ses repentirs, ses hésitations, ses retours, avec ses parties ouvragées et ses pierres d'attente, ses croquis inachevés et ses ciselures finies. Quelle mine de pierres précieuses ! Les unes nées taillées et serties, les autres dans leur gangue, d'autres engagées encore dans le filon. Voici les pensées naissantes, à l'état gazeux, « comme des nuages qui se forment », et voici les pensées abouties, toutes nuances, toutes délicatesses, armées de l'aile pour voler, de la pointe aiguisée pour pénétrer profondément. Qu'importe cette marchandise mêlée ! Pour ceux qui l'aiment, et qui sont à sa ressemblance, ce désordre où Joubert, dans la suite de ses jours, se produit à nous, est savoureux. L'effort que ce triage nécessite oblige à réinventer le cours de son âme, le mouvement de sa pensée et à se mieux confondre en elle. On prend ces pages, on les laisse ; on leur revient. Une observation accroche et fait réfléchir. Une autre, demeurée en suspens, porte à rêver. Voulez-vous être sage, humain, libéral, heureux, consolé, apaisé ? Apprenez à lire Joubert, et lisez Joubert : il sait les choses, et les voies de l'apaisement. Voulez-vous apprendre à goûter les maîtres ? Écoutez Joubert, il les possède et les entend. Bien analyser vos pensées, les dessous sans fond

de votre cœur et celui des autres? Étudiez Joubert, il y est descendu avec la lampe de Psyché. Croyez-vous que tout ait été dit? Oui, les vérités immédiates, et les plus faciles; mais il reste encore l'ineffable, et l'infinité des nuances; et Joubert est maître dans l'art des dénombrements et des analyses. Voulez-vous apprendre à écrire, du trait le plus fin, le plus pur; à pratiquer l'art de la rature, le maniement de la gomme et de l'estompe; à jeter d'un trait décisif une pensée longuement portée : non pour devenir vous-même homme de lettres, mais pour savoir exactement vous exprimer, c'est-à-dire vous posséder, vous connaître et vous définir à vous-même; à trouver le vrai sans illusion, sans flatteur mensonge sur soi?... Lisez Joubert, lisez le délicieux, tendre, consolant, délicat et profond Joubert, professeur de perfectionnement, d'amour d'autrui, de compréhension et d'intelligence. Le seul risque à courir, après l'avoir lu, est de renoncer à écrire. Je vais vous dire toute ma pensée : et de ne plus pouvoir lire beaucoup de livres de ce temps, hâtifs, vulgaires et sans nécessaires résonances, et qui à côté de cette sagesse délicieuse et de cet art inimitable, ont l'air d'avoir été imprimés noir sur noir. Car il y a « les belles lettres, et les lettres laides ». — Joubert rend le goût difficile. Mais c'est pour prendre plus de plaisir à lui.

ÉMILE HENRIOT

P.S. *C'est une gageure, semble-t-il, d'écrire sur Joubert sans presque le citer du tout. Mais comment faire? Il faudrait le citer à toutes les lignes, confirmer chaque phrase par un propos de lui, et n'écrire qu'avec des ciseaux. Je prends le parti le plus simple, qui est de reproduire ici, pour le plus grand agrément du lecteur et son profit, quelques-uns des traits de Joubert que j'avais cochés dans ses deux volumes de* Carnets. *Qu'ils me servent de justificatifs.*

Braver toutes les bienséances est d'une âme abjecte ou corrompue, en être esclave dans toutes les occasions est d'une âme petite. — Dans le moment de l'émotion universelle, il n'est pas un seul homme qui n'ait du goût. — Nous sommes trop pressés de vivre et de jouir; nous jouissons et nous vivons trop vite. — On ne peut être vertueux sans un peu de bonheur. — La liberté publique ne peut s'établir que par le sacrifice de toutes les libertés particulières. — Il y a du soin dans l'élégance. — L'impartialité naît d'une disposition à juger favorablement des hommes et des choses. — Ces pays où il n'y a rien d'ancien dans les maisons. — Par le souvenir on remonte contre le temps, par l'oubli on en suit le cours. — Une rivière oiseuse et qui ne porte rien. — Imitez le temps. Il détruit tout avec lenteur. Il mine, il use, il déracine, il détache et il n'arrache pas. — Dans ce silence, tout me parle : et dans votre bruit tout se tait. — Nuance sur nuance — ainsi se forme la couleur. Transparence sur transparence. — La mémoire et l'oubli sont la mère et le père des Muses. — Une conversation ingénieuse avec un homme, c'est une mission. Avec une femme, c'est une harmonie, un concert... Vous sortez satisfait de l'une, vous sortez de l'autre enchanté. — L'imagination est l'œil de l'âme. — Compenser l'absence par le souvenir. — Souviens-toi

de cuver ton encre. — Éviter les gros mots — et les grands mots. — L'esprit est du bon sens déguisé. — Beautés qui ne laissent rien à faire à l'imagination. — Être dans sa place, être à son rang, être à son poste, être dans l'ordre, être content. Ne pas murmurer de souffrir, ne pouvoir être malheureux. — La prière occupe de Dieu. — J.-J. Rousseau : on apprend dans ses livres à être mécontent de tout hors de soi même. — Il y en a à qui il faudrait conseiller la folie. — On peut bien aller au b..., mais il n'y faut mener personne. — Celui qui rougit commence à se corriger. — Ce qui est vraiment beau est ce qui ressemble à son idée. — De ceux qui n'honorent pas leur art. — Il y a le vrai et la vérité, tout ce qu'on sait n'est pas science. — Presque tous les hommes ont naturellement de l'horreur pour les religions qui ne sont pas la leur. — Ils aiment mieux ce qu'on leur donne à croire qu'à comprendre. — J'ai rêvé le beau, comme ils disent qu'ils rêvent le bonheur. — Survivre à ses passions et ne pas survivre à ses forces. Heureux ! — Les pensées ne servent pas seulement de fondement à mon ouvrage, mais à ma vie. — Aux oreilles des sourds et aux oreilles dures, il faut des cris. — Qui ne contente pas son propre esprit, dans ce qui dépend de l'esprit, ne contentera jamais parfaitement l'esprit des autres. — Oui, tout ce qui était facile à dire a été bien dit. Le reste est notre affaire, ou notre tasche. Tasche pénible. — Des belles lettres et des lettres laides, où n'est pas l'agrément et quelque sérénité, là ne sont plus les belles lettres. Quelque aménité doit se trouver même dans la critique. Si elle manque absolument, elle n'est plus littéraire. On ne voit plus dans nos journaux qu'une controverse hideuse. — Où il n'y a aucune délicatesse, il n'y a point de littérature. La délicatesse annonce le talent. Le naturel, la force donnée aux mots par leur place annonce l'art... Un écrit où il n'y a que de la force et un certain feu sans éclat n'annonce que le caractère. On en fait de pareils si on a des nerfs, de la bile, du sang et de la fierté. Faire un livre ou faire un ouvrage sont deux choses. — Il faut qu'un livre soit rempli des choses humaines. — J'ai des songes plus amoureux que mes actions ne l'ont jamais été. — Quiconque n'est jamais dupe n'est pas ami. — Je n'aime à écrire sur le papier rien que je ne me sois dit à moi-même. — Anciens. Il faut les lire lentement. On a besoin de beaucoup de patience (c'est-à-dire de beaucoup d'attention) pour avoir beaucoup de plaisir quand on parcourt les beaux ouvrages. — Il faut qu'un critique même ait de la bonté. — Quand mes amis sont borgnes, je les regarde de profil. — Toutes les femmes aiment beaucoup les esprits qui habitent dans de jeunes corps, et les âmes qui ont de beaux yeux. — Quiconque écrit sans agrément n'a pas de beauté dans l'esprit. — ...Il n'a pas le cœur sérieux. — Le ciel est pour ceux qui y pensent. — Ceux qui ne se rétractent jamais s'aiment plus que la vérité. — Ceux avec lesquels on se plaît sans leur parler. — Nous vantons la chasteté comme la religion, sans en vouloir pour nous-mêmes. — Le poli. Donner le poli. C'est là ce qui exige du temps. Et plus ce qu'on dit est neuf, plus il faut de temps et de soins pour donner le poli. Le poli conserve les livres, le marbre et le bronze. Il s'oppose à leurs rouilles. — ...Et ces livres où l'on respire un air exquis. — Le châtiment de ceux qui ont trop aimé les femmes est de les aimer toujours. — L'antiquité, je l'étends jusques à 1715. — La sophistique littéraire ou l'art de farder les pensées par des mots. Les mots fardent quand ils donnent aux pensées de l'éclat, sans y ajouter de la beauté. — Ils se donnent un air profond par le grossier prestige d'une certaine obscurité. — « Noblesse oblige » à être noble. — On échappe à l'odieux par le ridicule. — Adieu plaisirs, je me mocque de vous, pourvu que j'aime Dieu. — En littérature, il ne faut pas faire le beau. — Qu'est-ce donc que la poésie ? Je n'en sais rien en ce moment, mais je soutiens qu'il se trouve dans tous les mots employés par le vrai poète, pour les yeux un certain phosphore, pour le goût un certain nectar, pour l'attention une ambroisie, pour le tact même une noblesse qui n'est pas dans les autres mots. — Avoir fortement des idées, ce n'est rien. L'important est d'avoir des idées fortes, c'est-à-dire où il y a une grande force de vérité. — L'esprit éminemment faux est celui qui ne sent jamais qu'il s'égare. — Il y a des indulgences qui sont un déni de justice. — Se font abstraits pour paraître profonds. Des ombres qui cachent des vuides, c'est ce que sont la plupart des termes abstraits. — Il n'avait pas le cœur médiocre. — Les femmes se collent à ce qu'elles aiment et en demeurent empreintes. — N'écrivez jamais rien qui ne vous fasse un grand plaisir. — Quand on a trouvé ce qu'on cherchait, on n'a pas le temps de le dire. Il faut mourir.

LA POLITIQUE SOCIALE DU NATIONAL-SOCIALISME

On sait que le régime fondé par M. Hitler prétend être social, voire socialiste, comme l'indique le nom même de son parti. Un de ses principes fondamentaux serait celui de la « communauté populaire », excluant la lutte de classes. Son socialisme se distinguerait par là de celui de la deuxième et de la troisième Internationale, auquel il serait nettement supérieur, puisqu'il remplacerait un perpétuel combat par l'harmonie de toutes les classes et la concorde entre tous les citoyens.

La communauté populaire, dans l'État national-socialiste, ne signifie pas que la propriété soit commune, ni que les classes soient supprimées, comme dans d'autres régimes socialistes. La formule de « communauté populaire » met l'accent sur les intérêts communs à tous les citoyens et, si l'on observe que cette communauté est à la base de tout État policé, il faudra ajouter que, pour le national-socialisme, les intérêts communs priment tous les autres : la communauté, le peuple, la nation sont la valeur suprême, à laquelle le bien des individus doit toujours se subordonner. Les intérêts et les droits individuels sont secondaires. « Il n'y a qu'un droit dans cette communauté, a dit M. Hitler, il résulte de l'accomplissement des devoirs qui incombent à chacun. »

Suivant cette conception, on ne saurait dire que certaines catégories de personnes, jusqu'à présent défavorisées, aient droit à des mesures d'aide et de protection que l'on quali-

ne généralement de politique sociale. Mais l'État doit faire cette politique, parce que l'intérêt de la communauté l'exige. Celle-ci ne saurait être saine et forte, si tels de ses membres vivent dans de mauvaises conditions : s'ils n'ont pas un certain minimum d'existence, une habitation convenable, un travail bien réglementé, des loisirs et quelques distractions.

Ici une objection se présente. Comment déterminer ce minimum d'hygiène, de confort et d'agrément, dont la réalisation permettra de dire que les masses populaires n'ont pas à se plaindre et que l'avenir de la nation est assuré ? L'expérience ne montre-t-elle pas que ce minimum est d'une élasticité surprenante, qu'il présente d'un pays, d'une époque à l'autre, des variations énormes ; qu'enfin, les exigences de la masse augmentent au fur et à mesure qu'elles sont satisfaites et qu'il serait vain de vouloir les bloquer sur un certain niveau, sous prétexte qu'il contente leurs besoins essentiels et permet à l'État de prospérer ?

Disons tout de suite que cette objection ne gêne aucunement les nationaux-socialistes. Nous saurons, disent-ils, augmenter peu à peu le bien-être populaire ; et pour ce qui est du rythme de cette augmentation, qui est la pierre d'achoppement de la plupart des régimes, nous nous en chargeons : c'est nous, c'est-à-dire l'État autoritaire — et nous seuls — qui fixerons à chaque moment, les concessions à faire et celles à refuser ou à ajourner. Elles ne dépendront pas de la surenchère de tel ou tel parti, de telle ou telle organisation ouvrière, pas plus que du plus ou moins de bonne volonté des patrons. La seule volonté qui compte est la nôtre. Nous serons juges de la politique sociale qu'il convient de faire, dans l'intérêt du pays, comme de la politique extérieure, militaire, économique, etc.

■

La première conséquence logique de ce système, qui confère à l'État le monopole exclusif de la politique sociale, était de briser toute organisation susceptible de contrecarrer ce monopole. C'est ce que le national-socialisme a fait sans tarder. Dès le 2 mai 1933 — c'est-à-dire le lendemain de la Fête du Travail, fixée par le régime national-socialiste au

1er mai — les locaux des syndicats ouvriers étaient occupés par les milices et les cellules d'entreprises nationales-socialistes. Quelques jours plus tard, tous les syndicats, y compris les syndicats chrétiens, étaient supprimés. Les organisations patronales durent prononcer leur dissolution le 1er décembre de cette même année.

Aux unes et aux autres fut substitué le Front du Travail, que dirige un homme de confiance du Führer, le Dr Robert Ley. L'idée qui présida à sa création fut de grouper travailleurs et patrons, sous le contrôle du parti national-socialiste, de manière à supprimer les oppositions de classes. L'adhésion au Front du Travail n'est pas obligatoire en principe, mais pratiquement es avantages qu'elle comporte tendent à y faire entrer la quasi-unanimité des Allemands qui travaillent : de 4 millions en 1933, le nombre de ses membres est monté à plus de 20 millions, dont 12 millions d'ouvriers. Ceux-ci, ainsi que les patrons, en font partie individuellement, tandis que les fonctionnaires et les cultivateurs adhèrent en groupes, par l'intermédiaire de leurs associations professionnelles.

Le Front du Travail est une formation du parti national-socialiste, d'où il résulte que les titulaires de toutes les fonctions y sont désignés de haut en bas, par la voie autoritaire — et non de bas en haut — au moyen d'élections. A sa tête sont deux Assemblées — la petite et la grande — organes simplement consultatifs. Le Front du Travail comprend de nombreux services : sécurité de la paix sociale, relèvement de la vie, trésorerie, tribunal disciplinaire et tribunal d'honneur, milices d'usines, bureau de la presse, bureau de la propagande, institut scientifique, bureau des services techniques. Il comporte, en outre, une organisation par groupes d'entreprises, au nombre de 18, organisation parallèle à l'organisation économique. Il a enfin une organisation locale, correspondant à celle du parti, c'est-à-dire par régions, cercles, localités, la plus petite unité étant celle de l'entreprise et, lorsqu'il s'agit de travailleurs individuels — artisans, par exemple — la cellule de rue.

Les anciennes cellules nationales-socialistes d'entreprises, fondées en 1930 pour noyauter les syndicats ouvriers, et qui

ne comptaient guère que 200 000 membres lors de la prise du pouvoir, subsistent à l'intérieur du Front du Travail, auquel elles sont étroitement unies. Leurs membres doivent être affiliés au parti ; ce sont eux qui le représentent à tous les degrés de l'organisation et qui font pour son compte une besogne de contrôle et de police, notamment leur délégué dans chaque entreprise.

On jugera, d'après cette rapide énumération, que l'organisation du Front du Travail est complexe. Comme tout le parti national-socialiste, il possède une énorme bureaucratie : il la justifie en alléguant que l'administration des anciens syndicats était relativement plus coûteuse. Elle s'élèverait aujourd'hui à 18 p. 100 du revenu du Front du Travail, qui provient des cotisations de ses membres. Comme ce revenu dépasse 400 millions de marks, les gratte-papier en absorberaient au moins 72 millions, équivalent à un bon milliard de notre monnaie.

■

Quel est exactement le rôle du Front du Travail ? Il ne saurait se confondre avec celui des syndicats qu'il remplace, puisque ceux-ci étaient des organisations de classe, faits pour défendre les intérêts des travailleurs, en luttant, au besoin, contre les patrons et contre l'État : le Front du Travail a d'abord pour but de mettre la classe ouvrière dans les mains de l'État, de la placer dans l'impossibilité de lutter contre qui que ce soit. Il lui enlève son arme principale : la grève. Toute grève est strictement interdite dans le Troisième Reich. Tout mouvement d'indépendance, toute critique fait traduire le travailleur devant un tribunal d'honneur, où il encourt des peines sévères.

Ce tribunal d'honneur se rattache au Front du Travail. Cependant, ce n'est pas à ce dernier qu'incombe une des tâches essentielles en matière sociale, la détermination des salaires. Grâce aux influences multiples qu'il exerce, elle ne lui échappe pas complètement, mais, en principe, elle relève d'une autre instance, sur laquelle nous reviendrons plus loin.

L'aspect négatif du Front du Travail étant de tenir en tutelle le travailleur, de l'empêcher d'agir par lui-même, le côté positif est de lui assurer la protection nécessaire.

Il s'occupe de l'éducation et de l'orientation professionnelles. Des statistiques très complètes permettent de connaître, dans chaque profession, l'encombrement ou les vacances, de diriger les jeunes travailleurs vers les professions qui manquent de bras et de les y préparer. Une école spéciale, installée à Düsseldorf — l'école Dinta — étudie, sous la direction d'ingénieurs spécialisés, les meilleures méthodes éducatives et poursuit des enquêtes sur les conditions de vie des ouvriers. Le Front du Travail possède et dirige déjà lui-même un certain nombre d'écoles professionnelles. Il se propose d'en ouvrir d'autres et contrôle celles qui sont sous la direction de l'État. Cet enseignement est extrêmement développé en Allemagne : il comprend des cours d'apprentissage dans les usines et des cours du soir, des écoles d'État et des écoles fondées par les groupes d'entreprises, des écoles supérieures techniques. Le Front du Travail subventionne les cours des usines, organise des cours spéciaux, qui eurent, en 1935, près de 3 millions d'auditeurs, des voyages d'études qui comptèrent 9 000 participants. Dans le courant d'une année, il a ainsi dépensé 30 millions de marks pour l'enseignement professionnel.

Il publie des journaux techniques, au nombre de 86, avec un tirage de plus de 10 millions d'exemplaires, chaque membre de l'organisation recevant l'édition qui correspond à sa spécialité.

Des cours d'une durée de plusieurs semaines sont, d'autre part, consacrés à la rééducation professionnelle. Des camps et des usines spéciales sont consacrés à cette besogne, indispensable pour les chômeurs et les ouvriers que les circonstances économiques obligent à changer de profession. Enfin, la jeunesse est invitée, chaque année, à prendre part aux concours généraux professionnels, qui comprennent trois degrés : local, régional et national. En 1937, 1 800 000 jeunes gens ont participé aux épreuves locales et 3 200 au concours général du Reich. Les vainqueurs sont présentés au Führer le 1er mai

et reçoivent une bourse de 1 000 marks. Ce succès les accompagne dans toute leur carrière et les aide à assurer leur avenir.

■

Le Front du Travail a créé un service de santé, qui prend soin de répandre l'hygiène parmi les travailleurs et d'améliorer, dans certains cas, leur capacité de travail. Dans certaines entreprises, ils sont déjà pourvus d'un « livret de santé » ; des visites médicales ont lieu à intervalles réguliers dans diverses villes ou régions (Aix-la-Chapelle, Cologne, Hambourg, Bavière, Hesse) et doivent être étendues à toute l'Allemagne. Plus de 2 000 médecins se sont mis volontairement à la disposition de ce service de santé, mais les entreprises de quelque importance devront, en outre, se pourvoir d'un service sanitaire complet. Déjà, des troupes de Santé du Travail ont été organisées, composées d'hommes que l'on a instruits à donner les premiers soins en cas de maladie et d'accident.

Le Service de la Beauté du Travail s'efforce de faire transformer les ateliers, afin qu'y règnent l'ordre, la propreté et le confort. Une active propagande est faite dans ce sens à l'aide de films, de tracts, de conférences et d'expositions. Le Service sollicite constamment des suggestions des chefs d'entreprises et des travailleurs et leur fait part des siennes ; il collabore avec les inspecteurs du Travail pour conseiller, parfois pour imposer à l'employeur les embellissements et améliorations jugés nécessaires. Ils concernent l'aération et l'éclairage, l'installation de lavabos et de vestiaires, de cantines pour le repas de midi, de « maisons de camaraderie » où se réunit tout le personnel d'une entreprise pour des fêtes et soirées, avec salles de repos et bibliothèques (il en existe déjà plus d'un millier). On aménage aussi, dans le voisinage des usines, des pelouses et des terrains de sport ; on orne même les fenêtres de plantes et de fleurs, dans la pensée que l'agrément du cadre doit faciliter le travail.

Le titre d'entreprise modèle *(Musterbetrieb)* peut être accordé aux entreprises qui ont fait le plus pour améliorer les condi-

tions du travail. Cette distinction, qui a été décernée l'an dernier par le Führer à une trentaine, leur donne droit à un fanion doré avec l'insigne du Front du Travail, une roue dentée qui enserre la croix gammée. Ce titre recherché et coûteux — il implique apparemment divers avantages — n'est pas attribué, toutefois, que sur le seul aspect extérieur d'un établissement commercial ou industriel. De nombreuses conditions doivent être remplies, que l'*Angriff* définissait en ces termes (4 avril 1937) :

1. L'entreprise doit conformer ses prix à la situation économique et au pouvoir d'achat des clients ;

2. Les prix doivent être justes, les qualités des produits nettement spécifiées ;

3. Les salaires des ouvriers doivent être aussi élevés que possible ;

4. Le personnel doit être protégé contre les congédiements par le règlement de l'entreprise ;

5. Ce règlement doit prévoir une allocation de secours pour les vieux travailleurs ;

6. Dans les locaux de l'entreprise, l'éclairage doit être excellent, l'air fréquemment renouvelé ;

7. Le chef d'entreprise doit veiller sur les loisirs du personnel et lui faciliter l'accès des différentes œuvres de la communauté nationale-socialiste « Force par la Joie » ;

8. Le personnel doit être appelé à participer aux bénéfices ;

9. Le chef d'entreprise doit étendre sa sollicitude et sa protection à la famille du personnel ;

10. L'entreprise doit mettre à la disposition du personnel des logements sains.

On voit que ces exigences dépassent de loin le cadre de la « Beauté du Travail ». Pour juger si elles sont satisfaites, il faut, en réalité, se livrer à un contrôle minutieux d'une entreprise ; et l'on se demandera si ce contrôle n'est pas un peu le but de l'institution des « Entreprises modèles ». Dans tout ce que fait le national-socialisme, ce point de vue n'est jamais négligé.

Ajoutons que le Front du Travail déclare avoir dépensé en 1936, pour sa section « Beauté du Travail », une somme

de 79 millions de marks. En outre, il aurait fait effectuer, par les entreprises, des dépenses s'élevant à 200 millions.

■

Parmi les services qu'il comporte, il faut encore signaler le service juridique, qui existait dans les anciens syndicats, mais se trouve nécessairement adapté à l'activité différente du Front du Travail. Plus de trois millions et demi de consultations ont été données gratuitement en 1936, sur des questions relatives au congédiement, au paiement des heures supplémentaires, aux assurances sociales. Le Front du Travail ne représentant pas seulement, comme les syndicats, une des parties en cause, mais détenant une parcelle de l'autorité toute-puissante de l'État national-socialiste, il va sans dire qu'il est à la fois en mesure de conseiller et de participer au règlement d'un litige. En fait, il propose des compromis qui sont rarement repoussés : ce n'est guère que dans 5 p. 100 des cas que les plaideurs recourent aux juridictions du travail.

Le Front du Travail accorde aussi à ses membres des secours bénévoles, qui viennent s'ajouter à ceux des assurances sociales : secours de chômage, de voyage et de déménagement, secours de maladie ou d'invalidité, secours en cas de mariage ou de décès. Dans ce domaine, on a repris également la tradition des syndicats, mais l'assistance apportée par le Front du Travail est sans doute supérieure, ses ressources étant plus importantes : il a dépensé, de ce chef, 234 millions de marks au cours de trois années.

■

M. Ley, chef du Front du Travail, a créé une organisation des loisirs, connue dans le monde entier sous le nom de « Force par la Joie » (*Kraft durch Freude*, généralement désignée par les initiales K.d.F.). C'est de beaucoup la plus populaire de ses créations et probablement la mieux réussie, encore que, dans certains détails, elle porte nettement le caractère de la propagande. Elle doit son succès à l'activité de son initiateur, aux sommes considérables qu'il peut lui consacrer, au goût des masses allemandes pour le sport et les voyages et à leur esprit de discipline. On a déjà beaucoup écrit sur

cette œuvre, dont d'autres pays cherchent plus ou moins à s'inspirer : nous nous contenterons donc d'en indiquer les traits principaux.

« Force par la Joie » organise des vacances à bon marché pour les travailleurs. Comme en France, des congés payés leur sont alloués (bien qu'il n'y ait pas encore de loi à cet effet), généralement après un an d'emploi — parfois moins — dans une même firme. La durée de ces congés varie généralement de 6 à 12 jours, jusqu'à 18 jours pour les apprentis. Toutes les catégories y ont droit, les domestiques comme les autres ; les ouvriers saisonniers, ceux du bâtiment, par exemple, obtiennent leurs vacances au moyen de cartes spéciales, où l'entrepreneur colle des timbres dont la valeur égale 2 p. 100 du salaire.

Les vacances de « Force par la Joie » consistent dans des voyages à forfait, dont les prix, comprenant transport, logement et nourriture (en hiver s'y ajoutent les leçons de ski), sont très avantageux. Les chemins de fer fournissent des trains spéciaux à des tarifs exceptionnels, et grâce aux centaines de mille, aux millions de personnes traitées, on obtient des hôtels, auberges ou pensions des conditions particulièrement favorables : une semaine aux plages de la Baltique ou dans les montagnes, comme le Harz, le Riesengebirge, à 200 ou 300 kilomètres de Berlin, ne coûte pas, tous frais compris, plus de 30 à 40 marks. Pour les Alpes bavaroises, vu la distance, il faut compter un peu plus cher. Cependant M. Ley, qui voit grand, a décidé que « Force par la Joie » aurait ses propres installations de vacances ; et l'on aménage dans l'île de Rügen une plage gigantesque, dont les bâtiments se déploieront sur plus de 4 kilomètres le long de la mer. La jeunesse y trouvera tous les jeux et distractions. 20.000 personnes s'y succèderont, de semaine en semaine, pendant la saison d'été, que l'on prolongera en offrant aux baigneurs une vaste piscine chauffée. Le prix du séjour, au départ de Berlin, ne doit pas dépasser 18 marks. D'autres stations balnéaires dans le même style seront ensuite créées dans le Mecklembourg et la Prusse orientale.

Pour rendre les voyages moins pénibles (ils durent parfois, selon le trajet parcouru, des journées, des nuits entières),

on expérimente en ce moment un wagon-lit spécial, dit wagon K.d.F., dont les sièges pourront être transformés en couchettes : il contiendra 90 places, le train complet 1 500 personnes, qui pourront être ainsi transportées dans les conditions les plus confortables.

Mais les croisières de « Force par la Joie » constituent la réalisation en quelque sorte la plus voyante, la grande réclame de cette organisation. Elles ont lieu à Madère, sur les côtes de Norvège et dans la Baltique et, depuis l'hiver dernier, sur les côtes d'Italie, auxquelles se joindront prochainement celles de Yougoslavie et de Grèce. Dans les premières années, on utilisa des bateaux loués à des grandes Compagnies de navigation, mais K.d.F. veut avoir aussi sa flotte : le *Wilhelm-Gustloff* est déjà en service et un second paquebot, le *Robert-Ley*, lancé dernièrement, naviguera l'an prochain.

Le *Wilhelm-Gustloff* est un bâtiment de 25 000 tonnes, avec 200 mètres de longueur, 23 m. 50 de largeur. Il peut accueillir 1 460 passagers dans une classe unique, avec deux types de cabines, à deux et quatre couchettes. Il offre des salles de danse et de concert, des installations sportives, des solariums, une piscine et un cinéma.

Les voyages de « Force par la Joie » ont un tel succès que les organisateurs ne peuvent satisfaire à toutes les demandes. Beaucoup d'amateurs qui voudraient aller, par exemple, au bord de la mer, doivent se contenter de villégiatures de second ordre. De quelques centaines de mille au début, le nombre des « congés payés » est monté rapidement à 5 millions ; 170 000 ont pris part aux croisières ; et l'on escompte un accroissement rapide de ces chiffres, qui exigera une organisation de plus en plus vaste. On pourrait remarquer que des voyages forfaitaires, à des prix relativement modiques, existaient en Allemagne avant « Force par la Joie » ; que ceux-ci impliquent une certaine discipline, une certaine contrainte pour les participants et que ce régime ne serait pas du goût des ouvriers ou des petits employés français. Mais il semble plaire aux Allemands. Le voyage en groupes est conforme à leurs tendances et à leurs habitudes. Dès maintenant, et plus encore quand des stations comme celle de Rügen seront ouvertes, K.d.F. offrira aux masses des

conditions de bon marché et d'agrément dépassant celles de l'initiative privée, puisque cette organisation peut travailler sur un plus grand pied et sans bénéfice.

Parfois, elle travaille même à perte. C'est certainement le cas pour les croisières, car le prix de 50 ou 60 marks exigé pour un voyage de six jours (le parcours en chemin de fer jusqu'à Hambourg compris) de Hambourg aux côtes de Norvège ne saurait couvrir tous les frais, surtout si l'on tient compte de l'amortissement d'un paquebot comme le *Wilhelm-Gustloff*, qui coûte 15 millions de marks. Ici, K.d.F. met visiblement de sa poche et l'on pourrait se demander s'il ne s'agit pas d'un luxe discutable, le budget du Front du Travail (dans lequel puise « Force par la Joie ») étant alimenté par les cotisations de tous les travailleurs : les plus modestes ne peuvent pas s'offrir de vacances, en tous cas pas de croisières. Ne pourraient-ils se plaindre que leurs sacrifices profitent, en définitive, à des camarades plus favorisés, qui touchent déjà un salaire supérieur ?

Mais peu doivent se faire ce raisonnement. Les voyages sur mer, jusqu'alors réservés aux classes riches, mis à la portée de tous, c'est là une perspective pleine d'attrait pour les masses allemandes. Si vos moyens sont aujourd'hui insuffisants, vous pouvez espérer qu'ils vous le permettront dans quelques années. Du reste, les grandes entreprises offrent elles-mêmes un certain nombre de « bourses de voyage » à des ouvriers méritants et chargés de famille, qui ne pourraient en faire les frais. La flotte de K.d.F. est donc la meilleure des réclames pour M. Ley, pour son organisation et tout le parti.

■

« Force par la Joie » ne borne pas son activité aux congés, malgré tout limités, du travailleur. Elle consacre de grands efforts et des sommes importantes à la culture populaire et aux sports. A Berlin, elle dispose de trois théâtres ; en outre, elle a obtenu de plusieurs autres, notamment des théâtres d'État, qu'ils mettent leur salle à sa disposition une ou deux fois par semaine. Le prix des billets est très bas. Près de 6 millions de spectateurs ont profité de ces spectacles en 1936 :

ils comprennent des opéras et des opérettes, aussi bien que des pièces classiques. En outre, « Force par la Joie » a fait jouer une revue à grand spectacle qui célébrait son œuvre. Elle a créé un théâtre ambulant et une scène spéciale pour les ouvriers qui travaillent aux autostrades.

De nombreux concerts sont organisés avec les meilleurs chefs d'orchestre : ils ont eu 3 millions d'auditeurs en deux ans. Un orchestre nouvellement fondé a donné 220 concerts en deux ans, surtout dans les petites villes. Dans la même période, le nombre des soirées à attractions variées, genre music-hall ou cabaret, s'est élevé à 40 000, avec 17 millions de spectateurs. La radiophonie populaire a déjà découvert 100 000 amateurs et les a produits dans diverses réunions et fêtes, réservant les meilleurs (orchestres, chœurs, solistes) pour les émissions.

La section des sports est une des plus actives et des plus prospères. On sait l'importance que les dirigeants du Troisième Reich attribuent à l'éducation physique. Elle est commencée dans les Jeunesses hitlériennes, au Service de Travail, au régiment. Il s'agit de la poursuivre chez les hommes et les femmes qui travaillent.

Les cours institués, qui groupaient 450 000 personnes en 1934, en ont réuni 6 millions en 1936. Il existe des terrains de sport, des salles, des piscines, où l'on peut pratiquer les sports de son choix pour un prix modique : 20 à 40 pfennigs l'heure, un mark pour la leçon d'équitation. Les sports, jusqu'à présent réservés à une certaine classe, ne sont pas exclus : tennis, golf, escrime, vol à voile, yachting. K.d.F. possède une flottille de voiliers, ce sport étant très répandu sur les lacs des environs de Berlin. Un équipement complet de skieur a été créé : le prix ne dépasse pas 35 marks.

Il existe aussi un service du sport à la campagne. On s'applique surtout à y développer les sports exigeant des installations simples et peu coûteuses. Dernièrement, dans une exposition, à Berlin, on a pu voir un certain nombre de plans, maquettes et photographies de terrains de sport et piscines destinés à des villages, avec indication des prix de revient.

C'est encore le Front du Travail qui a mis 50 millions de

marks dans une usine qui doit construire le *Volkswagen*, la voiture populaire, à laquelle le Führer a donné lui-même le nom de voiture K.d.F. C'est une idée qu'il a particulièrement à cœur : mettre l'automobile à la portée du peuple. La fabrique de Fallersleben, non loin de Brunswick, sera la plus grande et la plus moderne de l'Allemagne. Elle sortira en séries, sur trois modèles différents, des voitures à cinq places, dont le plan a été étudié par un des premiers ingénieurs allemands, et dont le prix ne doit pas dépasser 990 marks.

Quel est l'avenir de ce projet, sur lequel on semble fonder de grands espoirs? On remarque que ce prix est inférieur à ceux de Ford, d'où l'on conclut que l'ouvrier allemand, tout comme l'ouvrier américain, devrait pouvoir rouler en auto. N'oublie-t-on pas un certain nombre de détails essentiels? Même en Amérique, ce n'est guère qu'une élite de la classe ouvrière qui peut s'offrir le luxe de l'automobile. Cette élite touche des salaires beaucoup plus élevés que les ouvriers de la même catégorie en Allemagne. Aux États-Unis, le prix de l'essence est très bas, alors que le prix allemand est le plus cher du monde. On annonce que les automobilistes K.d.F. pourront s'assurer pour un mark par semaine. Actuellement, la voiture la plus petite paie plus du double de cette somme et les Compagnies d'assurances se plaignent de ne pas faire leurs frais, le nombre des accidents étant très élevé en Allemagne. Qui couvrira la différence? L'État ou, encore une fois, K.d.F.? Se propose-t-on de créer une classe d'automobilistes subventionnés? Déjà, le prix de 990 marks ne peut être considéré comme commercial...

Quoi qu'il en soit, c'est une expérience intéressante qui se prépare. Et si l'auto K.d.F. ne peut encore atteindre la véritable masse, elle pénétrera peut-être dans des couches nouvelles, tout en incitant les grandes fabriques à de nouveaux perfectionnements.

■

Les nationaux-socialistes ont déclaré maintes fois que le problème de l'habitation était d'une importance capitale pour la paix sociale. Il va de soi qu'ils ne l'ont pas négligé.

Mais il ne semble pas que leurs réalisations, jusqu'à ce jour, soient à la hauteur de leurs conceptions.

On estime qu'il manquait, en Allemagne, un million de logements quand Hitler a pris le pouvoir : or, d'après l'estimation d'un journal allemand, le 1er janvier 1938, ce même nombre ferait encore défaut. Les travaux exécutés depuis cinq ans auraient donc tout au plus satisfait aux besoins nouveaux. On a construit ou aménagé annuellement 300 000 logements environ [1] : ce nombre n'est pas sensiblement supérieur à ceux des années précédentes, alors que le nombre des naissances et des mariages a augmenté (509 000 mariages en 1932, 740 000 en 1934). D'autre part, les grands travaux commandés par le plan de quatre ans exigent la construction de maisons ouvrières dans le voisinage des industries nouvelles.

Le plan affiché dans le Troisième Reich est très séduisant. Il consiste à substituer aux cités construites jadis par les grandes entreprises, aux vastes bâtisses édifiées par les municipalités, de petites maisons dont le travailleur deviendrait propriétaire. Elles auraient un jardin assez grand pour que lui et sa famille puissent cultiver. Ces maisons seraient bâties sur la ceinture extérieure des villes ou, lorsqu'il s'agit d'industries nouvelles que l'on tend à éloigner des centres populeux, franchement à la campagne. On décongestionnerait ainsi les grosses agglomérations et l'ouvrier s'habituerait à une vie plus saine, mieux équilibrée, mi-rurale, mi-citadine.

Hâtons-nous de dire que ce plan, autour duquel la propagande fait grand tapage, n'est encore réalisé que dans une mesure très modeste : par exemple, depuis trois ans, dans la Sarre et en Silésie. Il vaut, cependant, la peine d'être exposé.

La politique de l'habitation ouvrière est entre les mains du ministère du Travail, avec lequel collaborent l'Office des foyers du Front du Travail et l'Office des foyers du parti national-socialiste. Leurs services recherchent les terrains propres à l'édification de cités-jardins et élaborent les plans. Les services locaux de ces organisations, d'accord avec le maire, désignent les chefs de famille dont on fera des propriétaires : on tient compte de leurs qualités professionnelles, du temps

1. D'après les statistiques officielles, 332 370 en 1936, 340 392 en 1937, dont 140 042 de 1 à 3 pièces.

qu'ils ont passé dans une même maison, de leurs services politiques, de leurs connaissances et de celles de leur femme en matière agricole. Leur revenu, en principe, ne doit pas dépasser 200 marks par mois (dans certains cas, il peut être légèrement supérieur), mais il doit être assez élevé pour leur permettre d'amortir le capital de la maison en vingt à vingt-cinq ans. Il faut aussi qu'ils puissent avancer 15 à 20 p. 100 de ce capital, qui est de 4 000 à 5 000 marks pour une maison avec 1 000 à 1 500 mètres de terrain.

Après avoir subi un examen médical, les candidats choisis reçoivent, ainsi que leurs femmes, l'éducation nécessaire : des cours de jardinage, d'élevage leur sont dispensés par des professeurs formés dans une école spéciale, qui se trouve à Erlangen. L'instruction est théorique et pratique : après installation dans sa maison et son jardin, le propriétaire doit continuer à suivre les leçons du professeur (il y en a un pour chaque cité), qui le conseillera en tenant compte de la nature du sol, de l'orientation et du climat. On voit que, conformément à la manière allemande, rien n'est abandonné au hasard. Les prescriptions sont rigoureuses : on peut mettre des fleurs à l'entrée de la maison, mais non pas dans le potager.

On estime qu'une parcelle convenablement cultivée doit produire pour une valeur de 300 à 400 marks par an. Elle doit fournir une bonne partie de la nourriture consommée par une famille moyenne : légumes, fruits, parfois lait, œufs et volailles.

Des prêts du Reich (265 millions de marks en trois ans) assurent le financement de ces colonies ouvrières (*Siedlungen*). Parfois, des Sociétés de crédit immobilier ou des sociétés spéciales accordent aussi des prêts hypothécaires, et l'État ne fournit qu'un complément.

On a créé une assurance spéciale, permettant à la famille de rester en possession de la maison, si son chef disparaît avant d'en avoir terminé le paiement.

Les nouvelles colonies ouvrières semblent donc une création bien préparée, étudiée dans tous ses détails et susceptible de remplir une fonction utile. Elle ne pourra profiter, d'ici quelques années, qu'à une faible proportion du monde des

travailleurs. Pour la masse, d'autres mesures doivent être prises : réfection des logements défectueux, destruction de ceux qui sont inutilisables, construction de nouveaux groupes de maisons dans les villes. Des crédits ont été consacrés à l'amélioration du logement des ouvriers agricoles. Enfin, on étudie une revision du prix des loyers, qui, spécialement dans les cités avoisinant les usines, ne sont pas toujours en rapport avec l'état actuel de l'habitation, ni avec le revenu des occupants. Depuis 1936, le prix des loyers, à Berlin et dans de nombreuses villes, a augmenté de 10 à 20 p. 100, sans que les salaires aient suivi cette hausse.

Si l'on ajoute que le Reich accorde des prêts pour la construction, dans les villes, de maisons destinées à une ou plusieurs familles, qu'il donne souvent sa garantie pour des hypothèques, à partir du deuxième degré, pour des travaux de réparation et de complément, pour la division et la transformation d'appartements, on conclura qu'il n'a point négligé le problème de l'habitation : il l'a envisagé dans son ensemble et sous tous ses aspects, il en a compris l'importance sociale. Toutefois, les sommes énormes consacrées à d'autres travaux (casernes, autostrades, édifices de l'État et du parti national-socialiste) n'ont pas permis de déployer dans ce domaine un effort conforme aux ambitions et aux promesses des dirigeants, ni aux besoins réels de la population.

■

Les assurances sociales sont, pour ainsi dire, le fondement de la politique sociale en Allemagne. Elles remontent à Bismarck ; à travers tous les régimes, elles se sont développées et consolidées, jusqu'à devenir une institution ancrée dans les mœurs, à laquelle nul gouvernement, si fort soit-il, ne pourrait toucher. Le national-socialisme n'a donc pu y apporter que de légères transformations. Il se vante d'en avoir simplifié l'administration, assaini la situation financière.

Elles sont au nombre de cinq, ayant chacune son budget et son organisation distincts : l'assurance-maladie, l'assurance-accidents, l'assurance-pension des ouvriers, l'assurance-pension des employés et l'assurance-pension des

mineurs. L'assurance-accidents s'étend à 25 millions de personnes, les assurances-pension à 22 millions et l'assurance-maladie à 20 millions. Pour cette dernière, la cotisation est de 5 p. 100 du salaire, après s'être élevée il y a quelques années à 6,7 p. 100.

En dehors de ces assurances, qui sont obligatoires au-dessous d'un certain niveau de salaire, les entreprises peuvent créer pour leur personnel une assurance supplémentaire, à condition qu'il ne soit pas seul à y contribuer et que la direction verse aussi une certaine quote-part fixée d'avance et garantie.

Une autre assurance, qui joua un grand rôle avant l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, fut l'assurance-chômage. Elle avait été réglementée par un décret-loi du 16 juin 1932. Dans ce domaine, le nouveau régime a renoncé au principe de l'assurance et l'a remplacée par des secours aux chômeurs. Ce problème, qui était devenu un des plus difficiles pour les budgets de l'État et des communes, a perdu de son acuité depuis que le nombre des chômeurs est tombé de 6 millions à quelques centaines de mille. On explique la substitution du secours à l'assurance par le fait que le calcul approximatif d'un risque de chômage s'est avéré impossible ; et l'on ajoute que, d'après l'expérience des années récentes, le Gouvernement, en cas de recrudescence du chômage, aurait d'autres moyens de le combattre que le paiement de secours. Cependant, les salariés continuent à verser une contribution dite de « secours au chômage », qui vient s'ajouter à celles des diverses assurances. Un décret du 3 juin 1937 a réglé à nouveau le montant des secours, qui tiennent compte non seulement du nombre des enfants, mais du dernier salaire de l'ouvrier en chômage : ce montant ne doit pas dépasser 80 p. 100 du revenu de l'ouvrier qui travaille.

Une partie des sans-travail sont, en Allemagne, à la charge de l'Assistance publique, qui les prend à son compte après un certain délai. Elle s'est vue, elle aussi, soulagée, le nombre des assistés ayant diminué de 45 p. 100 en moins de trois ans. Mais la Propagande a imaginé un nouveau moyen pour réunir des fonds à l'usage des nécessiteux : le « Secours d'hiver ».

Le Führer a souligné lui-même maintes fois le sens de cette œuvre : « Il serait facile, a-t-il dit, de prendre dans le budget

des sommes équivalentes à ce qu'elle produit. Mais je tiens au principe de l'assistance volontaire. Il faut que chaque Allemand ait conscience de faire quelque chose pour ses compatriotes plus pauvres. » En conséquence, chaque année, durant six mois, des appels répétés et pressants sont adressés à la charité publique : il y a le « rata national », plat unique que l'on mange à certains jours, la différence avec le prix d'un repas ordinaire étant versée à la *Winterhilfe* ; il y a, chaque dimanche, une quête dans la rue, pour laquelle on mobilise jusqu'aux gros personnages, ministres, hauts fonctionnaires, vedettes du théâtre et du cinéma ; il y a la vente d'insignes qui changent constamment, et que chacun doit porter à sa boutonnière : ils ne coûtent que 10 pfennigs, mais se vendent par millions et dizaines de millions. Grâce à ces méthodes d'habile réclame, on a rassemblé près de 400 millions de marks chaque hiver. Un million et demi de collaborateurs bénévoles ont été enrôlés pour prélever et distribuer les secours. Ceux-ci se composent essentiellement de dons en nature (vivres, vêtements). Ils sont accordés aux chômeurs, aux ouvriers travaillant à horaire réduit, à certaines catégories de petits rentiers et pensionnés, etc.

Parmi les œuvres importantes, il faut encore signaler celle qui s'intitule « Mère et Enfant », et qui se charge de procurer du repos aux mères de famille en les envoyant en villégiature, tandis que leurs enfants sont recueillis dans un *home* à la campagne.

■

Ayant examiné l'action sociale du Troisième Reich dans un certain nombre de domaines, il nous reste à préciser un point essentiel : quelle est, au juste, la position du travailleur vis-à-vis du chef d'entreprise et de l'État ?

Nous avons noté que le national-socialisme, en supprimant les anciennes organisations ouvrières, avait enlevé aux salariés toute possibilité de défendre eux-mêmes leurs revendications, par exemple par la grève ; qu'en substituant aux syndicats un vaste groupement, le Front du Travail, qui comprend non seulement les ouvriers, mais les patrons, il avait placé les uns et les autres sous le contrôle du parti, qui s'attribue

une tâche de conciliation entre les intérêts opposés. Comment s'exerce cette conciliation?

Dans le Reich national-socialiste, la cellule économique et sociale n'est pas, comme dans l'État fasciste, la corporation, mais l'entreprise, considérée comme une communauté d'intérêts entre patron et ouvriers. Cette communauté, qui existe réellement et doit être ressentie comme telle par tous ceux qui en font partie, est la garantie de la paix sociale, aussi bien que de la prospérité de l'entreprise. De ce principe, il résulte d'abord que chacune doit avoir à sa tête un homme qui joue le rôle de chef, qui est responsable et qui commande : le « Betriebsführer », désigné comme tel vis-à-vis du personnel et de l'État et qui, dans la plupart des cas, n'est pas le propriétaire, mais la personne exerçant la direction effective de l'entreprise. Dans tout établissement comptant un minimum de 20 salariés, ce chef doit publier un règlement d'exploitation, qu'ils ont à respecter rigoureusement. C'est lui qui fixe le tarif des salaires.

Son autorité paraît donc absolue — conformément au principe autoritaire qui régit l'État national-socialiste. C'est ce qui a fait dire que ce dernier avait livré les ouvriers à l'arbitraire et à la merci des patrons. Mais ce n'est là qu'une apparence. A vrai dire, l'autorité patronale est soumise à de nombreuses rectrictions.

Si chaque entreprise a le droit, théoriquement, de fixer ses salaires en tenant compte de sa situation particulière, en fait, il subsiste dans de nombreuses industries des tarifs régionaux qui sont généralement appliqués. Des tarifs de salaires peuvent être également imposés par les *curateurs au travail*.

Ces fonctionnaires, créés par une loi de mai 1933, ont un rôle important à jouer dans les conflits du travail : ils surveillent l'application des règlements d'exploitation et peuvent même les modifier ; ils publient des lignes de conduite valables pour un groupe d'entreprises, ainsi que des règlements tarifaires qui ont force de loi. Ils ont déjà usé de cette double prérogative dans plus de 1 700 cas, ce qui montre que l'État n'entend nullement abandonner aux caprices individuels la réglementation du travail.

Chaque entreprise possède un *Conseil de confiance*, élu par

le personnel et qui remplace l'ancien *Conseil d'exploitation.* Le chef d'entreprise le préside et le convoque ; le Conseil n'a pas le droit de vote, sauf lorsqu'il veut protester contre une décision du chef : dans ce cas, une discussion doit avoir lieu en présence de celui-ci ; s'il refuse de retirer la mesure incriminée et que la majorité se prononce contre lui, l'affaire doit être portée devant le curateur au travail.

En dehors de ces cas extrêmes, où il peut entrer ouvertement en conflit avec le chef d'entreprise, le Conseil de confiance doit rester en contact avec lui pour régler à l'amiable, si possible, un certain nombre de questions relatives à la réglementation, au rendement et à la protection du travail. Il peut être consulté au sujet de l'introduction du travail à temps réduit ou d'heures supplémentaires, ainsi que pour toutes les questions concernant les intérêts du personnel. Pratiquement, un grand nombre de difficultés sont réglées par l'entremise du Front du Travail, dont les membres des Conseils de confiance font obligatoirement partie, et qui peut mettre à leur disposition son influence, appuyée sur celle du parti.

Il faut encore signaler le rôle des experts adjoints aux curateurs au travail, et qui doivent étudier, en dehors de tout intérêt particulier, les conditions du fonctionnement d'une entreprise et celles de la vie des ouvriers, pour qu'une décision impartiale puisse être prise, par exemple dans une question de salaire ; celui des « Comités de travail », créés dans toutes les branches de l'industrie (on en compte 3 600), et qui se composent par moitié d'employeurs et de salariés : ils examinent diverses questions se rapportant à l'organisation de leur branche et publient des recommandations qui doivent être incorporées aux règlements d'entreprise, ou qui sont transmises aux curateurs au travail.

Les « tribunaux de l'honneur social » ont pour tâche de juger les manquements graves à cet honneur, dont le respect, d'après la conception nationale-socialiste, doit dominer le monde du travail. Il exige que chacun, suivant la position qu'il occupe, remplisse consciencieusement les obligations qui lui incombent, se dévoue au service de l'entreprise et se soumette aux exigences qu'implique le bien-être général. On estimera peut-être que cette conception est vague et élastique ;

qu'elle ressemble singulièrement à une arme, entre les mains d'un pouvoir implacable, pour écarter ou réprimer les gêneurs. Peuvent être poursuivis, en effet, pour atteinte à l'« honneur social », les patrons ou chefs d'entreprise qui « abusent de leur position en exploitant le travail de leur personnel », aussi bien que les ouvriers ou employés qui « adressent des réclamations frivoles ou des propositions infondées, au curateur au travail, qui ne respectent pas ses ordres, qui divulguent des secrets d'exploitation, etc. ». Les peines infligées sont : 1° l'avertissement ; 2° la réprimande ; 3° l'amende, jusqu'à concurrence de 10 000 marks ; 4° la déchéance de la fonction de chef d'entreprise ou d'homme de confiance ; 5° la relégation.

Cette institution souligne le caractère du régime social dans le Troisième Reich : régime de contrainte *pour tous*, pour les employeurs comme pour les salariés, bien qu'il fasse participer les premiers aux prérogatives du « chef » ; régime de protection pour les seconds, grâce à un système de lois et, grâce à un contrôle, une pression permanente sur les entreprises.

La loi sur l'organisation du travail national, qui date de 1933, sera complétée prochainement par une loi sur le statut du travail, qui fixera de la façon la plus minutieuse les droits et les devoirs des travailleurs : salaires, participation aux bénéfices, assistance, congédiement, etc. Sur ce dernier point, la protection accordée au travailleur en Allemagne est considérable : après un an de travail dans une même firme, il ne peut plus être renvoyé qu'en cas de nécessité absolue. En cas de licenciement d'un certain nombre de membres de l'équipe, le curateur au travail peut prononcer l'ajournement de cette mesure pour deux mois. Le principe admis est qu'une entreprise doit prévoir plusieurs semaines à l'avance ses besoins de main-d'œuvre ; elle doit procéder avec prudence, avec tous les ménagements nécessaires, au renvoi d'une partie de son personnel, s'il est jugé inévitable.

■

Le travailleur allemand est-il satisfait de la politique sociale du régime actuel ? Il est difficile de répondre, ce travailleur n'ayant pas la faculté de faire entendre son opi-

nion. Il y a tout lieu de croire que les avis sont partagés, vu que les situations diffèrent.

Tout d'abord, il ne faut pas oublier que près de 6 millions de chômeurs ont trouvé, depuis cinq ans, du travail. C'est là un succès — quelles qu'en soient les raisons — dont un régime peut vivre pendant des années. Ces ex-chômeurs peuvent avoir encore des désirs à satisfaire, des salaires insuffisants, des logements médiocres : leur situation est devenue meilleure, c'est là un résultat incontestable, dont ils doivent se féliciter et féliciter le régime.

Celui-ci a poursuivi la politique de protection des travailleurs traditionnelle en Allemagne. L'Allemagne est le premier pays qui ait eu les assurances sociales ; au point de vue de l'hygiène et de la réglementation du travail, des congédiements, des vacances payées, dans le domaine de l'assistance, du logement (bien que sur ce dernier point, il y ait encore à faire), le travailleur allemand est un des mieux partagés. Il l'est moins bien pour ce qui est des heures de travail : le Troisième Reich en est resté à la journée de 8 heures et à la semaine de 48 heures, avec des heures supplémentaires dans certaines industries, surtout celle des armements. Mais jamais on n'a entendu dire que l'ouvrier allemand s'en soit plaint.

La pierre d'achoppement de la politique nationale-socialiste serait sans doute la question des salaires. Dans le détail, il a pu y avoir quelques augmentations, quelques réductions ; mais, dans l'ensemble, l'ancien niveau a été maintenu. Comme le prix de la vie a légèrement augmenté et que les prélèvements de toute sorte rognent sensiblement le salaire (impôt sur le revenu, cotisations pour les assurances sociales, pour le Front du Travail), on peut admettre que les salaires en Allemagne, sauf pour les ouvriers qualifiés, sont en ce moment médiocres.

D'après la statistique de l'assurance-pension, 77 p. 100 des ouvriers gagneraient moins de 156 marks par mois, 83 p. 100 des employés moins de 300 marks. Les variations du cours du franc (6 fr. 10 pour un mark en 1936, 14 fr. 50 aujourd'hui) rendent difficile une comparaison avec la France. Cependant, en tenant compte du pouvoir d'achat des deux

monnaies, on devra conclure que la situation de l'ouvrier allemand est, pour le moment, inférieure, sans oublier qu'elle est plus stable et améliorée par des avantages accessoires, qui n'existent pas en France dans la même mesure.

Les dirigeants ne semblent pas prévoir qu'elle puisse être modifiée d'ici quelque temps. La stabilisation des salaires est liée au système économique et, d'une manière générale, à la politique allemande, qui repose sur l'autarcie, le contrôle des devises et le contrôle des prix. De cette politique résulte un niveau intérieur des prix déjà fort élevé, que l'on s'efforce de maintenir : on ne veut pas de hausse importante, pour ne pas avoir à augmenter les salaires, et l'on ne veut pas de hausse des salaires de peur qu'elle n'entraîne une hausse des prix. D'autre part, la politique des armements exige des impôts très lourds, ainsi que des emprunts qui absorbent une grande partie des bénéfices des entreprises. Il paraît donc difficile de les inviter à payer davantage leur personnel.

Si l'on n'envisage pas dans un avenir prochain une nouvelle politique en matière de salaires, on abordera sous un autre angle le problème du bien-être des masses, d'abord, nous l'avons dit, en multipliant, en perfectionnant les œuvres de sécurité et d'assistance. Aux vastes organisations, depuis longtemps sous le contrôle de l'État, s'ajoutent les initiatives individuelles, stimulées par le Front du Travail. « On peut dire que chez nous, déclare dans la *Correspondance nationale-socialiste* le représentant d'une grande entreprise, la sollicitude pour le personnel s'étend du berceau jusqu'à la tombe. » Mais c'est surtout par l'organisation méthodique des loisirs que l'on s'efforce de capter la faveur populaire.

Il y a une part de bluff dans l'activité de « Force par la Joie », dans ses croisières pour le peuple, dans les plages gigantesques qu'elle veut aménager. Mais ce bluff, jusqu'à présent, réussit. Et il s'accompagne de réalisations utiles, qu'il s'agisse des voyages mis à la portée de tous, du théâtre et des concerts à bon marché, de la diffusion du sport, c'est là une action qui atteint des couches sociales de plus en plus larges, s'il est vrai — comme nous l'avons remarqué — qu'elle ne semble pas encore profiter aux plus pauvres.

Nous avons émis des doutes sur les chances de réussite d'un projet encore plus grandiose : la voiture populaire. Dans un élan d'optimisme, ou de démagogie, M. Ley s'écriait dernièrement : « Dans quelques années, tous les Allemands auront leur auto ! » Il faudrait pour cela que non seulement le prix des autos diminuât, mais que les moyens d'existence des masses augmentassent dans des proportions considérables. Avec le niveau actuel des traitements et salaires, 80 p. 100 des Allemands seraient dans l'impossibilité d'entretenir une voiture, quand bien même on leur en ferait cadeau.

On pourrait aussi reprocher à la politique sociale du national-socialisme d'être dictée par l'intérêt du régime. Lorsqu'on parle d'une paix sociale obtenue au détriment de toutes les libertés, d'une communauté populaire dans laquelle certains — le plus grand nombre — n'ont pas d'autre droit que d'obéir, ne faut-il pas se demander si ces belles formules ne répondent pas à des choses estimables en soi, mais qui, en l'espèce, sont destinées à assurer la domination d'un parti, qui est en train de devenir une caste, une oligarchie ?

Les nationaux-socialistes nous répliqueront que peu importe que ce soit leur parti ou leur caste qui commande, s'il gouverne dans l'intérêt du peuple ; que, tout en « mettant au pas » la classe ouvrière, il ne l'a pas plus mal traitée que d'autres régimes ; que leur système, consistant à supprimer la lutte de classes, à la fois par la contrainte et l'action sociale, se défend parfaitement ; que, jusqu'à présent, ils ne sont pas mécontents des résultats.

Seul, l'avenir permettra de conclure au triomphe ou à l'échec d'une politique qui prétend faire le bonheur des hommes sans les consulter. Mais on peut concéder aux maîtres du Troisième Reich qu'ils ont réussi à écarter la menace de difficultés sociales pour leur régime. Ce domaine est un de ceux où ils ont le moins à redouter. Leur mainmise sur les classes laborieuses est si forte que des mouvements d'une certaine ampleur n'y paraissent point possibles. D'autre part, ils ont la volonté et le moyen de faire — du moins en temps normal — le minimum de concessions nécessaires pour prévenir ou calmer ces mouvements. Tenir d'une main et donner de l'autre, telle est la règle d'une politique dont il

faut reconnaître qu'ils la pratiquent non sans vigueur et sans habileté.

Si le Front du Travail peut faire tout autre chose que, dans d'autres pays, les syndicats pour le bien-être et l'agrément de la classe ouvrière, c'est que les syndicats consacrent l'essentiel de leurs ressources à subventionner les grèves, qui sont impossibles en Allemagne. Si l'on signale, dans un assez grand nombre d'entreprises allemandes, les indices d'un rapprochement réel entre les ouvriers ou employés et la direction, c'est qu'une volonté toute puissante les exhorte à s'entendre, mais aussi leur interdit de se quereller.

On ne peut conseiller cette double méthode aux peuples qui sont jaloux de leur liberté ; mais s'ils doivent en tirer une leçon, c'est que, dans les pays libres, il faut chez tous un supplément de bonne volonté pour atteindre aux mêmes résultats qu'on obtient ailleurs par la contrainte.

RENÉ LAURET

COMTE PHILIPPE DE MÉYERDORFF

Que ce joli garçon de vingt-sept ans était aimable ! Si poli, souriant dans une satisfaction foncière, dans une joie sûre, quoique discrète ; et tellement social ! Tout être vivant lui inspirait une attitude d'accueil. Il se mettait en frais même pour les chiens.

Par exemple, il désirait toujours une présence, presque un public ; il ne demandait pas l'admiration, bien qu'elle le flattât, le réconfortât et qu'il y fût habitué ; non, son confus désir n'allait point jusque là : Méyerdorff craignait seulement d'être seul. N'était-il pas très sûr de vivre en dehors de son reflet chez les autres ? Peut-être que, réduit à quelque morne et complète solitude qui se fût prolongée, Philippe de Méyerdorff — *ce qu'on nommait Philippe de Méyerdorff* — eût pâli, dilué les ombres et les lumières dont se vêtait son apparence et, perdant toute pesanteur, disparu...

Mais, justement, était-il jamais seul ? Même dans l'élaboration minutieuse de sa toilette, œuvre éminemment artistique dont il sortait incomparable, Philippe s'adressait à une foule, celle que tout à l'heure il allait charmer par sa composition vestimentaire appropriée à la conjoncture, que ce fût *garden party* (négligé savant !), ou inhumation sévère. Il avait, aussi, pris l'habitude de parler haut s'il se trouvait solitaire : « Allons couchons-nous, Méyerdorff ». Avec ses amis, il se citait à la troisième personne ; parfois il atteignait même l'indéfini : « On va vous faire ça ».

Ainsi restait-il le compagnon nonchalant de soi-même, secourable, bien sûr ! indulgent et ironique : un vrai camarade de cercle — et il s'évitait le fardeau d'un caractère.

*
* *

Il était, en 1930, troisième secrétaire à l'ambassade de Londres. Les temps avaient malement changé ; la *Carrière* s'encombrait de rugueux politiciens qui brûlaient de rénover, vivifier, d'aller vite, et accumulaient erreurs, impairs, aventures. La « diplomatie directe » devenait le *slogan* des Affaires Étrangères à cette époque, qui restera divertissante (ou douloureuse) par son ardente inintelligence, sa naïveté professorale. Les dirigeants soignèrent le monde avec la jactance des jeunes étudiants en médecine, qui, par leur investiture nouvelle, ignorent le malade dans la seule croyance au remède. De ces tractations hâtives et bruyantes, ignobles d'une cordialité de maquignons, l'Europe s'hystérisa.

Au « Quai » (le *Quai-d'Orsay*, le ministère), le grand directeur, qui s'appelait lui aussi Philippe, intervint quand un jeune et vigoureux fonctionnaire, qui présidait aux rapports internationaux, voulut « vider Londres de tous ces noms ronflants » :

— Monsieur le ministre, fit-il avec cette courtoisie dont s'exaspéraient les supérieurs temporaires, ces noms ronflants ne sont point sans utilité, surtout dans les pays un peu marxistes... Ce n'est pas le cas de Londres, évidemment, encore... Mais Méyerdorff a été élevé à Oxford et, bon rameur de l'Isis, il a beaucoup d'amis. J'ajoute — et le grand chef souriait, ce qui courbait son vaste nez sur une moustache plus claire que ses cheveux — que nous n'avons rien qui puisse être comparé comme généralité, véracité, aux rapports de Méyerdorff ; je dis même comme finesse de perception.

Le fort ministre s'étonnait. Le maître s'amusa :

— Je vous suppli-e (il traînait ce *supplier*, dont il savait l'autorité imprescriptible), de le maintenir.

— Bon, bon, ça va !

— Méyerdorff est précieux de ne pas avoir d'idées à lui ;

il nous apporte ainsi toutes celles des autres. C'est un excellent baromètre... Du vide, la nature a l'horreur.

Depuis ce jour, au « Quai », mais avec beaucoup de considération, on surnomma Philippe de Méyerdorff : « l'Anéroïde ».

*
* *

Mais, au milieu de cette extérieure dispersion, au cœur secret de sa nonchalance, vivait quand même un goût, une passion. A vrai dire indurée et chronique avec des agitations espacées, à crises lointaines. Nul être n'en n'avait conscience autour de Philippe. Ses manifestations s'entouraient de prudence : cette fièvre se poudrait, se grimait, pour ne point altérer le teint distingué du malade. Méyerdorff était généalogiste, généalogiste de sa famille.

Très *bonne* famille, sans plus, sans notoriété hors sa province, province que ce nom en « Orff » rendait bien inattendue. Les Méyerdorff étaient Normands ; oui, avec ce patronyme qui évoquait les Trois Évêchés ou le Saint Empire. Leur nom réel était Auchard. Le bisaïeul de Philippe avait épousé, en 1780, la dernière d'une puissante maison lorraine, dont il avait pris le titre et le nom, suivant la mode de jadis. La Révolution arrive ; il y meurt ; son jeune fils revient en 1820, et, quand on réalise la fixation de l'état-civil, il ne veut garder que Méyerdorff ; d'ailleurs, orphelin, non initié, il attribue à Auchard une sonorité roturière, sans se douter qu'il renie un compagnon de Rollon.

Philippe l'excusait ; lui-même, inconsciemment, ne tenait point à Auchard ; Méyerdorff faisait rudement bien dans la Carrière ; avait tournure frappante, résonnait élégamment : assez autrichien (l'Autriche est fort bien portée !), rappelait même *Meyerling*, les Habsbourg et leurs drames. C'était gracieusement romanesque ; et si l'on savait y ajouter la plus excellente tenue, une spontanéité savamment contrôlée, le prestige, le délicat prestige en luisait mieux.

Dernière coquetterie : ses cartes de visite portaient : comte *Philippe* de Méyerdorff, quand le prénom n'aurait point dû figurer, Philippe étant le chef, le dernier de sa race ; mais, après avoir mûrement réfléchi, le charmant homme avait

senti qu'il se rajeunissait ainsi, laissait supposer derrière lui de bons vieux parents, grognons qu'il servît la République. Puis, être le dernier, c'est être seul !

On pouvait croire aussi qu'il devait un jour, quand le prénom ne serait plus, hériter d'un titre de marquis... Toutefois ceci n'est qu'hypothèse sans méchanceté, car Méyerdorff n'avait que des amis.

Personne ne connaissait sa marotte ! Il eût fait beau voir ! En parler ? Un homme du monde n'a que deux sujets prohibés : ses goûts personnels et sa famille ; pour les goûts, on n'a droit qu'à ceux généralement admis ; quand à la famille, il va de soi qu'elle est excellente ; que ses illustrations — certaines — n'intéressent pas ceux qui peuvent en offrir autant, et humilieraient les autres. D'ailleurs, parler de soi fait « province » ou « littéraire ».

Il arrivait, de plus, que sa connaissance, sans cesse approfondie, des ancêtres, lui livrait des vies si romanesques, romantiques plutôt, tellement ces gens avaient atteint l'exceptionnel, qu'en les revendiquant, il eût nui à sa tenue correcte. Ah ! évidemment ! si l'on descend d'Empédocle ou d'Ugolin, l'antithèse peut faire valoir l'art d'une cravate ou d'un joli zézaiement... Mais d'hommes farouches, dont la violence ne dépassa point les terres entre l'Avre et l'Orne... Fi !

Philippe, sûrement choqué, vaguement émerveillé, regardait, dans le secret, s'agiter ces lurons qui avaient contribué à son conformisme.

*
* *

Ici — qu'on prête l'oreille — intervinrent de délicates interférences. Ces études, qui auraient pu augmenter sa personnalité, ruinèrent ce qu'il pouvait garder d'original. Vivre imaginativement la vie des autres le désintégra complètement : il se glissait, incube timide, dans un corps ancestral incommensurablement différent du sien... Qu'il partageât, scandalisé, effarouché, les élans de René Auchard, chef de paysans en révolte, nécessitait une telle renonciation à sa petite âme qu'elle s'évanouissait complètement... Et plus, s'il s'introduisait dans le personnage de Jacques V Auchard, mort en Nouvelle-France d'une engelure généralisée, telle-

ment il brava trente ans de frimas pour évangéliser ses Hurons... songez d'où il fallait ramener sa sensibilité intime!

De tant de chocs et de tractions contraires, il pliait, se brisait, se pulvérisait. Après de telles escapades, il ne lui restait qu'horreur pour l'excès, goût immense de la tranquillité, comme aux paisibles qui se sont laissés surprendre par l'orgie.

*
* *

D'ailleurs, en bonne justice, spécifions que ces promenades généalogiques ne furent, dès l'abord, entreprises que par désir d'ordre, l'ordre méticuleux des diplomates, l'ordre déifié dans la Carrière. On classe, on reclasse, et, quand on a classé, on demeure certain d'avoir fait opération intellectuelle.

Philippe voulut ranger, connaître pour mieux ranger, diviser, subdiviser. Au début ce ne fut pas un arbre généalogique, planté en terre profonde avec son fort tronc et ses rameaux vifs; Méyerdorff réalisa un tableau synoptique; cela ne montait pas comme l'arbre, cela descendait toujours.

Il eût désiré ranger sa parenté comme ses cravates, ses cent vingt cravates; pour les assortir, comme les damas et les failles de jaquette, les papillons du matin, la large régate du footing, le piqué pour la chasse, le cachemire souple pour le canotage, Philippe n'y songea même pas : les gens dont il tenait sa vie restaient trop dissemblables. Ils ne gardaient qu'un seul caractère commun : la ténacité, aussi bien dans l'ordre que dans le désordre, le mysticisme ou la paillardise. Rien à faire, absolument désolant; aucune régularité ne s'avérait imposable.

Alors, venant d'achever quelque récit où ces gaillards avaient donné de toute leur ardeur, le secrétaire d'ambassade, levant le nez, embrassait du regard son intérieur justement britannique, mais aussi égayé, pour rester national, de quelque fantaisie parisienne, et savourait son excellente tenue : « Mon pauvre Méyerdorff, quels énergumènes tu nous montres-là ! Attention, Méyerdorff, attention ! »

Il payait des archivistes qui lui débrouillaient, rafistolaient les morts anciens. Les figurines augmentaient; les accolades des synoptiques se comblaient. La « nuit des temps » s'éclairait, présentait des figures toujours plus nettes, jusqu'au moment

où les fouineurs, en présence du XIe siècle et de son opacité, durent avouer leur échec :

« Cherchez dans nos alliances », répondit Méyerdorff.

*
* *

Il aborda enfin la famille de sa mère, non sans hésitation, car il y pressentait des « pépins » ou des « pipages ». Il n'avait pas tort. Sa mère, mademoiselle de Fleurville, était aînée d'une bande de sept frères (bien commun, tant d'enfants !), aînée charmante ; sa tante, une marquise de Brives, fort riche, l'avait adoptée en lui léguant toute sa fortune, osant ce raisonnement judicieux et cruel : « Diviser mon bien, c'est le ruiner ; en huit surtout ; le déposer dans une seule main, et il conservera son opulence. » Alors les sept « loups Forville » n'eurent, à la mort de leur bonhomme-père, grand chrétien et somnolent, qu'à se partager des hypothèques... Tandis que leur sœur connaissait tous les succès, épousait son beau Méyerdorff dans un flot de cachemires impériaux, eux, ils essaimèrent pour gagner leur dure croûte. Après s'être fâchés, évidemment, avec la « Nabab », ils se lancèrent à travers le monde, exactement comme des cadets d'ancien régime. Ils ne savaient rien, n'avaient passé ni examen, ni concours ; et on se *débrouilla*.

Méyerdorff, qui, orphelin depuis sa huitième année, ne savait rien de ce « côté-là », assista avec ébahissement, grâce aux chercheurs, à ce « débrouillage » pittoresque, dont il vit bien plutôt l'étrangeté que le courage.

Un des frères était mort missionnaire, en odeur de sainteté, dans l'Afrique Orientale. L'autre était concessionnaire (de quoi ?) à Zanzibar ; deux avaient complètement disparu. Le troisième régnait sur huit jardiniers, lui-même jardinier-chef d'un richissime planteur, à Sao-Paulo. Un, directeur de pêcheries et sécheries à Saint-Pierre-et-Miquelon. L'aîné, enfin, après avoir roulé sa bosse sur les quatre-mâts à nitrate, était revenu en France et, entré aux Chemins de fer, se trouvait aujourd'hui chef de gare d'une station minuscule en Normandie.

Et voilà, ainsi bichonné, tenant, au bout de ses ongles

« faits », ces fiches successives, Philippe considérait calmement cette bataille farouche ; la considérait comme une chose lointaine, de jadis, dont la distance et l'ancienneté cachent le tragique... Ces êtres si près de lui, cramponnés à mourir, ils eurent moins de vie, de présence, que les ancêtres du XVIe siècle ! Parce que, sans doute, leur médiocrité était choquante, trop vulgaire pour qu'on s'y intéressât. Ici plus d'art, plus de cape, ni d'épée : un sort nauséabond.

*
* *

« Pas reluisants, nos bons oncles, songeait Méyerdorff déconfit. Qu'est-ce que nous allons encore apprendre ? » Eh bien, il dut encore connaître que l'oncle Marcel, le chef de gare, non content de siffler des locomotives et de pousser au cul les wagons, avait épousé une paysanne du lieu ; qu'il en détenait progéniture... « Progéniture ? mais qui doit être presque de notre âge... de notre génération... Ah ! par exemple ! »

Et c'est *cela*, le sentiment de cousinage du même degré, qui changea brusquement la position indifférente de Méyerdorff. Ses cousins *vécurent* ; il fut curieux de l'histoire, d'autant que quelques lettres de sa mère retrouvées lui firent souvenir que Marcel avait été son préféré.

« Au prochain congé, en allant voir la vieille case, nous pousserons une pointe vers ces gens-là, décida Philippe, mais dans le plus strict incognito. »

Aussi, vers la fin de septembre, débarquait-il en gare de Bavant-sur-Bélune, dans une toilette de voyage la plus réussie : knickers, Burberry, cape semblable, stick-golf. Il allait donc rencontrer le seul qui restât dans sa patrie, de cette nombreuse famille que Dieu a pris l'engagement de bénir.

Il demanda le chef de gare, nanti de plusieurs prétextes utilisables : « Pas là... » L'employé se tourna vers un copain : « Le kébir est sorti, hein ? »

Le *kébir* (?) était en promenade. Alors, philosophiquement, Méyerdorff fit comme lui.

*
* *

Le soir automnal tombait sur un paysage émouvant, d'une grandeur farouchement austère, hélas ! A l'ouest, une butte, ferme et puissante — le camp de César — barrait le couchant, portant à son sommet des ruines ébréchées que des rayons suprêmes éclairaient sur la tranche. Toute la plaine se couchait à ses pieds, obscure et craintive ; le marais plutôt, un de ces marais, reste de l'ancien détroit, quand le Cotentin était une île, et qui, l'hiver, lui rendaient l'insularité. L'eau ne le recouvrait pas encore, mais elle apparaissait çà et là, car l'été avait été pluvieux. Devant les calmes miroirs des nappes, les vaches rêvaient indéfiniment, au-dessus d'un reflet exact.

En face de la montagne, à l'est, s'érigeait un énorme édifice de nuées, soutenu par des monts bleuâtres : un floconnement de fumées plutoniennes, comme figées dans leur lave, leur ciment gris. Les deux rails de la voie luisaient jusqu'à leur disparition : ils attiraient l'œil par la bizarrerie, le miracle de leur parallélisme. Un peu de malaria rôdait, avec quelques moustiques fiévreux — et bien peu de fébrilité d'ailleurs eût suffi pour que ces rails, ce ciel, cette herbe aqueuse, pussent communiquer l'inquiétude anormale, sans défense, des rêves.

Le diplomate-citadin connut, quelques instants, une angoisse sourde. Certes, il avait bien rencontré d'autres aspects mélancoliques de la terre en Écosse, en Irlande, dans les Carpathes, mais attendus, ceux-là, recherchés pour leur désolation artistique, leur sauvagerie. On était à l'étranger, en voyage... Philippe les ajoutait à sa collection de photographies mémoriales... Or, ici, Méyerdorff était dans son pays, et quelqu'un qui était presque lui-même y vivait : le frère de sa mère, son dernier parent. Ces espaces silencieux ! Ces oppressants contours ! Voilà donc ce que l'oncle pouvait contempler en sortant de son bureau, quand Philippe, lui, retrouvait les *streets* brillantes, l'odeur aimable des *muffins* et les jolies bouquetières...

L'oncle, en épousant une paysanne des parages, aurait donc abdiqué complètement ? S'alliait-il à ces marais, à ces soli-

tudes énormes? Quels sentiments le guidaient, lui permettaient de vivre là? La révolte ou la résignation? La hauteur d'âme ou l'engourdissement?

Philippe se reposait sur un bloc de granit, une jambe au sol, l'autre ballante, dans ses beaux lainages écossais. Ses vêtements gardaient leurs plis ou leur tension. Il restait saugrenu, brillant et mondain dans ce paysage sévère, comme une gravure de mode anglaise oubliée sur la lande. Mais son visage n'avait plus le triomphal épanouissement du boy-réclame, avec cette ride soucieuse et ses yeux alarmés qui s'emplissaient... Qu'elle venait vite, la nuit! La plaine se liquéfiait dans un vaste effacement, ne formait plus qu'une cuve assombrie d'où les nuages semblaient fumer. Des boules d'ouate, au ras des prés, bizarrement, déambulaient. Le meuglement des vaches devint la voix désolée du crépuscule.

Encore une heure avant le train! Philippe renonçait à l'oncle. Partir. Oh! une table fleurie avec des abat-jour et un correct maître d'hôtel derrière! Filer sur Caen, sur Champdivert. En attendant, aller ici à l'hôtel de la Gare. Brr... ! Au départ, il rencontrerait peut-être le dernier Fleurville ; sinon, tant pis! Les choses étaient ce qu'elles étaient... Admettre, filer, filer!

Il redescendit vers la route, car il était monté à flanc de coteau; longea un herbage ouvert, bordé par le marais, où des vaches attachées pâturaient l'herbe avec la régularité circulaire d'une tondeuse mécanique; vit une jeune fille en train de les « changer ». Les coups de maillet l'avaient d'ailleurs étonné. La vachère y prenait de la peine, car les vaches, piquées sans doute par les moustiques, étaient rétives. La dernière se montra encore plus difficile : à peine la jeune fille eut-elle en mains le piquet, que la génisse cabriola, tourna autour d'elle, si bien que la chaîne de la bête fit une boucle autour des jambes de la petite, la renversa — la vache prit le galop — la jeune fille, entraînée, criait.

Dans la seconde, avec le plus grand style, Philippe franchissait la haie et courait, rattrapait la chaîne. Mais, à Oxford, on ne lui avait pas appris à maîtriser une vache! Et il avait beau tirer, la bête fonçait toujours, encapuchonnée.

— Les naseaux, cria l'enfant, aux naseaux.

Il tenta, mais ses doigts — dégoûtés — filaient sur le mufle humide. Il vit s'approcher le marais, perdit la tête, sans lâcher la corde, saisit dans sa poche l'automatique minuscule que tout voyageur doit y glisser en souriant, et, canon sur le poil : « Pan ! pan ! pan !... » vida son chargeur... Du *cinq millimètres*, mais quand même, six balles à bout portant, dans la région du cœur, sont un frein sérieux. L'animal croula.

La jeune fille, pleurant d'angoisse ou de souffrance, se délivra, remit en ordre ses vêtements et s'agenouilla devant la pauvre génisse avec un désespoir évident. Philippe était consterné :

— Je ne pouvais l'arrêter, j'ai vu l'eau, j'ai craint...

— Mon Dieu, qu'est-ce qu'on va me dire ?

Le diplomate sentait redoubler sa honte : « J'en ai fait un beau coup ! Encore si c'était un taureau, mais une vache ! » Il entendit les gorges-chaudes des petits camarades, dans un *porto*.

Et la génisse agonisait, souffrait comme un être humain, avec des langueurs tremblantes et des révoltes. Quand elle mourut, son œil se leva, tourna, remonta, devint blanc, avec tragique. Tous deux regardaient, désolés.

La jeune fille se releva avec peine.

— Vous êtes blessée ?

— Non, un peu mal à la cheville.

Elle ne quittait pas des yeux le cadavre :

— Quelle maladroite je suis ! J'ai beau faire, je ne sais jamais m'y prendre. Blanchette morte ! Comment rentrer, comment annoncer ?

Philippe se sentait très surpris de discerner, malgré son désarroi, l'accent pur de la jeune fille, d'ailleurs coquette et bien mise. Il parlait à une vachère et cette vachère répondait de manière à enlever toute notion de sa rusticité. Elle se reprenait à pleurer.

— Enfin, exprima Philippe, le malheur est réparable ! J'indemniserai le propriétaire.

Il chercha son portefeuille comme il avait cherché son browning.

— Vous m'avez porté secours. Mon père ne voudra jamais ; c'est moi qui ne suis qu'une sotte et une peureuse. J'ai beau

faire, les animaux me font trembler et j'en suis encore plus inhabile.

— Qu'est-ce que vaut une bête comme ça?

— Onze cents francs; mais elle n'est pas encore payée. Nous ne l'avions que depuis hier... Mon Dieu!

— Nous rentrerons ensemble, ordonna Philippe, et je raconterai tout! Je vous achèterai trois vaches s'il faut, mais, en grâce, ne tremblez plus ainsi. Venez!

*
* *

Il dut lui donner le bras sur la route, car sa cheville froissée la faisait durement souffrir. Ils allaient dans la nuit commençante quand, soudain, la jeune fille tressaillit : un homme à pantalon blanc et à casquette dorée venait à leur rencontre :

— Mon père, fit-elle.

— Hein? cria Philippe en s'arrêtant net... Votre père, là-bas... Alors vous êtes...?

— Je m'appelle Odette de Fleurville, reprit l'enfant avec simplicité, la fille du chef de gare... Ne m'abandonnez pas, ajouta-t-elle puérilement.

Il se redressa et marcha à l'ennemi.

Il eut le temps de considérer « l'oncle » qui, après un haut-le-corps en voyant sa fille boitillante au bras d'un monsieur, cria de loin :

— Tu es blessée?

— Rien de grave, répondit-elle.

Il pressa le pas, mais sans courir.

Impossible de nier que l'homme n'eût grand air. Il réhabilitait l'uniforme si laid : une sorte de géant, très droit, un peu de ventre, une figure absolument rouge, rouge vif, mais sans une pigmentation isolée; sa face entièrement rasée lui conférait une pureté de lignes aristocrate, ancien régime... des cheveux intensément blancs qui bouclaient autour de la casquette; de l'autorité, le « kébir » des cheminots!

Quand le chef aperçut du sang sur les vêtements de Philippe, il se mit à courir.

— Mais qu'est-ce qu'il y a? fit-il non sans sévérité. Cependant, il se présenta : Fleurville.

Philippe, rendu à lui-même par le jeu des courtoisies, ne se nomma pas si son inclination exprima tout ce qu'il voulait faire comprendre : « Je reconnais votre autorité, je suis prêt à rendre compte ; mon nom n'a aucune importance. »

L'enfant avait été reprise par ses sanglots et le diplomate expliqua les faits. Le grand chef eut un sursaut quand, avec une rougeur crispante, Philippe parla des coups de feu. D'ailleurs, Fleurville se calma immédiatement et finit même par prendre une sorte de figure goguenarde avec un demi-sourire :

— Évidemment, émit-il, c'est, monsieur, un radical procédé pour ralentir un genisson. Rentrons, Odette. Nous nous imaginerons que la pauvre Blanchette est morte d'avoir sottement mangé du trèfle.

— Mais, répliqua véhémentement le jeune homme, je veux indemniser, je ne puis admettre...

— Cela ne se peut. Nous vous sommes reconnaissants de l'aide apportée à notre fille. Vous êtes à l'hôtel de la Gare?

— Je... je compte repartir par le train de 6 h. 35.

— Il y a un quart d'heure qu'il est passé, monsieur. Vous ne pouvez plus prendre que celui de 9 heures. Nous allons revenir ensemble ! Mon bras, Odette.

— Que va dire maman?

— Hmm !... C'est le point noir — il eut un magnifique sourire de gaîté et de malice — ne crains pas de gémir, ma fillette...

Ils avancèrent. Odette se calmait. Ils arrivèrent ainsi à la gare sans parler ou presque. D'une fenêtre haute, quelqu'un les guettait, qui descendit et courut à leur rencontre : une femme encore jeune que Philippe trouva très belle. Mais, dès sa première parole, on la sentit paysanne, elle, absolument. Elle prodigua les « Héla ! » et les « Mon Dieu ! » sans se soucier du beau monsieur fripé.

— Odette n'a rien que contusions légères, mais... ma pauvre amie, mauvaise nouvelle de ta dernière acquisition — il la regarda avec une pitié et une ironie douces — monsieur, pour délivrer notre fille, a dû canarder la Blanchette, qui est défunte, oui, bien défunte,... morte au champ d'honneur...

La femme rougit violemment en se mordant les lèvres, lança

un regard que ses vastes yeux rendaient foudroyant ; cependant, elle se contint, en tremblant de son effort.

— Monsieur offre de payer, dit encore le fier visage sanguin.

— C'est impossible, dit la femme.

Alors Philippe fut ému : l'homme avait eu un sourire très beau, très doux, un regard vraiment d'amour vers sa rude et puissante compagne. Il lui mit un instant la main sur l'épaule comme une caresse. La femme participa de cette haute émotion. Puis elle dit, après avoir regardé son mari, et non sans timidité :

— Voudriez-vous rester à manger la soupe avec nous, monsieur, l'hôtel de la Gare est bien médiocre ?

— Je ne puis pas, dit Philippe, très agité (tout de suite, l'excuse du costume) ; je suis sali, taché, et mes vêtements...

Il répondit, en somme, comme il eût refusé à l'ambassadrice.

Fleurville s'amusait :

— Vous savez, il y a fort longtemps que nos tenues du soir et celles du matin sont *kif-kif*. Acceptez ! Ce sera la fortune du pot ; aujourd'hui, vous bénéficierez des perdreaux de l'ouverture. Ils sont aussi renommés, ici, que les perdreaux du Roi jadis, les perdreaux de Carhaix. Acceptez... ce sera... ce sera drôle.

Tout se brouillait. Il acquiesça.

*
* *

Quand il fut dans la « salle », au premier étage, il entra en contact avec cette vie si éloignée de la sienne et pourtant si proche ; quelques beaux meubles anciens existaient encore au milieu de redoutables ustensiles. Au mur, des « agrandissements » hideux où des gens, qui avaient cependant dû avoir de bonnes figures paysannes, exhibaient, grâce à l'art photographique, des bobines de bagnards. Devant la fenêtre, une table servait de bureau. Philippe frémit : là, dans un cadre à chevalet, une autre photographie le regardait — une photographie qu'il connaissait bien : celle de sa mère... Il en eut une petite sueur au front. Sa mère ! Ici, respectée, honorée, en ce même portrait que lui, à Londres, avait mis au tiroir à

cause du style de son ameublement qui n'admettait pas les photographies ! Son sentiment fut si fort qu'il se pencha à la fenêtre pour dissimuler son émoi à Fleurville qui rentrait.

— Le paysage est vraiment grandiose, n'est-ce pas? dit le chef ; depuis quinze ans, je ne m'en étais pas lassé.

— Quinze ans, monsieur ! Depuis quinze ans, un homme comme vous, dans cette gare ?

— Oui, j'avais demandé ce poste ; ma femme est originaire du pays, où elle possède quelques petits biens — il sourit, désigna l'ouest du menton — dont les arènes sanglantes... J'y ai des amis ; j'aurais voulu finir là, dans ma province. Le Normand peut beaucoup rouler, mais revient toujours... Le Midi, pouah ! l'ail, les mouches et l'odieux Moko !

— Vous avez voyagé ?

— Hmm ! bourlingué... pas mal.

La jeune fille venait disposer une jolie table. Elle s'était recoiffée, parée d'un humble tablier rose très frais — et elle apparaîssait gracieuse et charmante.

— Oh ! oh !... fit le chef avec une taquinerie affectueuse, tu nous mets les beaux verres... et l'argenterie... le grand couvert !... Odette.

Elle s'arrêta sur un pied, un peu confuse :

— Je pensais... fit-elle.

— Mais c'est parfait, ma chérie... il doit rester une dernière bouteille de Beaujolais... et dis à ta mère de seulement « saisir » les perdreaux ; ils sont tout jeunes, presque des pouillards... Va, ma fille.

Quelque chose régnait là d'inexprimable, mais de sûr, quelque chose qui était de vérité profonde et dont le sentiment troublait terriblement Philippe. Il se jugea indigne dans son involontaire supercherie. Il ne voulut plus continuer son personnage, abuser de cette hospitalité, n'être qu'un curieux, qu'un imposteur entre ces gens qui s'aimaient. Il quitta l'appui de la fenêtre et marcha de long en large, trois pas, avec fébrilité. Ah ! s'il avait pu fuir... Quel soulagement ! Et quel regret aussi... Quel regret ? Il le perçut avec une force si singulière que cela rompit en lui les défenses de sa personnalité, ses barricades intérieures :

— Monsieur, fit-il, je vous demande pardon... Ah ! mon-

sieur ! j'aurais dû me nommer, ne pas venir ici. Mieux vaut que je m'en aille... Mieux vaut...

L'autre sourit avec une autorité étrangement tranquille :

— Ne vous nommez pas. Nous sommes destinés à ne *jamais* (il pesa sur l'adverbe) *jamais* nous revoir — et l'hôte a toujours le droit de son secret.

— Je ne puis... Si vous saviez ! Je vais partir...

Le chef haussa les épaules avec indulgence, puis, comme le jeune homme semblait vouloir vraiment quitter la place, il lui mit la main sur le bras :

— Allons... calmez-vous, et restez... J'y ai du plaisir, mon... mon pauvre Philippe.

— Comment ?

— ... Mon enfant, il ne fallait pas porter au petit doigt mi-parti Auchard et Méyerdorff ! Et même sans votre bague, vous ressemblez tellement à ma sœur qu'au premier coup d'œil, j'avais su. Je suis content de vous voir. Ne vous troublez pas et cachons cela aux femmes qui s'en agiteraient, peut-être péniblement... Vous vous appellerez Durand... monsieur l'ambassadeur... tant pis !

*
* *

Le dîner fut succulent : un soufflé presque liquide encore, les perdreaux sur canapé et romarin frit... le Beaujolais pelure d'oignon. La femme était très belle, très touchante, parlant le moins possible et quêtant l'approbation du mari qui l'encourageait du regard. Le kébir se divertissait ; il eut chaud et commença d'enlever sa veste :

— Oh ! Marcel !... fit la femme scandalisée...

— C'est comme cela... Si vous voulez, monsieur Durand, vous mettre à l'aise... On n'a jamais que le bien qu'on se donne !

Il apparut de blanc gileté, plus gros encore, mais plus étincelant de figure.

Philippe restait violemment agité. Ce ne fut qu'à la fraîche salade qu'il parvint à préciser ses sensations. Oui, ici existait quelque chose de très rare, de beau, de supérieur à toute mondanité : une certitude dont le bien-être le pénétrait lui-même. Visiblement, cette tendresse incessante qui réunissait

la famille, demeurait une richesse sans comparaison, une fortune indévaluable, une noblesse que rien n'atteindrait. Il le sentit encore quand, à la fin du repas, la femme s'épanouit du contentement marqué par le maître.

Alors, que Philippe se trouva pauvre, dénué, avec tous ses ors, ses succès !...

*
* *

Il avait remercié avec effusion la femme, dit au revoir à la jeune fille et, maintenant, il marchait près du chef, sur le quai, en attendant le train. Philippe voulut faire un peu comprendre les sentiments dont il débordait :

— Je crois, mon oncle, que vous avez été heureux.

— Oui. Ce sont de bonnes femmes. Marie est un peu violente, mais un si grand cœur ! Et — fit-il avec un sursaut d'orgueil, de reconnaissance — elle fut si belle !

— Elle le demeure, répliqua Méyerdorff avec un feu qui fit sourire son voisin, et Odette est d'une grâce accomplie.

— Hmm !... là est un de mes soucis. Qui épousera-t-elle? J'espère qu'elle m'épargnera quelque petit commis blême, à lunettes et à politesse de calicot. Sa mère est paysanne et je voudrais pour l'enfant un vrai et solide paysan. Je la pousse à s'occuper des bêtes... Pas brillant !... La preuve gît là-bas... Et puis, je dois partir, dit-il en changeant subitement de ton.

— Peut-être pourrai-je appuyer, obtenir... je connais beaucoup de monde...

— Non, Philippe, j'ai demandé moi-même mon changement. Je m'excuse, Philippe... Nous avons un grand chagrin que je ne puis céler. Un enfant bien malade. Il a douze ans... Dans un sanatorium. Nous ne pouvons plus guère assumer cette charge. Il faut aller là-bas et le reprendre avec nous. Je serai nommé dans le sud... et même là... je crains bien...

Il toussa et se redressa.

Oh ! Dieu !

— Mon oncle, laissez-moi m'en occuper, laissez-moi... je puis facilement... Ma mère l'eût certainement fait !...

— Merci, Philippe, répondit Fleurville gravement ; de ma sœur, peut-être aurais-je accepté, mais de mon neveu, non.

L'aide ne remonte pas. C'est impossible. Merci quand même, mon enfant. Le train est annoncé.

— Ah ! je ne veux pas rester anonyme, se plaignit le jeune homme dans une sorte de convulsion, tant pis !

Il monta quatre à quatre l'escalier, tomba au milieu des femmes stupéfaites :

— Mad..., ma tante, je suis votre neveu, Philippe de Méyerdorff. Mon oncle n'a pas voulu que je dise... mais je ne puis pas... Je veux vous remercier de votre accueil; vous assurer que j'ai senti près de vous trois... Voilà ! Je désire, je dois vous aider pour le petit et Odette ! je puis. Ma mère avait été avantagée contre vous... c'est justice !

— Allons, allons, mon neveu ! gronda le chef, qui avait rejoint, vous êtes un chic garçon et on parlera de vous. Mais tout cela est hors de question. Descendez vite et ne manquez pas encore votre train. Accompagnez-le, les femmes...

— Je ne partirai pas...

— Si. Il ne faut pas intervenir dans le destin. Tout est écrit. Descendons, vite !

Méyerdorff était trop agité : une autorité sûre avait prise sur lui. On le mit en wagon. Il dut accepter, à cause du froid, une belle couverture que « Marcel avait ramené d'Écosse ». Il les embrassa tous.

— Adieu, Philippe, mon enfant...

Le sifflet d'argent à la bouche : « En route ! » Le train partit.

*
* *

Dans la nuit, dans l'obscurité tremblante, Philippe de Méyerdorff, troisième secrétaire à Londres, pleurait, pleurait, pleurait... d'avoir trouvé son âme.

JEAN DE LA VARENDE

CATHOLICISME ET FRANC-MAÇONNERIE

Cette grande maîtresse d'enseignement, l'Histoire, nous apprend comment, sous le coup d'une immense épreuve commune ou devant un grave danger immédiat, les fils d'un même pays, les fidèles d'une même foi, oublient généralement tout ce qui les divise pour faire face en bloc au danger et porter l'épreuve fraternellement. Protestants et catholiques d'Allemagne nous donnent en ce moment cet exemple ; pour une autre lutte, la France l'avait donné en août 1914, au jour de la mobilisation.

Serions-nous à la veille de revoir chez nous une de ces heures, sinon de pareille union, au moins de meilleure compréhension et de meilleure entente, entre deux adversaires que l'opinion tient pour irréconciliables : le catholicisme et la franc-maçonnerie ? C'est ce que, nous plaçant au point de vue purement historique, nous voudrions examiner ici.

Que la question puisse être posée, il n'y a pas tellement lieu de s'en étonner. C'est un fait bien connu qu'au cours de ces dernières années, communistes, socialistes et radicaux ont pratiqué vis-à-vis des catholiques, quels qu'en aient pu être les motifs, une politique qu'a symbolisée le geste de la main tendue. Et nul n'ignore que devant ce geste, beaucoup de catholiques et des plus représentatifs, ont fait montre de sympathie.

Faut-il rappeler la réception de madame Brunschwig, alors ministre, au Vatican ; celle de M. Léon Blum, président

du Conseil, à la nonciature ; l'interwiew donnée par ce dernier au journal catholique *Sept* et, plus récemment, sous le dernier ministère Chautemps, la magnifique réception faite au cardinal Pacelli et les échanges de décorations et de congratulations qui suivirent.

Or, et c'est là où nous voulons en venir, parmi ceux que, pour employer le langage courant de la politique, on dénomme de gauche, se rencontrent d'authentiques francs-maçons. C'est dire qu'à ce titre, ils ne se croyaient pas obligés d'éviter tout geste de rapprochement, et que, pas davantage en raison de ce titre, ces catholiques ne se croyaient tenus à une froide et discourtoise réserve. Les raisons objectives, qui étaient au départ de ces avances et qui expliquent la réponse qu'on leur fit, subsistent, plus fortes encore à présent ; nul, pensons-nous, ne le nierait.

Devant ce raz de marée du matérialisme et de la violence qui déferle sur l'Europe, un certain nombre de francs-maçons, effrayés, en sont venus à se demander s'il n'y aurait pas lieu, pour le salut du pays et de la civilisation, non pas certes de signer avec l'Église un traité d'alliance, mais de négocier avec elle une façon de trève, d'établir un régime de paix.

•

Qu'on y songe ! La franc-maçonnerie latine s'était laissée séduire par le rêve humanitaire d'organiser la société sur des bases exclusivement laïques. Or, après plus d'un siècle d'efforts vigoureusement soutenus, les résultats sont plus que décevants. Loin d'exercer sur les esprits et les cœurs une influence salutaire, le laïcisme leur a été plutôt fatal. Les aveux ne manquent pas, arrachés par la leçon des faits : on a sans cesse exalté les droits de l'homme, mais on a oublié ses devoirs. Et tout le reste s'en est suivi. L'idée de patrie est mise en cause ; l'idée de famille battue en brèche : « Tous les jours elle tend à baisser ». La conscience professionnelle traverse une grave crise. La liberté elle-même, cette liberté si chère aux

grands ancêtres, est à son tour menacée. « Il n'y a plus de liberté de pensée. »

Mêmes désillusions sur le terrain international. Certes, l'Europe s'est libérée de ses dynasties et de ses aristocraties de droit divin et du sang, mais elle ne s'est pas pour autant donné des régimes authentiquement démocratiques. De plus en plus, les gouvernements totalitaires se multiplient.

Surtout, les trois grands dogmes prétendument scientifiques prônés dans les Loges se sont tour à tour volatilisés. Devant les spectacles de barbarie sanglante qui nous sont donnés depuis la guerre en Russie, au Mexique, en Allemagne, en Espagne, etc... qui oserait encore croire à *la bonté naturelle de l'homme*? En voyant l'usage terrifiant qu'on fait des inventions scientifiques, comment parler encore de *progrès humain indéfini*? En présence de la crise mondiale persistante, de l'appauvrissement continu des classes aisées, de la haine entretenue dans les classes populaires contre les autres classes, comment espérer voir bientôt se réaliser *le paradis sur terre?*

Bref, c'est la montée d'une nuée mortelle, où se noient tous les beaux rêves si longtemps caressés.

Mais le pire, pour la franc-maçonnerie, c'est qu'elle est elle-même atteinte au vif par le mal de l'heure. Si nous en croyons les maçons restés idéalistes, notamment ceux du Rite Écossais, le Grand Orient [1] serait bien près de renoncer complètement aux grands idéaux de l'Ordre.

Du point de vue spirituel, répudiant tout libéralisme, il persiste à faire du laïcisme un contre-catholicisme, une religion sectaire et inquisitoriale; du point de vue culturel, il n'a plus rien d'une aristocratie. Favorable au primat de la masse sur les élites, il accepte sans sourciller la dictature du prolétariat. N'est-ce pas ce qui est réalisé déjà dans son propre sein où les Ateliers supérieurs sont maintenant dominés et menés par les Loges bleues?

D'ores et déjà le G.·. O.·. est en train de perdre son universalisme; ses préoccupations s'arrêtent aux étroites limites d'une classe, voire d'une portion de classe. Fourvoyé depuis longtemps dans la politique, il n'est plus maintenant qu'un

1. Qui est une des deux grandes obédiences françaises.

succédané de la C.G.T., une succursale du parti socialiste. Ceux qui le mènent dans ces voies dangereuses sont universellement connus pour leurs idées marxistes. Au lieu de travailler à la suppression du salariat par un redressement par en haut des prolétaires, ils tendent à généraliser le salariat en prolétarisant les bourgeois, donc à faciliter l'égal asservissement de tous à un État patron dictatorial. Comment interpréter autrement le vœu du dernier convent concernant la suppression de la monnaie et son remplacement par le bon de travail?

Qu'on ne dise pas : fantaisies de congressistes naturellement portés à se faire valoir en pratiquant la surenchère! Ce sont des projets précis, transmis aux F.·. F.·. socialistes que sont Marceau Pivert, Gustave Rodrigue, Weil-Curiel, Arthur Groussier, président du Conseil de l'Ordre, Joseph Brenier, président de la Ligue de l'Enseignement, Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, Marc Rucart, ministre de l'Hygiène. Ne nous y trompons pas, ces deux derniers se disent radicaux-socialistes, mais ils ont la confiance des chefs socialistes et syndicalistes et comme eux, ils inclinent nettement au marxisme. C'est d'ailleurs ce qui leur a permis de retenir leur important levier de commande sous les trois derniers ministères, pourtant si différents, et d'y poursuivre le but qui leur a été assigné : traduire au plus tôt dans la législation les projets d'étatisation élaborés dans les Loges, notamment les deux projets fondamentaux : la suppression de l'enseignement libre, la laïcisation intégrale, le monopole en fait de l'enseignement officiel, lesquels conditionnent le succès d'un fascisme de gauche.

Au dernier convent du G.·. O.·., un certain F.·. Barès fit cette déclaration qui jeta l'émoi chez les maçons peu avertis : « Aujourd'hui, il y a dans la maçonnerie non seulement des socialistes et des communistes, mais des radicaux ». Ainsi, dans une association naguère presque uniquement composée de radicaux, les socialistes dominent, les radicaux sont en voie de disparaître et les communistes commencent à pénétrer. Or, quand on songe au dynamisme et à la puissance de noyautage de ces derniers, on peut prédire que le Grand Orient marche à grands pas vers l'extrême-gauche.

•

Dès le lendemain de la guerre, certains francs-maçons clairvoyants avaient pressenti les événements qui devaient suivre et les revisions qui allaient s'imposer.

En 1918, l'un d'eux publiait, sous le pseudonyme de Bo-Pao-Laï, une brochure où surgissaient des accents inédits. L'auteur osait rappeler la fameuse déclaration de Jaurès : « Vous avez interrompu la vieille chanson qui berçait la douleur humaine et la misère s'est réveillée avec des cris... » Puis, après avoir doucement repris ceux de ses frères qui, confondant la franc-maçonnerie avec la libre pensée, se permettaient de proclamer bien haut leur athéisme, il semblait les prier de revenir à un spiritualisme authentique.

Dans une préface à cette brochure, le F.·. André Lebey se montrait plus hardi encore. Il déclarait que la France n'est, « au fond d'elle-même, dans son âme profonde, nullement antireligieuse » ; même il se risquait à écrire ces lignes étonnantes pour l'époque : « Que ceux qui ont besoin d'un culte ne s'égarent donc pas sans bénéfice pour personne, ni pour eux-mêmes, dans des sentiers souvent dangereux aux mysticismes suspects, et aillent au nid commun ; c'est préférable, c'est plus sûr. »

Mais quel est donc ce nid commun ? Pour André Lebey, c'est la religion « catholique », « la meilleure, parce qu'elle réunit en elle le plus salutaire et l'acquit de toutes les autres ». Quant aux impies qui comptent uniquement sur la raison et nient le surnaturel, qu'ils « se dirigent vers la franc-maçonnerie, ou mieux encore, n'aillent nulle part. Telle apparaît la sagesse ».

Ceci dit, rêvant aux relations possibles entre l'Église et la franc-maçonnerie, le F.·. exprime cette pensée, qui prend aujourd'hui une si brûlante actualité : « Peut-être un jour lointain — qui n'est pas souhaitable puisque la confusion recommencerait — se rencontreront-elles pour se réunir [1]. »

Les années s'écoulent dans une sécurité relative, puis, vers

1. *La franc-maçonnerie française de demain.*

1930, éclate la grande crise. Alors une foule de gens qui, jusque-là, n'avaient rien appris, ouvrent enfin les yeux et proclament bien haut que, vu la gravité des circonstances, il importe de recourir, sans tarder, aux grands moyens.

Dans leur pensée, il ne suffit plus de multiplier ou de renforcer les lois, il faut régénérer l'âme française et donc faire appel à toutes les forces dites « morales et spirituelles ». Et, comme la franc-maçonnerie prétend bien compter parmi elles, ils réclament d'urgence sa réconciliation avec l'Église catholique.

En 1926, un « profane », très sympathique aux Loges, M. Fernand Pignatel, traduit, sous le titre : « Batailles maçonniques », son vif regret de voir l'Église et la franc-maçonnerie vivre sans cesse en état de guerre. A cette date, où l'horizon est déjà si sombre, il exprime le souhait, dans l'intérêt du pays, que ces deux forces ennemies consentent à cesser le feu et à déposer les armes.

Devant l'homme d'Occident, pense-t-il, il n'y a plus que deux hiérarchies qui détiennent encore l'héritage des symboles que l'art et la pensée antiques ont su créer : « la judéo-chrétienté et la franc-maçonnerie ». Dès lors, comment se résigner à laisser ces forces s'entrechoquer? Pourquoi ne pas chercher à rapprocher ceux de leurs éléments qui restent capables de se comprendre. « Nous ne manquerons jamais de respect à la franc-maçonnerie, pas plus qu'à l'armée militante de l'Église, la Compagnie de Jésus. Elles ont l'une et l'autre leur valeur, leurs méthodes, leurs qualités, leurs plans, leurs fins et leurs moyens. »

M. Pignatel ne se fait aucune illusion. « Il faudrait être fou pour croire que, dans les circonstances actuelles, les disciples de Jésus et les frères de la maçonnerie... vont s'allier pour instaurer en Europe et en France la loi sociale. Et cependant, déjà le prêtre, du haut de la chaire, dit à ses ouailles : « Mes » frères... » comme le maçon dans l'atelier. On a beau s'étriper dans la suite, dresser des échafauds ou des bûchers, le fait de s'appeler frères, même si on ne pratique pas la fraternité, n'est-ce pas déjà un fameux résultat? »

En 1923, un protestant autrichien, Fülop Miller, publiait *les Jésuites et le secret de leur puissance*. Dans un chapitre de

cet ouvrage, il était amené à parler des relations qui pourraient s'établir entre l'Ordre jésuitique et l'Ordre maçonnique. Tout en reconnaissant que leurs principes sont inconciliables, il croyait voir entre certains de leurs membres « se dessiner un rapprochement ».

A ce propos, il rappelait les « pourparlers en vue d'un accommodement » engagés en juin 1928 à Aix-la-Chapelle entre le P. Hermann Grüber — « le jésuite le mieux instruit de tout ce qui concerne la franc-maçonnerie » — et trois maçons de grande marque : Ossian Lang, secrétaire général de la loge de New-York, le Dr Kurth Reichl, philosophe viennois, et Eugène Lennhoff, historien de la franc-maçonnerie. Certes, ce jésuite ne se berce pas non plus d'illusions; jamais l'Église ne se ralliera aux principes de la laïcité et de l'humanitarisme naturaliste prônés par les Loges — cependant il croit très possible, et même très louable, que les deux partis s'entendent au moins sur ces deux points : « Restreindre leur polémique réciproque; surtout s'abstenir à l'avenir de toute imputation haineuse et propre à dénaturer les faits. » Dans les circonstances actuelles, la tâche la plus urgente consiste à « combattre avec une habileté discrète, mais d'autant plus efficace, les idées puériles et fausses qu'on se fait de la franc-maçonnerie et qui prévalent encore dans bien des milieux ».

Et Fülop Miller d'ajouter : « Malgré l'antagonisme des principes... une sage politique semble donc dicter aux deux partis une entente avec l'ennemi d'hier pour mettre toutes leurs forces en commun dans la lutte contre l'ennemi d'aujourd'hui. Car, alors que le libéralisme s'était encore borné, comme la franc-maçonnerie, à considérer les convictions religieuses comme une affaire privée et personnelle, et qu'il ne leur adressait aucune critique directe, les doctrines marxistes battent en brèche, avec la dernière violence, toute croyance confessionnelle [1]. »

En 1934 paraît *A la Recherche d'une Église* [2] de Jules Romains. Ce roman intrigue plus sérieusement encore le monde des Loges. C'est que son auteur, écrivain de marque,

1. *Les Jésuites et le secret de leur puissance*, t. II, p. 236, livre II, t. VII des *Hommes de bonne volonté.*

2. Tome VII des *Hommes de Bonne Volonté.*

réputé couramment « de gauche », a pris la franc-maçonnerie pour thème principal de son travail.

Reprenant la thèse de Pignatel et de Fülop Miller, Romains fait tenir à un de ses personnages maçons, ces propos significatifs : « L'Église catholique... n'a pas de plus grand admirateur que moi, ...les catholiques sont les seuls constructeurs qu'il y ait eu avant nous... En somme, nous sortons d'eux... » D'ailleurs, « il faudra bien qu'à un moment ou l'autre, la question se règle entre l'Église et nous... Voyez-vous, j'ai l'impression que ce n'est plus de ce côté-là qu'est l'ennemi principal... Et je ne désespère pas d'une alliance tôt ou tard... Nous sommes, eux et nous, les soldats de l'Universel... et aussi du Spirituel, car le socialisme est tout empêtré de naturalisme. »

●

Décidément, un esprit nouveau rôde autour des Loges. Avec le temps, il ne peut manquer d'y pénétrer. Et c'est bien ce qui arrive. Les maçons restés idéalistes, voire spiritualistes, commencent à écouter avec une sympathie croissante ces voix du dehors. N'expriment-elles pas pour eux un rappel des traditions de chez eux, qu'ils ont si malheureusement oubliées ou rejetées?

Certains d'entre eux s'enhardissent jusqu'à reprendre, pour leur propre compte, cette invitation à la paix. Tel est le sens d'articles parus au cours des dernières années dans les organes officieux du Rite Écossais.

Commentant Jules Romains, *le Symbolisme* lui donne sa pleine approbation : « Catholicisme, maçonnerie, église, anti-église : Pourquoi? Les adversaires d'aujourd'hui sont-ils à jamais irréconciliables; une architrave ne réunira-t-elle pas un jour les deux colonnes? Au fond, et par des moyens moins différents qu'il ne semble de prime abord, ne poursuivent-elles pas un même but? » (Octobre 1934, p. 250.)

Enfin, voici la *Lettre au Souverain Pontife.* Dans cette *Lettre*, qui forme un volume de deux cents pages, M. le F.·. Albert Lantoine exprime à la fois un regret et un espoir. Son

regret, c'est que, depuis bientôt deux siècles, les catholiques et les francs-maçons se combattent à outrance, par tous les moyens, y compris, trop souvent, l'insulte, la violence, la calomnie, sans considération d'honneur, ni de justice.

Cet état de guerre est-il fatal, irrémédiable? Devant le grave danger — le matérialisme niveleur — qui menace de les emporter ensemble avec toute la civilisation, catholiques et francs-maçons persisteront-ils à se combattre? Au contraire, prenant conscience du péril commun, se résoudront-ils à travailler chacun de leur côté, mais en paix réciproque, au redressement moral et spirituel de la société? M. Lantoine l'espère, et c'est ce qui le décide à clore sa *Lettre* par cette phrase audacieuse, empruntée à l'un de ses F.·. J.-B. Clavel : « Le christianisme et la franc-maçonnerie se complètent l'une par l'autre et peuvent se prêter un mutuel concours pour le bonheur de l'humanité. »

Un tel manifeste ne pouvait manquer de susciter des réactions multiples et diverses.

Chez les maçons, la première, et qui surprit le moins, s'exprima dans *le symbolisme*; elle était due au F.·. et ami qui avait préfacé la *Lettre* : « C'est faire œuvre de courage, écrivait Oswald Wirth, que de nous apporter les conclusions d'un labeur appelé à retenir l'attention, non pas du grand public qui a d'autres soucis, mais de ceux qui, dans l'Église et la franc-maçonnerie, se refusant à confondre les fanatiques ignares avec les croyants épris de pur idéalisme, sont gens de bonne compagnie qui, pour ne pas contredire à des idées qui leur déplaisent, n'estiment pas devoir recourir à la calomnie, à l'injure. »

Une autre approbation, plus officielle celle-là, parut dans le *Bulletin des Ateliers supérieurs*, organe du Suprême Conseil du Rite Écossais (avril 1937). Sous ce titre : « La paix entre l'Église et la franc-maçonnerie est-elle possible? », le F.·. Cauwel y commentait la *Lettre* en termes fort judicieux. Bien plus, rappelant la thèse de Jules Romains, il poursuivait : « Les meilleurs d'entre eux (les maçons), les intelligents, les sincères, les justes — il en est dans tous les milieux — sont gagnés par la contagion de l'unité. Il leur répugne d'anathématiser ceux qui ne pensent pas comme eux. A ceux-ci, ils ne

refusent pas leur estime, voire leur sympathie. Au-dessus des barrières artificielles que crée la *Lettre*, l'Esprit souffle où il veut, et ce souffle, animant tous les gens de bonne volonté indistinctement, prépare leur rapprochement fraternel. »

Enfin, à son tour, *la Chaîne d'Union* publiait, sous le pseudonyme d'Hiram, cette déclaration tout aussi favorable : « Les maçons qui savent se tenir au-dessus des passions pensent que les forces spirituelles représentées par notre Ordre et l'Église, ont grand besoin, à notre époque si troublée, de se prêter un mutuel concours pour surmonter la crise morale dont nous souffrons... La *Lettre* est un livre riche de vues neuves et fécondes... qui devrait être lu et médité par quiconque a souci d'apaisement et « dans sa foi cherche en paix la lumière ». — « ...Cet apaisement est indispensable à ceux qui ont soif de paix et de réconciliation entre tous les hommes de bonne volonté... » (Mai 1937, p. 336.)

Chez les profanes, deux grands courants d'opinions. La plupart cherchèrent à minimiser la portée du manifeste. A les entendre, M. Lantoine fait cavalier seul, son initiative est sans importance, il n'y a donc pas lieu de s'en préoccuper. Par contre, tant sur la gauche extrême que sur la droite, des opposants se dressèrent énergiquement. Ceux-ci, parce qu'ils entendaient ne jamais composer avec une ennemie de toujours, la franc-maçonnerie ; ceux-là, parce qu'ils prétendaient bien ne pas laisser s'échapper de leurs rangs une vieille amie qui, dans toutes leurs luttes anticléricales, avait jusque-là marché avec eux.

Pour préciser, d'aucuns virent dans la *Lettre* une manœuvre satanique. « Cette *Lettre* offre ni plus ni moins à l'Église, après deux cents ans de lutte acharnée, un pacte de non agression... Ainsi Satan dans le désert proposait au Christ de partager avec lui les royaumes de ce monde... Est-ce à la suite d'une réunion des Suprêmes Conseils dans quelque ville d'Amérique, ou à Bâle, ou à Prague qu'ils ont pris cette grave résolution ? [1] » Tant que les Suprêmes Conseils n'auront pas « ratifié » ces propositions d'armistice, tant qu'ils n'auront pas « désavoué » officiellement « le fatal malentendu », il n'est pas possible de « cesser le feu ».

1 *Le Pays libre*, 5 avril 1937.

D'autres, au contraire, y dénoncèrent une opération jésuitique. « La *Lettre*, qui surprend, est conforme à l'attitude habituelle du F.·. Lantoine, qui est jésuite (!) et qui exerce, en tant que tel, une influence dans la franc-maçonnerie.

Et voici le mystère : « Après l'affaire Dreyfus, les jésuites décidèrent de noyauter la maçonnerie... Ils mirent à ce travail une dizaine d'années. A présent, c'est un fait accompli. Et, s'il faut en croire les hommes au courant, les Juifs, qu'on accuse d'être les maîtres en maçonnerie, ne sont que les compères inconscients des jésuites [1]. »

Que M. Lantoine, en faisant son geste, ait prévu ou non ces étranges remous, peu importe. Il aura du moins montré à tous les maçons et antimaçons honnêtes qu'il ne leur est pas nécessaire, pour agir, d'attendre les décisions des états majors et la signature officielle des traités de paix, et qu'ils peuvent déjà s'employer, sinon à faire cesser immédiatement la guerre, du moins, à l'humaniser, en rejetant des armes indignes d'hommes civilisés...

Or, dans l'occurrence, « humaniser la guerre », c'est renoncer aux injures, aux insinuations infamantes, aux calomnies fantastiques. Plus exactement, chez les antimaçons, c'est en finir avec ces légendes, dignes de Léo Taxil, sur les abominations tramées au fond des Loges : insultes au crucifix, messes noires, profanations d'hosties consacrées, évocations diaboliques, etc... Chez les maçons, c'est en finir aussi avec ces interprétations caricaturales des gestes, des enseignements des représentants de l'Église ; c'est rejeter ces slogans mensongers qui visent à la discréditer aux yeux des masses : opium du peuple, christianisme des banquiers, catholicisme fasciste, clergé avide, ignare et corrompu, congrégations politicardes de moines ligueurs et de moines d'affaires ; slogans destinés à légitimer tous les anticléricalismes.

S'il faut combattre, qu'on le fasse du moins « à la française », en parfaite dignité et loyauté.

En 1932, dans une lettre adressée au Dr Kurth Reichl, le père Grüber écrivait magnifiquement : « Je partage absolument votre point de vue et trouve aussi que les échanges de vues entre catholiques et francs-maçons, dans lesquels sont

1. *Paris-social*, 15 avril 1937.

en jeu non seulement les intérêts supérieurs de tous les hommes pris individuellement, mais ceux aussi de toutes les nations et de tous les peuples et de l'humanité entière, doivent être conduits avec le sérieux voulu et dans l'esprit d'un amour vraiment chrétien ou vraiment humanitaire... en nous laissant guider par la seule intention de faire triompher, dans l'intérêt de tous, la vérité objective... » Tel est le premier devoir qui incombe à tout maçon vraiment humanitaire et, à fortiori, à tout catholique vraiment chrétien.

•

Dans les circonstances présentes, n'est-il pas possible de faire mieux, à savoir de faire cesser la guerre?

Les extrémistes des deux camps le nient en invoquant l'irréductibilité des principes. Et pourtant la vie, essentiellement plastique et conciliante, ne nous donne-t-elle pas, dans cet ordre de faits, le fréquent spectacle d'un invraisemblable qui, avec le temps, devient bel et bien vrai?

Les francs-maçons eux-mêmes le constatent : « Nous voyons aujourd'hui couramment, sans que personne n'en soit plus surpris, ni offusqué, les dignitaires de l'Église catholique associés publiquement, dans certaines manifestations, aux pasteurs hérétiques et aux prêtres d'Israël [1] ».

Soit, dira-t-on, mais catholiques, protestants et juifs ont toujours gardé des points de ressemblance qui pouvaient devenir, comme aujourd'hui, des points de contact. Ils reconnaissent le même Dieu ou le même Christ ; ils s'inspirent de la même Bible ou du même Évangile. Mais entre croyants et incroyants tout n'est-il pas dissonance et discordance?

Pas nécessairement ! Entre eux peut fort bien s'établir une paix relative. *L'Union rationaliste* et *l'Union pour la Vérité*, par exemple, ne sont pas nécessairement sur toutes questions en guerre ouverte et violente avec la religion. Qu'entre elles et la religion il y ait des antinomies, c'est certain. Mais entre la raison et la foi bien interprétées, il n'y a pas, nous disons

1. *Le Symbolisme*. Avril 1938. Page 97.

même : il ne peut y avoir d'essentielle opposition. Sur une foule de points, croyants et incroyants non sectaires peuvent non seulement travailler sans se combattre, mais réaliser des échanges de vue et même des ententes particulières, pour le plus grand profit commun. Devant tant d'étranges retournements, tant de réconciliations de classes, de castes, de nations, de religions, de partis qui, jusque-là, s'étaient calomniés, combattus à outrance, est-il donc si absurde de supposer qu'un jour ou l'autre une heureuse détente puisse se produire entre catholiques et francs-maçons?

Dans leurs traditions, ils n'ont pas que des oppositions doctrinales. Parmi leurs objectifs, si nombreux et si divers, il en est sur lesquels ils peuvent fort bien se comprendre et s'entendre. Que voulaient les premiers maçons du XVIIIe siècle? Reprendre, pour leur propre compte, la plupart des principes chrétiens qui avaient servi de fondement à la civilisation européenne. Quand ils prônaient la liberté, la bienveillance, la bienfaisance, la fraternité des classes, des races, des nations, ils prônaient des idées chrétiennes. Quand ils défendaient la propriété, l'autorité, la culture intellectuelle, la dignité de la personne humaine, les libertés civiles et politiques, ils parlaient en chrétiens.

Ce qu'on pouvait alors leur reprocher, c'était moins ces points de leur programme que la manière « laïque » de les poser et de les défendre. Sous prétexte de les renforcer et de les perfectionner, ils les privaient de leur vieux support dogmatique, ne se doutant pas que, par là, ils les livraient sans résistance aux dangereuses tourmentes de l'histoire.

Aujourd'hui que ces principes et des institutions se trouvent fortement menacés, pourquoi ne pas travailler, en parallèle, chacun de son côté, à leur défense? Les événements ne se chargent-ils pas de faciliter cette action en acculant les adversaires à une solidarité forcée. Dans les pays totalitaires, où les droits les plus sacrés sont anéantis, où les libertés les plus chèrement acquises sont foulées aux pieds, où les maçons sont emportés dans les mêmes charrettes que les chrétiens authentiques, les ennemis d'hier ne se trouvent-ils pas d'accord pour élever les mêmes protestations?

Dès lors, pourquoi refuser les sincères propositions de paix qui peuvent s'offrir? Y aurait-il lieu de craindre le vasselage de l'une à l'autre?

Nullement; car chacun restera sur ses gardes, et puis il ne s'agit ni d'un traité imposé par un vainqueur, ni, davantage, d'une alliance. Un simple accord de paix entre Église et maçonnerie; accord possible car « elles ne s'adressent pas aux mêmes hommes, elles ne travaillent pas sur le même plan.

« Puisque nous ne pouvons pas aller chez vous, nous écrit un 33e, puisque vous ne pouvez pas venir chez nous, vivons au moins en bons voisins intelligents et pareillement menacés par les garnements de l'étage au-dessus. Car enfin, il suffit de voir l'histoire... Soviets, Allemagne, Italie demain. Partout les deux puissances spirituelles souffrent ensemble. Très réellement, je ne vois pas pourquoi l'appel d'Albert Lantoine ne serait pas entendu. »

Sans aucun doute, la principale bénéficiaire d'un rapprochement serait la franc-maçonnerie. En dépit d'apparences trompeuses, celle-ci n'a plus le prestige, ni la force, ni la popularité dont jouit elle-même l'Église. Les menées secrètes, souvent déloyales et presque toujours intéressées de certains de ses membres, lui ont valu, dans la grande opinion, un profond discrédit.

Affirmation paradoxale, pourtant corroborée par les faits, l'Église est maintenant redevenue la meilleure sauvegarde des grands principes communs : la liberté intellectuelle et morale, le respect de la personnalité humaine. Les meilleurs maçons n'ont pas le pouvoir de les défendre efficacement contre l'emprise des dictateurs de droite et de gauche. Dès que la franc-maçonnerie est attaquée par l'un des modernes Moloch, elle disparaît, quasi sans résistance, aussi vite qu'un brouillard de printemps aux premiers rayons de soleil.

Toute autre est l'attitude des chrétiens, notamment des catholiques. Aucun vénérable n'a tenu tête à la tyrannie comme le pasteur protestant Niemœller; aucun grand maître ne l'a fustigée avec autant de vigueur que Pie XI, le pape de Rome.

Dans l'intérêt bien entendu des grandes causes pour lesquelles les maçons prétendent militer : la liberté indivi-

duelle, la défense de l'esprit, l'heure n'est-elle pas venue d'abandonner les questions qui divisent et d'envisager uniquement celles qui unissent? Pour tout catholique, comme pour tout maçon, restés fidèles à leurs principes, la réponse n'est pas douteuse.

Faut-il dire que jusqu'ici rien n'a encore été fait dans ce sens? Non pas! Au cours de ces dernières années, plusieurs francs-maçons sont parvenus, sous le couvert du radicalisme, à sympathiser avec les catholiques sociaux.

Une autre preuve, c'est l'interview donnée en juin dernier par M. Chautemps au *Vingtième Siècle*, de Bruxelles. Parlant du conflit qui existait en France entre l'Église et l'État, le vice-président du Conseil n'hésita pas à déclarer :

« Ce conflit appartient au passé. Le cardinal Pacelli, que j'ai reçu à Paris en ma qualité de chef du Gouvernement, a dû rapporter au Saint-Père un tableau exact de la situation religieuse. J'ai lieu de croire que le pape en a été très satisfait. Oui, j'en ai même obtenu des preuves. Nous autres, nous en sommes enchantés, car l'union de toutes les forces nationales s'impose, et le respect réciproque des convictions figure parmi les principes fondamentaux des démocraties ».

Puis appréciant le rôle des catholiques dans la vie nationale française, le ministre ajoutait : « Ce rôle est considérable. Il n'a jamais été aussi grand, depuis de longues années, qu'à l'heure présente. L'État et l'Église ne sont plus liés par des chaînes qui entravent la liberté de l'un et de l'autre, mais ils se sont retrouvés sur le terrain d'une large coopération volontaire qui porte ses fruits... L'Église n'est pas sans exercer l'influence légitime qui inhère à son ministère. Cette influence augmentera peut-être encore à l'avenir ». Quoiqu'il arrive présentement, « nous faisons tout ce qui est humainement possible pour cultiver et pour développer les bons rapports des deux pouvoirs. »

M. Chautemps joue, dans le parti radical et dans la franc-maçonnerie, un rôle considérable. Que la majorité des FF .·. en viennent à penser et à parler comme lui, la paix désirée serait bien près de se réaliser.

Nombre de radicaux sont maçons. S'ils évoluent sur le terrain politique, pourquoi n'évolueraient-ils pas sur le terrain spirituel? Église du radicalisme, la franc-maçonnerie doit nécessairement ressentir les ébranlements produits dans son parti. Plus exactement, le jour où l'élite du radicalisme serait amenée à reviser ses jugements de valeur sur l'Église, il faut s'attendre à ce que l'élite du maçonnisme suive cet exemple.

●

Au point où nous sommes, il nous paraît intéressant de signaler, en simple historien, les préoccupations de certains maçons plus particulièrement inquiets devant les menaces de l'avenir.

Craignant que ne se renouvellent chez nous les malheurs de l'Espagne, ils rêvent de voir leur Ordre se respiritualiser au plus tôt en revenant au déisme, et, si possible à l'esprit du christianisme. D'aucuns, même, reconnaissent la supériorité spirituelle de l'Église et estiment que, loin de la combattre, il faudrait la laisser poursuivre en paix son œuvre de redressement des âmes.

« Je n'affirme pas la suprématie de la philosophie maçonnique sur l'idéal chrétien, nous écrit l'un deux, au contraire, je suis de cœur et de raison persuadé de la suprématie de celui-ci sur celle-là. J'irai même plus loin : je vous accorderai la catholicité du christianisme. »

Même aveu au point de vue moral : « J'admets bien volontiers la supériorité de l'Église, qui dispense des consolations et des joies que jamais la Loge ne pourra procurer aux siens... » Bien plus, « comme Nicolas Berdiaeff dans *le Destin de l'Homme*, comme certains amis du Rite Rectifié, je ne vois de salut pour l'humanité que dans ce retour à l'idéal chrétien tel que le Christ l'a enseigné. La conclusion en est que loin d'opposer l'Église à l'Ordre, je voudrais qu'ils participassent solidairement à la conduite spirituelle de l'Occident ».

Mais comment concevoir un tel renversement des positions traditionnelles? Tout d'abord « que l'Église — officiellement — ne considérât pas la maçonnerie comme une manifestation démoniaque, mais plutôt comme un refuge de frères « extravagants. »

« La maçonnerie, la vraie, nous écrit-on encore, s'adresse à une minorité d'anxieux, de tourmentés spirituels, de croyants sincères, qui trouvent en elle une sorte de religion où ils sont tout à la fois l'officiant et l'assistant. » Elle représente une société spirituelle d'ordre inférieur, bonne pour les « croyants qu'un défaut de grâce spirituelle écarte de l'Église, mais qui

reconnaissent cependant la valeur de celle-ci et la considèrent avec sympathie ». Et encore : « J'essaie de me montrer un bon maçon et je sais que je réaliserais un déplorable catholique. Et pourtant, autant que tout catholique, je travaille pour l'esprit et — sans ironie, croyez-le bien — *ad majorem Dei gloriam* ».

C'est ce qu'un frère nous exprime équivalemment en souhaitant que la franc-maçonnerie prenne en charge les âmes tombées dans les ornières du matérialisme sensualiste pour les relever, les rééduquer et, finalement, laisser celles qui s'en sentent le courage monter plus haut vers l'Église chrétienne.

C'est ce qui ressort encore des lignes émouvantes d'un 33e exprimant les sentiments d'une âme baptisée dont la sève chrétienne, trop longtemps refoulée, bouillonne et gicle soudain au dehors sous la pression des graves événements de l'heure.

« Le pape, le Saint-Père, a eu un cri sourd et lourd d'angoisse le jour de l'Invention de la Sainte-Croix lorsqu'il a dénoncé la présence de la croix gammée dominant la vraie Croix. J'ai pensé, aussitôt que j'ai lu les paroles papales, à la revanche éclatante que nous verrons bientôt briller.

» Vous êtes trop près de la forêt, pour voir le grand avenir pour lequel vous militez, vous et les vôtres. Moi qui ai une autre perspective, celle du franc-tireur qui ne dépend de personne... Je vous le dis en vérité, nous ne passerons pas, nonobstant notre grand âge, sans assister à un triomphe éclatant de la Croix. Et çà vous remettra un peu le cœur d'aplomb, car ce que nous venons de voir à Rome, la suprême lâcheté du duce, l'a fait un peu chavirer, ce pauvre cœur. Il n'y a pas de raison politique qui suffise, aussi profonde qu'elle soit, pour excuser ce geste de barbarie portant la croix gammée sur celle du Juste. »

Ces maçons-là ne se font plus aucune illusion, en s'orientant vers l'athéisme, la franc-maçonnerie a fait fausse route, et si elle veut se sauver, et avec elle sauver la société en péril, il lui faut revenir aux sources mêmes de notre civilisation. Or, ils se rappellent que cette civilisation qui, durant quinze siècles, soutint l'Europe et plus spécialement la France, fut en grande partie fondée par l'Église catholique, sur des bases chrétiennes ; conséquemment, ils se rendent compte que toute attaque portée contre le christianisme atteint l'âme française elle-même. Sans doute, ces visions audacieuses restent celles d'une élite rare et faible. Au moins prouvent-elles aux hommes de bonne volonté qu'entre la simple trêve de Dieu et l'alliance

s'étend une longue gamme de possibilités fécondes, où chacun peut choisir celle qui correspond à sa plus grande générosité.

●

Beaux rêves, mais pas plus, insistera-t-on. Ce qu'on traite de rêves fut cependant une réalité vécue par de nombreux maçons français du XVIIIe siècle, et qui est vécue encore à présent par la plupart des maçons anglo-saxons.

Les maçonneries anglo-saxonnes prêchent toujours la tolérance, la bienfaisance, mais elles persistent à répudier les athées. Elles maintiennent la croyance au Grand Architecte de l'Univers, mais sans laisser à leurs adhérents la liberté de l'interpréter comme bon leur semble. Pour elles, le Grand Architecte, c'est toujours le Dieu de la Bible, Dieu personnel, providence en ce monde, puissance rémunératrice dans l'autre.

Pour s'en convaincre il suffit de s'en rapporter à leur cérémonial [1].

En fait, sinon obligatoirement, les maçons anglo-saxons restent encore attachés à la religion nationale; ils sont chrétiens anglicans en Angleterre, comme ils seraient chrétiens gallicans en France. Nombre de loges persistent à faire célébrer des offices religieux à l'occasion des deuils ou des fêtes de l'Ordre.

Réalistes, ils répudient toute idéologie étroite, tout sectarisme inepte. Pratiques, ils tiennent à maintenir entre eux et les diverses religions chrétiennes, notamment la religion anglicane, une atmosphère de bienveillance mutuelle, grâce à quoi, sans renier leurs principes, ils peuvent gagner la sympathie et souvent l'adhésion des fidèles et des prêtres anglicans. Qu'on en juge par ces deux faits marquants.

1. (The Laws and Constitutions of the Grand Lodge of free and accepted masons of Scotland-Edimburg : Freemason hall.)

Citons entre autres cette prière qu'un catholique pourrait adopter : « O Dieu très glorieux, auteur de tout bien et dispensateur de toute miséricorde, faites descendre sur nous votre bénédiction et fortifiez notre solennel engagement par les liens d'une sincère affection. Que la continuelle pensée de notre condition mortelle nous rappelle que notre fin approche et attirez notre attention vers Vous, qui êtes le seul refuge au temps du besoin, pour qu'au moment terrible où nous serons près de quitter cette scène de passage, la pensée réconfortante de votre miséricorde écarte la tristesse de la mort, et qu'après notre départ d'ici-bas, en paix et dans votre grâce, nous soyons reçus dans votre royaume éternel pour jouir, en union avec les âmes de nos amis déjà partis, de la juste récompense d'une vie pieuse et vertueuse ».

Le dimanche 12 mai 1935, les maçons de la Grande Loge d'Angleterre établis en France, à l'exemple de tous leurs frères anglais, firent célébrer un service religieux pour fêter les vingt-cinq ans de règne de Leurs Majestés, le roi George V et la reine Mary. Ce service eut lieu à l'église anglaise, 5, rue d'Aguesseau, à Paris. Il se déroula sous la forme officiellement adoptée en Angleterre à l'occasion des fêtes du Jubilé. Le prédicateur de circonstance fut le F.·. monseigneur l'évêque de Worcester P. A., grand chapelain de la Grande Loge d'Angleterre.

En juin 1937, un meeting de sept mille maçons se tint à l'Albert Hall, sous la présidence du grand-maître adjoint, le comte de Harewood, beau-frère au roi. Il s'agissait de remettre à Sa Majesté Impériale et Royale les insignes d'ancien grand-maître. Une prière ouvrit la séance ; une autre la clôtura. Un évêque anglican et un archidiacre remplissaient les fonctions de grands-chapelains. Assistaient également à la cérémonie, au titre d'anciens grands-chapelains, les évêques de Worcester, de Lincoln, de Warrington, de Sodar-and-Man, plusieurs chanoines, un prébendé, un évêque suffragant ; en somme, une cinquantaine d'ecclésiastiques. Et tout ce monde chanta des hymnes, accompagnées par un organiste, comme il est d'usage dans de semblables circonstances.

Tel est aussi l'état d'esprit qui domine aux États-Unis dans la franc-maçonnerie du Nord. Le président Roosevelt est maçon, mais maçon croyant, voire chrétien.

Dans ces régions, la maçonnerie apparaît non comme une religion supérieure destinée à évincer l'Église, mais comme une religion inférieure, mitigée, à l'usage de ceux qui se sentent trop faibles pour accepter les exigences dogmatiques, les disciplines ascétiques, surtout les règles morales du christianisme évangélique.

Si les maçons dont nous parlons ne sont pas favorables au catholicisme, ils n'ont cependant pas pour lui la haine farouche qu'on trouve chez les maçons français. L'ancien président Théodore Roosevelt se faisait un plaisir de se rencontrer avec monseigneur Gibbons, archevêque de Baltimore, et le prince de Galles, qui devait devenir Édouard VII, avait pour ami personnel un jésuite, le R. P. Vaughan. Aux États-

Unis, il ne paraît pas étrange que le président actuel, Roosevelt, ait parmi ses secrétaires particuliers des catholiques, ou que des maçons fassent un don aux œuvres sociales catholiques de leur localité.

Cette politique de large tolérance a-t-elle été préjudiciable aux maçonneries qui l'ont adoptée et aux pays où elle s'est réalisée? Loin de là : elle leur a valu de sérieux avantages. Tout d'abord, elle fut pour les maçons un puissant soutien moral qui les a empêchés de sombrer dans le déisme panthéistique, puis dans l'athéisme matérialiste. Ici, pas d'antinomie foncière entre maçonnisme, christianisme et anglicanisme; au contraire, accord étroit sur les principes fondamentaux, mais liberté laissée à tous les chrétiens d'exercer leur propagande dans tous les milieux sociaux susceptibles de l'accepter et d'en bénéficier.

Autre avantage pour les maçons, cette politique de contact avec la religion leur a permis de garder une dignité, un prestige que tout le monde leur envie. Loin de tomber comme d'autres dans le primarisme démagogique, les maçonneries anglo-saxonnes restent fidèles à leur premier idéal et, par là, ils persistent à constituer une aristocratie, une élite du sang, du rang, de l'intelligence, de valeurs en tous genres.

Considérés sous ce dernier point de vue, les maçons anglais sont infiniment plus qualifiés que les autres pour se prononcer sur les questions religieuses. S'ils demeurent croyants, c'est en connaissance de cause et pour de sérieuses raisons. Vu leur supériorité intellectuelle, leurs jugements sont à priori infiniment plus respectables que ceux des maçons athées.

Signalons un avantage d'une portée beaucoup plus générale. Déistes ou incroyants, les maçons anglais collaborent avec les protestants sur les divers terrains de l'action sociale et de l'action patriotique. Aux colonies surtout, et partout à l'étranger, ils pratiquent cette collaboration avec une étonnante largeur d'esprit. Trop intelligents et trop patriotes pour ne pas comprendre qu'une œuvre d'évangélisation est par excellence une œuvre de civilisation, ils n'hésitent pas, quand il faut, à protéger, dans leurs dominions, les œuvres catholiques elles-mêmes. Hors de la métropole, anglicans, maçons, agents de l'Intelligence Service sont toujours prêts à travailler de

concert pour le plus grand prestige de la Couronne et pour le plus grand profit de l'Empire britannique.

Enfin, ce large libéralisme leur a permis de maintenir chez eux tous les grands principes de la civilisation européenne, qui ne sont autres que des principes chrétiens, notamment la dignité de la personne humaine et le respect de la liberté individuelle, bases de la démocratie moderne.

Quand les maçons français, menacés par les nouveaux états totalitaires, réclament l'alliance des grandes démocraties du Nord, ils semblent ignorer que celles-ci doivent la stabilité et la grandeur de leur politique démocratique au maintien de l'esprit chrétien; ils oublient ou affectent d'oublier que si cet esprit continue à les soutenir, c'est que les maçons persistent à le soutenir et à le laisser soutenir l'âme nationale.

Les maçons américains ignorent ces faux scrupules. Il y a deux ans à peine, dans un discours retentissant, le président Roosevelt déclarait solennellement que le christianisme était indispensable à toute nation démocratique soucieuse de sauvegarder la liberté et la dignité de la personne humaine. « La démocratie reste l'espoir du monde, proclamait-il, mais cette démocratie ne peut vivre et se renforcer que si elle continue à être fondée sur la foi chrétienne qui l'anime actuellement dans tous les pays d'Amérique. Dans cette foi et dans cet esprit, puissions-nous également, avec l'aide de Dieu, offrir l'espérance à nos frères au delà des mers... Laissez-moi vous le redire en terminant, la foi en Dieu est nécessaire à l'être humain... » En d'autres termes : sans esprit chrétien, pas de sacrifices possibles, donc pas de concessions ou de collaborations acceptables, et, en fin de compte, pas de véritable démocratie viable.

●

Les faits que nous venons de rappeler eussent paru inconcevables avant la guerre. Sans nul doute, ils représentent, dans le monde maçonnique, un phénomène dont on ne peut que se réjouir.

A l'heure où la France, et avec elle l'Empire français, se trouvent si gravement menacés à l'intérieur par la propagande communiste et à l'extérieur par la convoitise des gouverne-

ments dictatoriaux, la collaboration de tous s'impose avec une impérieuse nécessité. Dès lors, pourquoi attendre une déclaration de guerre ou l'éclatement d'une insurrection pour réaliser la réconciliation nationale, condition du salut de la liberté ?

Pour ces graves raisons, on ne saurait assez encourager les belligérants à bien accueillir certaines propositions mutuelles de paix chaque fois qu'ils peuvent le faire sans être dupes.

Nous disons bien : sans être dupes. Et nous voici amenés à répondre à une dernière et grave question. Que représentent, dans la franc-maçonnerie, les partisans de l'esprit nouveau ? Sont-ils assez nombreux pour influencer un jour, dans un sens favorable, la majorité de leurs frères ?

Certes, on ne saurait se le dissimuler, certains faits récents sont plutôt propres à décourager. D'abord, les nombreuses démissions, dont plusieurs sensationnelles faites au G.·. O.·. Entre autres, notons celle du docteur Charles Richet, le dernier franc-maçon membre de l'Institut, qui, un an plus tard, devait mourir réconcilié avec l'Église romaine ; celle de L.-A. Garobiaud, directeur de l'*Ère nouvelle*, dont on connaît les articles courageux ; celle du docteur Camille Savoire, grand commandeur du Grand Conseil des Rites, s'en allant pour ne pas rester plus longtemps sous la coupe d'une « racaille démagogique », celle d'André Lebey, grand orateur, et celles d'autres membres du Grand Conseil, qui ont suivi le docteur Savoire pour reconstituer le Grand Prieuré des Gaules, obédience initiatique à laquelle appartenait jadis Joseph de Maistre.

Devant de tels faits, on comprend certains aveux de désespoir, dont celui-ci : « Pour ne rien vous céler de ma pensée intime je crois la bataille perdue d'avance... »

Par contre, il reste des maçons qui, malgré tout, gardent leur espérance et luttent courageusement contre le flot tumultueux des frères en passe de saboter leur ordre. Interrogés à leur tour, ceux-là nous ont répondu à peu près unanimement en ces termes de l'un d'eux : « D'autres pensent comme nous, plus nombreux qu'on ne l'imagine, mais ils demeurent silencieux, contemplatifs, et les autres font tant de bruit ! »

Y a-t-il lieu d'espérer que, sous la pression des événements, ces timides, ces silencieux finiront par proclamer hautement

leurs convictions et par se faire entendre et comprendre? Tel est le problème crucial de l'heure. Et c'est à l'avenir seul qu'il appartient d'y donner la réponse.

Dans ces conditions, devant ce conflit de forces contradictoires, dont nous suivons les phases avec une curiosité anxieuse, la prudence nous oblige à garder une extrême réserve.

Mais si l'on veut bien constater avec quel soin les hautes personnalités et les grandes revues officielles de l'Église de France évitent à l'égard de la F.·. M.·. toute polémique blessante, et même passent sous silence une foule de menaces et de manœuvres répréhensibles, on aura tôt fait de conclure que c'est aux francs-maçons surtout qu'il appartient d'intervenir en remplissant la première condition indispensable au succès de la trêve, à savoir en décidant maintenant leurs propres frères à cesser le feu et à remiser les armes.

JOSEPH BERTELOOT

LE TRÉSOR IMAGINAIRE DES GALIONS DE VIGO

Vigo, ce nom sonore qui évoque comme par magie les galions en flammes et l'or englouti, cette petite baie de la côte de Galice d'où est venue jusqu'à nous la fabuleuse histoire des navires chargés de trésors sans prix que l'amiral Châteaurenault préféra brûler que d'abandonner aux mains des Anglais, est resté à travers les siècles un des points classiques de la grande aventure marine. Périodiquement, on y voit reparaître des chercheurs plus ou moins bien renseignés, qui tous ont eu par héritage d'un vieux marin ou à beaux deniers comptants des renseignements inédits, et qui entreprennent de repêcher les lingots et les piastres au fond de la baie historique. On ne compte pas moins de quatre-vingts expéditions successives qui vinrent remuer le sable et les galets, et les passer au crible dans l'espoir de récupérer un jour des diamants et des émeraudes à pleins seaux, sans préjudice des autres moindres richesses. Mais, quel que soit le mystère que l'amour-propre déçu ou l'espoir de trouver des dupes ait pu faire garder sur les résultats de ces spéculations sous-marines, il est avéré que deux fois seulement on a retiré autre chose que du vieux bois vermoulu, des clous rouillés ou des ferrailles informes. Ce furent, en 1865, deux canons de moyen calibre tout rongés par la mer et incrustés de dépôts salins que l'on peut voir à Paris, au musée d'artillerie, et, en 1888 une pièce de cent sols à l'effigie de Louis XIV et au millésime de 1699. Assez modeste rémunération, on en convien-

dra pour deux siècles de travaux dont il n'est pas exagéré d'évaluer le coût à une trentaine de millions, en monnaie actuelle !

*
* *

Le trésor a existé, cependant, et c'est bien à Vigo que l'amena l'escadre.

La France, comme il ne lui est arrivé que trop souvent au cours de son histoire, se voyait alors, une fois de plus, en guerre avec une bonne partie de l'Europe. L'Angleterre, la Hollande, l'Autriche, le duc de Savoie, le roi de Portugal s'étaient alliés contre Louis XIV et son petit-fils Philippe V, le nouveau roi d'Espagne. Certes l'Espagne n'était pas une alliée à mépriser, mais, au cours de campagnes précédentes, les Français avaient dispersé ses armées et coulé bas ses navires, de sorte que par un étrange revirement c'était à la France maintenant, et plus spécialement à sa marine, qu'incombait la tâche de défendre, en plus des côtes de France, toutes les possessions espagnoles d'Italie, des Pays-Bas, des Iles méditerranéennes, des Antilles et de l'Amérique du Sud toute entière. Tâche plus facile à concevoir qu'à accomplir. Pourtant, les Espagnols pouvaient fournir leur quote-part à l'alliance sous une forme qui n'a jamais connu de refus, car leurs colonies envoyaient à la métropole, à intervalles réguliers, tous les trésors du Pérou, du Chili et du Mexique par l'intermédiaire des galions.

Ces navires étaient de beaucoup plus gros tonnage que les voiliers de commerce ordinairement employés dans les mers d'Europe. Construits pour doubler le Cap Horn et résister aux grandes lames des mers du Sud, car certains poussaient jusqu'aux Iles Philippines, ils apportaient en plus des métaux précieux d'énormes quantités de marchandises les plus diverses, destinées à se répartir dans l'Europe entière. Leur principal port d'attache était Cadix, où de grands entrepôts à terre recevaient les cargaisons que les convois de Smyrne et du Cap, hollandais en majorité, apportaient ensuite un peu partout, de Constantinople à la Baltique. Leur très forte voilure permettait aux galions de suivre sans trop de désavantage les vaisseaux de guerre dont ils avaient à peu de chose près la coque et l'armement. Ils gréaient en général quatre

mâts, les deux premiers très hauts portant grand-voile carrée, huniers, perroquets et cacatois, un mât d'artimon portant une voile latine et un hunier carré et, tout à l'arrière au sommet du château assez élevé qui terminait la poupe, un contre-artimon à voile latine. Dans l'ensemble, des bâtiments forts et rapides, parfaitement taillés pour la marche et pour la lutte, et non pas, comme on le croit trop souvent, de lourdes coques pesantes et sans défense.

Le monde entier enviait à l'Espagne la venue de cette coulée d'or qui, malgré l'appauvrissement de son sol et de son commerce, lui permettait de briller encore au premier rang des nations. « Les Galions ! », c'étaient pour tous la richesse proverbiale, immense, inépuisable, et l'on trouve trace de cette tradition à chaque pas dans notre histoire et notre littérature.

Le « Joueur », de Regnard (1696), n'a pas plutôt fait un coup heureux qu'il s'écrie en bénissant la Providence :

« La flotte est arrivée avec les galions ! »

Vers plus exact qu'il ne semble à première vue :

La « flotte », les navires armés de l'escorte, et les « galions » tout regorgeants d'or.

Mais en l'an 1702, les galions étaient en retard, au propre comme au figuré. A ceux qui auraient pu s'en étonner, leurs officiers auraient répondu qu'ils étaient bien excusables. Ces mêmes Français qui venaient mouiller à la Vera-Cruz, au Brésil ou dans la Plata pour servir d'escorteurs aux flottes espagnoles, les avaient, moins de quatre ans auparavant, canonnés et abordés sans merci, et elle ne dut pas manquer de pittoresque et d'ironie, la rencontre des capitaines du Roi avec les officiers espagnols « curieux, comme le dit un mémoire du temps, de faire connaissance avec ces gentilhommes qui venaient se ranger dans leurs eaux pour les conduire et les défendre au péril de leur vie, après avoir si souvent risqué cette même vie pour tenter de les abattre ». Ainsi le veulent le hasard des guerres et des alliances. Les galions avaient plus de deux ans de retard, et, à part quelques bâtiments légers isolés, aucune communication n'avait eu lieu pendant cette période entre l'Espagne et ses colonies ; aussi étaient-ils bondés à regorger. Au nombre de dix-sept, jaugeant de huit

cents à deux mille tonnes, ils ont pris double charge d'argent et d'or en barre, les gouverneurs des mines envoyant à intervalles réguliers tous les trois mois le produit de leurs fonderies et de leurs affinages. Double charge également de perles, produit des pêcheries du Mexique et de la mer Vermeille, et, comme cela représente une immense valeur sous un tout petit volume, on a « fait le plein » avec toutes les marchandises de valeur que l'on a pu trouver. De même, nombreux sont les marchands, les intendants ou les officiers qui, enrichis par un long séjour aux Amériques, n'ont pas voulu risquer leurs personnes et leurs économies sur quelques vagues navires marchands, destinés à arriver ou à ne pas arriver, au hasard des tempêtes, des naufrages, des pirates et autres « fortunes de mer ». Ils attendent le départ des galions, ces navires de l'État qui font route ensemble, prêts à s'assister les uns les autres, et que couvre la puissante protection de nombreux vaisseaux de guerre.

Or, tout justement, lorsque les galions se mettent en route, une formidable escadre anglo-hollandaise bloque étroitement les côtes d'Espagne, de sorte que Châteaurenault qui ne dispose que de peu de navires sait très bien comment il part, mais ne voit pas du tout où et comment il arrivera. Son opinion, partagée par ses officiers et une partie des commandants espagnols, est qu'il serait bien moins difficile et bien plus avisé de laisser les ennemis faire des ronds dans l'eau inutilement devant les ports d'Espagne et de gagner Nantes ou Bordeaux, dont l'accès est libre et où, à la rigueur, si quelques croisières anglaises se présentent, la menace de Brest tout proche et des forces qui peuvent en sortir à l'improviste empêchera les attaquants de s'engager à fond. Toute la côte portugaise étant pays neutre, c'est donc tout au sud, sur quelques lieues de terre espagnole où les ports, peu nombreux et se touchant presque, sont très faciles à bloquer efficacement qu'il faudrait atterrir, sans aucun secours à attendre ni de Toulon, ni des ports de l'Atlantique. Cela, c'est la voix de la sagesse, et l'on conçoit que les marins espagnols eux-mêmes se soient ralliés à cette opinion, mais aussitôt c'est un concert de malédictions et de menaces qui s'élève de toutes parts. Au fond, quelle confiance faut-il faire à ces Français qui,

il y a quelques mois encore, ne cherchaient les galions que pour piller et massacrer? Voilà bien leur astuce et leurs fourberies : ils ne viennent chercher nos richesses que pour les attirer chez eux. Une fois le chargement des galions débarqué en France il ne restera plus aux équipages et aux passagers qu'à regagner l'Espagne pieds nus et en guenilles, gueux comme des rats d'église et sans un morceau de pain. Voilà ce que l'on a gagné à accepter un roi de la main du terrible Louis XIV, qui n'a jamais assez d'argent pour ses guerres, ses palais et ses maîtresses! La foule des colons, des femmes et de leurs marmailles, les innombrables prêtres, moines et soldats embarqués sur le convoi, et dont certains attendent le départ depuis quinze mois et plus, refusent tout net d'aller ailleurs qu'en Espagne. Le vice-roi du Mexique, obsédé de ces criailleries et tiraillé de son côté par les appels réitérés du Conseil de Castille qui réclame des fonds le plus vite possible finit par se ranger à cette opinion : les galions iront tout droit en Espagne ou bien ne partiront pas, voilà tout. Châteaurenault hausse les épaules : « Allons à Cadix, puisque Cadix il y a, les marins de France feront de leur mieux pour le reste... A Dieu vat! » Et, au milieu des débordements d'allégresse, des chants, des musiques et des danses, les dix-sept galions et les vingt-deux navires français qui les encadrent mettent à la voile tous ensemble et quittent l'Amérique, spectacle prodigieux sous le ciel des Tropiques et le soleil des Iles qui resplendit sur l'or des poupes sculptées, la magnifique ordonnance des hautes voilures blanches et les fumées de canon que font rouler sur les eaux les salves du départ.

*
* *

C'est le 3 juillet 1702 que le roi de France, après avoir reçu les déclarations de guerre de l'Angleterre, de l'Empereur d'Autriche et des Provinces Unies se décida à son tour à faire connaître sa volonté à ses armées et à ses escadres. Ce document, qui débute par les pompeuses clauses d'alors et par un appel à la Justice et à la Protection divines qui n'ont jamais manqué aux armes de France, est d'une fort belle tenue et propre à

donner à chacun une haute idée du bonheur qu'il a à combattre pour un prince aussi puissant et aussi magnifique. Il conclut en ces termes :

« Sa Majesté a résolu d'employer toutes ses forces, tant de terre que de mer, soutenues par l'aide du Ciel qu'elle implore pour la justice de sa cause, de déclarer la guerre à l'Empereur, à l'Angleterre, aux États généraux des Provinces Unies et aux princes leurs alliés.

» Elle ordonne à tous ses sujets de leur courir sus et a défendu et défend expressément d'avoir ci-après avec eux aucune communication, commerce ou intelligence sous peine de la vie. »

Puis la déclaration termine en exhortant chacun de bien faire, depuis Monseigneur l'Amiral et Nos Seigneurs les Maréchaux de France jusqu'au dernier combattant « tant marins que gens de pied et de cheval ».

A la majestueuse prose élaborée à Versailles par les marins de bureaux, qui ne connaissaient en fait de combats navals que ceux dont les peintures ornent les murs du palais, l'Angleterre, plus positive, répondait en ces termes :

« Déclaration de Sa Majesté la Reine pour encourager ses vaisseaux de guerre et les armateurs ses sujets à faire des prises sur l'ennemi.

» Sa Majesté, pour maintenir la Foi publique, justifier l'Honneur de sa Couronne et prévenir les malheurs dont l'Europe est menacée, s'étant trouvée dans l'obligation de déclarer la guerre à la France et à l'Espagne, a trouvé à propos, de l'avis de son Conseil Privé, de publier et déclarer que :

» Si aucuns vaisseaux, bâtiments ou effets appartenant aux ennemis ou autrement sujets à confiscation sont pris et saisis en mer, ou dans aucun des ports, havres et rivières des ennemis, ils seront appréciés et publiquement vendus à la chandelle au plus grand avantage, et, après avoir payé les droits de douane et les frais remboursés, la moitié du produit de la prise sera payée aux officiers portant pavillon, capitaines, officiers et équipages de ses vaisseaux de guerre ou navires marchands pris au service.

» Pour les vaisseaux de guerre et autres navires pris à l'ennemi et aptes à entrer dans les flottes de Sa Majesté, il

sera payé aux preneurs dix livres sterling par canon et dix livres sterling par tonneau de jauge.

» Pour les vaisseaux et autres navires coulés à l'ennemi, dix livres sterling par canon que portaient ces vaisseaux.

» Tous les capitaines, matelots et autres servant sur les navires de guerre ou autres de Sa Majesté pourront prendre et s'emparer par voie de pillage, sans être obligés d'en rendre compte tous les effets et toutes les marchandises qu'ils trouveront dans les bâtiments pris en combattant, sur le tillac desdits bâtiments, sans toutefois toucher à la cargaison arrimée dans la cale.

» On prendra sur la part de moitié de Sa Majesté les sommes d'argent que le Seigneur Grand-Amiral trouvera à propos d'être payées pour médailles et autres récompenses à ceux des officiers, matelots ou soldats de marine qui auront rendu quelque service éminent ou extraordinaire... »

Cette sorte de contrat commercial à mi-fruit pour l'exploitation de la marine royale est extrêmement curieux. La reine fournit comme apport les navires, les armes et munitions et l'approvisionnement, elle paie de plus la solde des officiers et des équipages, et ces derniers s'engagent à exploiter l'entreprise au mieux de leurs intérêts communs, moyennant la moitié des bénéfices. Ce système, qui a ses avantages, a aussi ses inconvénients. Au cours des guerres de l'Empire, les flottes de Nelson et de Collingwood, qui bloquaient Brest et Toulon, au milieu des tempêtes d'hiver et des coups de vent d'équinoxe, sans jamais avoir l'occasion de capturer pour un sou de valeurs ennemies, ne voyaient pas sans une rage jalouse les frégates anglaises rentrer de croisière aux Indes et aux Antilles chargées à couler bas de butin précieux que les équipages voulaient ramener eux-mêmes, telle la *Minerva* qui revint de course, en 1804, avec des anneaux d'argent massif cerclant ses vergues et son beaupré, et des pièces d'orfèvrerie ciselée au sommet de sa mâture en guise de pommes de mâts ! Tout de même, dans le cas présent, il est certain que lorsque le duc d'Ormond mit à la voile avec l'escadre commandée par l'amiral Rook pour faire sa jonction avec la division hollandaise de l'amiral Van der Goes et que l'on apprit à bord qu'il s'agissait d'aller enlever les trésors du Mexique et du Pérou

on peut croire, sans risque d'être taxé d'exagération, que plus d'un, parmi les officiers et les équipages, se sentit devenir un tantinet plus combattif à l'idée de la somme inouïe à laquelle allait se monter leur bienheureuse part de 50 p. 100 La réalité, on va le voir, amena la ruine de ces espérances.

*
* *

Il nous faut maintenant, tandis que Châteaurenault et son convoi voguent sur l'Atlantique, accompagner le duc d'Ormond et ses navires dans leur croisière de blocus qui, dès le début, commença par des incidents assez fâcheux. La relation officielle anglaise n'est pas très explicite sur l'attaque de Cadix, sauf sur le côté purement militaire des opérations. Il convient cependant de la suivre pour situer d'abord les faits.

« La flotte combinée — (anglo-hollandaise) — quoique tous les préparatifs eussent été faits longtemps auparavant, ne mit à la voile que le 12 de juillet. Elle fut contrainte par des vents contraires de relâcher. Cependant, le 5 août, elle avait avancé de vingt-cinq lieues hors de la Manche et le 23 août elle se présente devant Cadix. »

C'est, si je ne m'abuse, prendre son temps pour voyager. Une fois devant Cadix, le duc d'Ormond réfléchit que puisque c'est là à peu près certainement que vont arriver les galions, il ne serait pas mauvais d'abord de s'emparer de la ville. Mais Cadix, puissamment fortifié du côté de la mer, ne cèdera pas sans une résistance acharnée et peut-être serait-il bon, d'abord, d'essayer de parlementer ; aussi, le commandant en chef anglais envoie-t-il au gouverneur, le marquis de Villadarias, capitaine général d'Andalousie, une sommation assez entortillée :

« La flotte anglaise n'est pas venue pour s'emparer d'aucune place de la monarchie d'Espagne au nom de Sa Majesté ni des États généraux des Provinces Unies. Ce n'est pas non plus pour apporter les troubles et calamités qui sont d'ordinaire inséparables de la guerre par droit de conquête, mais tout au contraire pour défendre les bons et fidèles sujets de ladite Monarchie et les délivrer du joug insupportable auquel ils ont été assujettis, et vendus à la France par des personnes mal

intentionnées. Sa Majesté la Reine et ses alliés n'ont d'autre dessein que de maintenir et défendre les droits de la Maison d'Autriche, c'est pourquoi les bons Espagnols qui ne s'opposeront point à nos troupes seront protégés en leurs personnes, leurs biens, privilèges et religion. »

Il faut remarquer que les arguments de cette proclamation, tendant à soulever l'Espagne contre le petit-fils de Louis XIV, sont exactement ceux-mêmes qu'emploiera le cabinet de Londres pour la soulever contre le frère de Napoléon. On y cherche également, ne serait-ce que par l'allusion à la liberté de religion, à rassurer ceux qui seraient tentés de voir, dans ce débarquement d'Anglais hérétiques, la réplique de l'expédition manquée de l' « Invincible Armada ».

« Mais si, continue le duc d'Ormond, au contraire de ce que j'attends d'eux ils ne concourent pas aux bonnes intentions de Sa Majesté et des États généraux des Provinces Unies, je prends Dieu à témoin que les hostilités qui se commettront en ce cas-là par les troupes sous mon commandement seront imputables aux Espagnols eux-mêmes qui, ayant une si belle occasion de faire voir leur fidélité et de suivre les motifs de leur obligation et de leurs intérêts, auront refusé de l'embrasser... »

En attendant l'influence que cette déclaration pouvait faire, on fit descente le 26 août dans la baie de Toros, proche du port Sainte-Marie, et dès le soir on marcha sur Rotta. Les habitants s'étaient enfuis pour la plupart. On y entra le 27 et l'on en partit le 30 après avoir été joint par le reste de l'armée qui avait débarqué. Le 31 on entra dans la ville de Sainte-Marie où l'on trouva des magasins abondants en toutes choses, on se saisit ensuite du fort de Sainte-Catherine qui fut démoli.

Jusque là, tout a marché à souhait, mais les « magasins abondants » vont gâter l'affaire. Laissant leurs alliés hollandais pousser l'assaut de la ville, les Anglais se sont attardés à piller et à déménager ces marchandises qu'ils supposent espagnoles, donc, ennemies, et tout à coup, lorsque le dégât est irréparable, on s'aperçoit, tant aux étiquettes des ballots et à la nature de leur contenu qu'aux papiers commerciaux trouvés dans les magasins que ce que l'on est en train de saccager est

propriété anglaise et hollandaise pour l'immense majorité !... Cadix, comme plus tard Hambourg et divers ports de commerce avait en avant de sa rade son « port franc » où venaient s'accumuler en transit toutes les cargaisons en provenance ou à destination du monde entier, pour s'y grouper et faire la charge complète d'un navire. Les marchands de Russie, de Suède, d'Écosse, de Hollande qui n'avaient chacun que quelques tonnes à envoyer au Brésil, aux Indes, en Turquie, entreposaient le tout à Cadix d'où les navires d'Espagne partaient pour le Proche et l'Extrême-Orient et l'Amérique du Sud, et de même les produits d'outremer s'amoncelaient dans cette vaste station régulatrice du port Sainte-Marie en attendant les vaisseaux du Nord qui devaient les répartir dans la Manche ou la Baltique. Tandis que ses alliés poussaient de l'avant, chaudement reçus par les troupes d'Espagne, le duc d'Ormond se désespérait en pensant à l'effroyable colère de ces gens tout puissants, les marchands de la Cité et ceux d'Amsterdam et d'Anvers, qui n'arriveraient jamais à comprendre pourquoi des Anglais et des Hollandais étaient venus mettre leur commerce à feu et à sang et leur faire perdre des millions sans rime ni raison.

Toutefois, avant de se retirer, Ormond voulut adresser une nouvelle sommation à cet obstiné marquis de Villadarias qui persistait à ne pas vouloir se rendre sous le prétexte, assurément stupide, que, les troupes de débarquement ayant repris le chemin des vaisseaux, il estimait n'avoir été nullement vaincu dans la rencontre. Le gouverneur de Cadix dut avoir un moment d'intense jubilation en lisant la lettre du duc :

« La mauvaise réception que vous avez faite aux troupes qui venaient sous mes ordres de la part de l'Archiduc d'Autriche pourrait vous coûter cher. Cependant il est encore temps de réparer cette faute et je vous ferai si bien faire la paix avec l'Empereur que vous serez regardé avec toutes sortes de distinctions à la cour du véritable Roi, où l'on verra enfin refleurir l'antique liberté castillane. »

Le duc ajoutait qu'il avait dans ses commissions une lettre de créance de la reine d'Angleterre elle-même l'autorisant à traiter valablement et directement avec le gouverneur de Cadix.

La flotte, après le réembarquement, ne put gagner le large que le 1er octobre, non sans qu'une barque parlementaire eût apporté au duc d'Ormond la réponse à ses sommations. Le marquis de Villadarias, homme d'honneur doublé d'un homme d'esprit, avait fait bonne mesure, et c'est en termes assez penauds qu'Ormond consigne dans son rapport :

« Villadarias répondit, en substance :

» Que si le Roi, son maître, avait pu prévoir la témérité » des ennemis d'aborder à la rade pour tenter de suborner » ses sujets, Sa Majesté lui eût sans doute donné des instruc- » tions qui lui auraient permis de répondre avec cette poli- » tesse dont seul le duc d'Ormond était capable aux propo- » sitions qu'il lui faisait de la part de l'Empereur et de » l'Archiduc d'Autriche.

» Qu'en l'absence de ces instructions il s'excusait d'avoir » l'audace de répondre lui-même.

» Qu'il respectait en ces deux Princes le caractère de » Majesté, cependant qu'il s'estimait fort glorieux de pou- » voir résister à leurs promesses avec autant de fermeté qu'il » avait eu peu d'émotion à lire leurs menaces.

» Que Philippe V était son Roi.

» Qu'il priait le Duc de se désabuser de ses idées mal con- » çues et d'avoir meilleure opinion de lui, ou alors remettre » ses troupes à terre et recommencer l'attaque.

» Que lui et son Conseil n'avaient que de généreux exemples » de leurs ancêtres, qui n'avaient jamais cherché leur éléva- » tion dans le sang, ni dans la fuite de leurs Rois.

» Enfin que la devise des marquis de Villadarias était » *Mori pro Patria* et que le Duc était libre de communiquer » ce renseignement à la Princesse qui gouvernait l'Angleterre.»

Le duc comprit bien toute l'insolence à peine voilée sous ces paroles.

N'était-il pas le petit-fils de cet Ormond qui, malgré tout son dévouement et sa bravoure, n'avait pu empêcher Cromwell de faire tomber la tête de Charles Ier qui l'avait créé duc et vice-roi d'Irlande? Et cette allusion aux gens qui « cherchent leur élévation dans le sang de leurs rois », n'était-elle pas une insulte en pleine face?

Ah, si les galions arrivaient, comme il serait heureux de

pouvoir enfin décharger sa colère et faire passer sa rage!

Et ce soir là, précisément, forçant de voiles, un de ses éclaireurs rallia le pavillon de l'amiral Rook. Il venait de Lagos et apportait des lettres du comte de Waldstein, alors à Lisbonne, qui donnait avis que Châteaurenault avec les galions et la division d'escorte, laissant de côté Cadix investi par mer, était venu prendre terre dans le petit port de Vigo au fond d'une rade perdue fort avancée dans les terres, devant laquelle on eût pu passer cent fois sans rien en soupçonner.

*
* *

Châteaurenault est arrivé. Retenant l'un, poussant l'autre, faisant serrer son convoi comme un bon chien de berger son troupeau, courant de la tête à la queue de la troupe qui parfois s'étire sur cinquante milles et plus, le chef d'escadre a senti ses cheveux blanchir à la tâche et aspire à arriver à bon port, ne serait-ce que pour pouvoir enfin dormir une heure tranquille. Combien plus volontiers, comme il l'avait fait jusqu'à présent, il se fût jeté sur cette « Armada » sans ordre et sans discipline, certain de l'enlever en rafale avant que ces maladroits aient seulement songé à manœuvrer! Pour comble, à mesure que l'on approche de l'Espagne, ces gens deviennent plus arrogants et affectent de traiter les Français en mercenaires loués et payés par eux pour assurer leur sécurité. Un dernier effort de sa part pour dérouter le convoi vers les ports de France a été repoussé avec mépris. Vainement un officier français au service d'Espagne, Petit-Renau, celui-là même qui inventera les galiotes à bombes et incendiera Gênes et Alger, essaie de démontrer aux commandants des galions que la seule chance de salut est de donner à pleines voiles dans la rade de Cadix, quitte à essuyer le feu de l'escadre anglaise, et à aller s'il le faut, s'échouer sur la plage, mais à proximité d'une place forte puissante qui enverra immédiatement des secours. On perdra peut-être un navire ou deux, c'est possible, mais le reste, sans s'arrêter à combattre, ira se mettre à toute course sous la protection des forts et des batteries de la ville. Rien n'y a fait. Les officiers, les

matelots, les passagers et les marchands qui encombrent les galions, tous sont unanimes à vouloir éviter les chances d'un combat : ils sont trop riches pour en courir le risque. C'est donc à Vigo que Châteaurenault, faute de pouvoir les mener à Cadix, est obligé de les suivre. Vigo, comme beaucoup de ports de la péninsule ibérique, s'apparente plutôt aux fjords de Norvège qu'à nos baies et à nos rades ouvertes. C'est une vallée étroite de la montagne qui plonge dans la mer, un couloir d'eau qui se prolonge au loin dans les terres à près de dix lieues plus avant que la petite ville de Vigo. Peut-être, avec beaucoup de chance, arrivera-t-on à mettre en sûreté le précieux chargement du convoi avant d'être découverts.

Châteaurenault ne s'arrête à Vigo que le temps strictement nécessaire pour alerter les autorités locales, demander des hommes, des mulets, des barques, des charrettes à bœufs. Il paiera ce qu'il faudra, trois, quatre fois les prix ordinaires des journées de travail, mais il veut du monde, et vite. Il fait défiler devant son navire tout le convoi des galions, pour être bien sûr que personne ne reste à la traîne, et, le dernier, il refoule tout ce troupeau de navires devant lui, le plus loin possible dans les terres. A Redondello, à deux lieues plus avant que Vigo, il s'arrête. Non qu'il ne puisse aller plus loin, mais Redondello est le dernier lieu auquel aboutissent des chemins carrossables ; plus loin, le golfe finit en cul-de-sac entre des montagnes escarpées. Et, tout de suite, Châteaurenault fait débarquer l'argent.

D'abord, le plus encombrant, l'or et l'argent en barre. Ensuite viendront les espèces monnayées, d'un maniement plus facile, enfin, si faire se peut, les biens et espèces des particuliers. Une fois seulement tout l'or et l'argent en sûreté on entamera le débarquement des marchandises. C'est ici que les fameux chercheurs de trésors, qui ont tant dragué le fond de la baie, auraient pu s'épargner bien des peines par un peu de réflexion. C'est le 1er octobre que les ennemis ont vent de l'arrivée de Châteaurenault et c'est le 22 seulement que leur flotte entre dans la baie de Vigo. Quelles que soient les difficultés des communications et les lenteurs apportées par la nécessité d'escorter les charrois nécessaires à l'évacuation du trésor sur l'intérieur, personne ne supposera que Châ-

teaurenault ait attendu d'être bloqué et sûr de ne pouvoir gagner Cadix par mer pour expédier ses millions vers l'intérieur des terres. Cela, les textes, qu'ils soient anglais ou français, sont d'accord pour le confirmer. En attaquant, l'amiral Rook savait déjà pertinemment que cette partie du chargement des galions était presque tout entière à terre depuis des semaines. Les estimations les plus raisonnables font monter le trésor à environ cent-dix millions appartenant au roi d'Espagne, et une dizaine appartenant à des particuliers. En or, en valeur de l'époque, celà représenterait un poids de trente-cinq tonnes, deux cent vingt tonnes si les lingots et les écus étaient uniquement de l'argent. Comme les mines américaines produisaient à cette époque beaucoup plus d'argent que d'or, on peut admettre que l'ensemble pesait environ deux cents tonnes, soit la charge d'un chaland de rivière ordinaire. Châteaurenault, qui dispose des équipages de près de quarante navires de haut bord n'a donc eu aucune peine, du point de vue matériel, à mettre ces cent vingt millions à terre. S'il ne l'a pas fait d'un seul coup, c'est faute de local sûr où les entreposer, mais cependant les rapports prouvent que quatre-vingt-dix à cent millions environ étaient en route pour Madrid par chars et convois muletiers qui se déchargeaient une première fois à Lugo, ville de l'intérieur communiquant avec la baie par d'étroits défilés de montagne et qui se trouve à plus de vingt-cinq lieues de la côte, où ces sommes furent régulièrement prises en compte par la trésorerie.

Ce qui eût pu s'engloutir avec les galions se montait au plus à une quinzaine de millions en lingots et monnaies, et huit millions en marchandises diverses. On verra que le métal précieux fut mis à terre jusqu'au dernier écu.

*
* *

Tandis que Châteaurenault fait transborder par ses hommes les grandes barres d'argent de cent livres, les coffres et les sacs pleins d'or, l'escadre adverse arrive dans les eaux de Vigo. Là encore nous ne pouvons mieux faire que de céder la parole aux témoins.

« L'amiral Rook, dit le comte de Marlborough dans sa relation du combat de Vigo, ayant appris l'arrivée du comte de Châteaurenault, en donna avis aux amiraux hollandais et fit assembler un conseil de guerre dans lequel il fut résolu d'aller chercher l'ennemi dans le port de Vigo. »

L'amiral Rook nous semble avoir joué jusqu'à présent un rôle un peu effacé, mais cependant facile à comprendre. Devant Cadix, c'est le duc d'Ormond qui avait la direction des affaires, tant comme plénipotentiaire que comme chef du débarquement. Du moment que l'action redevient navale, entièrement de sa compétence, Rook reprend le commandement et Ormond n'est plus chargé que de mener les troupes que l'amiral jettera à terre pour agir en coopération avec l'escadre.

« La flotte a fait voile et est arrivée devant Vigo le 21 par un temps si obscur qu'elle était tout près avant que l'ennemi s'en fût aperçu. Il tira quelques coups de canon qui n'empêchèrent pas nos vaisseaux de s'avancer jusqu'à trois ou quatre milles de ceux des ennemis qui s'étaient retirés à Redondello, à environ six milles au-dessus de Vigo, où ils se croyaient en sûreté à la faveur d'un château qui est placé d'un côté et d'une plateforme élevée de l'autre, sur laquelle ils avaient placé leurs plus gros canons pouvant croiser leurs feux, et parce qu'ils avaient mis au travers de la rivière une forte estacade faite de mâts, câbles, grosses chaînes et barils. »

Rook, sitôt en vue de Châteaurenault, réunit son conseil de guerre et conclut à livrer combat. Comme il ne connaissait pas les fonds de la baie, il résolut, de peur d'échouage, de faire pousser l'attaque par ses navires les plus légers, qui seraient suivis, après sondage, par les vaisseaux de ligne à fort tirant d'eau. Pour donner l'exemple, tous les officiers généraux, à l'exception d'un seul que la fièvre retenait au lit passèrent sur les bâtiments légers « pour, selon l'expression de Marlborough, donner d'autant plus de vigueur à cette entreprise ». Pendant ce temps le duc d'Ormond préparait à nouveau ses troupes et le 22 au matin, avant que la marée ne permît à l'escadre d'avancer, il débarqua à la tête de deux mille hommes d'élite, qui ne rencontrèrent aucune résis-

tance et marchèrent droit au fort qui défendait la passe resserrée et l'estacade.

« Il y avait bien huit mille hommes de troupes espagnoles entre le fort et les montagnes, mais à l'approche des nôtres ils se retirèrent après quelques petite escarmouche avec nos grenadiers qui en poussèrent quelques-uns et arrivèrent jusqu'à une batterie sur la droite dont ils se rendirent maîtres, comme fit le régiment de Churchill d'une autre batterie à la gauche. On ne perdit en cette occasion qu'environ trente hommes. Il y avait dans le fort environ trois cents mariniers français et cinquante Espagnols, lesquels voyant les batteries prises se retirèrent dans un vieux château d'où ils tirèrent sur nos gens pendant quelque temps, mais ayant ouvert leur porte à dessein de faire une sortie, comme les prisonniers l'ont rapporté, nos grenadiers s'en saisirent et se rendirent maîtres du château. »

Lorsqu'il vit que les troupes débarquées avançaient et que la marée montante allait porter les navires sur les Français, l'amiral ordonna de lever l'ancre et d'attaquer. Mais à peine son avant-garde arrivait-elle à portée de canon que le vent tomba et obligea à mouiller de nouveau. Vers midi, la brise se remit à souffler, et les Anglais s'avancèrent pour rompre l'estacade flottante. Le vice-amiral Hopson, qui montait le *Torbay*, arriva dessus à toutes voiles et les câbles, passant sous sa quille, ne l'arrêtèrent pas dans son élan. Derrière lui, toute sa division et celle de l'amiral Van der Goes en ligne de front vinrent heurter l'obstacle et furent arrêtées net. Il semble que les assaillants en furent extrêmement étonnés. C'est pourtant assez facile à comprendre. Les câbles et les chaînes du barrage, bien que tendus à bloc, conservaient toujours assez de « mou » pour faire le V en un seul point de leur longueur, mais lorsque dix ou douze navires en autant de points différents essayèrent ensemble de les enfoncer sous l'eau, cela demandait un allongement impossible à obtenir, et au lieu de peser davantage sur la chaîne et de passer dessus facilement ils furent obligés de stopper pour la rompre.

« Pendant ce temps, le vice-amiral Hopson, exposé seul au feu de tous les ennemis, fut sur le point d'être brûlé par un

brûlot que lui lancèrent les Français et qui s'accrocha à lui, mais le brûlot sauta d'abord et, par la bravoure et la diligence du capitaine, le feu d'un des côtés du vaisseau qui brûlait déjà fut éteint, et ledit vaisseau préservé.

» L'attaque fut poussée avec beaucoup de résolution et de bravoure. Ce qui contribua beaucoup à faciliter cette entreprise fut la conduite des troupes de terre, qui prirent exactement le moment d'attaquer le fort, lorsque nos vaisseaux, entrant dans l'estacade, faisaient jouer leur artillerie sur le fort et ses défenseurs.

» Aussitôt que nos vaisseaux eurent passé l'estacade, l'ennemi mit le feu et fit sauter plusieurs des siens, et en fit échouer plusieurs, de sorte qu'il n'en échappa pas un, brûlé, coulé ou pris, de trente-sept à trente-huit voiles qui se trouvaient là. Nous avons six vaisseaux de guerre en notre possession qu'on espère emmener avec nous. Nous avons aussi deux galions à flot et deux échoués à terre. »

Châteaurenault, reconnaissant la lutte impossible, s'est résolu à détruire ses navires. Il n'a pas un instant songé à livrer une dernière lutte désespérée pour gagner du temps, ce qu'il eût certainement fait si le trésor eût encore été à bord, pour essayer d'en débarquer au moins une partie. D'ailleurs, le comte de Marlborough conclut en ces termes :

« Nous apprenons que l'argent qui appartient au Roi et quelque partie de celui des marchands, le tout se montant à plus de trois millions de livres sterling, a été envoyé, il y a quelque temps, à Lugo, à vingt-cinq lieues d'ici, quoique certains persistent faussement à croire qu'il en est resté sur les vaisseaux et qu'on en tirera du fond de ceux qui ont été brûlés. Par contre, nous ne doutons point de trouver sur les vaisseaux d'autres marchandises de prix, car on n'a mis à terre que l'argent et peu ou point d'autres effets. C'est l'amiral des vaisseaux espagnols, Assego, qui nous donne cette information ; il est prisonnier, aussi bien que M. d'Alligre, chef d'escadre, et le marquis de la Galissonnière avec plusieurs autres officiers et quatre ou cinq cents hommes pris dans le fort.

» Après l'action, le duc d'Ormond a marché avec ses forces de terre jusqu'à Redondello, où l'on apprend qu'ils ont trouvé

une bonne quantité d'argent. Il nous restera bien cent pièces de canon de fonte des vaisseaux coulés à fond ou pris. »

Ainsi, dès le premier jour, les officiers anglais ne conservent plus aucune illusion. Le seul gain de l'affaire consistera en quelques pièces d'artillerie à repêcher dans la rade et ce que les troupes ont pu glaner d'argent à Redondello, dernier reste de ce que Châteaurenault n'a pu faire filer à temps dans les montagnes. Les pertes françaises, à une époque où un vaisseau armé ne coûtait guère que sept à huit cent mille livres, étaient largement compensées par le sauvetage des cent millions du trésor. Voici l'état de ces pertes :

Vaisseaux brûlés et coulés à fond :

Le *Fort*, de 76 canons, monté par l'amiral Châteaurenault ;
Le *Solide*, de 58 canons, monté par le capitaine de Chamelin ;
Le *Prudent*, de 62 canons, monté par le capitaine de Grandpré ;
Le *Dauphin*, de 46 canons, monté par le capitaine du Plessis ;
L'*Enflammé*, de 64 canons, monté par le capitaine Tricombault ;
L'*Entreprenant*, de 22 canons, monté par le capitaine de Polignac ;
La *Choquante*, de 8 canons, monté par le capitaine de Saint-Oman ;
Le *Favori*, brûlot, monté par le capitaine de Lefialet ;
Trois corvettes ;
Treize galions.

Vaisseaux échoués et hors d'usage :

L'*Espérance*, de 70 canons, monté par le capitaine de la Galissonnière ;
La *Sirène*, de 60 canons, monté par le capitaine Mongon ;
Le *Bourbon*, de 68 canons, monté par le capitaine Monbolt ;
Le *Superbe*, de 70 canons, monté par le capitaine de Botteville ;
Le *Volontaire*, de 46 canons, monté par le capitaine Soret ;
Deux galions.

Vaisseaux capturés à flot :

Le *Prompt*, de 76 canons, monté par le capitaine de Beaujeu ;
L'*Assuré*, de 66 canons, monté par le capitaine d'Alligre ;
Le *Ferme*, de 72 canons, monté par le capitaine Boissier ;
Le *Modéré*, de 56 canons, monté par le capitaine Lautier ;
Le *Triton*, de 42 canons, monté par le capitaine de Counte ;
Deux galions.

L'Espagne, on le voit, n'avait pas à se plaindre de son alliée, et l'arrivée au port des trésors d'Amérique coûtait cher à la marine française.

*
* *

Ce qu'avait été l'affolement de cette dernière journée, il est difficile de se le figurer. Sur cette rade étroite encaissée dans les montagnes dont les échos se renvoient la canonnade, qu'on se représente les régiments donnant l'assaut aux forts, l'escadre anglaise se ruant à la curée, vingt-cinq vaisseaux en feu, entassés dans un petit espace, au milieu du ronflement formidable de leur embrasement et sautant en l'air en explosions géantes lorsque les incendies, à tour de rôle, gagnent leurs soutes à poudre. Au milieu de cet enfer, d'autres navires jetés à la côte par leur équipages, couchés sur le flanc, démâtés, remplis d'eau, d'autres encore s'engloutissant d'un seul coup sous les vagues, les milliers d'hommes qui crient et combattent, les hurlements de la population affolée qui s'enfuit dans les montagnes, tandis qu'au contraire de toutes parts les sauvages habitants de la côte galicienne, attirés par les formidables reflets de l'incendie qui montent jusqu'aux nuages et les détonations de la canonnade, accourent à qui mieux mieux pour prendre part à la débâcle et tâcher de tirer du naufrage quelques bribes et lambeaux, les Français se retirant par les sentiers, avec leur grouillement de porteurs, de mulets et de chevaux de bât, les Anglais fouillant de fond en comble les navires capturés et les maisons de Redondello, furieux de voir les trésors si convoités leur échapper, tout cela forme un tableau déchaîné et fantastique où la foule tourne, va, vient et retourne en tourbillons, dans un pandemonium de fumée et de vacarme, et, là encore, c'est de la bouche des témoins même

des faits qu'il est bon de les recueillir pour se faire une idée de ces étranges événements.

Ce n'est ni aux Archives Nationales ni au Dépôt de la Guerre ou aux Archives de la Marine, mais bien aux Archives de Versailles qu'il faut aller chercher le rapport de celui qui, mieux que personne, peut nous dire ce que devint la partie du chargement précieux demeurée encore sur les galions, lorsqu'arrivèrent les Anglais. Cet homme renseigné entre tous, qui le dernier quitta le lieu de la bataille est M. de Gastines, intendant de la flotte de l'amiral Châteaurenault. Voici ce qu'il écrivit à quelque temps de là, à Saint-Jacques-de-Compostelle, sur la route du retour, lorsqu'il eut le loisir de mettre un peu d'ordre dans ses affaires et de rassembler ses idées.

Après avoir expliqué comment la plus grande partie du chargement avait été expédiée à Lugo, il note :

« J'ai jugé à propos, d'accord avec M. le Vice-Amiral, de mettre à terre tout le restant des deniers du Roi, et ceux même embarqués à la Vera-Cruz par quelques particuliers, ce qui fut exécuté le 20. »

Voilà qui est net, et peu encourageant pour les amateurs de plongée en scaphandre.

« Le 22 eut lieu l'attaque, ce qui m'obligea à m'assurer d'un grand nombre de chaloupes et de charrettes espagnoles pour transporter l'argent du Roi. Le 23, ce fut la descente des ennemis et M. l'Amiral me manda que tout était désespéré et que je partisse de Redondello où je le jugerais bon, avec l'argent. »

Et c'est ce que Gastines se décide à faire. Voilà la fameuse scène de la perte du trésor, et, pour ne porter que sur une somme bien moindre que celle que l'on fait journellement miroiter aux yeux des actionnaires béats des « Compagnies de la Baie de Vigo », pour s'être passée sur terre et non sur mer, il faut convenir qu'elle n'en est pas moins d'une furieuse couleur. Dès l'attaque du matin par voie de terre, les fuyards commencent à arriver à Redondello, apportant la nouvelle que les batteries sont détruites et les forts de l'estacade enlevés. A partir de ce moment, il ne fut plus possible de rétablir l'ordre. L'escadre et les galions luttaient toujours, mais leur sort importait peu à tout ce monde qui grouillait et se lamentait

à terre : les Anglo-Hollandais allaient arriver de vive force et tout passer au fil de l'épée ; dans leur hâte à s'emparer du trésor ils renverseraient tout sur leur passage, et à quels excès ne les porterait pas leur cupidité déçue, lorsqu'ils s'apercevraient que les neuf-dixièmes de leur prise leur échappaient?

Gastines, à ce qu'il semble, avait fait entreposer les sacs d'or — car il ne restait plus guère d'argent et d'or en barres — dans un couvent de Redondello où il était plus facile de veiller sur eux, mais les moines eux-mêmes, qui pourtant devaient trouver leur compte à cette hospitalité, s'enfuirent et l'abandonnèrent.

« Tout alors tomba dans la consternation, les religieux se sauvèrent de leur couvent tout courant comme en procession, avec la bannière et la croix, nu-pieds, fondant en larmes et poussant des cris pitoyables. Alors, il ne fut plus possible de retenir personne, la terreur étant si grande qu'on ne put rien organiser. Je voulus me servir des charrettes mais les conducteurs auxquels j'avais dû donner de grosses arrhes s'étaient sauvés dans la montagne avec leurs attelages. »

Ils n'étaient sans doute pas allés bien loin, les conducteurs, ils attendaient tout simplement de voir les Français tourner les talons. Nul doute qu'alors ils n'aient trouvé à leur manière une façon toute spéciale d' « organiser » le transport des millions. Il n'est pas bon de remuer l'or à la pelle, en public, au milieu de l'exaspération des convoitises.

De toutes parts, des gens surgissaient, matelots français et espagnols des vaisseaux coulés qui avaient tout perdu dans le naufrage, demi-noyés, avec tout juste la chemise et la culotte, et qui, prévoyant que tout n'allait pas être gai dans cette désastreuse retraite jugeaient bon, avant de s'enfoncer vers Lugo, de se lester les poches de quelques poignées de louis; habitants de Vigo ou de Redondello, plus courageux ou plus avares que les autres, qui se disaient qu'après tout vainqueurs et vaincus n'allaient pas s'éterniser là, et qu'un sac de piastres enterré à l'écart ne pourrit pas parce qu'il est resté quelques mois en terre ; paysans galiciens, qui n'avaient jamais vu en toute leur vie que de la monnaie de cuivre et qui tendaient le cou comme des loups maigres, en roulant des yeux terribles à la vue de l'or. Les charrettes, ces malheureuses charrettes

que l'intendant avait eu tant de peine à réunir et qu'il avait payées si cher, se mettaient, bien que dételées, à avancer toutes seules. Peu à peu, au milieu de la cohue, leurs roues allaient de plus en plus vite, elles tournaient le coin d'une maison et, comme par miracle, des bœufs ou des mules surgissaient on ne sait d'où et les emmenaient grand train. Les canots des pêcheurs de Vigo, au lieu de remonter vers le fond de la rade, allaient s'échouer avec leur chargement sur des grèves reculées, au creux des replis de la falaise, et leurs rameurs disparaissaient, des sacs sur le dos, comme évaporés dans les rochers et les broussailles. Il vint un moment où, au milieu de tous ces hommes farouches, le poignard ou le mousquet au poing, Gastines comprit qu'il était temps, pour ne pas se faire massacrer, de faire retraite en sacrifiant la part du feu. Aidé de quelques marins et secrétaires restés fidèles, il tâche de rassembler les notables du pays pour leur confier en dépôt une partie du trésor dont il est responsable. D'abord, ils se refusent, puis ils acceptent, ils acceptent même avec trop d'empressement, semble-t-il. Gastines voudrait voir le bon curé de Redondello pour confier à sa foi ce qu'il ne pourra emmener, mais l'homme de paix, terrorisé par toute cette canonnade, ces incendies et ces galopades de furieux, s'est caché et reste introuvable, ainsi que ses vicaires. Par contre, il ne manque pas d'amateurs pour envahir la sacristie, décrocher quelque vieille soutane, coiffer l'immense bicorne du clergé espagnol et courir se faire confier un sac ou deux. Il en vient même tellement que, alerté par les mines patibulaires de ces bons apôtres, Gastines, qui croit reconnaître à chaque fois le même chapeau, fait tout à coup la sourde oreille et ne veut plus rien savoir. En attendant il ne lui reste plus que deux charrettes attelées, sur lesquelles il veille en personne, l'arme à la main.

« Sur l'une, je fis mettre quinze sacs de mille piastres chaque, trois sacs de réaux, doubles réaux et monnaies diverses faisant à eux trois environ mille réaux, et appartenant au Roi; plus six autres sacs de mille piastres chaque et cinq lingots d'argent dans un coffre, appartenant à des particuliers.

» Dans la seconde charrette, une malle en cuir contenant l'argenterie de M. de Nesmond, plus six gros lingots d'argent

fort pesants et environ dix mille piastres en sacs, appartenant à diverses personnes. »

Gastines est à la fois précis et formel. L'argent du Roi d'abord, dont il est comptable et responsable, ensuite, s'il reste de la place dans ses charrettes, ce qu'il pourra emporter des biens des particuliers. Voilà encore le trésor qui fond à vue d'œil. Entre ce que les Français ont emporté à Lugo et à Madrid et ce qui a été pillé, il ne reste plus grand chose. Les cent dix millions du Roi sont à l'abri, une petite partie seulement ayant été volée. C'est ce que constate l'Intendant en faisant le compte de ce qu'il abandonne.

« Il resta dans la maison plusieurs coffres et malles pleines d'argent monnayé, de vaisselle plate et d'objets précieux, plus quatre caissons de monnaie de marchands espagnols. »

Gastines se met en route avec ses deux charrettes et sa petite escorte, sentant bien que, derrière lui, lorsqu'encore les grenadiers et les matelots anglais seront venus grossir la foule, tout cet « argent monnayé » aura disparu en quelques minutes, bu comme une goutte d'eau dans un désert de sable. S'il lui restait quelques illusions, elles ne dureront pas longtemps.

« Au moment où je me mettais en route, un dernier canot aborda, commandé par un jeune marchand de Landernau, Pennern de Caramons, chargé à couler bas de malles, mallettes, coffres et porte-manteaux pleins de monnaie et d'orfèvrerie, évacués par les navires français et surtout le *Solide*. Il n'avait pas touché quai qu'il était pillé et déchargé par toute une populace où se distinguaient spécialement deux Provençaux, établis cabaretiers à Redondello, et toute la racaille galligue qui ouvrait les coffres à coup de hache. »

Le soir du 23, Gastines couche à Mohela, à une lieue un quart de Redondello, pêle-mêle avec toute une horde de fuyards ; mais, au matin, les attelages de ses deux dernières charrettes ont, eux aussi, disparu. Sans doute, les gens de l'endroit ont-ils trouvé juste et équitable qu'une partie du trésor restât dans leur village. Gastines, qui a retrouvé à Mohela le trésorier de la flotte, le sieur Auril, décide avec lui de rassembler les meilleurs des matelots débandés et de leur faire porter au moins l'argent monnayé. Ils ouvrent un coffre, réunissent

vingt matelots et leur donnent à chacun un sac de mille piastres à porter sur l'épaule. Les sieurs Bru, écrivain du Roi, Ciron, chirurgien de l'Amiral, Pommet, commis aux vivres et Fleury sommelier de l'Amiral, encadreront la petite troupe qui va se rendre à Thuy, sur la route de Madrid, tandis que Gastines réunira d'autres volontaires.

Mais le secret n'a pu être gardé, les bandes armées qui courent la campagne n'entendent pas que ce butin leur échappe aussi facilement. Les matelots n'ont pas fait « demi quart de lieue » — cinq cents pas — hors des maisons que, de toutes parts, une fusillade terrible les accueille. Un matelot est blessé, le sommelier Fleury tué raide, et la petite colonne ne peut arrêter le massacre qu'en abandonnant l'argent que la foule se partage avec des hurlements de joie.

Ici se place un épisode magnifique, un trait d'honnêteté professionnelle véritablement émouvant de la part de ce modeste comptable de la marine, et l'on est heureux, au milieu de la ruée vers l'or de ces brutes, de rencontrer cette calme figure d'honnête homme qui tient à faire son devoir jusqu'au bout, et dans les formes.

Vainement, Gastines a fait une tentative auprès du curé de Mohela pour lui confier la garde de ses charrettes, déjà bien allégées. Peu soucieux d'être massacré par les forcenés, qui exigeront la livraison de ce dépôt sitôt Gastines parti, le curé refuse et s'enfuit dans les montagnes avec son vicaire. Les pillards de Redondello, ne trouvant plus rien à emporter, se sont élancés sur les traces de Gastines et se joignent aux habitants de Mohela pour exiger leur part du chargement des charrettes et le partage immédiat du butin. Entouré par cette multitude où des hommes à face de tigre s'arrachent à coups de couteau les pièces d'or, où cent canons de fusils convergent sur sa poitrine. Gastines comprend que rien ne peut sauver son tas d'or et qu'il va se faire tuer inutilement. Sautant sur une des voitures, il déclare que si on le laisse remplir ses poches il fera cadeau du reste aux assaillants, sinon il se fera tuer, mais non sans avoir cassé quelques têtes avec les pistolets qu'il tient de chaque main. Domptée, la « canaille galligue » hésite, puis pousse une immense acclamation en l'honneur de ce Français qui comprend ce que par-

ler veut dire. Tandis qu'il continue à tenir la foule en respect, le trésorier Auril remplit ses poches et les siennes propres d'autant de pièces d'or qu'il en peut tenir, et, fendant l'attroupement, les deux hommes s'enfuient à travers champs, tandis que derrière eux éclatent les coups de feu et les hurlements de démons de tous ces hommes ivres du désir de l'or, qui s'égorgent et se déchirent sur les derniers restes du trésor des galions.

Pendant ce temps, Gastines et Auril courent à perdre haleine, indifférents aux injures des marins et des marchands en fuite qu'ils bousculent sans y prendre garde, pressés seulement de trouver un endroit reculé où ils puissent à loisir répartir sur leur personne, d'une façon un peu moins voyante, les piastres et les louis d'or qui carillonnent dans leurs poches et qui risquent à chaque instant d'attirer sur leurs pas quelque autre vol de rapaces. Enfin, après des heures de course, ils se trouvent seuls dans un défilé de rochers, sur le sentier qui mène à Lugo. Alors ils s'écartent du chemin, se cachent dans les broussailles et là, leurs pistolets près d'eux, comme des malfaiteurs après un mauvais coup, ils vident leurs poches et comptent leurs finances.

« Nous eûmes quelque mal avec ces monnaies étrangères, toutefois, sachant qu'il faut quatre piastres pour faire un doublon de trente-deux réaux, qui vaut juste quinze livres en France, nous trouvâmes que nos deux mille et quelques piastres faisaient environ sept mille six cents livres de chez nous. Cet argent fut cousu dans ma veste et mon habit, et j'en donnai reçu au trésorier, après qu'il l'eut pris en compte. »

Tout ce que l'on pourrait ajouter à ce récit ne ferait qu'amoindrir la beauté de cette simple phrase.

*
* *

Le Trésor a disparu, entré pour la plus grande part dans les coffres du roi d'Espagne, mais sa légende commence. Des quelques millions laissés à Vigo, il ne reste pas plus trace que du sillage des galions à travers l'océan. Ce que n'ont pas emporté les Français, ce que les Galiciens n'ont pas eu le temps de dissimuler est tombé entre les mains des Anglais.

Il y a là quelques centaines de mille piastres, et surtout huit à dix millions de marchandises de toutes sortes, telles que bois rares du Brésil, écorce de quinquina, armes, bijoux et curiosités d'Amérique, sans compter une grande quantité de perroquets dressés et autres oiseaux rares. Encore faut-il noter que les Anglais n'ont pu mettre la main que sur quatre des dix-sept galions, deux à flot et deux échoués. Les autres ont coulé bas et se sont perdus corps et biens. C'est cette cargaison précieuse qui constitue le plus clair des dépouilles tombées entre les mains de l'amiral Rook et de ses alliés ; aussi, après avoir cru un instant tenir l'Eldorado des légendes, les Anglais et les Hollandais font une mine assez maussade.

C'est que l'annonce de leur victoire, après avoir été accueillie chez eux par un enthousiasme fou, des nuits d'illuminations et de feux d'artifices, et même une journée nationale d'actions de grâces dans toute l'Angleterre, a été suivie d'un singulier malaise qui prend de plus en plus des allures de cruelle déception et même de scandale.

D'abord, en Angleterre comme en Hollande, chacun a cru l'Espagne et la France ruinées et asservies à jamais. Plus besoin même de travailler, ni de commercer, puisque les énormes galions gorgés d'or en barre et de pierres précieuses allaient arriver incessamment. Déjà, chacun ne pensait qu'aux moyens de dépenser cet argent, et l'on peut croire que nul ne manquait d'imagination pour ce faire. Puis, les Hollandais, les premiers, gens de trafic et de négoce, songèrent aux suites pratiques d'une si belle victoire.

Dès l'affaire de Cadix et le sac du port Sainte-Marie, les plaintes n'avaient cessé d'affluer à Amsterdam. Non seulement les marchands de Hollande « poussaient avec vigueur la recherche des effets pillés à Sainte-Marie, où ils avaient des magasins », mais aussi leurs commettants, ceux qui leur confiaient des marchandises, sûrs qu'entre les mains des Hollandais, alliés de l'Angleterre, elles circuleraient sur les mers en pleine sécurité, commençaient à trouver que l'on était un peu long à leur donner des nouvelles de leur crédit. Successivement, les commerçants de Hambourg, de Lubeck, de Dantzig et des autres villes hanséatiques mirent leurs dépositaires en demeure de produire les marchandises ou de

les rembourser, et les mauvais bruits allaient en s'enflant et en s'exagérant.

« Outre les dépôts marchands de Sainte-Marie, on venait de constater que les effets pris à Vigo et sur les galions appartenaient presque tous, spécialement les bois de charpente et de teinture, à des marchands de Londres ou d'Amsterdam, qui demandaient paiement de ce qui s'était perdu par le naufrage. »

Le gouvernement anglais estimait qu'il fallait rendre à l'Espagne les marchandises pillées si mal à propos.

« C'est, à ce que l'on prétend, pour faire revenir les Espagnols de l'aversion qu'ils ont conçue contre les troupes confédérées, à cause du pillage qu'elles y avaient fait contre l'intention de leurs maîtres, et ce afin qu'en d'autres occasions, que l'on pourrait tenter par la suite, les Espagnols ne craignissent point l'abord et le débarquement de ces troupes. Cet ordre s'étendait également à ce que l'on avait trouvé sur la flotte de Vigo. »

Pour faire patienter les marchands, on leur promit de payer le dégât du port Sainte-Marie avec la vente des marchandises prises à Vigo.

« Mais celles-là aussi sont à nous ! » criaient les malheureux.

Pour gagner du temps, on finit par promettre de régler l'ensemble des dégâts, avant toute autre répartition, avec le fameux trésor que les amiraux vainqueurs allaient ramener. Mais ceux-ci, pressentis par courrier, se montrèrent soucieux et réticents. Finalement, ils estimèrent le total de leur prise à un prix si minime que ce ne fut qu'un long cri de stupeur et d'indignation d'un bout à l'autre de l'Europe.

Pendant ce temps, le roi de France agissait. Ordre avait été transmis de Versailles, par Madrid, à Châteaurenault et à ses principaux officiers et comptables de tenir secret, autant que possible le sauvetage du trésor. Tout au contraire, chacun se lamentait sur cette irréparable perte, et la légende s'affirmait, la légende des centaines de millions d'or engloutis dans les eaux du golfe ou tombés dans les mains des ennemis. Discréditer les amiraux de Hollande et d'Angleterre, semer la discorde et le soupçon dans la coalition, c'était de bonne

guerre et le cabinet de Versailles ne s'en fit pas faute. Malgré la perte de ses navires, le roi, remis à flot par l'arrivée du convoi, avait décidé d'accorder le bâton de maréchal à Châteaurenault ; mais la chose fut tenue secrète jusqu'en 1703 et l'amiral, feignant la douleur et l'humiliation, criait, à qui voulait l'entendre, que jamais il n'oserait reparaître devant son souverain. Le jeu fut si bien joué, et chacun tellement persuadé que les millions étaient demeurés à Vigo, que, devant le déchaînement de l'opinion publique, les gouvernements confédérés décidèrent de prendre des mesures d'exception.

Lamberty, dans son histoire de l'année 1703, rapporte qu'on ordonna aux trafiquants d'Amsterdam, qui prétendaient avoir des effets sur les galions, d'apporter par écrit et cachetée une note sincère, avec menace de châtiments à ceux qui y mettraient plus qu'ils n'avaient. Quant au pillage du port Sainte-Marie, la reine en avait saisi son parlement et l'on vit cette chose inouïe : un amiral vainqueur rentrant dans un port d'Angleterre pour voir mettre l'embargo sur ses navires et ses prises, les scellés sur les coffres de ses hommes et de ses officiers, et une garde en armes à bord, tandis qu'un véritable régiment de gens de loi faisaient de toutes choses un minutieux inventaire. A la même heure, l'amiral Van der Goes, arrivant en Hollande, voyait également sa flotte saisie dans les ports du Texel et d'Helvoetfluys !

Mais il fallut bien se rendre à l'évidence : en dehors du peu de chose déclaré précédemment, les flottes revenaient les cales vides.

Alors la rage du commerce des alliés, que cette victoire mettait sur la paille, ne connut plus de bornes.

« Il y avait des gens qui prétendaient pénétrer dans les affaires secrètes, qui criaient qu'il y avait beaucoup d'argent sur les galions, cependant qu'il y avait une résolution de le cacher pour ne pas en faire la répartition aux intéressés. »

Une fois de telles rumeurs lancées, il ne dépend plus d'aucune puissance humaine de les arrêter et les mauvais bruits ne font que s'enfler en grandissant toujours. Le résident de Hanovre à Amsterdam, Hunekin, alla même jusqu'à dire que, puisque c'était le baron de Sparr qui s'était avancé le plus loin à l'attaque de Cadix, c'était certainement lui qui avait

trahi et détourné le trésor. Le bouillant baron, qui n'admettait, pas qu'on l'eût abandonné seul en train de se battre, tandis que derrière lui les autres se faisaient les poches pleines, manqua tomber du haut mal et sentit bouillir en ses veines le sang des vieux lansquenets de Brandebourg.

« Il alla trouver le résident en son hôtel et, après l'avoir fort maltraité en paroles, le prit à la gorge et menaça de se venger sur sa personne. »

Outré d'avoir été soupçonné, le terrible baron n'hésita pas, lui aussi, à prendre le haut ton. Parfaitement, il y avait des gens à la conscience peu tranquille. Sitôt que MM. les Officiers d'Angleterre et de Hollande avaient su à qui appartenaient les marchandises pillées, ils s'étaient empressés, prévoyant une explication pénible, de prendre leurs précautions.

« D'abord que l'on eut abandonné Vigo, ils ont envoyé leur butin à l'abri en Portugal, soit à Lagos, soit à Lisbonne, et en ont tiré de bel argent comptant, et de bonnes lettres de change sur leur pays. »

Lui, Sparr, n'était pas homme à transiger ainsi, et si le sieur Hunekin ou tout autre, résident ou pas résident, s'avisait de lever le petit doigt en sa présence, il jurait bien son grand serment solennel qu'il lui passerait tout simplement son épée au travers du corps !

Quel désarroi dans les Conseils de la Reine et de l'Amirauté qui, mieux éclairés maintenant, voyaient bien que tout était fini et que cette funeste histoire de trésor allait se perpétuer et s'épanouir dans les siècles des siècles ! Le 5 décembre, on envoya un message de félicitation aux Hollandais en manière de consolation.

« Sa Majesté a commandé son Envoyé Extraordinaire près de vos Hautes Puissances, pour les féliciter de la part glorieuse que leurs flottes et leurs troupes ont eu à la victoire de Vigo... »

Mais la réponse vint sous la forme d'une nouvelle mise en demeure d'avoir à produire le fameux trésor, aux fins de partage.

L'année suivante, prévoyant que l'alliance espagnole ne serait pas éternelle et ayant pris goût à la chose, Louis XIV s'inquiéta de faire traverser les mers à de nouveaux galions. Ses ministres émirent alors une idée qui, deux siècles plus tard,

devait être présentée par certains comme une nouveauté inédite au cours de la guerre sous-marine.

« La sûreté du passage des flottes d'Espagne, qui partent d'ordinaire en mars et en juillet, l'une de Porto-Bello, l'autre de la Vera-Cruz, était l'objet le plus intéressant. Pontchartrain proposa à Chamillard de faire faire ce commerce par vaisseaux isolés, que l'on ferait convoyer en partant des ports d'Europe jusqu'au delà les dangers et que l'on irait attendre au retour, qu'ainsi on préviendrait les mésaventures que courent les grosses flottes, dont la marche toujours lente assure un plein succès à qui veut les attaquer. D'Harteloire, Chabert et Phelippeaux croiseraient devant le cap Saint-Vincent pour assurer le retour des vaisseaux d'Espagne. »

Mais cet avis ne prévalut pas et la flotte des galions, qui venait d'apprendre l'entrée en guerre d'un nouvel ennemi, le Portugal, profita de ce que l'amiral Rook, en quête d'un nouveau trésor, gêné par la brume et la tempête, était allé se réfugier à Lisbonne pour entrer cette fois, au grand complet à Cadix.

Et de la grande aventure de Vigo, de cet incendie d'une flotte entière qui, toute une journée et toute une nuit embrasa ce coin perdu de la côte espagnole, de tous ces millions fantômes disparus comme un mauvais songe dans la fumée du canon et le terrible fracas de la bataille, il n'est rien demeuré qu'une vieille histoire que se content tous les marins du monde pour tromper la longue monotonie des quarts de nuit, la légende de l'Or qui dort son sommeil éternel dans les coques éventrées des galions noircis par le feu, tandis qu'au milieu des barres, des lingots et des coffres, rongés par les eaux et tous revêtus d'algues, passent et repassent, sinistres sentinelles, des pieuvres énormes aux larges yeux de velours glauque, aux bras sans fin, qui se coulent en ondulant parmi les ossements verdis des marins morts.

PIERRE MÉLON

ÉDOUARD DALADIER

« Je crois bien que je vais être sous-secrétaire d'État à la Guerre », disait au mois de mai 1924, Édouard Daladier, qui venait d'être élu pour la deuxième fois député du Vaucluse, à la tête de la liste radicale-socialiste.

Édouard Herriot, animateur du Cartel des Gauches, président du parti radical-socialiste, allait former un gouvernement. Son parti ayant été écarté du pouvoir depuis la fin de la guerre, il était normal qu'il choisît pour collaborateurs des hommes neufs.

Parmi eux, Édouard Daladier occupait une place remarquée. Au cours de la législature du Bloc National, il était monté plusieurs fois à la tribune où il avait prononcé des discours dont la sûre technicité n'avait pas exclu la vigueur. Il était notamment intervenu dans des débats de politique étrangère, sur les affaires de Cilicie et de Syrie, sur le problème des Réparations. Ayant adapté la doctrine militaire des hommes de gauche aux conditions de l'après-guerre, il soutint de rudes discussions avec le ministre de la Guerre et les chefs de la majorité.

N'était-ce pas lui qui avait été chargé de rédiger l'étude consacrée à l'organisation militaire de la France dans le livre *la Politique Républicaine* lancé à la veille des élections et où Herriot, Painlevé, Bouglé, Borel, Demangeon, Gaston Jèze, Lévy-Bruhl et Charles Rist, entre autres, avaient, chacun, rédigé un chapitre ?

Ainsi Édouard Daladier indiquait une préférence.

Comment lui était-elle venue ? Par l'étude et l'enseignement de l'Histoire d'abord, par cinq années passées dans les tranchées ensuite. Agrégé de l'Université, professeur au lycée Condorcet, il avait obtenu, avec le grade de capitaine, la Légion d'honneur et la croix de guerre avec trois citations. Il alliait donc à la formation de l'esprit une expérience directe, vécue, des choses militaires.

Il semblait donc tout désigné pour occuper, aux côtés du général Nollet, ministre de la Guerre, le poste de sous-secrétaire d'État. Mais Édouard Herriot, qui l'avait vu à l'œuvre comme député, après l'avoir apprécié comme élève, savait qu'il pouvait demander davantage au député du Vaucluse. Il lui offrit le portefeuille des Colonies.

C'est à l'âge de quarante ans qu'Édouard Daladier commence sa carrière gouvernementale, au cours de laquelle il a occupé à trois reprises la présidence du Conseil et détenu les portefeuilles des Colonies, de l'Instruction publique, des Travaux publics et de la Guerre. Il devient président du parti radical-socialiste en 1927, au moment où le parti, se détachant peu à peu des formations d'Union nationale, entre dans l'opposition. Il conserve ce poste militant jusqu'à la veille des élections de 1932, et il y est à nouveau installé depuis janvier 1934.

L'action politique de Daladier se présente donc sous un double aspect, celle du chef de parti et celle de l'homme de Gouvernement. Mais, à l'étudier, il apparaît nettement qu'elle répond à une seule inspiration, qu'entre l'attitude nécessairement électorale d'un animateur de l'opposition et l'attitude constructive d'un membre du Gouvernement, il y a bien des similitudes.

Similitudes de pensées, similitudes dans l'expression de cette pensée. Jamais le chef du parti radical n'a placé les intérêts de son parti avant ceux de son pays. Il a toujours cherché à en assurer la concordance, à identifier, selon la plus pure tradition jacobine, le régime républicain et la Patrie.

Fils d'un petit boulanger de Carpentras, en contact direct avec la vie paysanne et artisanale française, il a compris que les classes moyennes constituaient l'armature de la France.

Son action gouvernementale vise à les défendre, son action militante s'efforce de les maintenir dans le cadre de son parti.

Libéral d'instinct mais sachant que les impérieuses nécessités de la vie moderne limitent la liberté économique des individus et confèrent à l'État des devoirs et des pouvoirs, il est présent dans tous les combats pour la défense des libertés comme dans ceux qui ont pour enjeu l'indépendance de l'État en face de toutes les oligarchies, de tous les « corps » et l'organisation de son contrôle sur ces oligarchies et ces « corps ».

Pour défendre ses idées — dont nous retrouverons facilement l'unité au cours d'une carrière mouvementée qui s'étend déjà sur près de vingt années — Édouard Daladier sacrifie volontiers l'éloquence des mots à celle des faits.

Pourtant il sait entraîner les foules, dire dans les meetings les phrases qui sont acclamées, souligner d'un geste véhément la période ardente. Mais ce n'est là pour lui qu'un à-côté. Il préfère convaincre son auditoire, le placer sur le plan de la raison plutôt que sur celui de la passion. Il emploie un langage direct, simple, parfois rehaussé d'une image facile, d'un rappel historique, d'une allusion provençale, parfois relevé d'un commentaire ironique. Mais tout concourt à renforcer la démonstration ou à la rendre plus attrayante. Des chiffres sont fournis, des citations produites ; les arguments de l'adversaire réfutés avec soin ; les cas particuliers examinés, sans que jamais l'aspect général des questions soit perdu de vue.

Il est donc un orateur efficace en ce sens qu'il fournit des arguments qui portent et qu'en même temps il peut lancer la flèche politique dans une direction que ses partisans suivront avec profit.

Homme d'action, il est aussi un homme de méditation. Curieux de connaître la vérité, il aime à se renseigner par lui-même, à puiser directement aux sources. Le gaspillage du temps lui est odieux, car il tient à se donner à la tâche et à ne pas s'en laisser distraire. Aussi n'est-on pas étonné de le voir n'accepter que les entretiens indispensables, renoncer aux discours inutiles et, dans ceux qu'il prononce, aux grands développements abstraits qui n'ont pas de prise sur la réalité immédiate.

Même en présence des foules, sa harangue porte toujours en elle les éléments substantiels. Même en face de ses amis provençaux, même devant le Mur d'Orange, où il suffit qu'il apparaisse pour que la cause soit entendue, soit qu'il parle français ou qu'il se laisse aller à improviser dans la langue de Mistral, on trouvera toujours dans son discours l'apport de commentaires solides et sérieux. N'est-ce pas récemment au cours d'agapes amicales, à un banquet de Provençaux, qu'il a tenu à prononcer sur la situation internationale des paroles de sang-froid et de vérité qui firent le tour du monde et qui contribuèrent à un apaisement momentané ?

Chef du parti radical, il a compris rapidement qu'il devait apporter à son parti non pas un programme — il existait depuis des années — non pas des idées — il en avait de fort brillantes et de fort nombreuses — mais une organisation solide. Et pendant ses années de présidence, il s'est occupé du développement matériel du parti radical, cherchant à créer et à fédérer des comités, à leur donner une documentation utile, à les faire bénéficier de tout ce que peut comporter une propagande moderne. Certes, il ne négligeait pas les batailles politiques, se rendait successivement dans toutes les régions de France, portant la contradiction à ses plus redoutables adversaires, comme au cours de cette bataille de Poitiers qu'il ne craignit pas de livrer contre un des chefs de la majorité qui devait devenir un de ses collaborateurs, Paul Reynaud. Mais son souci principal était d'avoir avec lui un parti fort et uni et, pour cela, un parti organisé.

Ministre, il a toujours eu des préoccupations de même nature. Derrière le fatras des formules traditionnelles et des dossiers des administrations, il a toujours cherché la réalité et, une fois parvenu à la découvrir, il s'est mis à l'étude des réformes qui lui paraissaient les plus justes et les plus utiles. Il n'était limité par aucun préjugé, freiné par aucun intérêt. Il accueillait les solutions les plus originales, les moins classiques. Il se méfiait de l'orthodoxie, sans pour cela abandonner son esprit critique lorsqu'il se trouvait en présence de suggestions nouvelles.

Nous le verrons successivement comme ministre des Colonies, ministre de l'Instruction publique, ministre des Travaux

publics et ministre de la Guerre, agir dès son entrée en fonction, déposer et défendre des projets novateurs.

Dans ces différents Ministères son action a été homogène, celle d'un homme fidèle à une doctrine générale, à un courant de pensée, mais qui étudie les problèmes en face desquels il se trouve avec objectivité, avec la volonté de les résoudre dans un sens conforme à l'intérêt général.

Édouard Daladier, président du Conseil, se considère tout naturellement comme le premier serviteur de la France. C'est cette conviction qui dicte ses décisions. Il peut se trouver en face de nécessités parlementaires : elles sont pour lui secondaires; ce qui lui importe, c'est d'accomplir son devoir vis-à-vis du pays. Il a — n'oublions pas qu'il est professeur d'histoire — pour l'État français un respect qui n'a d'égal que l'amour qu'il porte à la France. Il a le sens de la nation et du service public. Lorsqu'après avoir réfléchi, analysé, discuté, il acquiert la conviction que l'intérêt de la France exige qu'il prenne une certaine attitude, il n'hésitera pas... quelles qu'en puissent être les conséquences sur le plan parlemenmentaire.

On l'a vu à différentes reprises : au printemps 1933, lorsqu'il accepta de discuter le Pacte à quatre, à l'automne 1933, lorsqu'il soutint un plan raisonnable de redressement financier, au début de 1934, lorsqu'il procéda à un mouvement administratif que la défense républicaine rendait nécessaire, lorsqu'il défendit l'accès de la Chambre à des manifestants armés, lorsqu'il remit sa démission pour favoriser l'apaisement et, il y a quelques jours encore, lorsqu'il prononça son discours radiodiffusé consacré à la loi de 40 heures.

Président du Conseil, il a cherché, selon sa propre formule, à « couvrir tous les intérêts de la France ». Parce qu'il met parfois l'accent avec véhémence sur un point plus particulier de son programme, parce que, luttant pour une question qui exige une solution urgente, il va à l'essentiel et ne s'encombre ni du subsidiaire ni du détail, ses adversaires prétendent qu'il agit par impulsion et par coup de tête. Il serait facile de répondre en examinant, pour chaque grande catégorie de problèmes, les idées qu'il a exprimées depuis vingt ans. On serait étonné de leur trouver une telle continuité,

permanence rare qui s'exprime non seulement par la fidélité aux pensées générales, mais encore par la fidélité aux hommes. Peu nombreux, je crois, sont les hommes d'État qui ont su conserver autour d'eux, au cours de sept années de vie ministérielle réparties sur quinze ans, les mêmes collaborateurs directs.

Il n'a jamais marqué un goût prononcé pour la manœuvre politique. Peut-être même ne se sent-il pas toujours très à l'aise au milieu des discussions subtiles sur les dosages, les valeurs de remplacement et les variations des susceptibilités. Il préfère les controverses, voire même les batailles, autour des programmes. En prenant pour la première fois possession de la présidence du parti radical socialiste en 1927, il lança le mot d'ordre « Programme d'abord », qui lui paraissait et qui lui paraît toujours correspondre à ce qui est réel et à ce qui est nécessaire.

Son programme, le programme radical, nous le voyons se présenter avec unité au cours de sa vie politique depuis ses premières affirmations. Lorsqu'on s'efforce pour des besoins de polémiques de le dépeindre comme un chef sectaire, animé d'une passion partisane ou lorsqu'on reconnaît la sincérité et l'ampleur de son effort gouvernemental, c'est pourtant le même homme avec les mêmes idées, les mêmes attachements, les mêmes préoccupations qu'on attaque ou qu'on loue.

Il suffit de feuilleter le *Journal officiel* ou les comptes rendus des Congrès radicaux, les documents techniques ou les appels politiques pour en avoir la preuve.

Est-il utile d'apporter ici des citations ? Ses idées essentielles expliquent ses actes. L'État doit être fort et indépendant. La défense de la République est une forme de la défense nationale qui forme un bloc. La France doit assurer par elle-même sa sécurité et c'est la force française qui constitue la meilleure garantie de la paix. Mais la force française est une composante dont les principaux éléments sont le travail de tous, le développement de l'activité économique, l'équilibre financier. Grâce à cette force, il sera possible sur le plan extérieur de servir utilement la cause de la paix qui ne saurait s'accommoder d'une abdication de la France.

Il ne faudrait pas croire que ces différentes idées aient été inspirées à Daladier par les circonstances actuelles. Elles l'ont, au contraire, escorté au cours de toute sa carrière et elles ont trouvé dans les événements des justifications renouvelées.

Pour affermir l'indépendance de l'État, pendant qu'il était ministre des Colonies, il a créé la Banque de Madagascar.

En 1935, il a donné son adhésion au Rassemblement Populaire ; mais, défilant le 14 juillet devant le peuple de Paris, il a tenu à marquer publiquement que les plus généreuses entreprises « ne porteraient tous leurs fruits que si elles étaient poursuivies dans l'union, l'ordre et la discipline ». Et, devant le Congrès radical de Biarritz, ministre de la Guerre du premier Cabinet Blum, en octobre 1936, il est amené à préciser qu'il approuve les lois sociales, « en marquant toutefois des réserves sur les modalités et sur les délais de l'application de la semaine de 40 heures ».

Sa pensée allait, d'une part, aux artisans et aux classes moyennes qui forment l'armature de la France et que cette loi atteignait directement et, d'autre part, à l'activité économique du pays qu'il fallait stimuler et que la rigidité de cette loi, dans les conditions internationales du travail, risquait d'anémier.

Accroître la production pour permettre aux classes moyennes de résister, accroître la production pour permettre le renforcement de la défense nationale, telle sera la substance de la plupart de ses interventions au cours de ces dernières années, telle est la substance du récent discours radiodiffusé qui, loin par conséquent de marquer un reniement ou une trahison, démontre une conviction solide et une fidélité. « La défense nationale exige une économie vigoureuse » a-t-il dit dans sa dernière déclaration ministérielle.

Mais, déjà au Ministère des Colonies, au Ministère des Travaux publics, il s'était attaché à résoudre les problèmes économiques ; dans l'un, en entreprenant une politique «impériale » de développement démographique et de grands travaux utiles; dans l'autre, en mettant au point un projet de fusion des grands réseaux et en dressant là aussi un plan de travaux portant sur 18 milliards échelonnés sur cinq ans !

En l'établissant il avait tenu compte des critiques que, chef de l'opposition, il avait adressées au projet qu'avait présenté M. Tardieu. « Le peuple qui triomphera, avait-il dit alors, sera celui qui aura témoigné de la plus grande faculté d'invention, qui aura fait porter son effort sur l'amélioration de la qualité de ses produits, et qui aura exercé une compression farouche sur les prix de revient. »

Ce qui était vrai en 1930 est encore vrai en 1938.

« La défense nationale exige aussi une monnaie saine », poursuivait-il dans sa déclaration ministérielle.

La lutte pour la monnaie saine, déjà, il l'avait entreprise sous son premier Gouvernement. Il avait proposé un plan équilibré de redressement financier, plan qui fut repoussé par la coalition de la droite et de l'extrême-gauche. Aussi pour avoir repoussé en octobre 1933 un prélèvement de 15 francs par mois sur les traitements des fonctionnaires s'élevant à 12 000 francs et de moins de 40 francs pour les traitements de 15 000 francs, prélèvements que le Gouvernement Daladier avait eu la sagesse et le courage de proposer, le Parlement fut contraint d'accepter, quelques mois plus tard, de véritables et douloureuses amputations et toute une politique de déflation contre laquelle Daladier n'a jamais cessé de lutter. « Je ne proposerai jamais, a-t-il dit le 21 août 1938, une politique de déflation stérile qui a fait la preuve répétée de son impuissance. »

« La défense nationale implique enfin par-dessus tout la défense de la paix. » La paix? c'est pour elle qu'il a mené les combats les plus rudes, dénonçant, dès le lendemain de la guerre, les méfaits du nationalisme stérile, mais s'élevant aussi contre ceux qui acceptent une démission de la France et envisagent comme acceptable de se « résigner à la paix des servitudes ».

Il veut la paix et, en même temps, la grandeur de la Patrie. Pour atteindre un tel but, il ne se laisse entraver par aucune considération idéologique. Il fait toujours œuvre réaliste. Dès juin 1920, à la tribune de la Chambre, dans sa première intervention qui fut saluée par d'unanimes applaudissements, il avait fait un rapide tour du monde et conclu, en présence d'une politique gouvernementale hypnotisée par les problèmes rhénans et l'application littérale des traités, que

« si la France veut garder la liberté de son action en Europe, si elle veut éviter d'être le brillant second de quelque puissance, un pays vassal, il faut qu'elle puisse compter à la fois sur l'amitié musulmane et sur l'amitié du monde slave ».

En janvier 1924, il explique les raisons de son opposition à la politique de la Ruhr et suggère de remettre le dossier des Réparations à la Société des Nations, afin qu'il soit enfin réglé « dans un esprit de collaboration internationale ».

Pour cette collaboration internationale sur le plan diplomatique et sur le plan économique, il milite jusqu'au jour où, en 1932, il rentre dans les conseils du Gouvernement. Alors, il agit. Président du Conseil en 1933, peu de jours après qu'Hitler se fût emparé du pouvoir, il n'hésite pas à engager une délicate négociation sur la base du Pacte à quatre, élaboré par M. Mussolini, profondément remanié par les amendements français. L'accord est signé à Rome, aménageant ainsi la collaboration entre les grandes puissances de l'Europe occidentale, sans pour cela léser les droits et les intérêts des puissances à intérêts limités.

Il cherche toutes les occasions d'apaiser les difficultés. Lorsque l'Allemagne quitte brutalement la Société des Nations en octobre 1933, et qu'Hitler s'explique à ce sujet en prodiguant des paroles de paix à l'adresse de la France, Daladier, du haut de la tribune de la Chambre, répond au chancelier en lui posant plusieurs questions directes qui prouvent que, « si la France n'est sourde à aucune parole, elle n'est aveugle devant aucun acte ».

L'arrivée au pouvoir du Gouvernement Doumergue et la note funeste du 17 avril 1934 allaient définitivement entraver l'œuvre de rapprochement qu'il avait ébauchée et qui avait été continuée par le Gouvernement Chautemps. Entre février 1934, date où il quitte pour la deuxième fois la présidence du Conseil, et avril 1938, date où il y accède pour la troisième fois, que de changements survenus en Europe ! Quelle aggravation de la situation, quelle angoisse dans les esprits et dans les chancelleries !

La force allemande est là, menaçante. L'Anschluss, réalisé sans qu'aucune réaction surgisse dans le monde, a aiguisé

les prétentions du Führer. On sait qu'il va jouer sa partie en Europe centrale. Un président du Conseil vigilant n'attend pas que le drame se produise pour prendre des décisions, il doit tenter de prévenir le drame.

Le 28 avril, quelques jours après la formation du Gouvernement, il est à Londres avec Georges Bonnet ; en face d'eux M. Neville Chamberlain et lord Halifax. La situation est délicate car de nombreux informateurs ont fait connaître que, si la France demande à la Grande-Bretagne une participation plus active dans les affaires d'Europe centrale, elle essuiera un refus.

Daladier est averti ; mais il sait que si l'Angleterre n'adopte pas une attitude plus résistante, la paix sera menacée, et que, dans la paix ou par la guerre, l'Allemagne établira rapidement en Europe une irrésistible hégémonie. Il est donc résolu à faire un suprême effort auprès de ses collègues britanniques.

Pendant la première journée de discussion, il intervient peu. Il étudie ses interlocuteurs. Mais le second jour, au matin, dès que le problème tchèque est abordé par lord Halifax, il prend la parole. Et alors simplement, sans phrases, par un exposé de faits d'abord, par des arguments stratégiques, économiques, diplomatiques ensuite, il démontre les périls qu'entraînerait l'inertie. Pas de sentimentalité inutile, pas de périodes oratoires dont il sait qu'elles n'ont jamais impressionné les Anglais. Un langage direct, démonstratif.

Mais il n'est parvenu qu'à faire réfléchir le Prime Minister qui peut encore diriger contre son raisonnement des arguments nouveaux. Une fois encore, Daladier reprend la parole, résume sa première intervention, dépeint l'état de l'Europe, l'anxiété du monde devant le développement méthodique de la progression allemande. Il est ému et trouve la forme oratoire, mais toujours directe, rivée aux faits, qui peut convaincre. M. Neville Chamberlain, au cours d'une suspension de séance, consulte ses collègues. Il rapporte la réponse. La Grande-Bretagne accepte de faire un large pas en avant... La crise du 24 mai a été surmontée et lord Runciman est à Prague...

La paix? Dans son cabinet du Ministère de la Guerre, pendant plus de trois ans — en 1933 d'abord, depuis juin 1936

ensuite — c'est toujours à elle qu'il songe, en s'efforçant de doter sa patrie d'une armée forte.

Au lendemain de la guerre, il eût voulu que la France réduisît rapidement la durée du service militaire. Il le souhaitait pour des raisons humaines, pour des raisons diplomatiques et financières aussi. Ayant dénoncé la convention qui autorisait l'Allemagne à réarmer, à entretenir une véritable « armée de métier camouflée en police », montrant la nécessité d'une limitation simultanée et contrôlée des armements, il soutint depuis 1922 la thèse de la « nation armée » qui convient à un pays « hostile à toute politique d'aventure, mais résolu à exiger le respect de ses droits et à sauvegarder par son propre effort son indépendance et sa liberté. »

« La mobilisation de l'armée doit être celle de la nation. » Il l'écrivait dès 1923 et ajoutait : « Notre organisation militaire aura donc un double but : assurer par la formation d'une armée du temps de paix, saine et solidement outillée, l'instruction des recrues et la couverture de la mobilisation, créer sur place... de grandes unités solidement encadrées et disposant de toutes les ressources de la mobilisation, préparée d'avance et avec autant de soin que la mobilisation industrielle militaire. »

Voilà la doctrine générale à laquelle Édouard Daladier est demeuré fidèle, parce qu'elle n'était point la doctrine électorale d'un partisan, mais bien le résultat de la réflexion lucide d'un homme qui cherche la vérité.

Son œuvre militaire forme un ensemble cohérent, qu'on examine ce qu'elle fut avant l'échec de la Conférence du Désarmement ou ce qu'elle est depuis la reprise de la course mondiale aux armements. L'action du ministre de la Guerre de 1933 porte en soi les principes qui guidèrent, depuis juin 1936, l'action du ministre de la Défense nationale et de la Guerre.

Une pensée constante : mettre la France en mesure d'assurer sa défense contre toute agression, protéger le territoire national, rendre impossible une invasion. Une préoccupation permanente : que l'équilibre des forces en Europe ne puisse être rompu au détriment de la France.

Daladier a participé à la Conférence du Désarmement

avec l'espérance raisonnée et la volonté ardente d'un homme qui a fait la guerre. Il a cherché à Genève les moyens pratiques d'aménager le contrôle international, à défaut duquel toute convention serait un leurre impossible à accepter.

Mais, même dans l'attente d'un accord général, il n'a point permis que soient affaiblies les forces de la France. Au contraire, par une politique hardie, il a contribué à les accroître.

Envisageant la situation géographique et démographique de la France, le rapport des forces naturelles dans le présent et pour l'avenir entre la France et l'Allemagne, sachant qu'il serait impossible de créer une armée française quantitativement égale en effectifs à l'armée allemande redevenue libre, il a voulu compenser cette infériorité naturelle par un perfectionnement de la qualité des effectifs et surtout du matériel. D'où cette politique de fabrication et de motorisation qui réalise une harmonieuse combinaison de la vitesse, de la résistance et de la puissance de feu. D'où aussi les mesures prises pour améliorer les cadres, augmenter le nombre des spécialistes, développer le réseau des fortifications et en assurer une impeccable mise au point technique.

Mais ce n'était là qu'une ébauche. Si la Conférence du Désarmement aboutissait, le cadre de l'armée nouvelle réduite, mais efficace, était construit. Si la Conférence du Désarmement échouait, il suffirait alors de développer, dans le cadre maintenu, chacun des points définis dans le programme nouveau.

La Conférence du Désarmement échoua. Et c'est au moment du démarrage de la course aux armements que Daladier retourne rue Saint-Dominique. Il n'a pas à reviser ses conceptions, pas même à les adapter aux circonstances nouvelles. Il peut continuer son œuvre dans la direction même qu'il avait définie trois ans auparavant.

Ministre de la Guerre, il met au point un programme de quatre ans qui implique des dépenses se montant à 14 milliards, mais dont l'exécution rationnelle — qui se poursuit dans les délais prévus — achèvera la motorisation d'une armée dotée d'un matériel perfectionné. Il crée les troupes de forteresse et, comblant de dangereuses lacunes, il établit de la mer du Nord aux Alpes et dans le Sud-Tunisien un réseau de secteurs fortifiés qui pourraient être occupés sans délai

par des effectifs aguerris et du matériel recrutés sur place.

Ministre de la Défense nationale, il crée, par les décrets du 6 juin, la première organisation centralisée et rationnelle qui assure une collaboration étroite et féconde entre la Guerre, la Marine et l'Air. Tout en assurant sans heurts la transformation administrative du régime des fabrications, il jette les plans de l'action qu'il va entreprendre pour assurer à la France une défense nationale totale et homogène. Par le chef d'état-major de la Défense nationale qui coordonne l'emploi des forces et établit les programmes d'armement, par le secrétaire général de la Défense nationale qui assure l'exécution de ces programmes, il couvre toutes les activités vitales pour la défense du pays.

Les décrets du 21 janvier 1938 avaient permis de faire un nouveau progrès dans la voie de l'organisation effective de la défense nationale. Déjà, par le collège des Hautes-Études de la Défense nationale, il avait voulu donner à une élite d'officiers des connaissances approfondies sur les problèmes de stratégie militaire et sur ceux qui peuvent avoir une répercussion sur la conduite de la guerre. Par le Comité de production, où sont réunis les représentants des services qui déclanchent et animent la production des matériels de guerre, par le Comité des carburants, qui étudie les moyens d'assurer la permanence du ravitaillement de la France, par la fondation d'un Institut de la recherche scientifique appliquée à la défense nationale, trois grands secteurs communs aux Ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air se trouvent ainsi couverts.

Ainsi Daladier a fait passer un souffle moderne dans les vieux rouages de la grande machine militaire française. Il l'a adaptée aux nécessités. Ce n'est pas avec joie qu'il a demandé au Parlement et obtenu de lui des crédits considérables, c'est avec la certitude qu'il accomplissait vis-à-vis de sa Patrie un devoir historique, c'est avec la conviction que l'improvisation risque de conduire aux catastrophes et que la loi de notre époque, marquée par la guerre de 1914 et les ruines qu'elle a accumulées, est la loi de l'effort.

Président du Conseil, il exige que la France accepte de nouveau, librement, de se placer sous le régime tutélaire de la loi de l'effort. Ayant entre les mains le sort de la Patrie,

il n'est pas un moment où il n'ait la pleine conscience de ses hauts et redoutables devoirs. Pour lui, la mission de diriger la France ne peut s'accommoder de la moindre défaillance. Il s'est placé au service non pas d'une abstraction, mais d'une réalité vivante, qu'il a appris à connaître, enfant, sous le ciel du Midi, adolescent, dans l'étude d'un passé glorieux, homme, dans la boue des tranchées.

Dans la préface du beau livre consacré à la France et qui fut offert aux souverains britanniques, Édouard Daladier reprend le mot de Michelet : « La France est une personne. » Il en prouve l'unité solide et réelle. Il la montre composée d'hommes qui, « du plus humble au plus illustre, du paysan au poète, veulent le labeur dans la paix et la dignité dans la justice ».

C'est leur volonté dont il se sent l'interprète, lorsqu'il agit comme chef de Gouvernement.

IGNOTUS

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

On ne peut guère voyager dans l'espace sans voyager aussi dans le temps. A mesure qu'on parcourt la terre, on s'aperçoit que le présent est un point sur une courbe. Il prolonge pour un instant l'allure de cette courbe, et il en annonce — parfois assez capricieusement — l'avenir. Mais isolé et en lui-même, il n'est rien qu'un peu de souffrance humaine et d'absurdité inexpliquée. Ainsi le voyageur qui veut comprendre son voyage devient nécessairement un historien. Tout l'y pousse. Ce que nous appelons passé, quand nous lisons dans les bibliothèques, ressuscite quand nous visitons la terre. Il suffit d'aller jusqu'en Éthiopie ou dans les pays arabes pour se retrouver au moyen âge, et si nous poussions jusqu'à la Nouvelle-Guinée, nous atteindrions l'âge de pierre. Il y a longtemps que cette métamorphose, je veux dire de voyageur en historien, guette M. Paul Morand. Il a rencontré en route de grands êtres séculaires, Londres, New-York, et sa curiosité a dû s'adapter à leur durée. Et voici maintenant que dans une collection de portraits de reines, il nous donne un portrait d'Isabeau de Bavière.

Le passé est comme ces rivages qu'on entrevoit de la mer, à travers des nuées, et dont les plans, les ombres, les caps se masquent et défilent en changeant. C'est une terre incertaine et de la substance des rêves. Son attrait vient de là. Il a beau prendre des visages effrayants, il n'est qu'un fantôme. Il apparaît, s'évanouit, se dérobe, revient, semble vous dévo-

rer et s'insinue dans vos veines. L'historien qui joue avec lui est à la fois sa proie et son maître. Que M. Morand ait été tenté par ce jeu royal, on le comprend. Avec son coup d'œil prodigieusement sûr, avec sa rapidité et sa sûreté de dessin, il y a montré du premier coup une singulière maîtrise. Au surplus, il se voit assez qu'il y a cherché d'abord son plaisir. Le terrain était semé de pièges. Les idées générales, ces sables mouvants de l'histoire, attendaient l'auteur à chaque tournant. Il a passé avec prudence à travers ces fondrières qui s'appellent naissance de l'idée de patrie, état de la France à la fin du XIVe siècle, réforme cabochienne et autres abstractions. Il a côtoyé ces images de vapeur et cherché les vivants. Je crois qu'il a sagement fait. Ces allégories de professeurs lui auraient joué de méchants tours. Déjà, dans une note où il s'était risqué à faire l'énumération des grands fiefs au milieu du XIVe siècle, il a oublié la famille de Bourbon. Qu'il me pardonne ma surprise. Mais je viens justement de Souvigny, où ils sont enterrés. Il y a là la tombe de Louis II, qui était né en 1357, treize ans avant Isabeau de Bavière. Ce Louis II épousa Anne d'Auvergne, fille unique et héritière du comte de Clermont, Bertrand II. Or, les Clermont descendaient du sixième fils de saint Louis. Ainsi ce mariage unissait les deux fiefs de Bourbonnais et d'Auvergne et l'illustration de sang royal. Le fils de Louis II et d'Anne, Jean Ier, né en 1380, porta le titre de duc de Bourbon et d'Auvergne. Il mourut en 1433, deux ans après Jeanne d'Arc et deux ans avant Isabeau. Celui-là, M. Morand le cite souvent, mais sans l'identifier jamais. Il avait épousé une fille du duc de Berry, l'oncle de Charles VI. Son fils épousa une fille de Jean Sans Peur. Un simple voyage dans une vieille province, quelques mausolées dans une église donnent l'impression de cet enchevêtrement féodal du XVe siècle. Mais j'ai tort de me laisser aller à rêver à mon tour à cette France incertaine, faite de propriétés et d'héritages, dont l'ordre était très douteusement régi par cette loi salique, clé de toute notre histoire, disposition légendaire qui ne remonte pas au delà de 1317. J'oublie que le sujet proposé à M. Paul Morand était Isabeau de Bavière, et qu'on lui demandait un portrait de femme.

Là encore, il avait, qu'il le voulût ou non, à écarter d'abord

les légendes. Une prophétie voulait que le royaume de femme fût perdu par une femme et sauvé par une femme. La rédemptrice est Jeanne d'Arc, et peut-être la prophétie a-t-elle facilité les débuts de sa mission. Martin l'avait dit et tout le monde le savait : une vierge devait abattre le dos de l'archer anglais et protéger de son ombre les fleurs de lis[1]. Celle qui, par vertu de symétrie, a perdu le royaume, c'est évidemment Isabeau. Les prédicateurs ne le lui ont pas envoyé dire. L'un d'eux lui déclare en pleine figure : « La déesse Vénus règne seule à votre cour ; l'ivrognerie et le vice lui font cortège. Si vous ne m'en croyez pas, ô Reine, parcourez, déguisée, les rues de votre ville, et vous entendrez ce que chacun dit de vous. » M. Paul Morand a cité ce texte, car son livre est très soigneusement préparé. Mais s'il s'était borné à se faire l'écho de ces vitupérations, son sujet s'évanouissait. Les moralistes ne s'attaquent à rien d'humain. Il fallait une Isabeau faite de chair et de vraisemblance, une femme comme les autres, et non une entité pour sermonnaires. C'était la condition même du livre.

Or, il y a dans l'histoire, toute sèche et énigmatique qu'elle soit, un moment où Isabeau, de quelque façon qu'on la juge, est émouvante. A ce moment, elle est vieille et confinée à l'hôtel Saint-Pol, assez loin, semble-t-il, des événements humains. C'est à la fin de 1431. Jeanne d'Arc a été brûlée le 30 mai ; le 2 décembre, le petit roi de France et d'Angleterre, Henry VI, fait son entrée à Paris. Il était le petit-fils d'Isabeau, étant le fils de sa fille Catherine, qui avait épousé Henry V. Il passa sous les fenêtres de sa grand'mère, et elle pleura. De cette scène, M. Morand a fait une des pages les plus belles de son livre. Mais il est vrai que ces larmes sont émouvantes. A quoi pensait, en les versant, cette femme de soixante ans, qui avait vécu une si longue tragédie? Il y a vraiment

1. Je cite d'après le récent livre, si curieux et si intelligent, du général Visconti Prasca. *Giovanna d'Arco*, chez Treves, 1936 : *Descendit Virgo dorsum Sagittarii et flores virgineos obscurabit.* M. Morand a fait entrevoir ce monde de la magie sans lequel le xve siècle ne saurait se comprendre. Mais je ne crois pas son esprit très enclin aux sciences occultes. Il nous donnerait un Gilles de Rais tour à tour aimable et tragique, mais sans aucune odeur de soufre. Il est lui-même un homme de la Renaissance, plutôt que du Moyen-Age. C'était une difficulté de plus pour écrire son livre. Pour trouver parmi nos contemporains un homme qui ait vraiment des accointances avec le Diable, il est préférable de s'adresser à M. Mauriac.

une énigme d'Isabeau de Bavière et l'on sent bien que M. Morand s'est attaché à la résoudre.

Quelle forme donnerait-il à son livre? Il nous dit, dans son introduction, qu'il a suivi l'exemple des dialogues historiques de Vitet, dont il lisait avec admiration, étant enfant, *les États de Blois* et *la mort de Henri III*. Je le crois de tout mon cœur, mais c'est bien par pure amitié. Il cite aussi le président Hénault, au risque de sortir du vraisemblable. Il est vrai que le président Hénault se réfère lui-même à Shakespeare, et que c'est peut-être là qu'il faut en effet trouver le modèle véritable de M. Morand. En trente-cinq tableaux assez courts, mais saisissants, il a fait passer sous nos yeux la destinée de la reine. Évidemment, il s'est donné licence d'inventer des dialogues et même des rencontres. Il nous en avertit lui-même dans une note finale. Il a parlé aussi le langage de notre temps, sans affecter d'écrire celui du xve siècle, et sans craindre les anachronismes. Mais dans l'ensemble, non seulement il a respecté la vérité historique, mais il l'a curieusement recherchée. Pouvait-il faire mieux? Quelle invention vaudrait le texte du traité de Troyes, qu'il a tort de faire proclamer par un ménestrel, mais qu'il cite très exactement. Et le texte complet est encore plus atroce, dans sa perfidie cauteleuse, que l'abrégé qu'il en donne.

Nous voici au cœur du livre. Quelle idée faut-il se faire de la femme de Charles VI? Il semble que dans la pensée de M. Morand, et c'est sans doute la vérité, on doive distinguer des époques. Nous voyons d'abord une petite Allemande de quinze ans, docile et sentimentale. Elle arrive dans un pays dont elle ne comprend pas la langue, près d'un jeune roi qui la désire fort, mais qui ne se pique pas de fidélité, et à qui elle donne beaucoup d'enfants. Les lettres qu'elle lui écrit durant une grossesse sont fort agréables : « Par l'enfant de vous que je porte, gentil sire, je vous souhaite d'abord belle victoire sur les ennemis. Je m'unis de loin à vous tout le jour, soit dans votre étude, soit dans mon oratoire. »

De ces premières années du mariage, M. Morand nous a fait de charmants tableaux. C'est en 1390, cinq ans après les noces. Le roi revient de voyage, et la reine, lasse de l'attendre, s'est endormie. Elle ne s'éveille point quand il entre, et le roi,

qui la contemple, attendri, fait son examen de conscience : « Je n'ai pas beaucoup pensé à elle depuis la Saint-Michel ; pas assez. Mais tout soudainement, à Châlons, j'ai compris qu'il fallait faire diligence, courir à Isabeau, lui demander pardon. Pardon de quoi ?... Isabeau, ma reine, je vous demande merci ; je suis traître et parjure à notre mariage ; au troisième jour de nos noces, je m'en suis allé tout joyeux batailler contre les Anglais ; j'ai aimé les chasses, combats, joutes, caroles et farandoles où vous n'aviez point de part ; j'ai pris grand plaisir et délectation mondaine loin de vous, ma gente reine ; il y a eu trop grand foison de femmes autour de moi et j'ai baisé trop de bouches. Voilà qu'au lieu de la réveiller et caresser, je suis devant elle tout pensif comme si j'allais mourir. Hélas ! que j'ai le cœur oppressé ! D'où me vient cette peur ? N'avons-nous pas vingt ans ? »

Deux ans plus tard, le roi était fou. M. Morand a eu l'idée assez shakespearienne de nous apprendre la nouvelle par un conciliabule des fous de cour. Qu'on imagine cependant la condition tragique d'une reine de vingt-deux ans entre les oncles du roi qui prétendent au gouvernement, le frère du roi, Louis d'Orléans, beau, jeune, séduisant, et sa propre famille bavaroise, âpre au gain et qui la surveille. Son frère, Louis de Bavière, qui vit auprès d'elle, la conseille et la gourmande : « Si tu n'as pas l'étoffe d'une reine, aie au moins celle d'une ménagère. Pense à la tirelire... Ce qu'il y a de moins mauvais chez les fous, c'est leur prodigalité. A la première occasion, fais-toi assigner un douaire... » « Louis, répond-elle, c'est trop affreux. Tais-toi. » Mais l'avarice s'est glissée dans son cœur.

Elle a de grandes obligations et un grand respect envers le duc de Bourgogne, qu'elle redoute et qui a fait son mariage. C'est un homme rude et pratique, méfiant et plein de bon sens. Le duc de Berri, grand amateur de table, grand collectionneur, est un bon vivant qui épuise son peuple. A côté de ces vieilles têtes, le jeune duc d'Orléans est un fou, qui ne rêve que châteaux et que fêtes. C'est cet écervelé qui manque brûler le roi, en brandissant une torche dans un bal où des seigneurs, vêtus d'étoupe, sont déguisés en hommes sauvages. Il fait à la reine des déclarations imprudentes. Et elle l'aime aussi : mais pen-

dant longtemps, cette inclination reste chaste. Auprès du malheureux malade, elle est longtemps une bonne femme, comme elle est une bonne mère. La folie du roi est intermittente, et le roi semble parfois s'en éveiller. Encore en 1397, M. Morand nous montre un de ces réveils. Isabeau prie avec ferveur pour la guérison : « Vous qui veillez sur les pauvres nerveux et sur les tremblants, protecteurs des fols, anges gardiens des convulsés et des dolents du mal sacré, saints Cosme et Damien, priez pour lui... » Charles paraît vêtu de velours noir brodé d'hirondelles dorées. Il est bien ce matin. Les deux époux parlent doucement, et même plaisamment. Le roi revient de son mal comme d'un voyage, et s'étonne des modes nouvelles. « Je vous aime, mon roi, dit Isabeau, cet amour ne change pas de mode. » Tout à coup, dans le discours le plus tendre, le roi pâlit, son front se couvre de sueur, ses ednts claquent, ses yeux chavirent, il insulte la reine, il la poursuit, il devient furieux.

On voit ici les avantages de cette mise en œuvre par dialogues et par scènes, où l'écrivain, ne gardant que les moments les plus dramatiques du sujet, en trace la courbe en pointillé de feu. On voit pour ainsi dire à chaque tableau nouveau la reine s'alourdir, s'avilir, se tromper, conduite par l'égoïsme et la haine. Quant au roi, en même temps qu'il s'abêtit davantage, il devient plus touchant de renoncement, de résignation, de bonté. Ce fol devient un simple et la souffrance a fait de ce simple une sorte de saint adoré par le peuple. Les deux figures sont dessinées avec une singulière énergie. La scène culminante est peut-être celle du mariage de Catherine, la fille d'Isabeau et de Charles VI, avec le roi d'Angleterre en 1420, dans la cathédrale de Troyes. Isabeau rayonne de ce beau mariage de sa fille. Le roi fol sent confusément qu'on livre un pays à l'autre. « Je ne veux pas que la France s'en aille en Angletere », dit-il. Mais ce sont là, dans sa pauvre tête, des rêveries incertaines et qui s'effacent. Quand tout est fini, Charles VI, montrant le roi d'Angleterre, demande : « Quel est ce grand garçon blond qui épouse notre fille ? »

C'est là du théâtre, et singulièrement pathétique. M. Morand a voulu faire un livre, et peut-être ne se soucie-t-il point de pénétrer dans l'embarras du tripot comique. Mais, au vrai,

il a fait une pièce. S'il a voulu imiter Vitet, il a laissé loin derrière lui ce prédécesseur grisâtre, et il est allé jusqu'à cet art de *Cromwell*, injouable et pourtant scénique. Certains moments de son œuvre seraient aux lumières du plus grand effet et du plus dramatique, peut-être parce qu'il n'a pas pensé à les y porter, et que la sincérité et la loyauté de l'œuvre sont demeurées entières.

*
* *

Je ne sais quelle figure M. Gide aura faite en voyant ses propos si naïvement rapportés dans le *Journal* de M. Green. Il y a un petit portrait de lui qui est charmant. « Gide... se contente de balancer un pied et appuie sa tête sur sa main, dans une attitude méditative. Au bout d'un instant, il s'éclaircit la gorge et c'est tout. » L'image est vivante. Tout est rapporté avec cette candeur. Il est évident que l'auteur de *Mont-Cinère* vit dans un univers où les valeurs de l'enfance, encore toutes voisines, ont gardé tout leur prix. C'est, je le crois, une excellente condition pour un romancier. De ce contact avec ses années les plus fraîches, M. Green a lui-même conscience. Il écrit, le 18 octobre 1931 : « Travaillé ce matin avec une facilité relative, ce qui m'inspire toujours quelques doutes. Au moment où le vieux monde croule, je me rends compte qu'il est extravagant de tourner et de retourner des phrases où il est question de fenêtres qui se détachent des maisons pour voguer dans le ciel comme des nacelles. Cette rêverie de Henriette, je ne sais de quelle région obscure de mon enfance elle est montée jusque dans mon rêve. » Il est possible aussi que M. Green nous paraisse plus innocent qu'il n'est, son journal ayant été, de son aveu, expurgé. Il nous apporte cependant quelques précisions, sinon quelques nouveautés, sur les soucis de l'art d'écrire. Mais surtout il contient, au milieu de pages un peu fades, un morceau de premier ordre. C'est le récit d'un voyage en Amérique. Dans ces impressions où la nouveauté se mêle au souvenir, la vision ingénue, la bonne foi, la sensibilité ont toute leur valeur, et plus d'un passage est vraiment délicieux.

M. Green descend d'une famille sudiste. Son grand-père, emprisonné par les Nordistes pendant la guerre de Sécession

et menacé d'être fusillé, habitait à quelque distance de Richmond. L'écrivain se rappelle encore cette demeure, parée de prestiges dans sa mémoire enfantine. « Cette maison était beaucoup plus qu'une maison de campagne ; avec les collines qu'on voyait au loin, les grands arbres qui frôlaient les murs de leurs feuilles, elle était à mes yeux une habitation idéale. C'était un monde parfait replié sur lui-même, jaloux de son bonheur et de sa paix, éloigné du monde réel par d'invisibles barrières. En été, la maison possédait des trésors de silence, de fraîcheur et d'ombre. Qu'il faisait bon lire des romans sur un vieux canapé défoncé, dans une bibliothèque qui sentait les vieux livres ! Grise, avec un toit rouge sombre et presque tout entière cachée par des sapins, des ormes et des bouleaux, elle offrait quelque ressemblance avec les maisons de campagne que décrivent les romanciers russes, ou, du moins, je me plaisais à le croire. Elle était construite en bois et flamba en une seule nuit, au mois de juin 1922. Depuis, je l'ai reconstruite bien des fois dans ma tête, remettant à leur place tous les objets disparus... »

On surprend ici la création même de M. Green : un souvenir qui se charge de rêves et qui, aboli dans le monde des faits, devient un ensemble de sensations, de plaisirs, d'émotions, de réminiscences littéraires. Un roman de M. Green est-il rien de plus ?

HENRY BIDOU

L'EUROPE
ET LA CRISE TCHÉCOSLOVAQUE

Il est possible qu'à l'heure où paraîtra cet article soit proche le dénouement de la crise de l'Europe centrale ; il est possible que les dés soient jetés à ce moment et que l'Allemagne hitlérienne, ayant mesuré ses chances et ses risques, ait ouvert délibérément la porte à l'aventure. Nul ne sait de quoi demain sera fait. La claire raison autorise à espérer encore un règlement amiable de la question qui depuis tant de semaines et de mois se pose sous des aspects si préoccupants en Tchécoslovaquie ; mais ce que l'on sait de la force des passions qui s'affirment en faveur de telle ou telle idéologie révolutionnaire ou totalitaire commande la prudence et la vigilance, porte à redouter le pire. Au cours de la dernière semaine du mois d'août et de la première semaine du mois de septembre, la situation internationale a évolué dans une atmosphère rappelant étrangement celle du mois de juillet 1914. Il a fallu aux gouvernements responsables et aux peuples conscients des réalités immédiates beaucoup de sang-froid, de maîtrise de soi, pour ne pas céder à une nervosité susceptible de précipiter les événements dans les conditions les plus dangereuses.

C'est que, indépendamment de la complexité du problème à résoudre, la situation internationale était entièrement dominée par le fait brutal de manœuvres militaires allemandes devant durer jusqu'au mois d'octobre, en vue desquelles le Reich a appelé sous les armes un million et demi d'hommes, cependant que plusieurs centaines de mille tra-

vailleurs sont employés à la construction hâtive de puissantes fortifications aux frontières occidentales, méridionales et orientales de l'Allemagne. Que des négociations particulièrement délicates aient dû se poursuivre ainsi sous la pression d'un appareil militaire équivalant à un véritable état de mobilisation, cela ne créait pas précisément un climat favorable à une entente rapide. C'est ce qui explique qu'en dépit de tous les efforts pour rechercher les termes d'un honnête compromis, les plus sûres bonnes volontés se soient heurtées pendant de longues semaines à des obstacles surtout d'ordre moral et psychologique. Il n'y a pas de problème politique qui ne puisse être résolu pacifiquement si l'on s'en tient rigoureusement à la logique des faits et à l'interprétation sincère des principes qui régissent toute société civilisée nationale ou internationale. Il y a eu en Europe, avant et après la Grande Guerre, des crises plus aiguës par leurs données propres que celle qui trouble, du fait de l'agitation des Allemands des Sudètes, la vie intérieure de la République tchécoslovaque, et la mise en œuvre des moyens ordinaires de la diplomatie a toujours permis d'éviter le recours à la force. Ce qui, dans le cas présent, complique si dangereusement les choses, c'est que derrière le mouvement des Sudètes et au delà des revendications du parti de M. Conrad Henlein, on sent la présence de l'Allemagne nationale-socialiste, avec toutes ses aspirations à l'hégémonie en Europe centrale, avec toute la force acquise par le « Drang nach Osten » maintenant que l'annexion brutale de l'ancienne Autriche indépendante a ouvert à la puissance allemande la grande voie du Danube conduisant aux richesses du vaste domaine de l'Europe orientale. Cela fait que, dans la réalité des choses, il ne s'agit plus ici d'un problème intérieur tchécoslovaque, mais d'un problème international, le plus vaste, le plus profond, le plus tragique aussi qui se soit posé devant les peuples du Continent depuis la fin du conflit mondial, et en conséquence même, peut-on dire, de cette fin, en raison de l'usure politique rapide de la victoire de 1918 à la suite des défaillances répétées de ceux qui l'ont remportée.

■

L'agitation des Allemands des Sudètes, considérée en soi, n'est pas autre chose que le mouvement d'une minorité nationale se développant dans le cadre d'un État démocratique à large prépondérance tchèque et slovaque, mais qui compte plusieurs minorités relativement importantes établies dans certaines régions et qui aspirent, les unes et les autres, à une certaine autonomie administrative, afin de se soustraire dans la mesure du possible au contrôle d'un pouvoir trop centralisé à leur gré. On peut toujours parer aux risques que comportent de tels mouvements par des réformes administratives prudentes, qui, sans toucher à la structure de l'État, tiennent compte des revendications légitimes de ces minorités, de manière à associer celles-ci plus étroitement à la vie nationale. C'est dans cet esprit que le Gouvernement de Prague, auquel les conseils de modération et de conciliation de la France et de l'Angleterre n'ont pas fait défaut, a envisagé tout d'abord un règlement pouvant du moins constituer une première étape vers une solution définitive. Les excitations de la presse nationale-socialiste allemande, les encouragements à l'intransigeance prodigués au parti de M. Henlein par les éléments les plus actifs du IIIe Reich n'ont pas permis de s'arrêter à une telle formule.

A la fin du mois d'avril, on s'est trouvé en présence d'un programme en huit points établi par M. Conrad Henlein en conclusion du Congrès de Karlovy-Vary, programme qui posait nettement le principe de l'autonomie administrative totale de la population allemande de Tchécoslovaquie considérée en tant que groupe ethnique. Ce programme en huit points exigeait la complète égalité de droits et de rang entre le groupe ethnique allemand et le peuple tchèque, la reconnaissance du groupe ethnique des Allemands des Sudètes comme personnalité juridique et la délimitation du territoire qu'il occupe dans l'État, l'établissement d'une administration purement allemande dans ce territoire pour tous les domaines de la vie publique, des garanties de protection pour les ressortissants allemands vivant en dehors du territoire fermé

de leur nationalité, la suppression des injustices dont les Sudètes prétendent avoir été victimes depuis 1918 et la réparation des dommages qui leur auraient été causés de ce fait, l'application absolue du principe qu'à un territoire allemand il faut des fonctionnaires et des agents publics allemands et, enfin, la pleine liberté pour les Sudètes de confesser la nationalité allemande et la philosophie du monde allemand, ce qui signifie, en réalité, le droit de se conformer entièrement à la doctrine et aux méthodes du national-socialisme. Il fut décidé que des négociations s'engageraient entre le Gouvernement de Prague et des représentants qualifiés du parti allemand des Sudètes en prenant comme base de discussion, d'une part, les projets de réformes élaborés par le Cabinet Hodza et, d'autre part, le programme en huit points de M. Conrad Henlein. Ces pourparlers aboutirent rapidement à une impasse. Le Gouvernement tchécoslovaque, bien que résolu à consentir de larges concessions au point de vue administratif et culturel, ne pouvait admettre qu'il fût porté atteinte à l'unité de l'État, tandis que le parti allemand s'en tenait irréductiblement aux revendications fondamentales du programme de Karlovy-Vary.

Lorsque le Cabinet britannique prit l'initiative d'envoyer à Prague lord Runciman en mission personnelle, comme un médiateur impartial chargé de rapprocher les thèses en présence et de faciliter un compromis, des tentatives répétées furent faites pour obtenir des deux parties les concessions nécessaires à un accord. Le Gouvernement de Prague fut seul à en faire, allant jusqu'à suggérer une formule d'autonomie dans le cadre cantonal, avec toutes les garanties désirables pour le développement culturel et les intérêts économiques des Sudètes. En présence de l'intransigeance du parti allemand, lord Runciman, en contact étroit avec le président de la République, M. Bénès, lequel engagea des conversations officieuses avec les principaux réprésentants du groupe des Sudètes, obtint de M. Conrad Henlein que celui-ci fît le voyage de Berchtesgaden pour s'entretenir de la situation avec le chancelier Hitler. Le secret quant aux résultats de cette entrevue fut bien gardé au retour de M. Henlein, mais il apparut clairement que le parti des Allemands des Sudètes n'acceptait pas les

suggestions faites par le Cabinet de Prague et qu'il maintenait les huit points du programme de Karlovy-Vary. Grâce aux efforts de lord Runciman, un pas de plus — un pas décisif — fut fait par le Cabinet Hodza. Au lieu de s'en tenir, comme il l'avait fait jusque-là, à des suggestions, le Conseil des ministres, après quatre heures de délibérations, arrêta un « projet définitif » comportant des concessions capitales, allant aussi loin qu'il était possible d'aller si l'on voulait sauvegarder l'existence d'un État tchécoslovaque indépendant. De ce que l'on a pu apprendre de ce « projet définitif », il résulte qu'en somme les Allemands des Sudètes obtiendraient satisfaction pour la plupart de leurs revendications, mais qu'il n'était guère possible, pour des raisons faciles à comprendre, de leur permettre de créer un État national-socialiste dans l'État démocratique tchécoslovaque, ce qui n'aurait plus rien de commun, il faut bien en convenir, avec l'autonomie administrative et culturelle la plus libérale, et ce qui, par contre, aurait pour effet d'enlever tout caractère d'indépendance à la politique extérieure de la République. Les choses en sont là au moment où nous écrivons, et nul ne doute que c'est uniquement de Berlin et du chancelier Hitler personnellement qu'il dépend désormais que le parti des Allemands des Sudètes accepte ou refuse de négocier sur la base de ce « projet définitif ».

■

C'est donc ici que le Gouvernement du Reich doit abattre son jeu et prendre ses responsabilités. Le Cabinet de Prague allant jusqu'à la limite des concessions compatibles avec l'existence d'un État indépendant et souverain, et les trois millions et demi d'Allemands de Tchécoslovaquie étant assurés d'obtenir l'autonomie administrative dans les régions où ils sont en majorité, ainsi que toutes les garanties de dignité pour leur groupe ethnique dans l'ensemble de l'activité politique, économique et sociale de la nation, l'opinion internationale ne comprendrait pas que la crise ne puisse être résolue s'il s'agit uniquement de faire droit aux revendications des Sudètes et de sauvegarder en toute certitude leurs intérêts.

Mais la question est de savoir dans quelle mesure l'Allemagne prend réellement souci du sort de la population allemande de Tchécoslovaquie. Il ne semble pas que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — principe respectable, sans doute, mais au nom duquel tant d'erreurs ont été commises depuis la fin de la guerre — soit réellement en cause ici. On n'a jamais entendu dire que les Allemands des Sudètes réclamaient leur rattachement au Reich. On n'a jamais révélé à Berlin qu'on méditait de les absorber, comme le furent les Allemands d'Autriche, sous prétexte de réaliser l'unité politique de la communauté du peuple allemand. Le peu d'intérêt que le Reich hitlérien porte aux Allemands du Haut-Adige depuis l'établissement de l'axe Rome-Berlin prouve assez que ce principe ne vaut que suivant les circonstances favorables ou défavorables à la politique générale du Reich.

Celle-ci seule compte aux yeux des dirigeants du national-socialisme, et il n'est nullement exclu que ceux-ci considèrent que les Allemands des Sudètes peuvent mieux servir les fins de l'expansion germanique en Europe centrale et orientale en restant dans le cadre de l'État tchécoslovaque qu'en prenant définitivement place dans le Reich unifié. Étant maîtres de leur action dans la région des Sudètes, s'y affirmant comme les agents les plus dociles du national-socialisme, pouvant exercer leur influence à Prague même sur l'orientation de la politique intérieure et extérieure de la République tchécoslovaque, les vastes desseins du IIIe Reich en seraient grandement favorisés. Pour que l'hégémonie allemande puisse devenir une réalité, il faut que la Petite-Entente se disloque, que les liens entre la France et les trois puissances associées pour le maintien des clauses territoriales du traité de Trianon se rompent, que la Tchécoslovaquie dénonce son pacte d'assistance mutuelle avec la Russie soviétique, que, politiquement et économiquement isolée, elle se trouve contrainte d'entrer dans le sillage du Reich. Même si l'Allemagne est assurée du concours de la Hongrie — ce qui n'est pas établi en dépit de la récente visite officielle du régent Horthy à Kiel et à Berlin — le « Drang nach Osten » ne saurait produire tous ses effets si le bastion tchécoslovaque doit subsister dans sa force présente en arrière de la poussée germanique vers les riches

champs de blé de la région danubienne, vers les pétroles de Roumanie, vers toutes les ressources en matières premières de l'Europe orientale. L'obstacle autrichien étant supprimé, il s'agit maintenant de réduire par l'intérieur l'obstacle tchécoslovaque.

C'est là qu'est le véritable aspect européen de la crise actuelle. Priver la France de ses points d'appui au centre et au sud-est du Continent, écarter l'Angleterre d'un vaste domaine continental, ce qui aurait pour effet d'affaiblir ses positions dans la Méditerranée orientale et dans tout le Proche-Orient, réserver toutes les possibilités à la seule expansion politique et économique du Reich reconstitué dans la totalité de sa puissance militaire, telle semble bien être la véritable portée de la politique allemande en ce qui concerne la crise tchécoslovaque, politique qui donne à cette crise son caractère proprement européen. Le IIIe Reich hitlérien a repris à son compte la conception de la « Mitteleuropa » qui était celle de l'Allemagne impériale pendant la Grande Guerre, mais il l'a élargie et, pour la réaliser, il use de méthodes singulièrement audacieuses et habiles que Guillaume II ne soupçonnait point.

ROLAND DE MARÈS

PARIS... d'hier et d'aujourdhui

AU MARAIS

Il ne faut pas croire que la rue Michel-Lecomte, au quartier Sainte-Avoye, tire son nom devenu proverbe (« Ça fait la rue Michel ! ») de quelque homme politique moderne. Le vocable existe dès le XIIIe *siècle, sans qu'on sache d'ailleurs qui était cet illustre Michel, et, dès* 1291, *sur l'actuel n°* 28, *les actes nous montrent établi un certain Guillaume Vilain, orfèvre. Depuis lors, l'infatigable Maurice Dumolin ne perd plus la trace des habitants successifs : les Vilain jusqu'en* 1484, *les Hardy de la Trousse, parents de madame de Sévigné, jusqu'en* 1705, *les Demydorge, dont la fille épouse le comte d'Hallwyl* (1725-1787), *le prince Esterhazy, les Lefèvre et, depuis* 1819, *les Guyot de Villeneuve. Voilà une filiation bien suivie.*

On a même cru pouvoir y ajouter un nom plus illustre. Le banquier Necker, qui avait loué l'hôtel en 1757, *y résida jusqu'en* 1766 *et c'est le* 22 *avril* 1766 *que naquit sa fille, la future madame de Staël. Mais la maison a été reconstruite vers cette date, et tout porte à croire que ce sont ces travaux qui ont fait déloger les Necker. Ainsi madame de Staël serait née rue de Cléry...*

Quoi qu'il en soit, l'hôtel subsiste, la première des habitations particulières construite par Ledoux, le génial architecte plus illustre que connu, l'auteur des pavillons de l'enceinte des fermiers généraux et de cent autres bâtisses ou projets.

Malgré l'alignement qui la frappe, la grande porte ouvre encore sur la rue des vantaux ornés d'un double monogramme (D. H., D. M. d'Hallwyl, Demydorge) et, dès le porche, le regard s'arrête avec plaisir sur deux beaux bas-reliefs d'armes antiques. Au fond de la cour, le corps

principal, surélevé, est éclairé à l'étage noble par trois fenêtres copiées sur le palais Farnèse. Les ailes sont dessinées sans génie mais, se retournant, on a l'heureuse surprise de les voir unies, au premier étage, par un appartement formant terrasse et loggia : l'encadrement de celle-ci par deux sévères colonnes ioniques est déjà du Ledoux achevé.

A l'angle de l'aile droite, le grand escalier monte noblement, entre une ample rampe de fer forgé et un grand appareillage de pierre, jusqu'à la voûte terminale, en arc de cloître. La maison est tombée en roture. Au bas du degré s'écaillent des statues de jardin. Les étages sont peuplés d'artisans et de marchands d'oiseaux. Dans le grand salon, au rez-de-chaussée du grand corps de logis, un pharmacien fameux triait, jusqu'ici, ses tisanes.

Il est encore charmant, ce salon aux portes peintes de paysage, mais qu'il dut être accueillant! Il ouvre en effet, en arrière, sur ce qui fut certainement le plus joli petit jardin de Paris. Sur les côtés, un cloître formé par une colonnade dorico-toscane et dont les murs portent d'excellents bas-reliefs décoratifs. Au fond, vers la rue de Montmorency, sur le mur jadis peint en trompe-l'œil et encore dominé de balustres, une niche à la rustique, coiffée d'un masque grotesque, encadrée de stalactites ; sans doute elle abritait jadis une fontaine. Le mur se complète par deux niches plus petites et deux enfoncements qui séparent des bandes à refends horizontaux ; à elle seule, la vigueur des reliefs et des accents signerait l'œuvre.

Ce qu'on a fait de ce lieu de délice est atroce : une charpente de bois, de fer et de verre coiffe tout le jardin, devenu cour cimentée ; des cloisons coupent l'espace en deux ; des tuyaux de descente fendent les bas-reliefs ; les niches sont obstruées par des planches ; à l'extrémité droite du cloître — que d'ailleurs l'alignement de la rue de Montmorency menace — on a établi des latrines. Un des bons architectes de ce temps disait avec mélancolie, lors d'une visite récente : « Si ce morceau tout palladien était aux bords de la Brenta, de quels soins il serait l'objet et comme nous y courrions tous ! »

Ce cas pose une fois de plus la « question du Marais ». Tout y est : une belle maison abandonnée, frappée d'alignement sur ses deux faces et, par conséquent, des ingénieurs municipaux décidés, par principe, à démolir ; un propriétaire qui, fort légitimement, veut tirer parti de son bien ; une direction des Beaux-Arts qui aura toutes les peines du monde à « classer » cette propriété.

Supposons que la Ville ou l'État achètent, pour le sauver, l'hôtel d'Hallwyll. Qu'en feront-ils? Nous sommes saturés de musées.

C'est ici qu'il conviendrait d'inaugurer la bonne politique : remettre en état hôtel et jardin et puis les

concéder à une administration, à un fonctionnaire, ou même les louer à un particulier, sous l'expresse obligation, en tous les cas, de respecter l'ordonnance retrouvée et de permettre, quelques jours par an, l'entrée aux visiteurs. Le musée, c'est tout le quartier, peu à peu sauvé, qui le constituerait.

Il faut le répéter inlassablement : sans frais démesurés (les plus-values les compenseraient), en appliquant avec persévérance un plan mûri avec soin, on peut, en quelques lustres, refaire du Maris le plus beau quartier de Paris, le mieux habité, le plus attrayant pour l'étranger, voire pour le Parisien, qu'il ne faut pas oublier non plus.

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Rédacteur en Chef de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Elysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

Nous vivons sous le signe de la complication universelle ; elle s'attaque à toutes les choses de la vie, aux plus petites comme au plus grandes. La maîtresse de maison, elle-même, ne peut plus assigner aux dépenses ménagères un budget fixe ; si, par une tradition respectée, elle rédige chaque jour son livre de comptes, celui-ci prend l'aspect d'une fantasmagorie où, de l'humble carotte au solide aloyau, les prix se livrent à une sarabande effrénée.

Les valeurs mobilières obéissent à cette loi commune. Nos pères — je parle d'une période largement antérieure à 1914 — pouvaient encore assimiler leur portefeuille à cet oreiller « plein de plumes choisies » dont on nous apprenait à chanter les louanges dans notre enfance.

Les choses commencèrent de se gâter avec la carence des Soviets qui, reniant les dettes de leurs prédécesseurs, assimilaient à des billets de loterie, mais combien douteux, ces titres jusqu'ici classés dans la catégorie des « pères de famille ». D'autres États suivirent, par nécessité ou par cynisme, la clause-or elle-même devint un misérable fétu emporté par le torrent. Ces exemples, si amers qu'ils fussent, ne parvenaient toutefois pas à modifier ces habitudes d'immobilité contractées au cours des siècles. On continuait d'entasser ses œufs dans le même panier, sans trop prêter d'attention au sismographe dont l'aiguille, en perpétuelle trépidation, annonçait pourtant de prochaines et imminentes catastrophes.

Aujourd'hui, il est courant d'en voir constater et déplorer les résultats. Mais remonte-t-on jusqu'aux causes, pour les élucider et tâcher tout au moins d'en tirer un enseignement ? La plupart du temps, non.

C'est pour cette raison primordiale que chacun voit se resserrer autour de lui les exigences de la vie. Chacun possède son métier, qui, à moins d'être manuel et régi par cette loi de 40 heures dont nous finirons par mourir, ne lui laisse que des loisirs relatifs et de plus en plus courts. Contre certaines

menaces, contre certaines inéluctabilités, on recourt à l'assurance. Mais on abandonne au hasard — ou à peu près — les valeurs mobilières qui constituent une part essentielle du patrimoine.

Ainsi, l'on s'affole ou l'on se désole devant cette donnée objective que constitue un cours de Bourse. Pourtant, ce cours n'est lui-même qu'un résultat. Il traduit une succession d'événements qui nous ont échappé parce que nous n'assistions pas à telle Assemblée générale, parce que nous ignorions les événements qui allaient se produire sur le marché de telle ou telle matière première, parce que nous ne nous doutions même pas que cet État allait nationaliser, ou plus simplement spolier, certaines industries. En prévoyant le résultat au lieu d'attendre sa matérialisation, en escomptant ses effets à un taux raisonnable, nous pouvions donc éviter une perte ou la ramener à sa plus simple expression.

Il n'aurait tenu qu'à nous. Il aurait suffi pour cela de se donner la peine de rechercher, en temps voulu, le « pourquoi » et le « comment » de chaque chose. Mais cette recherche exige du temps, de la documentation, des enquêtes, toute une spécialisation trop souvent incompatible avec les occupations et les possibilités de chacun. M'inspirant de ces constatations, dont l'importance augmente chaque jour, j'ai créé un Service spécial d'informations rapides que je mets à votre disposition, dans la certitude qu'il pourra vous être utile d'une façon continue et rationnelle et sur les modalités de fonctionnement duquel je me ferai un plaisir de renseigner les personnes qui voudront bien me consulter.

ANDRÉ PLY,

de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique, doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).